

LA DÉSINTÉGRATION DE L'ÉTAT DANS L'ÈRE DE LA GUERRE CONTRE LA  
TERREUR : LE CAS DU YÉMEN

JUDE KADRI

Thèse soumise dans le cadre des exigences pour le programme du Doctorat (Ph. D) en

Sociologie

École d'études sociologiques et anthropologiques

Faculté des Sciences sociales

Université d'Ottawa

© Jude Kadri, Ottawa, Canada, 2022

## **Remerciements**

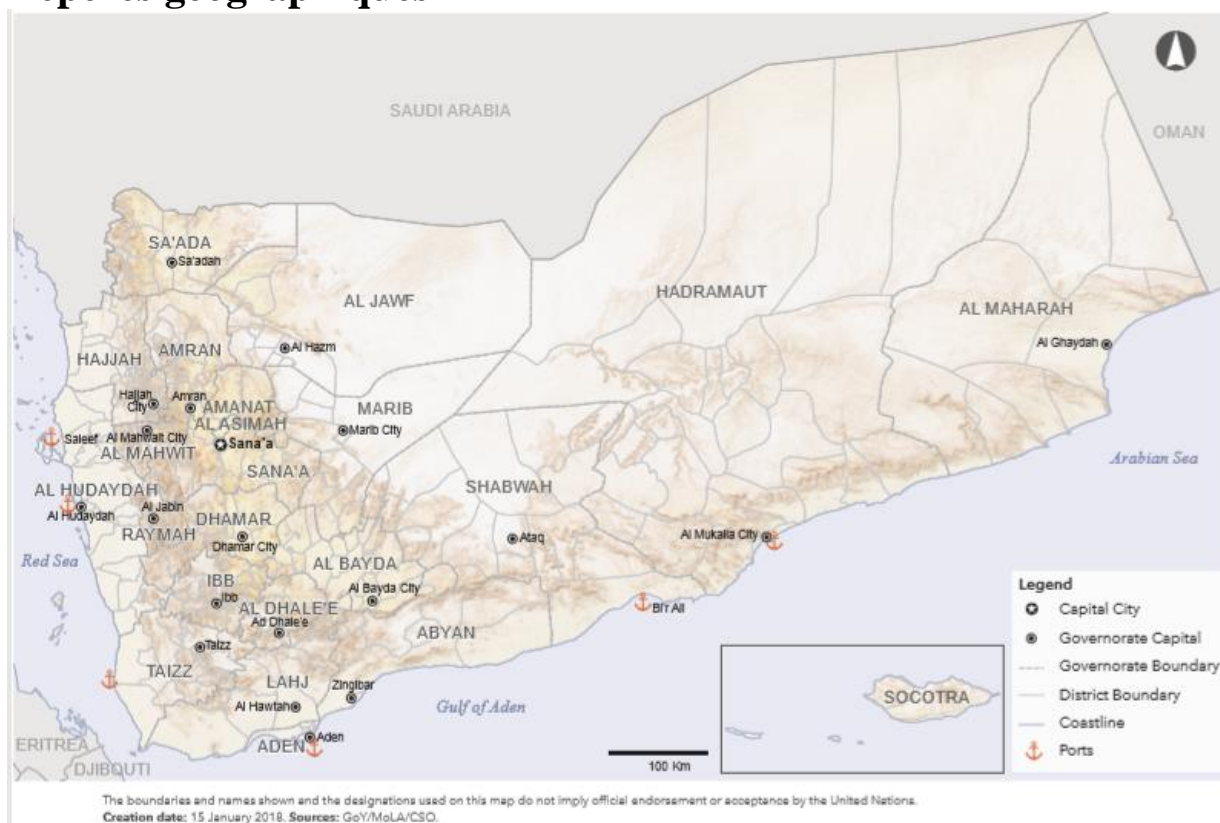
Merci à Dr. Claude Denis pour avoir supervisé la recherche. Merci aussi à Dr. Martha Mundy pour son soutien.

## Table des matières

Remerciements.....	ii
Table des matières.....	iii
Repères géographiques .....	v
Résumé de la thèse.....	vi
Introduction.....	vii
L'organisation de la thèse.....	xviii
Première partie : Le cadre général .....	1
Chapitre 1 Littérature et cadre théorique .....	1
Revue de la littérature sur l'État « défaillant » .....	1
Conception marxiste de l'État.....	12
Méthode de recherche : l'étude de cas .....	24
Perspective théorique macrosociologique.....	27
Le concept de souveraineté dans la lutte des classes à plusieurs niveaux. ....	31
Chapitre 2 L'impérialisme américain avancé (depuis le tournant des années 1970).....	41
La « crise structurelle » du capital depuis les années 1970 .....	41
L'idéologie dominante du néolibéralisme depuis les années 1970.....	47
Chapitre 3 Présentation de l'économie politique Yéménite des années 1960 jusqu'à l'unification.....	54
Atmosphère politique du Yémen dans les années 1960 et 1970.....	56
Le Yémen du Nord.....	59
Le Yémen du Sud.....	63
Le développement économique « dépendant » des deux Yémen dans les décennies 1970 et 1980 et le chemin vers l'unification.....	67
La dépendance à l'aide et aux envois de fonds.....	75
L'Unification de deux États Yéménites fragiles.....	81
La pétrolisation de l'économie et l'unification (1980-1990).....	83
La crise du golfe, la dépendance aux envois de fonds et l'unification (début des années 1990). ....	87
Réflexions sur l'économie politique du Yémen depuis les années 1960 jusqu'à l'unification .....	92
Chapitre 4 La guerre froide et le nassérisme .....	94
Introduction du Chapitre 4.....	94
La première guerre froide arabe.....	95
L'impérialisme américain et la guerre du Yémen du Nord 1962-1968.....	109
Conclusion du Chapitre 4.....	139

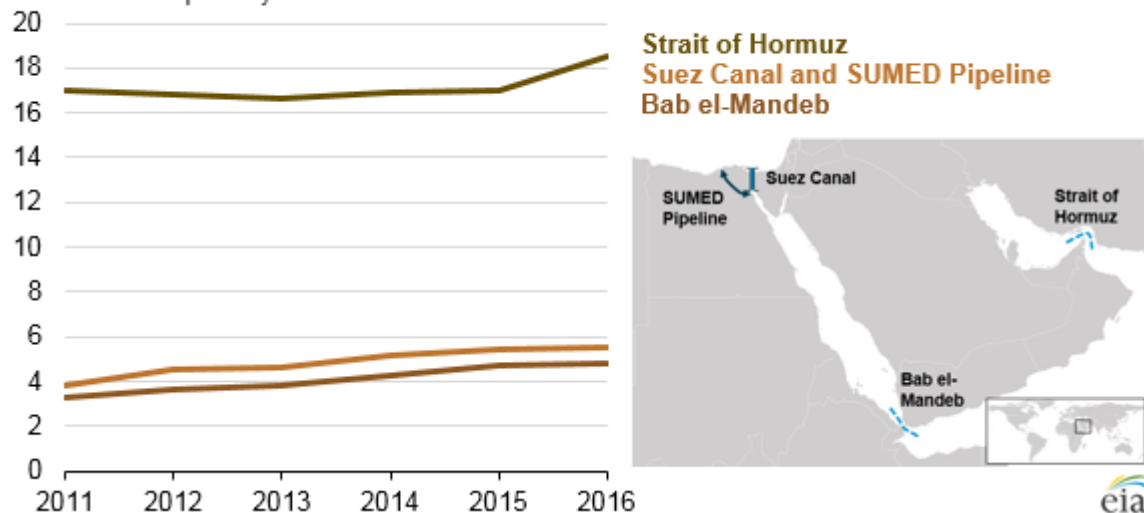
Chapitre 5 La « seconde guerre froide » contre la Chine et la géopolitique de Bab-al-Mandeb .....	142
Introduction du Chapitre 5 .....	142
La montée en force de la Chine depuis les années 1980.....	144
La seconde guerre froide arabe .....	155
La géopolitique de Bab-al-Mandeb depuis 2015 .....	162
Conclusion du Chapitre 5.....	176
Troisième partie : Le Yémen de l'unification jusqu'à la guerre actuelle .....	178
Chapitre 6 Les années du néolibéralisme (1990-2015).....	178
Introduction du Chapitre 6 .....	178
Le Yémen dans le contexte mondial du néolibéralisme. ....	179
La suppression des subventions au Yémen.....	184
Les effets du néolibéralisme sur l'agriculture yéménite .....	186
Le commerce mondial du pétrole et le Yémen .....	193
Les prix macrosociologiques des besoins de base .....	198
Conclusion du Chapitre 6.....	208
Chapitre 7 Les contradictions principales au sein de la guerre actuelle et la fragmentation politique du pays .....	212
Introduction du Chapitre 7 .....	212
Le début de la guerre.....	214
Les Houthis face à la coalition saoudienne.....	222
Analyse de la relation entre l'Arabie saoudite et les Émirats-arabes-unis.....	251
Conclusion du Chapitre 7.....	267
Conclusion générale.....	270
Bibliographie.....	278

## Repères géographiques



Carte du Yémen - 2018 (UNOCHA) (ci-dessus).

**Crude oil and petroleum products transported through Arabian Peninsula chokepoints million barrels per day**



(U.S. Energy Information Administration, 2017 World Oil Transit Chokepoints)

Importance de Bab-al-Mandeb pour le transport des carburants. Près de 59 millions de barils par jour (b/j) de la production mondiale de pétrole ont passé ces routes maritimes en 2015, soit près de 61% du total mondial (ci-dessus).

## Résumé de la thèse

Peu après le déclenchement de la guerre au Yémen suite à l'opération « *Tempête Décisive* » par la coalition saoudienne en mars 2015, un consensus s'était dégagé parmi les médias et les analystes du monde arabe : le Yémen était devenu un « État défaillant ». Compte tenu des lacunes de la littérature, l'objectif dans la thèse est d'expliquer le phénomène empirique de l'échec de l'État yéménite à partir d'une perspective théorique marxiste. Une telle perspective permet de rendre compte de toutes les tensions géopolitiques liées aux relations de classe données par l'ensemble de l'histoire du capitalisme. La principale thèse avancée est que la défaillance ou « désintégration » des États arabes, comme celle du Yémen aujourd'hui, est une manifestation du processus global d'accumulation de capital monopoliste (dans sa phase développée d'impérialisme américain depuis 1970) dans la région géostratégique du monde arabe. La géopolitique (et la géostratégie) est au cœur de l'explication de la désintégration de l'État central du Yémen. Les États-Unis sont mal à l'aise avec l'expansion de l'influence chinoise sur la mer Rouge et les détroits maritimes stratégiques d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb. La désintégration de l'État yéménite, entraînant la désintégration de la souveraineté (en partie à travers la fragmentation du pays), est un moyen de créer le chaos politique dans un pays stratégique, de manière à limiter ou même arrêter la croissance de l'influence chinoise dans la région du monde arabe

## Introduction

Depuis le 26 mars 2015, le Yémen vit une guerre entre les Houthis (alliés aux forces fidèles à l'ex-président Ali Abdallah Saleh) et la coalition d'États du Golfe (alliée au gouvernement de Abdrabbuh Mansour Hadi au pouvoir depuis 2012). Avant le déclenchement de la guerre, les Houthis avaient pris le pouvoir dans la capitale de Sanaa en septembre 2014 grâce à une rébellion. En janvier 2015, ils avaient capturé le palais présidentiel et d'autres bâtiments stratégiques, forçant le président Hadi et ses ministres à démissionner et à dissoudre le Parlement. En réaction, le président Abdrabbuh Mansour Hadi avait demandé à l'Arabie Saoudite d'intervenir militairement pour arrêter les Houthis et protéger son gouvernement. Le 26 mars 2015, une coalition d'États arabes dirigée par l'Arabie Saoudite et soutenue logistiquement par les États-Unis, lançait « *Opération Tempête Décisive* » en recourant à des frappes aériennes contre les cibles Houthis. Pour la monarchie Saoudienne, les objectifs déclarés de cette intervention étaient (et restent jusqu'à ce jour) de contrer l'influence iranienne censément exercée *via* la rébellion des Houthis, ainsi que de rétablir le pouvoir du président Hadi (Salisbury, 2015).

À cause de la guerre, le Yémen, qui était déjà le pays le plus pauvre du monde arabe, connaît aujourd'hui des niveaux alarmants de pauvreté et de malnutrition, ce qui engendre l'une des plus sévères crises humanitaires de l'histoire. « Le Yémen, après cinq mois, ressemble à la Syrie après cinq ans » avait affirmé Peter Maurer, le chef du Comité international de la Croix-Rouge en août 2015 (Le Monde, 2015). Selon UNOCHA, en 2020, le Yémen était la pire crise humanitaire au monde et les niveaux de besoins humanitaires étaient stupéfiants : 80% de la population - 24,1 millions de personnes - avaient besoin d'une forme quelconque d'aide humanitaire (UNOCHA, 2020). Jusqu'à ce jour, il n'y a pas de gouvernement central qui peut faire face à la crise.

La guerre a mené à la balkanisation du pays en différentes factions. L'ancienne division nord/sud du pays (pré-1990) est réapparue et de multiples groupes politisés ainsi que des gouvernements étrangers imposent leur autorité sur des parties du territoire. Depuis 2015, les Houthis maintiennent le contrôle du nord et de l'ouest du pays, tandis que le gouvernement de Hadi, réinstallé à Aden, contrôle l'est et le sud. L'incapacité de l'État *de jure* de Hadi à gagner de la légitimité politique, a renforcé l'influence des « séparatistes » du sud. Al-Qaeda a réussi à imposer une présence dans de nombreuses régions du pays et à maintenir le contrôle politique effectif sur certaines parties des provinces de Shabwa et d'Hadramawt (Crisis group, 2017). La branche yéménite de « l'État islamique en Irak et en Syrie » (ISIS) a aussi accru son influence pendant la guerre. Elle a placé des camps d'entraînement dans certaines régions du sud et n'hésite pas à prendre le crédit de certaines attaques menées par d'autres forces (European Council on Foreign Affairs, sans date).

La transition de la Banque centrale de Sanaa à Aden par le gouvernement de Hadi en 2016 avait conduit à l'aggravation de la crise économique puisque de nombreux fonctionnaires de l'État, surtout ceux situés dans les zones contrôlées par les Houthis, avaient cessé de recevoir leurs salaires (habituellement distribués par la Banque centrale). D'après les MSF (Médecins Sans Frontières), au cours de l'année 2016, la plupart des 1,2 million de fonctionnaires n'avaient touché que peu de salaire, voire aucun salaire, y compris des dizaines de milliers de travailleurs dans le secteur public de la santé. Aussi, suite à ce déplacement, le gouvernement de Hadi avait imprimé une énorme quantité de monnaie, au moins 600 milliards de rials, provoquant une spirale inflationniste qui avait alors érodé la valeur du rial (vis-à-vis du dollar américain) et accentué la crise économique (UNICEF, sans date ; Walsh, 2018).

Avec cette guerre, de nombreux médias, institutions gouvernementales et non gouvernementales (par exemple : le Fonds pour la Consolidation de la paix ; haaretz.com ; al Jazeera ; MEPC (Middle East Policy Council : Conseil politique du Moyen-Orient) ;

crisisgroup.org et CSIS (Center for Strategic and International Studies : Centre d'études stratégiques et internationales) ; FP Staff, 2009) ont déterminé que le Yémen post-guerre était un « État défaillant ». Le Yémen a ainsi été ajouté à la liste des pays nouvellement défaillants dans le monde arabe depuis le début de la « guerre contre la terreur ». L'Irak et la Libye, par exemple, possédaient chacun un État avec un fort degré d'autorité sur leur territoire, mais après le déclenchement de leurs guerres respectives, ces nations sont devenues dominées par de nombreuses forces politiques externes et internes, incorporant des gouvernements étrangers, des partis politiques locaux et des groupes terroristes.

La dévastation économique suit la « défaillance d'État ». C'est ce phénomène de la défaillance de l'État qui a stimulé l'intérêt de la recherche dans la guerre yéménite actuelle. Pourquoi le Yémen est-il devenu « défaillant » ? Quelles sont les causes de cette « défaillance » ? Et encore plus, quelles sont les limites du concept « d'État défaillant » pour la description de la réalité actuelle au Yémen ?

La science sociale (d'une vision marxiste) cherche à dépasser « l'exotérique » pour donner du sens « ésotérique » aux phénomènes sociaux ou aux objets observables (Lipietz, 1983). La sociologie nous mène à poser la première question : Quelles sont les causes profondes et historiques du phénomène en question ? En ce qui concerne notre phénomène, une revue de la littérature académique entourant la défaillance d'État dans le monde arabe (et autres dans le tiers-monde) met en évidence la manipulation de concepts comme celui « d'État défaillant » par des acteurs sociaux divers (les gouvernements, les intellectuels, les médias, etc.) pour satisfaire des intérêts impérialistes. Notre objectif est de comprendre en profondeur les relations de classe et les logiques du capital qui se cachent derrière une telle manipulation, de façon à dépasser le champ de l'immédiateté du capitalisme, pour ensuite décrire la désintégration du Yémen à partir de notre perspective marxiste. Notre question centrale se pose comme tel : pourquoi des États dans le monde arabe, depuis 2001, se désintègrent-ils

après les interventions des pays occidentaux (et de leurs alliés régionaux) ? Partant d'une perspective marxiste, la question peut se poser comme telle : comment la désintégration de l'État arabe s'inscrit-elle dans la lutte des classes mondiale impliquant, en premier, un processus global d'accumulation de capital monopoliste-financier ? On vise à répondre à ces questions grâce à l'étude du cas du Yémen. Cette Introduction présente un survol de l'histoire de la région, du Yémen et du pétrole au cours du 20ème et 21ème siècle.

Les États arabes sont nés dans des circonstances dominées par des pressions mondiales liées à la marchandisation du pétrole au cours des 20ème et 21ème siècle. L'accord Picot-Sykes, la création d'Israël en 1948, le départ définitif des puissances européennes, notamment de la Grande-Bretagne et de la France à la fin des années 1960, la guerre froide entre l'URSS et les États-Unis, ont constitué des événements marquants dans la transformation du système étatique dans le monde arabe. La mise en place des politiques néolibérales dans les années 1980 et 1990 et le lancement de la guerre « contre la terreur » par les États-Unis depuis septembre 2001 font partie de ces événements marquants (ESCWA, 2014, p.9). Au cours des 20ème et 21ème siècle, le contrôle politique et militaire du monde arabe riche en pétrole est impératif pour les puissances impérialistes majeures, principalement l'Europe et les États-Unis. Le contrôle des ressources du monde arabe, grâce à la subjugation des peuples, est une source d'immense pouvoir de classe. Comme le montre Painter (1986) dans son article « *Oil and the American century* », le contrôle du pétrole arabe avait joué un rôle essentiel dans la montée en puissance des États-Unis en tant que leader du monde après la chute de l'Union soviétique (Painter, 1986). Jusqu'à ce jour, les États-Unis ont besoin de contrôler l'offre de pétrole pour la préservation de leur statut de leader mondial, face à de nouveaux ennemis de taille.

La division du monde arabe en États-nations a eu lieu après la Première Guerre mondiale (une guerre qui marque aussi la chute de l'empire ottoman). Le pétrole avait été un facteur

important dans la division et la formation des États arabes par les forces colonisatrices principales (une division établie lors de l'Accord Picot-Sykes en 1916). Selon Curtis, c'est l'Angleterre qui avait accordé le plus d'importance au contrôle du pétrole dans le découpage du monde arabe (Curtis, 2016). En effet, d'après Engedahl (2007), au début des années 1900, dans le contexte d'une course acharnée contre l'Allemagne pour le contrôle des routes maritimes (et donc pour le contrôle des périphéries), l'Angleterre décide de passer du charbon au pétrole afin d'énergiser ses entreprises et ses flottes navales. Grâce à la fondation de l'entreprise pétrolière anglo-iranienne en 1908, les Anglais étaient parvenus à sécuriser l'accès au pétrole. La découverte des vastes réserves de pétrole en Irak avait intensifié les rivalités impérialistes et créer une autre raison pour provoquer l'éclatement de la Première Guerre mondiale qui conduit à la division du monde arabe entre les puissances colonisatrices (Engedahl, 2007).

D'après Curtis (2010), le découpage de la région par des responsables britanniques et français lors de l'accord Picot-Sykes, illustre l'utilisation de longue date de l'islam par les Britanniques (Curtis, 2010, p.8). Les planificateurs britanniques considéraient le monde arabe comme essentiel pour « des raisons à la fois stratégiques et commerciaux » (Curtis, 2010, p.5). Selon Erlich (2014), afin d'organiser la politique arabe, les puissances occidentales avaient sélectionné un chef tribal/sectaire pour chaque nation arabe. Les fils des chefs de Sharrif de La Mecque avaient été faits rois : Faisal avait été fait roi de l'Irak et Abdullah, le roi de Transjordanie. Les Kurdes n'avaient pas reçu d'État-nation : le peuple kurde avait été divisé entre la Turquie, la Syrie, l'Irak et l'Iran. L'État obtenu par les Palestiniens avait plus tard été colonisé par les sionistes (Erlich, 2014, p.93-94).

En 1924-25, l'intégration des lieux saints de la Mecque et de Médine dans le royaume saoudien, grâce à la conquête militaire saoudienne, avait inévitablement contribuer à ancrer fermement l'autorité d'Al Saoud dans le monde musulman (Silverfarb, 1982, p.276). Grâce à

cet ancrage de pouvoir, l'Arabie saoudite avait pu recevoir la reconnaissance de la Grande-Bretagne, et en 1932, les Britanniques la proclament officiellement (Silverfarb, 1982, p.279).

Dans le Yémen, par suite de l'effondrement de l'empire ottoman, une monarchie zaydite (religion islamique de secte chiite) prend le pouvoir et déclare l'indépendance du Yémen du Nord, avec la reconnaissance des Italiens en août 1926 et le mépris perpétuel des Anglais. Le dirigeant de cette monarchie, l'Imam Yahya, était à la fois un dirigeant séculier et un chef spirituel (Baldry, 1976, p.173). Dans une courte guerre, mais décisive entre l'Arabie Saoudite et le Yémen en 1934, les Saoudiens gagnent contre les Yéménites afin d'intégrer Jīzān, Assir et Najran (des provinces situées au sud du Yémen) dans leur territoire. Une succession de trois imams Zaydites avait mené le Yémen du Nord à un coup d'État républicain en 1962 (Orkaby, 2014, p.51).

De 1839 à 1963, Aden avait été sous protectorat britannique dans le Yémen du Sud. Plus précisément, le port d'Aden avait été considéré comme appartenant à l'Inde britannique et s'appelait le protectorat d'Aden. Après la Première Guerre mondiale, les Britanniques avaient décidé de séparer Aden de l'Inde tout en renforçant leur présence dans la ville, faisant d'Aden une colonie à part entière en 1937 (Walker, 2014, p.4). D'après Walker (2014), sous la domination britannique, le port d'Aden était un port pétrolier qui desservait British Petroleum Aden et offrait des biens aux équipages britanniques et aux travailleurs des raffineries de pétrole. Des milliers d'ouvriers et de travailleurs qualifiés anglais avaient immigré pour construire et exploiter des raffineries de pétrole. Des troupes britanniques avaient été hébergées dans le port d'Aden pour protéger la raffinerie. En 1956, le port d'Aden est devenu la principale base britannique de la région suite à la perte du Canal de Suez. Toutefois, en 1963, par suite de la révolution socialiste des Yéménites du sud soutenue par Gamal Abdel Nasser, ces derniers furent expulsés du Yémen (Walker, 2014, p.8-9).

La plupart des nations arabes sont riches en pétrole. D'un point de vue marxiste, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la classe du capital monopoliste-financier dirigé par les États-Unis est celle pour laquelle le pétrole est fondamental. Le pétrole a été capital dans la montée en puissance des États-Unis en tant que leader de l'impérialisme : la concentration et la centralisation des capitaux étaient liés au contrôle stratégique du pétrole par les États-Unis. En effet, le système du pétrodollar, qui implique le contrôle de la production de pétrole par les États-Unis, est au fondement de la puissance du dollar américain qui est la monnaie internationale et l'outil financier principal de l'impérialisme contre les nations du tiers-monde (Magdoff, 1979). Selon les mots de Craig-Jones (2012) : "Middle Eastern oil has enchanted global powers and global capital since the early twentieth century. Its allure has been particularly powerful for the United States" (Craig-Jones, 2012, p.208).

D'après Painter, le contrôle du pétrole a renforcé la puissance militaire et économique des États-Unis et leur a permis de gagner les deux guerres mondiales et la guerre froide (Painter 1986, p.27). Les États-Unis étaient les « premiers producteurs de pétrole du monde au cours des trois premiers quarts du 20ème siècle », et « cinq des sept grands groupes pétroliers qui avaient dominé l'industrie pétrolière internationale des années 1920 aux années 1970 étaient américains » (mes traductions, Painter, 1986, p.27). L'obsession avec le pétrole avait commencé alors tôt dans le 20ème siècle. Toutefois, pour la montée en puissance des États-Unis, ce n'était pas le pétrole lui-même qui était le plus fondamental, mais le contrôle de la production de pétrole à travers le monde, surtout dans le monde arabe. Ceci est devenu le plus clair après la Seconde Guerre mondiale et le pacte Quincy entre les États-Unis et l'Arabie saoudite. Craig-Jones explique :

“American oil wars have not been about establishing direct control over oil fields nor about liberation or freedom, at least not political freedom for the peoples of the region. Instead, they have primarily been about protecting friendly oil

producers. The objective has not necessarily been to guarantee that Middle Eastern oil made its way to the United States, although meeting basic domestic energy needs remained a vital part of the broader calculation. Keeping prices stable (not low) and keeping pro-American regimes in power were central to U.S. strategy.” (Craig-Jones, 2012, p.210).

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis avaient délibérément militarisé la région du monde arabe (à travers la vente d’armes et le placement de troupes américaines) et soutenus politiquement les gouvernements autoritaires du golfe afin de contrôler la production du pétrole, indirectement. Ceci avait renforcé un ordre géopolitique qui mène à de nombreux conflits (Craig-Jones, 2012, p.210). L'accès au pétrole était (et reste) une priorité clé de la politique étrangère américaine : il implique les États-Unis dans des conflits dans le monde arabe et d'autres régions riches en pétrole. Les principales doctrines de la politique étrangère américaine depuis la Seconde Guerre mondiale (incluent les doctrines de Truman, Eisenhower, Nixon, Carter, Reagan) étaient, selon Painter, étroitement liées au contrôle du pétrole dans le Moyen-Orient (Painter, 1986, p.24).

Ainsi, depuis la Seconde Guerre mondiale, le monde arabe a vécu de nombreuses guerres (inclus deux « guerres froides arabes »), en raison des tensions entre l’impérialisme et ses rivaux au niveau mondial et régional pour le contrôle stratégique du pétrole. Durant la guerre froide opposant les États-Unis et l’URSS, le monde arabe était devenu le théâtre d'une lutte idéologique entre les deux superpuissances. Dans un contexte où le pétrole devenait de plus en plus vital pour le développement industriel des nations du sud, la présence de 60-65% (les chiffres varient) des réserves mondiales de pétrole dans la région était le facteur primaire de son importance géostratégique. Vers la fin des années 1970, l’affaiblissement du socialisme au niveau régional (avec la mort de Nasser) et mondial (avec les nombreuses défaites militaires de l’URSS) avait permis aux États-Unis et ses alliés régionaux de progressivement

supplanter leur influence dans les États arabes. Selon Rabinovich, de 1979 à nos jours, les États-Unis et leurs alliés régionaux font face à un mouvement grandissant et contre-hégémonique dans le monde islamique mené par l'Iran (Rabinovich, 2019).

Le Yémen a été stratégique durant la guerre froide et le reste encore dans le contexte de la « Seconde guerre froide » entre les États-Unis et la Chine (Cox (1998) Dalby (2016), Klare (2019), Li et Li (1998), Makwerere et Chipaika (2012), Shambaugh (1995), Wescott (2020)). Selon le département américain de l'Énergie, environ 4,7 millions de barils de pétrole traverseraient quotidiennement Bab-el-Mandeb dans les deux sens, y compris du pétrole destiné à la Chine. La mer Rouge est l'une des voies navigables les plus stratégiques au monde, reliant l'Europe au golfe Persique et à l'Asie de l'Est. Au sud, le détroit de Bab-el-Mandeb relie la mer Rouge à l'océan Indien, tandis qu'au nord, le canal de Suez en Égypte assure le passage vers la mer Méditerranée. Au début des années 1930, lorsque les flux de pétrole dans le golfe Persique se sont multipliés, la fonction principale de Bab-al-Mandeb s'était transformée. Ce détroit a été transformé en une voie navigable pour le commerce de pétrole qui est actuellement le produit le plus stratégique et essentiel dans le monde (US Energy Information Administration, 2017). Avec le renforcement du système du pétrodollar, ce détroit est devenu un point de tension intenses entre les grands pouvoirs qui souhaitent contrôler le commerce du pétrole.

La thèse principale avancée est que la désintégration des États arabes, comme celle du Yémen actuellement, est une manifestation du processus global de l'accumulation de capital monopoliste-financier (dans sa phase développée depuis 1970) dans la région géostratégique du monde arabe. La géopolitique (et géostratégie) est primordiale à l'explication de la désintégration de l'État central du Yémen. Pour être plus précis, les États-Unis se sentent menacés par l'épanouissement de l'influence chinoise sur la mer Rouge et sur les détroits maritimes stratégiques d'Ormuz et de Bab-el-Mandeb. La désintégration de l'État yéménite,

impliquant la désintégration de la souveraineté – ou de l'autonomie – yéménite (en partie à travers la fragmentation du pays), a pour but de créer un chaos politique dans un pays stratégique de façon à limiter l'accroissement de l'influence chinoise dans cette région du monde arabe qui certainement menace la superstructure financière du système économique mondial fondé sur le dollar américain.

Les intérêts de classe des forces régionales principales dans le monde arabe (principalement : l'Iran, l'Arabie Saoudite, Israël) sont « surdéterminés » par les intérêts mondiaux. Ces pays n'existent pas dans un vide, mais dans un système économique mondial qui remonte au colonialisme européen. Ainsi, on ne peut pas les isoler du reste du monde et des intérêts plus larges et globaux. L'histoire même de ces pays a été modelée par les Européens, puis par les Américains. Ainsi, le Yémen reflète différentes contradictions, au niveau régional comme au niveau global. Les Houthis au Yémen reflètent les intérêts économiques de l'Iran, puisqu'ils veulent une souveraineté nationale forte qui est incompatible avec les intérêts américains liés au pétrodollar et à la surexploitation. Le gouvernement internationalement reconnu de Hadi reflète les intérêts économiques de l'Arabie saoudite et de ses alliés, puisqu'il a été mis en place par cette coalition pour la soumission du Yémen aux intérêts saoudiens et impérialistes. Nous pouvons voir, à travers la longue histoire du capitalisme, que les mouvements nationaux du tiers-monde qui souhaitent de l'autonomie économique et politique ne peuvent en aucun cas être compatibles avec les intérêts coloniaux et impérialistes.

Ma principale contribution à la sociologie contemporaine est une compréhension alternative de la désintégration de l'État dans le monde arabe, dans notre période historique spécifique. Cette thèse a pour ambition d'aider les étudiants et les analystes, qui veulent étudier le cas d'un État ruiné par la guerre dans le monde arabe. S'éloigner de la notion libérale dominante de l'État défaillant et plutôt adopter une base théorique marxiste et historique qui affirme

l'essence de la désintégration d'État : les nations dont les relations de classes internes sont surdéterminées par l'impérialisme. À travers mon analyse de la situation spécifique au Yémen, il est démontré qu'il est possible de lier des concepts marxistes (État, classe, souveraineté, impérialisme) à des événements concrets, et produire une thèse qui pointe à l'importance de la lutte de classe (et de la lutte contre l'impérialisme) pour le développement d'un État « fort » souverain dans une nation arabe en question.

Cette thèse a été rédigée au cours des années 2019 à 2021 : années durant lesquelles les discours politiques par des acteurs principaux de la guerre, les bombardements de sites pétroliers, les conflits armés entre groupes opposés se manifestaient de manière surprenante et très rapide. La base marxiste (et historique) de l'approche théorique de la thèse, a permis de prendre en considération certains des événements et phénomènes observables dans la guerre actuelle tout en pensant au-delà de leurs effets immédiats afin d'analyser plus en profondeur les tensions de classes (aux différents niveaux nationaux, régionaux et mondiaux) qui sont à l'essence de cette guerre. C'est sur la base de la considération sérieuse de ces tensions, qu'on a guidé l'analyse dans l'objectif de parvenir à développer une conception de ce que pourrait être la « défaillance » de l'État Yéménite.

# **L'organisation de la thèse**

## Chapitre 1 : Littérature et cadre théorique

Dans ce chapitre, sont présentés la revue de la littérature, la critique marxiste du concept de défaillance d'État, la méthode de l'analyse de cas, le cadre théorique, et pour finir, la présentation du concept de « souveraineté ».

## Chapitre 2 : L'impérialisme américain avancé (depuis le tournant des années 1970)

Le cadre théorique démontre que le présent est influencé par l'histoire de la lutte des classes (l'histoire est le jeu d'une dialectique entre la structure mondiale des classes et la contingence de l'histoire). On se situe dans la longue ère de l'impérialisme américain avancé (depuis 1970).

## Chapitre 3 : Présentation de l'économie politique du Yémen des années 1960 à l'unification

L'intérêt de présenter l'histoire économique du Yémen des années 1960 à 1990 (date de l'unification) est de permettre d'avoir l'arrière-plan historique requis afin d'analyser la situation actuelle.

## Chapitre 4 : la guerre froide et le nassérisme

Les analyses du Yémen et de l'Égypte durant la guerre froide ont démontré que les chances pour l'Égypte de gagner le Nord-Yémen au moment de l'incursion en 1962 étaient extrêmement minces. Dans un scénario contrefactuel, la victoire de l'Égypte aurait permis

aux égyptiens d'obtenir plus de ressources à déployer contre Israël pendant la guerre de six jours en 1967.

Chapitre 5 : La seconde guerre froide contre la Chine et la géopolitique de Bab-al-Mandeb

La géopolitique de Bab-al-Mandeb est analysée dans le contexte de la guerre actuelle au Yémen durant cette période de crise structurelle du capital et de la pandémie du COVID-19.

Chapitre 6 : Les années du néolibéralisme (1990-2015)

Au premier abord, le blocus Saoudien est à l'origine de la famine de masse depuis 2015, cependant, celle-ci résulte de la restructuration néolibérale de l'économie mondiale au tournant des années 1970. Au fil des décennies, mais surtout à partir des années 1990, avec l'application des politiques néolibérales, le Yémen a été progressivement poussé vers un état socio-historique qui limite extrêmement les possibilités de manœuvre d'un gouvernement (que ce soit un gouvernement Houthis ou un autre) pour créer et gérer une société autosuffisante en vivres.

Chapitre 7 : Les contradictions principales au sein de la guerre actuelle et la fragmentation politique du pays

La coalition saoudienne ne va pas abandonner le Yémen. Le projet politique nationaliste des Houthis consiste à obtenir l'indépendance du Yémen à l'égard des Saoudiens, des Israéliens et des Américains, suivie d'un rapprochement de l'Iran. Jusqu'à ce jour, il apparaît que leur régime est menaçant pour l'impérialisme puisqu'il vise à se détacher du continuum politique dirigé par l'Arabie saoudite et Israël dans le monde arabe.

## **Première partie : Le cadre général**

### **Chapitre 1 Littérature et cadre théorique**

Dans ce chapitre, sont présentés la revue de la littérature, la critique marxiste du concept de défaillance d'État, la méthode de l'analyse de cas, le cadre théorique, et pour finir, la présentation du concept de « souveraineté ».

#### **Revue de la littérature sur l'État « défaillant »**

Au cours des deux dernières décennies, un grand nombre d'organismes gouvernementaux, d'analystes politiques et d'organisations internationales non gouvernementales, s'est intéressé au phénomène de la défaillance des États comme défi politique majeur dans la lutte pour la sécurité nationale. Les guerres en Bosnie et en Croatie, les conflits sectaires en Somalie, la pauvreté à Haïti et plus spécialement le développement des « nouvelles guerres » post guerre-froide ont conduit à la naissance de nouvelles catégories afin de faire face aux « menaces » à la paix et à la sécurité (Kaldor, 2013, p.205). Le concept d'État défaillant est devenu un moyen de caractériser les États qui sont des vecteurs de criminalité transnationale organisée, de conflits civils et d'urgences humanitaires (Hansen, 2011). De nombreux groupes de réflexion et autres organisations gouvernementales ou non gouvernementales (tels le *Fonds de consolidation de la paix*, la Sécurité nationale des États-Unis , la Direction du renseignement de la Central Intelligence Agency , le Département du Royaume-Uni pour le développement international , l'Agence américaine pour le développement international et le *Groupe des pays fragiles et touchés par des conflits de la Banque mondiale*) ont développé des indices permettant d'indiquer le degré de défaillance des différents États. Concernant les

pays à haut degré de « défaillance » (toujours des pays très pauvres comme le Soudan, Haïti, la Côte d'Ivoire, le Libéria, etc.), il est supposé que les tensions politiques persistantes, le manque de sécurité et l'incapacité des administrations publiques à fournir des services essentiels aux citoyens constituent des menaces potentielles pour la sécurité nationale de nombreux pays de la « communauté internationale ».

Selon l'assemblée générale des Nations-unis, donnée lors de la résolution adoptée en 2005, certains États sont des entités politiques qui démontrent peu ou pas de capacité à assurer une sécurité élémentaire à leurs citoyens (UN general assembly, 2005, p.30). Miller suit une logique similaire dans sa définition de l'État « défaillant » : un État est généralement qualifié de défaillant lorsque son gouvernement ne peut pas ou ne veut pas fournir des besoins essentiels à la majorité de ses habitants. De tels États souffrent d'au moins trois défaillances majeures : un gouvernement faible qui manque de légitimité et qui ne jouit pas d'un monopole sur les moyens de violence ; une fragmentation politique et sociale extrême ; une grave faiblesse économique (Miller, 2011, p.64). De nombreux intellectuels comme Collier (2009), Gros (1996), Risse et Lehmkuhl (2012), Rotberg (2003) et Zartman (1995) souscrivent à une telle notion de l'État défaillant. Bien qu'il existe des différences entre les illustrations de ces auteurs, ils perçoivent tous la défaillance de l'État d'une manière similaire : l'État est défaillant, car il est incapable d'assurer la sécurité de son peuple sur son territoire défini ; il n'est pas en mesure d'assurer ses « tâches » de base. Tous ces auteurs soulignent que cette défaillance est située sur un continuum de totalement défaillant à stable. Ainsi, plusieurs d'entre eux mettent en place un classement des États en fonction du degré de défaillance. Le degré particulier d'échec d'un État peut être rencontré tout au long du continuum. Potter (2004) par exemple, distingue 4 catégories d'États défaillants ; faible, en faillite, défaillant et non-État (ou sans État).

Bingham (2014) et Gaulme (2011) soulignent chacun que la question de la souveraineté est inéluctable lorsqu'on se questionne sur la légitimité d'un État à être un État « fonctionnel ». Selon Gaulme : « Le vocabulaire fondamental des relations internationales, malgré la transformation du modèle westphalien, demeure centré sur l'État indépendant et souverain – et non plus, comme ce fut le cas durant des millénaires, sur les peuples et leurs subdivisions éventuelles en lignages et en tribus » (Gaulme, 2011). Pour Bingham, quelle que soit la définition que l'on donne à la défaillance de l'État, le défi à la souveraineté d'un État est le principe fondamental à partir duquel on peut penser la « stabilité » d'un État ainsi que le commencement de l'effondrement d'un État. Cependant, la souveraineté n'est pas une idée simple, ce qui doit nous pousser à penser plus en profondeur au concept d'État défaillant (Bingham, 2014). Aujourd'hui, le sens dominant de la souveraineté est celui formulé dans le traité de Westphalie en 1648 (Bingham, 2014). C'est grâce à ce traité que le concept d'un État souverain, dirigé par un souverain, est devenu la base d'un nouvel ordre international des États-nations.

Au cours des dernières années, des auteurs comme Bianic et al. (2003), Bilgin et Morton (2002), Bøås et Jennings (2007), Brooks (2005), Chandler (2006), Chomsky (2007), Hagmann et Hoehne (2009) et Nuruzzaman (2009) ont soutenu que la pensée politique derrière la notion de la souveraineté de l'État dans la littérature sur la défaillance d'État, est euro-centrique. C'est-à-dire qu'elle se base sur l'idée que les États européens sont idéaux et que le reste du monde doit se soumettre aux préceptes européens. Les États sont considérés comme « solides » ou « réussis » lorsqu'ils répondent aux normes occidentales qui restent fondamentalement basées sur la philosophie individualiste des Lumières. Cette philosophie à la base de l'Idéologie dominante du capital, même aujourd'hui, est centrée sur la supériorité de la conscience humaine vis-à-vis de la nature et des besoins primaires des humains.

Cette vision amène à percevoir les concepts et les normes comme des idéaux séparés des conditions réelles de reproduction de la vie humaine. Selon les derniers auteurs mentionnés, les États impérialistes (principalement les États-Unis et autres États occidentaux) actuels prétendent souvent à une légitimité politique en aidant les États du grand Sud à constituer un « État stable ». Cependant, au vu de notre système capitaliste dépendant de l'accumulation primitive, du colonialisme et de l'impérialisme, ces revendications et intentions sont des impostures.

D'autant plus que ces mêmes États impérialistes enfreignent systématiquement le principe de non-ingérence en Droit international puisqu'ils soutiennent financièrement et militairement des régimes étrangers contre le bien-être social du peuple.

Le concept de défaillance d'État peut servir comme arme politique et morale pour les gouvernements occidentaux qui veulent masquer l'histoire du capitalisme global et justifier leurs actions impérialistes (militaires, politiques ou autres) dans les pays post-coloniaux. Selon DiJohn, les États sont considérés comme des entités légitimes lorsqu'ils sont capables ou désireux de fonctionner conformément aux mécanismes d'aide au développement construits par l'Occident. Cette approche de la souveraineté des États repose sur des propos analytiques qui ignorent l'histoire du capitalisme ainsi que la grande variété de situations historiques et culturelles des pays (DiJohn, 2008, p.27-28). Pour Morton, « l'État défaillant », dans le discours politique dominant de l'occident, apparaît comme étant un concept capable d'englober tous les maux socio-économiques au sein des pays post-coloniaux. En effet, il reflète tous les dangers et désordres possibles dans ces pays. Pour justifier l'intervention humanitaire dans un pays post-colonial, il suffirait alors de le stigmatiser « d'État défaillant » (Morton, 2006, p.377). Pour Bičanić, Gligorov et Krastev (2003), le concept « État défaillant » n'est pas toujours utilisé de manière analytique ou scientifique (de manière à ce qu'il soit basé sur des facteurs concrets qui pourraient s'appliquer à tous les pays), il est souvent utilisé

pour donner une connotation péjorative à un État. Ils expliquent : “The notion of a “failed state” is used with misleading easiness for cases as diverse as Somalia and Russia/ A “failed state” is assumed to be like an elephant, when you see it you will recognize it.” Il manque alors une véritable base « scientifique » au concept d’État défaillant, ce qui fait de lui, un outil politique, la plupart du temps. (Bicanic, I., Gligorov, V., et Krastev, I. 2003). Hoehne et Haggman avancent aussi que le concept d’État défaillant, souvent retrouvé dans la littérature, n’est pas fondé sur une base scientifique. Il peut être appliqué à une grande variété de cas qui ne sont pas proches en termes politiques ou historiques. La grande variété des situations empiriques propres aux différents États est souvent ignorée (Hagmann et Hoehne, 2009).

Aucun concept ne peut être isolé des conditions socio-historiques dans lequel il est conçu, ainsi que de son sens politique dans un moment donné. Certains critiques soulignent que le discours sur les États défaillants a émergé dans le contexte d’un monde (quasi-) unipolaire post-chute de l’Union Soviétique, où la moralité est presque monopolisée par les États-Unis et leurs alliés pour des intérêts stratégiques et financiers dans les pays du sud. Chandler, dans son livre *Empire in Denial*, explique que l’idée de « l’État défaillant » s’est renforcé dans les relations internationales après les opérations « humanitaires » menées par les États-Unis et l’OTAN dans la Bosnie et le Kosovo au cours des années 1990. Ces opérations avaient sapé l’autonomie des pays affectés et l’Empire avait besoin de relégitimer ses opérations dans les pays étrangers en montrant que les États de ces pays étaient défaillants et avaient besoin d’aide pour être « reconstruits ». Ce faisant, l’Empire dénie son rôle dans la défaillance continue des États non-occidentaux (Chandler, 2006). Bøås et Jennings situent le renforcement de ce concept après le 11 septembre 2001. Ils avancent que ce concept vise à légitimer les interventions politiques intrusives des États occidentaux les plus puissants dans les pays déchirés par la guerre contre la « terreur » (prenant dans leur étude les exemples de l’Afghanistan, la Somalie, Libéria, Soudan, et le Delta Niger) (Bøås et Jennings, 2007).

On peut voir qu'à partir des années 1990, de nombreux intellectuels pro-interventionnisme se sont reposés sur ce concept d'État défaillant, régi par une politique impérialiste bien solidifiée dans le discours dominant, afin de légitimer et défendre les interventions militaires « humanitaires » dans le pays du sud. Jackson par exemple, a stipulé que la « communauté internationale » devrait intervenir dans des États « quasi-ratés » ou « ratés » pour rétablir les conditions de sécurité et de liberté nationales. Selon lui, les anciennes colonies ont besoin de tutelle internationale, car elles entretiennent le « chaos et la barbarie de l'intérieur » et elles incluent des « pays incorrigiblement délinquants » comme l'Afghanistan, le Cambodge, Haïti et le Soudan (Jackson, 1993, p.309-310). Linklater, de son côté, a déclaré que “the plight of the quasi-state may require a bold experiment with forms of international government which assume temporary responsibility for the welfare of vulnerable populations” (Linklater, 1999, p.107-108). Les partisans d'un « nouvel empire humanitaire », proposant la transformation des relations nord-sud et la promotion des valeurs « universelles » occidentales, se sont multipliées, faisant ainsi écho au système antérieur de domination colonial qui dénie l'auto-détermination des peuples. Du point de vue de Keohane: “future military actions in failed states, or attempts to bolster states that are in danger of failing, may be more likely to be described both as self-defence and as humanitarian or public-spirited” (Keohane, 2002, p.282).

Chowdhury dans son livre *The myth of international order* critique la tendance des analystes à se baser sur un idéal « d'État fort » dans le but de mener des interventions dans le sud en vue de « construire des États forts ». Selon lui, dans les conditions actuelles, il est impossible que les pays du sud deviennent forts. Les États défaillants du sud ont été depuis leur création défaillante, n'ayant pas connu de guerres, contrairement à l'Europe durant le 19ème siècle. En effet, en raison des guerres menées dans le 19ème siècle, les États occidentaux ont dû se développer afin d'être « forts ». Dans l'espoir d'obtenir des fonds et des soldats pour la

guerre totale entre États, les élites d'Europe ont dû négocier avec leur public. Les taxes et le service militaire ont permis aux peuples occidentaux de faire pression sur leurs États en guerre dans le but de renforcer leurs droits et leur sécurité (Chowdhury, 2017, p.108-111). La guerre totale est rare dans les pays postcoloniaux. Les conflits dans ces pays sont souvent petits, et ils ne nécessitent pas de conscription massive ou de taxation organisée. Ils sont souvent peu coûteux. Les insurrections coloniales n'ont pas créé d'États forts, car les États postcoloniaux étaient à l'origine pauvres (ce qui les a rendus dépendants des aides des États forts), et sévèrement divisés (sur la base de l'ethnie, la religion, la tribu) (Chowdhury 2017, p.45-64). Il conclut avec : "Alternatives to the state bring people into politics and give them a history, where the state will not. For this reason, alternatives to the state have, do, and will continue to be around us." (Chowdhury, 2017, p.215).

Son argument central, définissant le « *state-building* » comme étant « mauvais » (*bad*) (Chowdhury, 2017, p.220), repose sur l'idée que la condition pour devenir un État fort a disparu, car celle-ci était de faire la guerre pendant le 19<sup>ème</sup> siècle en tant qu'empire européen, et d'obtenir des taxes. Cette affirmation sur la formation de l'État en général est faible puisqu'elle est fondée sur une revendication concernant la trajectoire particulière de transformation de l'État européen au 19<sup>ème</sup> siècle (en plus d'autres revendications quant aux divisions identitaires au sein des pays du sud, etc.). En fait, elle n'est pas fondée sur une perspective historique d'ensemble, qui englobe tous les pays de l'Occident et du grand Sud. Une telle perspective unilatérale néglige les dommages que les pays européens ont fait subir aux colonies. Elle prétend que les États européens sont forts, plutôt à cause de la démocratie et des taxes qu'à cause de la violence infligée aux colonies. Elle ne permet donc pas de prendre compte de la lutte des pays du sud contre le colonialisme et l'impérialisme, et ainsi, ne permet pas de comprendre la désintégration des États du sud selon l'histoire concrète définie par cette lutte globale contre le colonialisme et l'impérialisme. Cette perspective

unilatérale présente non seulement un problème au niveau théorique, mais aussi au niveau empirique, puisque des pays du Sud global, considérés faibles dans les années 1980, sont devenus des États forts (la Chine étant l'exemple le plus important). Le déterminant historique principal dans la construction d'un État fort qui protège les intérêts des individus (et les droits humains des individus vivants aujourd'hui), devrait être la lutte entre la périphérie et l'Occident plutôt que le point de vue libéral et occidental. La longue histoire de la lutte des nations du sud contre l'impérialisme occidental (surtout depuis l'indépendance) indique que les nations les plus opprimées, même celles composées de gens « indigènes » ou « autochtones » ont besoin d'être en contrôle de l'État (une grande institution liée à une armée et des institutions sociales) pour défendre leur souveraineté face à l'impérialisme. Revenir à des formes d'organisation précapitaliste ou à des formes d'institutions politiques non reconnues par les États du monde, ne leur permettraient pas d'affirmer leur propriété sociale et de s'organiser efficacement contre l'impérialisme défendu par des États « forts » et agressifs. Par conséquent, on peut dire que l'État demeure primordial et décisif afin d'assurer la sécurité des peuples du sud dans le contexte du capitalisme global. L'histoire des États modernes du grand Sud, comme l'histoire européenne au 19<sup>ème</sup> siècle, est une histoire de lutte des classes. La différence est que pour les États du Sud, l'ennemi principal est mondial, non pas national.

Les États du grand Sud n'ont jusqu'à ce jour jamais connu une véritable indépendance (le niveau d'indépendance varie d'une nation à l'autre, et d'une région à l'autre). Parvenir à un État moderne fort est le but ultime des nations opprimées puisque celui-ci implique une souveraineté nationale forte (en plus d'une sécurité sociale forte) dans le contexte du système économique dominé par des États impérialistes très forts.

Malgré les nombreuses critiques existantes sur l'usage politique du concept de l'État défaillant, il manque des critiques qui soulignent le rôle de la lutte des classes et l'aspect de

« processus » dans la défaillance de l'État. L'impérialisme est la cause principale de la défaillance de l'État, mais cette défaillance est un processus historique en cours, qu'il faut nuancer selon le pays et la région à l'étude.

En ce qui concerne le Yémen en particulier, deux livres sur le sujet de la défaillance d'État ont été publiés dans le contexte de la guerre actuelle. Le livre d'Isa Blumi, *Destroying Yemen*, adopte une vision historique des choses, quoique le concept d'État ait une position marginale dans son développement. Dans son explication de la destruction actuelle du Yémen, Blumi retrace la source historique de la destruction du *statuquo* yéménite à l'implication de l'Égypte dans le Yémen en 1962. Il avance la thèse révisionniste selon laquelle le Yémen du Nord pré-révolution nassériste (avant 1962) était une nation tolérante et anti-impérialiste (Blumi, 2018). Contrairement à Blumi qui est principalement axé sur l'impérialisme, l'objectif principal de cette thèse est de développer une approche fondée simultanément sur une théorie de l'État arabe et sur l'Impérialisme, notamment en soulignant la lutte du panarabisme contre l'impérialisme.

Le second livre prééminent sur le sujet est celui d'Helen Lackner : *Yemen in Crisis: Autocracy, Neo-liberalism and the Disintegration of a State*. Chacun des dix chapitres du livre couvre un aspect important de la société yéménite, tels que l'économie, l'impact du printemps arabe, le rôle de l'islamisme et du séparatisme. Tout au long du livre, la pénurie d'eau apparaît comme un problème fondamental pour le développement social du Yémen. 70% de la population du Yémen vit dans des zones rurales et dépend de l'agriculture. Avec seulement 3% de terres arabes, le Yémen souffre aujourd'hui d'une pénurie d'eau extrême. Depuis la mise en place des politiques néolibérales de Washington, la pénurie d'eau est devenue particulièrement sévère et sa gestion non réglementée a privé les petits exploitants d'eau de leurs puits peu profonds contrairement aux grands propriétaires plus riches qui ont creusé des forages très profonds (Lackner, 2017b).

Lackner porte aussi une attention particulière sur les neuf États impliqués dans la coalition menée par l'Arabie Saoudite. Selon elle, cette coalition craint qu'une prise de pouvoir par les Houthis menace la circulation libre du pétrole dans le détroit de Bab-el-Mandeb. Cependant, il y a des rivalités et des différences entre les principaux acteurs de la coalition, à savoir l'Arabie Saoudite, les Émirats-arabes-unis et le Qatar. L'Arabie Saoudite est plus étroitement associée aux forces opérant dans le nord d'Hadramaut et à Mareb, également avec les Islahis, les branches tribales et les Frères musulmans. Les oppositions concernant le rôle d'Islah font l'objet de désaccords, car l'Arabie Saoudite et le Qatar le considèrent comme un partenaire, alors que les Émirats-arabes-unis l'associent aux Frères musulmans, qu'ils considèrent comme un ennemi évident. Au niveau mondial, Lackner analyse le rôle des États occidentaux, comme par exemple, les États-Unis. Dans le passé, ces derniers ont montré peu d'intérêt pour le développement social du Yémen et ont même utilisé le gouvernement yéménite pour leur lutte contre « la terreur ». Ironiquement, les tactiques d'interventions par frappes aériennes et drones utilisées par les États-Unis ont favorisé le recrutement local d'Al-Qaeda. Bien que le rôle du Royaume-Uni soit moins important dans cette guerre, ce pays a participé à d'importantes ventes d'armes à la coalition saoudienne (Lackner, 2017b).

Le livre de Lackner fournit un arrière-plan et des détails cruciaux qui peuvent aider à démêler l'image complexe de la guerre Yéménite. Toutefois, son cadre théorique ne repose pas sur une analyse des classes et n'a pas de direction anti-impérialiste. Sa conception de la « désintégration » du Yémen n'est pas si différente de celle dominante et libérale. Sa démonstration est par conséquent évolutionniste puisqu'elle expose les nombreux défis que doit affronter le gouvernement yéménite tout en supposant qu'il soit, en théorie, souverain. Une telle approche sous-entend une conception Wébérienne de l'État (qui est une autre interprétation libérale de l'État). Le développement de l'État vers un idéal démocratique est présupposé comme une réalité, en raison de sa « rationalité » inhérente. On tient à considérer

l'État tel un instrument servile des forces socio-économiques les plus puissantes. Selon Marx, ce sont les relations de classe qui conditionnent la formation de l'État (Bertrand et Birnbaum, 1979). Avec une telle conception libérale de l'État, Lackner affirme qu'un accord de paix soutenu par la « communauté internationale » mettra fin à l'intervention militaire extérieure (mais non aux conflits internes) (Lackner, 2017b, p.61). Ce propos sous-entend que les États les plus puissants ont la possibilité de placer la « bonne » morale au-delà des intérêts de classes issues de la totalité des relations de production donnée par l'histoire (une totalité qui s'est développée grâce à 500 ans de colonialisme européen).

En tenant compte des insuffisances de la littérature, l'objectif général dans cette thèse est d'exposer le phénomène empirique et spécifique de la défaillance à partir d'un cadre théorique marxiste qui met en valeur la lutte des classes. Cette approche permettrait de rendre compte des tensions géopolitiques spécifiques, mais émises par la totalité de l'histoire du capitalisme. Elle permettrait aussi d'opposer le point de vue libéral dominant dans la littérature sur l'État défaillant. Dans son analyse théorique dénuée de lutte des classes, Lackner critique les différents États impliqués dans la guerre yéménite de manière individualiste sans critiquer les logiques économiques du capital qui les relient entre eux pour réguler et structurer leurs relations socio-politiques. Plus généralement, dans la littérature dominante, l'État défaillant n'est pas considéré comme un produit de la « totalité des relations de production » qui représentent les logiques du capital structurant (et « déstructurant » puisqu'elles sont en mouvement (Althusser et Balibar, 1970)) un développement inégal entre l'Occident et le Sud global. Ces logiques inaliénables, sous le capitalisme, placent les différents États (qui sont des outils de domination de classe) dans un cercle vicieux de politique menant aux guerres et aux collapsus économiques. Les décisions et les changements politiques stratégiques sont toujours formulés en fonction d'un cadre structurel matériel (une *base économique*), même si celui-ci est camouflé par l'idéologie

libérale dominante. Cette approche demande plus spécifiquement d'explorer le rapport de cette désintégration avec les logiques dominantes du capital dans notre ère d'impérialisme américain (qui s'impose sur le monde à travers la guerre et la *géopolitique*).

### **Conception marxiste de l'État**

L'État moderne est « l'institution de toutes les institutions » dans la société capitaliste mondiale (Haberle cité dans Hanzawa, 2003, p.108). Sa légitimité ne vient pas de son statut social important, mais de sa capacité à respecter les demandes qui lui sont imposées par les classes sociales. Principalement les demandes pour le contrôle de la production sociale, les demandes pour la redistribution de la part de la valeur destinée aux salaires de la classe travailleuse et les demandes pour la redistribution de la part de valeur qui soutient le capital privé de la classe bourgeoise. Selon Engels : « [L'État] est bien plutôt un produit de la société à un stade déterminé de son développement; il est l'aveu que cette société s'empêtre dans une insoluble contradiction avec elle-même, s'étant scindée en oppositions inconciliables qu'elle est impuissante à conjurer. » (Engels cité dans Lénine, 1917, chap 1, section 1). Ces antagonismes (les classes aux intérêts économiques opposés) sont atténués, car l'État moderne est un instrument de contrôle social (Engels cité dans Lénine, 1917, chap 1, section 1). Ainsi, l'État n'est pas l'image de la "raison" au sens hégélien, il est la manifestation de la totalité des relations de production ou de la totalité des antagonismes de classe. C'est par nécessité que le système capitaliste s'articule et se renforce à travers une structure de commandement, développant une corrélation entre économie et politique (Mészáros, 1995, p.56). L'État moderne (dans l'ère du capitalisme) se développe uniquement grâce à l'accumulation de capital :

« la richesse est créée pour l'État seulement, mais la puissance de celui-ci se mesure à cette richesse. C'était là la forme encore inconsciemment hypocrite qui

annonce l'idée faisant de la richesse elle-même et de sa production le but final des États modernes, considérés alors uniquement comme moyens de produire la richesse. » (Marx, 1957, p11).

La subordination de l'État moderne au processus du capital résulte non seulement de la domination d'une classe bourgeoise sur l'État, mais également du statut du capital comme relation sociale dominante de production. Dans le contexte de l'impérialisme, la forme socio-politique de l'État, que ce soit l'État-providence, l'État dirigiste, l'État fasciste, l'État socialiste, l'État capitaliste néolibéral, est toujours une expression spécifique de la lutte des classes pour le contrôle social des travailleurs. Plus profondément, tout État moderne, dans le système global capitaliste et impérialiste, est subordonné à l'accumulation de capital au niveau global, bien qu'il puisse adopter différentes attitudes au niveau national.

Historiquement, l'État moderne est issu de la fusion entre le capital financier et l'État absolutiste (Arrighi, 1994). Le capital financier (A-A') que Marx appelle aussi le « capital fictif », se colle au capital « productif » ou au « vrai capital » pour extraire de la plus-value, sans lui-même investir du capital dans la production. En d'autres termes, le capital financier se développe exclusivement dans la sphère financière sans jamais avoir de lien direct avec la production et l'exploitation du travail. Marx explique: « La partie la plus importante du capital des banques est donc purement fictive et se compose de traites (représentant des créances), de titres de la dette publique (correspondant à du capital consommé) et d'actions (donnant droit à un revenu éventuel), sans compter que la valeur-argent du capital que ces papiers représentent dans les coffres blindés des banquiers est également fictive, la valeur des actions se réglant indépendamment du capital effectif auquel elles correspondent et celle des titres de la dette publique (qui donnent droit à un revenu et ne représentent pas un capital) se réglant d'après les fluctuations d'un capital fictif sans cesse en mouvement. » (Marx, 1865, Capital Vol. III Part V, Chap. 29). Le capital financier s'est d'abord développé à Venise au

12ème siècle. Bien que des formes de capital usuraire (des prêts d'argent par exemple) soient apparues à 2000 av. J.-C. en Assyrie, en Babylone, plus tard en Grèce antique et dans l'Empire romain. Les premières banques ont émergé à Venise, le ressort principal du capitalisme moderne, répandant le capitalisme financier ensuite à Gênes et Florence. C'est à Venise, au 15ème siècle, que le premier prototype de l'État capitaliste s'est manifesté. Une oligarchie capitaliste (marchande et financière) détenait le pouvoir de l'État. Les acquisitions territoriales étaient soumises à des analyses minutieuses coûts-avantages. En règle générale, ces analyses n'étaient utilisées que dans le but d'accroître la rentabilité des échanges du gouvernement capitaliste (Arrighi, 1994, p.33 ; p.37). D'après Arrighi, les États capitalistes actuels apparaissent comme des versions diluées (« *diluted versions* ») de ce premier État. Le système mondial de gouvernement créé en Westphalie avait pour finalité sociale de légitimer cette forme d'État capitaliste (Arrighi, 1994, p.120).

Le colonialisme est à l'origine de l'accumulation primitive massive de capital ainsi que de la séparation mondiale entre *Capital vs. Travail* qui avait permis à l'Angleterre de développer le capitalisme industriel tout au long du 18ème siècle. En effet, le colonialisme avait permis de structurer, sur le très long terme, une immense « armée de travailleurs » subordonnée au pouvoir des multiples empires européens. Bien que celle-ci n'était pas composée de travailleurs salariés dans les usines (Mahmud, 2013). D'un côté, le colonialisme était un processus de meurtre, d'esclavagisme, et de pillage, et d'un autre côté, il était aussi un processus de subjugation sociale et structurelle de peuples entiers, par les États absolutistes d'Europe, pour l'exploitation de plus-value sur le long terme (Amin, 2001). Il est le précurseur de l'impérialisme occidental qui persiste et de la véritable « mondialisation » que l'on observe aujourd'hui (Amin, 1999).

Selon Anderson, les États absolutistes de l'ère féodale n'étaient pas en contradiction avec le capitalisme. Bien au contraire, ils étaient au service de l'expansion privée de capital. Les

capitalistes faisaient naturellement partie de la classe dominante étant donné leur influence sur le commerce. Bien que la structure des États absolutistes fut déterminée par les développements dans le mode de production féodal, elle était également surdéterminée par les intérêts capitalistes. Selon Anderson, l'émergence de l'absolutisme était "secondarily overdetermined by the rise of an urban bourgeoisie which after a series of technical and commercial advances was now developing into pre-industrial manufactures on a considerable scale." (Anderson, 2013, p.23). L'intérêt des élites capitalistes à maintenir l'ordre colonial avait conduit les États absolutistes d'Europe à renforcer leurs capacités militaires. L'État anglais post-révolutionnaire, par exemple, avait formidablement augmenté ses dépenses militaires afin d'affirmer son pouvoir et de garantir sa position dominante dans l'économie mondiale face aux autres puissances européennes. Selon Callinicos, les dépenses réelles de l'État britannique avaient été multipliées par quinze entre 1700 et 1815, alors que les dépenses civiles ne dépassaient jamais 23% du total des dépenses de l'État. Il explique que cette augmentation des dépenses militaires résultant d'une formidable capacité de collecte d'impôts avait contribué aux nombreuses victoires des Anglais contre les Français dans une série de guerres entre les années 1689 et 1815 (Callinicos, 2009, p.132).

À la fin du 19<sup>ème</sup> siècle, les États capitalistes européens étaient passés au stade de l'« impérialisme » : le capital monopoliste-financier de chaque nation européenne puissante était parvenu à commander son État respectif. Durant le contexte de la partition du globe en « sphère d'influence » après la Première Guerre mondiale, afin de servir les intérêts coloniaux, les États impérialistes avaient donné naissance à des États « modernes » dans les continents du sud. Les États impérialistes n'avaient cessé de concentrer et développer leurs industries, à l'inverse des nouveaux États colonisés s'étaient retrouvés dans des enclaves liées à l'exportation des ressources de base (Lenin, 1916, VI. Division of the world among great power). Selon Mészáros, dans le développement historique de l'impérialisme (tout au long du

20ème siècle et jusqu'à ce jour), la seule solution d'un État impérialiste pour résoudre la contradiction interne du capital monopoliste-financier est d'instituer un système de « double comptabilité » : un niveau de vie considérablement plus élevé – accompagné de la démocratie libérale - dans les pays du nord « principaux » du système du capitalisme et la règle de l'exploitation croissante et autoritaire exercée directement ou indirectement, dans la périphérie « sous-développée » (Mészáros, 1995, p.54).

Dans le monde arabe, les Français et les Anglais ont renversé les systèmes d'organisation politique des ottomans et ont érigé à leur place « l'État arabe moderne ». Les politiques d'usurpation et les contraintes coloniales imposées aux États arabes ont empêché l'émergence des classes industrielles efficaces pour stimuler le développement industriel des pays arabes. Puisque les nouveaux États arabes manquaient de souveraineté et de ressources financières, le rôle normalement assumé ou rempli par la classe bourgeoise dans le contrôle de l'économie nationale avait été délégué à l'État (et donc à l'élite politique). Ceci explique pourquoi, dans le modèle postcolonial du monde arabe, les dirigeants politiques et leurs proches appartenaient aux classes dominantes (économiques). Amin appelle ces classes « des classes compradores » dont la richesse dépend largement du contrôle très étroit de l'État (Amin, 1978a, p.107). La survie et l'enrichissement d'une classe compradore dépend principalement de l'aide des pays occidentaux à son État.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, il est crucial pour l'impérialisme américain de contrôler ou neutraliser les classes compradores du monde arabe de différentes manières.

Durant des décennies entre 1950 à 1970, des nations arabes dirigées par l'Égypte avaient tenté de contrer l'influence américaine en créant des États « socialistes » dirigés par les armées nationales. Ces États disposaient d'une souveraineté importante grâce à un certain degré d'autonomie économique vis-à-vis de la totalité du système. Cette souveraineté avait,

par ailleurs, engendré un développement social important. Dans les principaux États socialistes arabes, l'Égypte, la Syrie, la Libye et l'Iraq, les hommes militaires formés de manière coloniale, étaient devenus une force sociale importante après le départ des colonisateurs. Après l'indépendance, les armées s'étaient développées, la plupart des officiers avaient été recrutés dans les couches sociales intermédiaires ou dans la paysannerie (Abdel-Malek, 1964, p.42). Suite aux défaites contre Israël, ces États ont eu tendance à abandonner les politiques socialistes (Da'na, 2019).

La question de la souveraineté, située derrière les notions d'État fort/d'État faible, demeure primordiale dans la lutte des nations opprimées contre les nations impérialistes. Plus précisément, l'État souverain reste important tant que le capital monopoliste-financier régule l'économie mondiale, car il donne l'opportunité à une classe sociale opprimée du sud d'exprimer et de défendre ses intérêts de classe. Dans les pays (néo)-colonisés du sud, c'est uniquement grâce à l'acquisition d'une souveraineté significative de l'État vis-à-vis du capital monopoliste-financier que les classes sociales d'un pays peuvent lutter entre elles afin de régler la structure de l'emploi, la production et la distribution des biens et des services, la répartition des revenus et des biens au niveau de la société dans son ensemble. L'État, en tant qu'entité relativement souveraine, peut imposer les exigences de la classe prolétaire grâce à un programme politique qui atténue l'avarice des profiteurs, il a la capacité de mobiliser des fonds suffisants pour l'investissement social et assurer l'égalité des conditions avant l'égalité des chances. En fin de compte, comme le dit Mészáros, il s'agit de garantir les besoins fondamentaux des individus (Mészáros, 1995, p.211).

Mészáros dans *The necessity of social control*, a une vision marxiste de l'ordre international et de l'inégalité des forces entre les États : selon lui, des États ayant tous, un même degré de souveraineté ne pouvait pas voir le jour dans un système de relations inter-États constitué dans le cadre des impératifs du développement capitaliste dépendant de « l'accumulation

primitive ». Au cours de l'histoire des 19<sup>ème</sup>, 20<sup>ème</sup> et 21<sup>ème</sup> siècle, le système incontrôlable du capital (incontrôlable par les entités individuelles ou les parties de la totalité) n'a fait que renforcer la position hautement privilégiée d'une poignée de nations impérialistes. Ce même système a simultanément imposé, grâce à tous les moyens disponibles, inclus les moyens les plus violents comme la force militaire à haute technologie, un système structurel de subordination dans les nations du sud (Mészáros, 2015, p.141). Ce système a ainsi produit des États « faibles » dans le sud en raison de la violence impérialiste qui engendre une faible souveraineté. Depuis la Seconde Guerre mondiale, la puissance impérialiste principale (les États-Unis) impose des conditions de dépendance économique et politique dans les nations du sud grâce à l'aide des institutions financières comme par exemple le FMI et la Banque mondiale (Mészáros, 2015, p.106). Ces institutions financières internationales imposent aux gouvernements du sud leur taux d'inflation, leurs allocations budgétaires pour l'éducation, la santé, leur politique salariale et leur structure fiscale (Li, 2004). L'opposition populaire à cette forme de contrôle étranger sur les politiques économiques et sociales de ces pays est à l'origine de la montée des luttes nationales dans les pays du sud.

Dans *Beyond Capital*, Mészáros décrit les États-Unis d'aujourd'hui comme étant un État très fort, car ceux-ci possèdent aujourd'hui l'hégémonie mondiale renforcée par le recours fréquent aux guerres et aux interventions militaires. Cette hégémonie leur permet d'adopter le rôle de l'État représentant les intérêts du « capital » (qui est aujourd'hui, monopoliste-financier, transnational) (Mészáros, 1995, p.561). Dans son livre *Socialism Or Barbarism; From the American Century to the Crossroads*, il peint la Chine aussi comme un « État fort », capable de rivaliser avec les États-Unis (Mészáros, 2007).

Pour préciser, l'État fait partie intégrale du système du capital : sans l'État moderne, le capitalisme n'aurait pas pu devenir le mode de production dominant au niveau mondial, et sans le capitalisme, l'État moderne n'aurait pas pu s'enrichir et développer son armée. Aujourd'hui, selon Mészáros, avec la crise structurelle du système du capital, l'État est le système de contrôle qui maintient l'ensemble des éléments permettant l'accumulation de capital monopoliste-financier. Il est agressif et sans pitié contre les petites nations du Sud global. Selon les mots de Mészáros « L'État est désespérément engagé à maintenir la domination du capital contre les travailleurs » (ma traduction, Mészáros, 2015).

Il peut paraître contradictoire que la solution pour arriver au socialisme est l'État lui-même, puisqu'il est essentiellement un outil d'oppression d'une classe par une autre. Engels parle même du « dépérissement de l'État » pour arriver à la société socialiste idéale (Engels cité dans Lénine, 1917, chapitre I, partie 1). Toutefois, se concentrer sur le dépérissement des États avant d'avoir éliminé les relations capitalistes mondiales, ne peut en aucun cas mener au socialisme global. En effet, renverser les États sans éliminer les relations de propriété capitaliste existantes n'est pas une solution car les États peuvent facilement être restaurés. L'État en général ne peut pas être renversé avant que la structure des rapports de classe ne s'effrite, compte tenu de « ses profondes racines sociales et métaboliques » (Mészáros, 2015). Ensuite, la dictature du prolétariat, qui implique l'appropriation de l'État par le prolétariat, est une étape décisive vers la lutte contre l'impérialisme, l'idéologie néolibérale et les relations capitalistes en général. Dans le contexte de la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme global, l'État est un outil essentiel pour les nations surexploitées qui cherchent à protéger leurs ressources humaines et naturelles contre les intérêts impérialistes. Il a aussi la qualité (potentielle) d'être « durable », unifiant une nation sur le long terme. Pour Mészáros, la durabilité historique des pratiques du prolétariat, est le critère de mesure de leur succès contre le capitalisme en général (Mészáros, 2015).

Depuis la chute de l'Union Soviétique, des États anti-hégémoniques disposants d'un degré de souveraineté non négligeable ont émergé (comme les pays du BRICS) et menacent l'ordre mondial du capital monopoliste-financier régulé par les États-Unis. Face à une croissance plus importante de certains de ces États par rapport à des pays développés, certains théoriciens ont délégitimé la théorie léniniste de l'impérialisme.

Amsden est un auteur qui oppose la théorie léniniste lorsqu'il en vient à l'ère contemporaine. Contrairement aux arguments des théoriciens de la dépendance, Amsden pense que certaines économies du grand Sud (plus précisément, les nations de l'Asie du Sud) ont progressé dans l'économie mondiale, car elles ont tiré un avantage comparatif de leur appauvrissement relatif et ont utilisé les interventions de l'État pour promouvoir les politiques industrielles (Amsden, 2001, p.37). Toutefois, ces tendances ne vont pas à l'encontre de la théorie de l'impérialisme de Lénine. Les États dont parle Amsden se sont développés seulement à travers leur relation avec l'impérialisme ; en d'autres termes, ils ont « négocié » leur développement avec l'impérialisme. La force et l'autonomie actuelle des États de l'Asie du Sud-Est, par exemple, résultent d'un arrangement de sécurité légué par la Seconde Guerre mondiale et par la guerre froide. La démilitarisation du Japon (le Japon qui était une force impérialiste opposée à l'occident, a perdu la Seconde Guerre mondiale), les guerres prolongées des États-Unis dans la péninsule coréenne et au Viêtnam, ont établi les risques calculés pour l'impérialisme américain de s'engager dans une autre guerre dans la région. Les pays asiatiques ont évolué dans ce contexte mondial dominé par le pouvoir impérialiste, et la richesse qu'ils ont créée n'a pas réussi à libérer leurs propres classes ouvrières des entraves du système salarial mondial basé sur les idéaux occidentaux et sur l'échange inégal.

L'État, étant un appareil répressif d'une bourgeoisie nationale sur sa classe prolétaire, doit être placé dans le contexte mondial dominé par la loi de la valeur mondiale (qui implique l'échange inégal et la contradiction entre l'Occident et le grand Sud). Dans ce contexte, il

n'existe pas de classe travailleuse exemptée d'esclavage salarié. Cependant, lorsqu'on cherche à comprendre le phénomène sociologique de la désintégration d'un État spécifique, la question de degré d'exploitation d'une classe sociale devient importante.

L'absence de souveraineté d'une nation et son incapacité à défendre son territoire sont étroitement liées à la relation de cette nation avec l'ensemble du système économique mondial. Plus spécifiquement, le degré de souveraineté/désintégration d'un État à moment précis est quasi dépendant du degré d'exploitation d'une nation par l'impérialisme à ce même moment. Afin de comprendre le degré d'exploitation d'une nation, il s'agit de déterminer son rôle et son développement dans l'ensemble de l'histoire du capitalisme mondial. En effet, les nations sont les acteurs principaux dans la lutte des classes à l'époque capitaliste. Ceci explique pourquoi la question de la souveraineté nationale, impliquant une emprise forte de la nation sur l'État, est si centrale dans la lutte des nations surexploitées contre l'impérialisme défendu par des États très organisés (socialement et idéologiquement) et très forts militairement et financièrement.

La souveraineté et la désintégration de l'État arabe doivent toutes les deux être définis sur la même base en relation à la surexploitation coloniale/impérialiste. La souveraineté de l'État arabe implique un degré d'autonomie permettant à une nation de contrôler sa monnaie, ses moyens de production et ses ressources. Au cours de l'ère du socialisme arabe (Cigar, 1983 ; Hansen, 1975 ; Hayashi, 1964 ; Torrey et Devlin, 1965), plusieurs États arabes ont été capables d'obtenir assez d'autonomie afin d'assurer un développement socio-économique. Les revenus issus du pétrole étaient utilisés par des États comme l'Irak et la Libye pour financer des programmes sociaux. Cependant, avec le renforcement progressif de l'impérialisme américain grâce au néolibéralisme, les États arabes sont aujourd'hui faibles, et certains se désintègrent dans le contexte de la « guerre contre la terreur ». En fait, il semble

que la guerre contre la terreur a permis, à l'impérialisme américain (renforcé par le néolibéralisme) de contourner et d'ignorer la souveraineté nationale de certains pays arabes.

Pour préciser, l'ère du « socialisme arabe » est définie de diverses manières par les différents auteurs. Mais une définition générale serait : une période historique (les années 1950 jusqu'aux années 1970), où l'idéologie du socialisme (un système économique qui défend les intérêts de la classe travailleuse grâce au pouvoir de l'État) fondé principalement sur le nationalisme (une idéologie qui pose les intérêts nationaux avant ceux des autres pays), était dominante dans la région du monde arabe. Cigar précise que le nationalisme arabe était toujours connecté à Nasser et au Nassérisme, une idéologie qui devait conduire « au salut de l'Égypte (ou de la RAU comme on l'appelait de 1958 à 1961) mais aussi du reste du monde arabe » (ma traduction, Cigar, 1983, p.152). Ceci explique en partie pourquoi la défaite de l'Égypte contre Israël en 1967, puis la mort de Nasser en 1970, sont si déterminants dans la chute du socialisme arabe. Manduchi, se référant à cette même ère, explique que l'Égypte, la Syrie et leurs alliés avaient utilisé le panarabisme pour atteindre leurs intérêts nationaux. Leur nationalisme était donc dépendant du panarabisme (Manduchi, 2017, p.19-20). Aujourd'hui, vu l'agressivité de l'impérialisme américain, aucun État arabe n'exerce une souveraineté assez « forte » qui pourrait mener à des politiques complètement indépendantes de la dialectique de l'impérialisme ou à un développement social substantiel pour tous les individus. Ces États arabes inclus les pays du Golfe qui, malgré leur PIB et leur niveau de sécurité sociale élevé, restent subordonnés au processus d'accumulation de capital monopoliste-financier géré par les États-Unis. Les liens entre les classes « compradores » (les élites soutenues par les régimes arabes) et l'impérialisme demeurent forts jusqu'à nos jours. Le parfait exemple qui démontre la faible souveraineté des nations arabes est la cooptation de la Ligue arabe par l'impérialisme, particulièrement après le « printemps arabe ». Cunningham explique que les énormes bouleversements populaires de 2011 dans le monde arabe avaient

été « cooptés ou manipulés » par les puissances impérialistes occidentales afin « de minimiser les gains démocratiques et de remodeler la politique arabe pour leur avantage continu » (ma traduction, Cunningham, 2012a). Cela dit, on s'intéresse aux cas de désintégration sévère de l'État dans la région du monde arabe depuis l'annonce de la « guerre contre la terreur », comme le cas du Yémen.

La dialectique entre l'impérialisme américain et la souveraineté du Yémen est au cœur de l'analyse dans cette thèse (et à un degré plus élevé, cette dialectique reflète celle entre l'impérialisme et les nations arabes ; mais on se concentre sur une facette de cette dialectique qui concerne les Yéménites spécifiquement). La logique du capital monopoliste-financier dirigé par les États-Unis s'impose sur le Yémen depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'histoire de la lutte des classes au sein du Yémen tout au long de l'impérialisme américain est fondamentale afin de comprendre les raisons pour lesquelles ce pays concentre aujourd'hui de nombreuses tensions de classe qui engendrent une désintégration sévère. Explorer cette histoire spécifique implique de considérer l'importance de la géopolitique dans la lutte des classes globale. D'après Al Yadoomi, ce n'est pas exagéré d'appeler le détroit de Mandeb « l'une des artères de notre système économique mondial » (Al-Yadoomi, 1991, p.10). En tant que point de passage maritime, le détroit est aussi important que le canal de Suez en Égypte et le détroit d'Ormuz dans le golfe Persique. Le détroit relie la mer Rouge à l'océan Indien et est divisé en deux par l'île Périm. Il est la principale route vers le canal de Suez. Il est bordé par quatre pays : le Yémen sur le côté de la péninsule arabique, le Djibouti, l'Éthiopie et la Somalie (Al-Yadoomi, 1991, p.4). Le détroit de Bab-el-Mandeb est une voie navigable stratégique pour la sécurité nationale de l'Arabie Saoudite, d'Israël, de l'Iran et d'autres puissances régionales. Aujourd'hui, comme durant la guerre froide, le contrôle des routes maritimes commerciales (surtout vers la mer Rouge) est central dans la lutte des classes.

## **Méthode de recherche : l'étude de cas**

La méthode de recherche est l'étude de cas. Selon Albero, celle-ci « renvoie à une méthode d'investigation à visée d'analyse et de compréhension qui consiste à étudier en détail l'ensemble des caractéristiques d'un problème ou d'un phénomène restreint et précis tel qu'il s'est déroulé dans une situation particulière, réelle ou reconstituée, jugée représentative de l'objet à étudier » (Albero, 2010, p.1). Nous avons cherché à comprendre le phénomène de la désintégration de l'État dans le monde arabe depuis le 11 septembre 2001, à partir du cas restreint du Yémen. L'étude du cas du Yémen aide à y découvrir des tendances sociohistoriques particulières, notamment liées à l'importance géopolitique de Bab-al-Mandeb. Cette étude de cas permet aussi de découvrir des tendances sociohistoriques communes aux États désintégrés dans le monde arabe, puisque le cas du Yémen a toujours été placé dans le contexte régional du monde arabe, ainsi que dans le contexte global de l'impérialisme. Comme expliqué précédemment, les États du monde arabe partagent une histoire commune. Ce cas permet alors non seulement d'analyser la spécificité du Yémen, mais aussi d'exposer ce que ce pays a en commun avec les autres nations désintégrées de la région en découvrant des tendances régionales.

Pour l'étude de cas, basée sur une perspective macrosociologique et marxiste, nous avons utilisé des sources primaires, secondaires et tertiaires. Les sources primaires consistent en l'objet observé. Elles fournissent un récit de première main d'événements recueilli (cela peut être pendant que les événements se produisent, ou après, grâce à des preuves sur le terrain). Les sources secondaires sont des monographies, c'est-à-dire des analyses et des interprétations de sources primaires (des articles évalués par les pairs, des livres d'analyses, des articles dans des sources journalistiques). Les auteurs des sources secondaires n'ont pas d'expériences de première main. Enfin, les sources tertiaires sont des encyclopédies, des

dictionnaires, des manuels de cours qui se basent sur la réception d'informations provenant de sources primaires et secondaires (Etoughé, p.42). Les sources tertiaires n'étaient pas nombreuses dans la thèse (seulement Etheredge (2010) et Ness et Cope, (2016)).

Les théories les plus importantes qui soutiennent les analyses dans la thèse proviennent de sources primaires. Les œuvres classiques de Karl Marx (*Le Capital* (1967) *Grundrisse* (1957) etc.), de Istvan Mészáros (*Beyond Capital* (1995), *The structural crisis of capital* (2010) etc.), de Samir Amin (*Unequal development* (1978), *The law of worldwide value* (2010) etc.) et de Anouar Abdel-Malek (*Egypt : military society* (1968), *Nation and Revolution* (1981)), avaient une place primordiale dans la thèse. D'autres oeuvres inclues *Superimperialism* (2005) par Micheal Hudson, *The Rise of China and the Demise of the Capitalist World-Economy* (2008) par Minqi Li, *The great financial crisis* (2009) par John Bellamy-Foster et Fred Magdoff (et d'autres). Ces œuvres qui reposent sur des données de première main (les observations directes des auteurs en ce qui concerne la période du capitalisme dans laquelle ils vivent) ont permis d'établir des tendances sociohistoriques globales et macrosociologiques sur la base desquelles nous avons pu encadrer des analyses plus minutieuses et spécifiques du Yémen ou du monde arabe. Certaines sources primaires et secondaires ont été utilisées pour montrer comment certaines de ces théories principales se manifestent plus concrètement dans la réalité actuelle. Par exemple, pour soutenir l'idée que le néolibéralisme a nui au développement de certains pays du tiers-monde, nous nous sommes référés à une étude quantitative de Cavanagh et Mander (2003). Ou encore, pour souligner les stratégies politico-économiques de la Chine dans le contexte du néolibéralisme, nous nous sommes basés sur les propos de Hudson qui a une expérience directe avec les leaders chinois (« Hegemony and the Rise of China », 2010).

Pour les sections ou les chapitres qui impliquent l'histoire relativement ancienne du Yémen, comme par exemple, la situation économique avant l'unification de 1990 et la guerre civile

du Yémen du Nord dans les années 1960, nous avons utilisé des sources secondaires pour tenter de réinterpréter l'histoire à partir d'une perspective marxiste et mettre en évidence des tendances économiques principales. En effet, un des objectifs de la thèse était de produire des analyses et des tendances historiques de l'histoire du Yémen, pour pouvoir les relier à la guerre actuelle. Nous nous sommes reposés sur des livres d'histoire, par exemple, *Beyond the cold war* (2014) par Asher Orkaby (issus d'une thèse) ou *Nasser's Gamble* (2013) par Jesse Ferris (une analyse originale). Plusieurs articles évalués par les pairs (des sources secondaires) ont été utiles pour établir des faits historiques comme par exemple « Nasser and Nasserism » (1973) par Peter Mansfield ou « Saudi Arabia and Israel: From Secret to Public Engagement » (2018) par Elie Podeh ou encore « Counter-revolution in the Yemen » (1970) par Fred Halliday.

Pour la collecte de données quantitatives utiles à l'analyse marxiste de l'histoire, nous nous sommes basés sur des sources d'études économiques considérées des sources secondaires (par exemple, les études de Albrecht (2002), Ajl (2018), Carapico (1988 ; 1991 ; 1993 ; 2002), Colton (2010)). Pour la collecte de données plus « politiques » aussi utiles à l'analyse marxiste de l'histoire, des articles de journaux ou de site web liés à des *think-tanks* ont été étudiés (comme un article du *New York Times* publié en 1958 et intitulé « Yemen federates with Arab union; She Joins Egypt and Syria in Mideast 'United States' -- Nasser Hails Pact » ou un article sur le site web de Carnegie, « Yemen's War-torn Rivalries for Religious Education » (2021, par Maysaa Shuja al Deen)).

En ce qui concerne la guerre au Yémen depuis 2015, de nombreux articles de sources journalistiques ont été récoltés pour faire du sens de la situation actuelle au Yémen. Étant donné que la guerre est encore en cours, les livres et les articles scientifiques publiés dans des journaux académiques ne sont pas nombreux. Les sources journalistiques sont présentes en ligne comme : BBC, Al-Jazeera, Reuters.

En général, les sources primaires et secondaires utilisées dans l'ensemble de la thèse ont été choisies pour permettre de raconter l'histoire à partir d'une perspective différente de l'orientation idéologique dominante dans la littérature sur le monde arabe. Cette littérature dominante avait été exposée par Edward Saïd dans les années 1970 comme étant basée sur de « l'Orientalisme » ; cet argument reste valable jusqu'à ce jour étant donné que nous ne sommes toujours pas sortis de l'époque de l'impérialisme occidental. L'Orientalisme est un composant important de l'idéologie dominante de l'impérialisme occidental. Edward Saïd avait aussi expliqué comment les intellectuels arabes étaient influencés par les idéaux occidentaux, et ceci les avait amenés à réifier leur histoire et leur culture (Saïd, 1978). Ainsi, bien que de nombreuses sources issues de journaux ou de sites web de masse commerciaux ont été utilisées pour soutenir les analyses du Yémen (surtout le Yémen depuis 2015), de nombreuses sources issues de journaux et de sites web « alternatifs » ont aussi été utilisés. Ces sources « alternatives » incluent *Monthly Review*, *Truth Out*, *Resilience.Org*, *Defend Democracy*, *Rebellion.org*, *Sanaa Center for strategic studies*, et des sites web d'auteurs indépendants comme William Engedhal, James Petras et Elijah Magnier. Ces sources alternatives nous ont permis d'étendre notre champ de vision, en découvrant des analyses originales et des informations qui auraient pu être ignorées par les médias de masse et la littérature dominante.

### **Perspective théorique macrosociologique**

Le modèle analytique utilisé est celui de l'économie politique marxiste, basé sur une perspective macrosociologique. Selon ce modèle développé en particulier dans le *Capital* par Marx, le cours de l'histoire dans l'ère du capitalisme est ordonné par les logiques (ou « lois ») du capital qui découlent toutes de la contradiction interne principale du capital, c'est-à-dire la contradiction entre la richesse produite socialement et l'appropriation privée de cette richesse.

La dialectique entre les logiques du capital (toutes issues de l'accumulation de capital) et la contingence de l'histoire, qui renvoie aussi aux contradictions irréconciliables entre classes, est au cœur de la conception de l'histoire humaine tout au long de la longue ère capitaliste. Au fil de l'histoire, cette dialectique engendre des transformations socio-politiques à travers les États les plus puissants pour dépasser ou éviter les impasses causées par ses contradictions internes. Ces transformations impliquent principalement le renforcement de la finance et de la violence pour discipliner le travail selon les besoins d'extraction croissante de plus-value. On explique plus en détails :

La loi générale de l'accumulation du capital qui pousse tous les capitalistes à remplacer le travail vivant par le travail mort est en contradiction avec la production de plus-value en général, qui est-elle que le produit du « travail vivant » (qui inclut le travail compensé par les salaires et le surtravail). Les travailleurs vivants sont la seule source de la plus-value puisqu'ils consomment les marchandises vendues sur le marché, imbibées de plus-value (Marx, 1967, Capital Volume 1, Chapitre 6). La pénurie de marchandises n'est pas la menace principale de l'accumulation capitaliste, mais à la surproduction engendrée par le remplacement du travail vivant par le travail mort, puisqu'il y a toujours moins de travailleurs salariés exploités pour acheter la masse de marchandises. La tendance à la surproduction (qui se manifeste à travers des crises économiques massives) sous-entend ainsi une tendance générale à la baisse du taux de profit pour l'ensemble de la classe capitaliste (Sewell, 2012). La concentration et la centralisation des capitaux, notamment par le biais de la finance et le recours à la violence, sont les moyens principaux pour que les capitalistes déjouent cette tendance. Le pouvoir de l'État est impératif pour préserver le *statu quo* en cas de crises économiques.

La violence exercée par les États les plus puissants dans les États les plus faibles du sud est inhérente à l'accumulation de capital. Elle permet de créer et de réaffirmer les relations

sociales entre nations pour le pillage impérialiste. En d'autres termes, la violence n'est pas un phénomène exogène au capitalisme mondial actuel : elle lui est endogène puisque l'essence même du capitalisme est le colonialisme européen depuis le 15ème siècle. L'accumulation primitive du capital durant le colonialisme était le précurseur principal du capitalisme mondial. Ainsi, la guerre doit être d'emblée traitée comme l'expression de l'accumulation du capital et de la lutte des classes (les deux processus étant inséparables). Selon Abdel-Malek :

“The roots of violence and the roots of global war lie in the historical restructuring of the international order, that is, the formation of western hegemony, rooted in the historical surplus value from the fifteenth century onwards.” (Abdel-Malek, 1981, p. 71).

Les guerres impérialistes actuelles, tout comme celles colonisatrices, créent (à grande échelle) de la main d'œuvre et des ressources gratuites ou bon marché.

Pour étudier la guerre actuelle du Yémen, on doit la placer dans son contexte historique approprié (l'impérialisme américain avancé). La longue histoire du capitalisme est composée de trois phases différentes selon Amin (2015) ; Mészáros (2007a) ; Baran et Sweezy (1966) et Wallerstein (2003) :

(a) Le colonialisme moderne : une longue période de transition du féodalisme au capitalisme. La découverte des populations autochtones (de leur agriculture, mines, ressources, etc.), la conquête des Indes, la subordination de l'Afrique pour les échanges commerciaux, ont tous, signalé l'arrivée de la production capitaliste dans le nord. L'intensité de la répression dans les colonies lors du colonialisme est liée au début de la mondialisation de la Loi de valeur au sens marxiste (la loi qui représente la médiation de la valeur par le biais du système de prix). Cette mondialisation domine encore aujourd'hui l'ensemble de nos relations pour inséminer

les formations sociales du sud et extraire de la plus-value transférée en large majorité vers le nord.

(b) La phase classique de l'impérialisme telle décrite par Lénine : une courte période de maturité (le 19ème siècle) au cours de laquelle l'Occident affirme sa domination sur l'économie mondiale. Comme le colonialisme fait partie intégralement de l'accumulation de capital, l'impérialisme datant du 20ème siècle est un développement inhérent à l'expansion du capitalisme. La naissance de l'impérialisme est causée par la concentration et la centralisation des capitaux occidentaux qui ont conduit, les grandes entreprises alliées avec les banques, grâce à la super-exploitation systémique des colonies, à dominer des branches entières de production afin de contrôler les prix des marchandises (Amin, 2001). Selon Baran et Sweezy, la différence entre le capitalisme concurrentiel et celui monopoliste est que dans le premier (le concurrentiel), les entreprises subissent les prix de leurs produits, alors que dans le second (le monopolisme), certaines entreprises imposent les prix de vente de leurs produits (Baran et Sweezy, 1966, p.143).

(c) L'impérialisme américain : cette troisième phase a été consolidée après la Seconde Guerre mondiale (lorsque les États-Unis sont ressortis les leaders de l'impérialisme occidental), mais elle est devenue « fortement prononcée » (les mots de Mészáros, 2007a, p.51) avec le début de la crise structurelle du capital s'affirmant dans les années 1970. L'analyse de la désintégration actuelle du Yémen est placée dans une période d'impérialisme américain avancé et de crise structurelle du capital soutenue par les idéologies du néolibéralisme et de la « guerre contre le terrorisme » depuis 2001.

## **Le concept de souveraineté dans la lutte des classes à plusieurs niveaux.**

Le but de cette thèse est de répondre aux problèmes de recherche sur la base d'une explication liée à une notion marxiste de la souveraineté. Une telle notion est compatible avec la défense politique d'une nation du sud contre le capital monopoliste-financier. Selon Abdel-Malek, la souveraineté n'existe pas d'emblée : elle devient une réalité seulement à travers le processus de lutte des classes, qui oppose premièrement les nations opprimées du sud contre les gouvernements impérialistes (on présuppose une contradiction primaire et surdéterminante). Des États deviennent souverains, ils servent leur peuple et protègent leur territoire au sens westphalien lorsqu'ils sont utilisés par les classes prolétaires et les nations opprimées afin de s'autodéterminer face à l'élite impérialiste. Abdel-Malek décrit la dialectique de l'impérialisme qui inclut le rôle des États :

“To speak of imperialism is, perforce, to speak of two distinct elements – distinct as regards their origin and historical status, yet closely linked, in recent times, by the dialectics of hegemony and subjugation. On the one hand are the peoples, social formations, nations, countries, and states occupied or wholly or partially dependent on the European and American metropolis during the colonial and imperialist eras. On the other hand, are the centers of hegemonic power, colonial and imperialist, of the West.” (Abdel-Malek, 1977, p. 130). Cette dialectique est une simplification abstraite et large qui aide à comprendre la réalité qui est-elle très complexe. En effet, d'après Abdel-Malek, elle n'est pas une relation simple, car elle combine deux éléments qui ont suivi des trajectoires historiques très différentes et qui s'entremêlent dans l'ère de l'impérialisme. D'une part, il y a l'hégémonie occidentale qui « n'est obtenue que depuis l'ère des découvertes maritimes<sup>1</sup>, l'émergence des

---

<sup>1</sup> Abdel-Malek adopte ici la position euro-centrique pour paraître « neutre », toutefois ces découvertes maritimes impliquaient la colonisation de peuples qui ne s'attendaient pas à être découverts par les occidentaux.

États-nations européens modernes dominés par la bourgeoisie, la Renaissance et les grandes révolutions démocratiques bourgeoises et industrielles » (ma traduction, Abdel-Malek, 1977, p.128). D'autre part, il y a « les sociétés nationales dépendantes<sup>2</sup> qui existaient depuis des générations, des siècles et parfois des millénaires avant l'avènement du colonialisme et de l'impérialisme moderne » (ma traduction, Abdel-Malek, 1977, p.128). Le « système » n'agit pas comme un système structurel fonctionnel, mais comme un système dialectique d'ensembles sociétaux spécifiques déterminés historiquement. Ces ensembles sociétaux sont définis comme des sociétés nationales cristallisées autour de leur pouvoir (l'État) dans des conditions très différentes, avec des styles et des modes différents, vers des réalisations, des accomplissements qui divergent (d'où la spécificité des nations). Chacune des puissances impérialistes hégémoniques et des nations dépendantes assujetties sont susceptibles de manifester leur propre vision spécifique (déterminée historiquement) de leur destin, leur propre vision de l'humanité (Abdel-Malek, 1977, p. 128-129).

Toujours d'après Abdel-Malek, le schéma d'interrelations entre les deux éléments distincts mentionnés ci-dessus n'est pas révélé par la dichotomie mécanique entre l'« impérialisme » (des « malfaisants ») et les « mouvements nationaux » (les « adroits »), mais par une véritable dialectique dans laquelle la relation entre l'impérialisme hégémonique et les mouvements de libération nationale anti-hégémoniques se développe sur la base de l'interaction entre deux dimensions de la « spécificité » (la spécificité des deux côtés, à savoir le système impérialiste spécifique et la société nationale spécifique) (Abdel-Malek, 1977, p. 129). Il faut donc garder une certaine neutralité politique lorsqu'on approche la grande dialectique entre l'Impérialisme et le grand Sud.

---

<sup>2</sup> Dépendantes économiquement dans le contexte du capitalisme (pas « naturellement » dépendantes)

D'après Petras, du point de vue des relations nationales, les meilleures conditions pour le développement du socialisme sont, sans aucun doute, fournies par l'État-nation. Bien entendu, cela ne signifie pas que l'État, fondé à l'origine par les relations bourgeoises, puisse totalement éliminer l'exploitation et l'oppression des nations (Petras, 2017). Comme l'explique Lénine, « l'autodétermination des nations » dans le programme des marxistes ne peut pas avoir d'autre sens que « l'autodétermination politique, l'indépendance de l'État et la formation d'un État national » (Lenin, 2002, p.82). Les marxistes défendent l'indépendance nationale, car, comme le dit Lénine, "nothing holds up the development and strengthening of proletarian class solidarity so much as national injustice" (Lenin, 2002, p.190). En défendant le droit des nations opprimées à l'autodétermination, les travailleurs des nations impérialistes démontrent aux travailleurs des nations opprimées qu'ils s'opposent aux injustices imposées par leurs dirigeants impérialistes et cela facilite une alliance internationaliste entre les nations contre leur ennemi commun – la classe impérialiste.

La philosophie du matérialisme-dialectique pousse à penser à un concept à partir de la dialectique travail-capital (qui renvoie aussi à celle impérialiste-nations du sud). Ainsi, la souveraineté nationale au sens concret n'existe pas en dehors de la lutte des classes globale. Le droit à l'auto-détermination défendu par les partisans du marxisme léniniste ou tiers-mondiste est inscrit dans la Charte des Nations-unies : « Développer entre les nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droits des peuples et de leur droit à disposer d'eux-mêmes, et prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde » (United Nations, Charte des Nations Unies). Il est aussi défendu par l'article 2 (4) qui stipule que : "All Members shall refrain in their international relations from the threat or use of force against the territorial integrity, or political independence of any state, or in any other manner inconsistent with the Purposes of the United Nation" (United Nations, Charter of the United Nations).

Comme on vise à développer une compréhension alternative au phénomène de la défaillance de l'État, il est important, pour ne pas créer de la confusion, d'employer un autre mot que celui de « défaillance ». C'est pour cela qu'on emploie celui de « désintégration ». Ce concept souligne que la cause de l'échec de l'État n'est pas principalement interne, mais principalement externe. L'État n'a pas « échoué » à cause de sa propre incompetence, il a été détruit. Bien que la désintégration résulte de la « dialectique » ou du « conflit » entre la nation arabe et l'impérialisme, la cause première de l'échec de la nation est le contexte global, plutôt que la nation elle-même qui n'est qu'une pièce du grand puzzle.

L'Irak, la Libye et le Yémen possédaient tous des États centraux, mais après le déclenchement de leur guerre respective dans le contexte de la « guerre contre la terreur », ces pays sont devenus dominés par de nombreuses forces externes, incluant des gouvernements étrangers et des groupes terroristes, faisant d'eux de faibles États balkanisés. En effet, dans ces trois pays, il n'existe plus d'État central qui, au sens westphalien, puisse être souverain sur son territoire. La Syrie, bien qu'elle soit ravagée par de nombreux groupes terroristes, possède toujours un gouvernement central avec une armée nationale active.

Dans cette thèse, on s'approprie les concepts d'État fort et d'État défaillant dominants dans le discours bourgeois pour leur donner une tournure politique qui défend les nations pauvres du sud contre l'agression impérialiste. L'influence du pouvoir d'un État peut être considérée comme un phénomène réel – dans notre époque historique - puisqu'il reflète le degré de souveraineté d'une nation du sud (un ensemble de deux classes sociales subordonnées à l'impérialisme).

À partir d'une vision marxiste, on peut déjà dire que la « désintégration » d'un État est un moment de l'histoire résultant d'un long processus d'accumulation de capital qui se manifeste à travers des rapports de classe violents. La relation sociale principale qui organise notre

métabolisme social actuel est celle du capital : une relation d'appropriation privée de la richesse produite socialement. Cette relation principale, perpétuée grâce aux nombreux États et institutions sociales, engendre de nombreuses contradictions entre classes, toutes surdéterminées en dernière instance par la contradiction de l'impérialisme (Inspiré du marxisme structuraliste, Althusser, 1962). La « désintégration » est donc d'emblée conçue comme un moment de l'histoire dont l'essence est l'ensemble « surdéterminé » des relations entre classes.

Il s'agit de développer une compréhension de la désintégration de l'État, adaptée aux conditions historiques de notre ère d'impérialisme américain avancé, de néolibéralisme et de guerre contre la terreur. Développer une telle notion implique d'explorer l'histoire du cas spécifique, le Yémen, afin de voir comment sa désintégration s'est manifestée au cours du déploiement historique de la lutte des classes à multi-niveaux (national, régional et mondial). Une analyse marxiste de la désintégration du Yémen implique la compréhension de l'origine de cette désintégration et l'analyse du développement des relations entre classes qui ont conduit à la produire. Dans le cas abordé dans la thèse, on est particulièrement concerné par le développement historique concret de la relation entre la nation du Yémen et la classe transnationale du capital monopoliste-financier. Retracer l'histoire du Yémen dans le contexte de l'impérialisme permet de comprendre l'origine des intérêts de certaines classes et États dans le processus de désintégration de ce pays. Cela dit, on s'intéresse particulièrement à l'époque de l'impérialisme américain et à son stade développé du néolibéralisme (depuis 1970). En effet, le marxisme indique qu'il faut se situer dans une époque spécifique du développement des logiques du capital ou des relations capitalistes de classe. Ainsi, pour donner du sens sociohistorique et marxiste au concept de désintégration, on vise à penser le phénomène en question à travers les lois économiques principales qui définissent notre ère d'impérialisme néolibéral.

Les transformations historiques (qui sous-entendent des changements dans des rapports de classe) les plus importantes à explorer pour comprendre ce qui se passe au sein du Yémen depuis 2015 s'inscrivent dans la phase historique de l'impérialisme américain et incluent la guerre froide, la chute de Bretton Woods, les ententes de l'OPEP, la mondialisation rapide, l'effondrement du bloc soviétique, l'avènement des groupes djihadistes, la « guerre contre la terreur », la prééminence de la « Responsabilité de protéger » depuis 2005, etc.

La vision d'économie politique marxiste de la thèse est celle de la « dépendance économique », notamment inspirée par Arghiri Emmanuel. On s'appuie sur l'idée que le Yémen (comme d'autres États arabes) est présent dans une conjoncture mondiale et hiérarchique de classe qui se développe sur la base de la loi de la valeur mondiale. Dans son livre *L'échange inégal*, Emmanuel avait observé que sous l'impérialisme, le taux de profit est égalisé au niveau international, mais celui des salaires (ou les taux de tout autre facteur de production) ne l'a pas. Il avait avancé que les différences entre les pays, au niveau du salaire moyen, sont de nature politique et sociohistorique, puisqu'elles sont engendrées par des rapports de classe. La considération des salaires seulement en fonction des limites nationales est une fausse abstraction qui déforme la réalité du mouvement transnational du capital qui commence dans le sud. Le transfert de valeur du sud vers le nord s'effectue sur la base des prix du marché qui semble être désavantageux pour le sud. Les prix moyens des marchandises renferment la source de l'inégalité. En effet, puisque les prix des marchandises diminuent toujours à cause de la compétition capitaliste, ils renferment les inégalités entre les salaires des différentes nations. Ce sont ces différences qui permettent la production de produits qui ont des prix exponentiellement moins chers. Prabhat Patnaik, partant de cette idée tiers-mondiste, a montré que l'inégalité de la valeur des monnaies nationales sous-entend aussi ce transfert de valeur du sud vers le nord. Ainsi, lorsqu'une monnaie dans le tiers-monde est dévaluée vis-à-

vis du dollar, toute cette nation (inclus sa force de travail, ses ressources) devient moins chère pour les banques américaines et les entreprises transnationales (Patnaik, 2009, p.7).

Les concepts de défaillance et de désintégration sont des symboles théoriques qui renvoient tous les deux au même fait empirique de l'absence de gouvernement central qui puisse assurer la sécurité ou gouverner sur son territoire déterminé. Le concept de désintégration que nous voulons développer est donc compatible avec la définition Westphalienne de la souveraineté de l'État. On ne rejette pas l'idée qu'un État devient « défaillant » lorsqu'il devient incapable de contrôler son territoire, mais nous cherchons à reformuler cette idée à partir d'une perspective marxiste et historique sensible à la cause réelle de la défaillance. La perspective libérale fait régner l'illusion montrant que les États (ou d'autres entités sociales) sont des acteurs rationnels d'emblée souverains et maîtres de leur propre histoire. La perspective marxiste (basée sur la théorie de la dépendance) considère que l'ensemble des États sont des outils de classe dépendants des relations capitalistes de classe qui se sont déployées grâce au colonialisme occidental.

À partir d'une perspective marxiste, la question centrale se pose comme tel : **comment la désintégration de l'État arabe est-elle une manifestation de la lutte des classes, définie premièrement par le processus global de l'accumulation de capital monopoliste-financier ?** C'est en posant cette question qui inclut le concept marxiste de classe sociale qu'on commence notre recherche de la source matérielle de la désintégration de l'État arabe. Le concept de « classe sociale » représente une relation sociale dépendante de la totalité des relations de production, et qui est liée à l'essence du mouvement de la « base économique ». Ce concept permet ainsi de toujours se rappeler la détermination économique « en dernière instance » pour considérer l'histoire comme une force totalitaire (puisque le capital est par nature totalitaire et objective) (Althusser, 2005). La base économique, l'ensemble des forces productives et des moyens de production, peut aussi être conçue comme l'ensemble des

articulations entre classes. On pose deux sous-questions pour parvenir à répondre à la question principale :

*1. Quelles sont les logiques du capital monopoliste-financier derrière les guerres successives dans le monde arabe depuis 2001 ?*

La première sous-question concerne le système économique dans son ensemble. Les guerres des États dans le monde arabe depuis 2001 se produisent dans le contexte du capitalisme à son stade le plus élevé : on sous-entend l'impérialisme américain avancé. Sous l'impérialisme en général, la contradiction du capital monopoliste-financier est due à l'opposition entre l'impérialisme hégémonique et les nations opprimées du sud (qui incluent le Yémen). Chacun de ces camps opposés se déploie au cours de l'histoire sur la base de leur interaction. Cet impérialisme n'est pas facile à définir, car comme le capitalisme, il est caractérisé par un processus de changement constant, passant par des époques plus ou moins concrètement définies. Il s'agit de bien souligner la phase qualitativement spécifique de l'impérialisme, durant une époque historique.

L'objectif de cette question est de comprendre comment le néolibéralisme et la financiarisation massive du système au cours des années 1980-1990 ont transformé l'impérialisme, et comment la série de guerres dans le monde arabe est reliée à ces transformations historiques. Les auteurs à explorer ici sont Amin (2004), Foster et Magdoff (2009), Hudson (2003) et Mészáros (2007, p. 28-29). Selon ces auteurs, nous vivons, depuis les années 1970, dans un monde unipolaire ou un impérialisme « collectif » dirigé par les États-Unis.

La contradiction du capital monopoliste-financier comprend une compétition entre les multiples capitaux : le capital monopoliste-financier ne se déploie qu'à travers sa relation à d'autres capitaux moins hégémoniques. Ainsi, il ne suffit pas d'explorer les logiques

principales liées à l'accumulation du capital-monopoliste-financier dans l'ère néolibérale ; nous devons étudier l'état actuel des menaces principales à cette accumulation.

La chute du bloc soviétique et le développement économique immense des pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine confondus) en partie grâce aux politiques du néolibéralisme. La contribution américaine à la croissance mondiale est passée d'environ 40 % à la fin des années 1990 à environ 30 % vers la fin des années 2000, et la contribution de la zone euro est tombée d'environ 20 % à environ 10 %. En comparaison, le BRIC génère maintenant plus de 20 % de la croissance économique mondiale (Li, 2008).

2. *Quels sont les intérêts de classe en jeu au niveau régional dans la désintégration de l'État Yéménite ?*

La première question porte sur le contexte géopolitique global, mais pour l'analyse sociologique d'un phénomène particulier, dans ce cas, la guerre du Yémen, on doit étudier des contradictions spécifiques : celle de l'impérialisme américain depuis 1970, celle entre le monde arabe et l'impérialisme tout au long du capitalisme, celles au sein du monde arabe lui-même depuis la naissance des États arabes modernes après la Première Guerre mondiale, et celles au sein du Yémen développées après son indépendance. Le conflit entre les Houthis et le gouvernement d'Abdurabbuh Hadi a été considéré par les médias de masse et de nombreux auteurs comme faisant partie d'une lutte de pouvoir régionale entre l'Iran chiite et l'Arabie Saoudite sunnite. Les États arabes du Golfe accusent l'Iran de soutenir financièrement et militairement les Houthis, bien que l'Iran nie ses allégations. Le Yémen est stratégiquement important parce qu'il se trouve sur le détroit de Bab-el-Mandeb, une voie navigable étroite reliant la mer Rouge au golfe d'Aden, à travers laquelle passe une quantité importante des cargaisons de pétrole du monde. L'Arabie Saoudite n'est pas seule dans son intervention militaire, les États-Unis, le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et les Émirats-arabes-unis

fournissent des armes substantielles et/ou un soutien logistique, permettant au royaume riche en pétrole de poursuivre sa mission (à compter des différences d'intérêts entre ces États).

## **Chapitre 2 L'impérialisme américain avancé (depuis le tournant des années 1970)**

Le cadre théorique implique l'idée que la lutte des classes fait l'histoire et pèse sur le présent (l'histoire est le jeu d'une dialectique entre la structure mondiale des classes et la contingence de l'histoire). On se positionne dans la longue ère de l'impérialisme américain avancé (depuis 1970). Dans ce chapitre, on présente les deux caractéristiques principales de cet impérialisme avancé : la crise structurelle du capital et l'idéologie du néolibéralisme.

### **La « crise structurelle » du capital depuis les années 1970**

Pour les analyses centrales de la thèse, il est important de comprendre plus en profondeur la nature du système économique mondial dominé par les États-Unis, sachant qu'il a connu une crise au début des années 1970 qui continue à définir notre présent (Amin, 2015 ; Mészáros, 2007a ; Wallerstein, 2003). Au début des années 1970, en plus de la stagflation généralisée, les entreprises américaines avaient vu un ralentissement dans leur taux de profit. Il existe différentes mesures du taux de profit général aux États-Unis, mais elles montrent toutes essentiellement les mêmes fortes tendances négatives durant cette période. Selon les estimations de Moseley, ce taux de profit avait diminué de près de 50 %, passant de 22 % à la fin des années 1940 à 12 % au milieu des années 1970 (Moseley, 1997). Avec cette crise, la tendance à la baisse du taux de profit qui se cache derrière l'accumulation de capital monopoliste-financier ne pouvait plus être réglée à travers les moyens keynésiens (le financement de l'économie par les taxes des citoyens) et s'était manifesté par la baisse des taux de profit des plus grandes banques et entreprises américaines (Mészáros, 1995, p.247). Peu avant la crise, le dollar avait subi une dévaluation vis-à-vis de l'or et les dépenses de l'État apparaissent insuffisantes pour payer les factures de guerre, ce qui avait nui aux profits

du « complexe-militaro-industriel ». L'industrialisme américain et les hauts salaires des Américains étaient apparus comme des fardeaux pour l'économie américaine dominée par les banques, les monopoles et l'industrie de la guerre en général. Les endommagements causés par la Seconde Guerre mondiale avaient fini par être réparés et les économies allemandes et japonaises étaient redevenues à nouveau des concurrentes menaçantes pour l'économie américaine (Hudson, 2003, p.4-5).

L'autre facteur qui avait déclenché la crise structurelle du capital était l'effritement du système de Bretton Woods (du point de vue de l'accumulation impérialiste). En 1945, après la Seconde Guerre Mondiale, les États-Unis avaient accumulé plus de 75 % de l'or monétaire mondial et était directement responsable de 50% de la production industrielle mondiale (Treat, 2018). Mais à partir de 1950, avec la guerre en Corée, la balance des paiements des États-Unis était devenue déficitaire pour la première fois depuis les années 1930. La situation s'était empirée lorsque le président Eisenhower décida que les États-Unis devaient soutenir le colonialisme français en Asie du Sud-Est, en Indochine française (au Viêtnam et au Laos) (Hudson, 2003, p.25 ; Solheim, 2006, p.25). Au moment de l'escalade de la guerre au Viêtnam dans les années 1960, le dollar était en mauvaise forme. Chaque semaine à Wall Street, il y avait une diminution de l'offre d'or : de l'or était perdu au profit de pays qui n'étaient pas en guerre, comme la France et l'Allemagne (Hudson, 2003, p.26). Dans les années 1960, il devint évident que les États-Unis étaient sur le point de manquer d'or à cause des dépenses de guerre à l'étranger (Hudson, 2003, p.36).

Face à tous ces nouveaux obstacles, les décideurs politiques américains avaient compris qu'ils devaient trouver un moyen pour inciter le reste du monde à financer leur déficit budgétaire (Hudson, 2003, p.5-6). Cette situation avait conduit Nixon à faire flotter le dollar américain et mettre fin à la convertibilité du dollar en or, mettant fin au système de Bretton Woods. Étant donné que le dollar était devenu l'unique devise de réserve, les États-Unis

avaient renforcé leur « privilège exorbitant » et pouvaient imprimer des dollars sans avoir de l'or en réserve (Gowan, 1999, p.19 ; Varoufakis, 2013). La suspension de la convertibilité du dollar en or avait provoqué une crise de confiance mondiale envers la valeur du dollar. Afin de renforcer la confiance dans le dollar, il avait été rattaché à des barils de pétrole fournis par l'Arabie saoudite dans le cadre d'un accord secret en 1974 (Mitchell, 2009, p.413 ; p.415).

Selon Bellamy-Foster, avec le renforcement du dollar au début des années 1970, les propriétaires de capitaux financiers en dollars étaient confrontés à un problème : ils devaient savoir quoi faire de leurs immenses excédents face à une pénurie d'opportunités d'investissements. Ainsi, suite à la fin de Bretton Woods, il y avait eu un accroissement de la demande de produits financiers afin que ces grands financiers puissent maintenir et accroître leur capital financier. Les institutions financières avaient, en effet, « proposé une vaste gamme de nouveaux instruments financiers : contrats à terme, options, produits dérivés, fonds de couverture, etc. » (ma traduction) (Bellamy-Foster, 2007). Bien évidemment, cette flambée de spéculation financière persiste jusqu'à ce jour.

Après 1971, les banques centrales du monde ne pouvaient plus acheter de l'or sans une forte désapprobation des États-Unis, et devaient dorénavant acheter des bons du trésor américain pour conserver leurs excédents dans leur balance de paiements. Selon Hudson, ces bons étaient « aussi bons que de l'or » (« *as good as gold* ») et les banques centrales étaient devenues dépendantes de la création de dollar par la FED (banque fédérale américaine) pour avoir suffisamment de dollars qui soutiennent la valeur de leur devise nationale. L'achat de bons du trésor américain était devenu le seul moyen pratique pour stabiliser leur taux de change - et ce faisant, d'empêcher les prix de leurs importations d'augmenter (Hudson, 2003, p.7-8).

D'après Rosalsky qui explique le concept du « privilège exorbitant », le dollar américain est la seule monnaie dont la chute de la valeur par rapport à d'autres monnaies ne menace pas l'économie de sa nation (les États-Unis). En effet, les États-Unis ont le privilège d'emprunter dans leur propre monnaie, ce qui fait que lorsqu'ils dévaluent leur devise, leur dette sera dévaluée automatiquement. Ceci ne s'applique pas aux nations sous-développées qui doivent emprunter dans leur devise nationale. Leur dette externe est en dollar et lorsque ces nations empruntent dans leur monnaie, la valeur de leur dette s'accroît (elle devient plus chère dans leur devise nationale). Ces nations sont donc à la merci de la fluctuation du dollar vis-à-vis de leur monnaie. En plus de cela, les entreprises américaines tirent parti du statut du dollar, car elles peuvent toujours effectuer des transactions en dollars sans avoir à payer le coût de la conversion en une autre devise (Rosalsky, 2019).

Dans *Petrodollar Warfare*, Clark explique comment le contrôle du pétrole aide à préserver le privilège des États-Unis :

“Every nation aims to maximize dollar surpluses from their export trade because almost every nation needs to import oil. This insures the dollar's liquidity value and helps explain why almost 70 percent of world trade is conducted in dollars, even though US exports are about one third of that total. The dollar is the currency that central banks accumulate as reserves, but whether it is China, Japan, Brazil, or Russia, they simply do not stack all these dollars in their vaults. Currencies have one advantage over gold. A central bank can use it to buy the state bonds of the issuer, the United States.” (Clark, 2005, p.33)

L'arrangement de ce système monétaire mondial crée une demande constante pour le dollar américain et, en contrepartie, soutient la valeur du dollar américain, peu importe les politiques ou les conditions économiques aux États-Unis. Le gouvernement américain peut

alors enregistrer un déficit budgétaire croissant à un niveau plus soutenable que la plupart des autres pays. Leur déficit budgétaire est, selon Hudson, causé principalement par les guerres et les dépenses militaires depuis la fin des années 1960, début des années 1970 (d'où l'idée que ce système monétaire soutient les guerres de l'impérialisme américain) (Hudson, 2003, p.34). La FED peut toujours créer des bons de trésors qui seront achetés par les banques centrales du monde, ce qui en même temps permet de financer le déficit budgétaire de l'État américain (en plus de nourrir la spéculation financière de Wall Street et de poursuivre les guerres impérialistes dans la périphérie). Un bon du trésor est un prêt au trésor américain, ce qui fait que lorsqu'une banque centrale étrangère achète un bon, elle finance le déficit du budget américain : les dépenses militaires des États-Unis sont donc recyclées par les banques centrales étrangères (Hudson, 2003, p.7-8). Les pays étrangers détiennent une part croissante de la dette publique américaine. D'après Statista, les quatre principales banques centrales asiatiques (Japon, Chine, Corée du Sud et Taïwan) détiennent à elles seules plus de 5 trillions de dollars ; les États du Golfe se classent au deuxième rang (Statista, 2019).

Le capital financier « fictif », en s'alliant aux capitaux monopolistes, avait permis à l'impérialisme de s'épanouir mondialement au début du 20ème siècle, mais le pouvoir de classe de l'impérialisme repose aujourd'hui plus que jamais sur l'illusion monétaire perpétuée par ce capital financier fictif – nommément l'illusion du dollar américain (Enfu et Baolin, 2021 ; Hiferding, 2019 ; Lapavitsas, 2011, p.619). En fait, le dollar est le principal produit exporté par les États-Unis (Clark, 2005, 32). Clark explique :

“Most countries around the world are forced to control trade deficits or face currency collapse. Such is not the case in the United States, whose number one export product is the dollar itself. This unique arrangement is largely due to the dollar's World Reserve Currency role, which is underpinned by its petrodollar role.” (Clark, 2005, p.32-33).

Le secteur financier américain et son complexe-militaro-industriel ne peuvent pas renoncer à l'hégémonie du dollar, car il est le produit principal de l'impérialisme américain. C'est à travers la circulation du dollar que les monopoles et les banques américaines (une circulation qui présuppose le pouvoir de classe de l'impérialisme américain) sont capables d'extraire les rentes impériales nécessaires à leur taux de profit croissant (Tsui et al. 2017). Aujourd'hui, dans le monde entier, il existe environ un à deux quadrillions de dollars (personne ne connaît le montant exact) de ce que l'on appelle des « dérivés flottant ». Un dérivé est un instrument financier qui tire sa valeur de la différence spéculative des actifs sous-jacents comme les « options futures », les « contrats à terme » et les « swaps » (Public Banking Institute, 2018).

Mészáros, dans son livre *The structural crisis of capital*, accentue la gravité de la crise de surproduction mondiale depuis le début des années 1970. Celle-ci est réellement mondiale, car elle ne présente plus de solutions keynésiennes qui puissent rendre les travailleurs du nord plus à l'aise face à la paupérisation croissante du travail mondial pour l'extraction de plus-value par le capital transnational dominant (celui monopoliste-financier ou impérial). Sous la pression de la financiarisation accrue de l'économie mondiale, les États occidentaux avaient été obligés de retirer les concessions accordées aux travailleurs durant l'âge d'or du keynésianisme pour amplifier et mondialiser (encore plus) le taux d'exploitation du temps de travail social grâce à la finance (Mészáros, 2010, p. 14-19).

La crise financière de 2008 était une conséquence naturelle de la financiarisation massive de l'économie depuis 1970. Les nombreuses bulles financières qui se sont gonflées depuis les années 1970, ont été l'essentiel du relèvement de l'économie. Ensuite, lorsqu'une bulle éclate, les répercussions sont mondiales et le gouvernement américain agit en tant que prêteur de dernier recours (en injectant liquidités et prêts dans le secteur privé) afin de remettre le système financier en marche. Mais il n'est pas en mesure de traiter le problème sous-jacent et fondamental de la crise structurelle du capital : la stagnation économique permanente (Foster

et McChesney, 2017, p.60). D'une vision marxiste, cette stagnation relative existe puisque le « travail vivant » est constamment expulsé du processus d'accumulation de capital.

Dans l'économie actuelle mondiale, le dollar des États-Unis reste la monnaie mondiale *de facto* et le commerce de pétrole en dollar est un des piliers principaux pour la préservation de ce statut de monnaie mondiale. Presque toutes les ventes de pétrole dans le monde sont aujourd'hui libellées en dollars américains. Dans le monde arabe, l'Iran est la cible principale des États-Unis, car il nationalise son pétrole et tente de le vendre en or, en euros ou en yen japonais. D'après Clark, l'Iran subit des sanctions américaines visant à l'empêcher d'échanger dans les systèmes bancaires étrangers (Clark, 2004).

### **L'idéologie dominante du néolibéralisme depuis les années 1970**

Tout au long du dernier siècle, la principale force déstabilisatrice du système capitaliste a été le capital financier, avec les banquiers et les détenteurs d'obligations cherchant à réaliser des gains à court terme (comme le montrent Hilferding (1910) et Lénine (1917) au début du 20ème siècle). Au début des années 1980, l'élite impérialiste, pour restituer son taux de profit et renforcer le pouvoir du capital financier vis-à-vis du capital productif, a eu recours à l'idéologie du néolibéralisme. Selon David Harvey :

“Neoliberalism is in the first instance a theory of political economic practices that proposes that human well-being can best be advanced by liberating individual entrepreneurial freedoms and skills within an institutional framework characterized by strong private property rights, free markets and free trade. The role of the state is to create and preserve an institutional framework appropriate to such practices. The state has to guarantee, for example, the quality and integrity of money. It must also set up those military, defense police and legal structures

and functions required to secure private property rights and to guarantee, by force if need be, the proper functioning of markets. Furthermore, if markets do not exist (in areas such as land, water, education, health care, social security or environmental pollution) then they must be created, by state action if necessary. But beyond these tasks the state should not venture. State interventions in markets (once created) must be kept to a bare minimum because, according to the theory, the state cannot possibly possess enough information to second-guess market signals (prices) and because powerful interests' groups will inevitably distort and bias state interventions (particularly in democracies) for their own benefit (Harvey, 2006, p.2).

En termes politiques des États du système international, le néolibéralisme implique d'ouvrir les marchés nationaux au niveau régional et mondial et de déréglementer l'activité économique (de réduire les taxes et de privatiser). Cela a pour effet de renforcer le capital transnational et financier aux dépens des appareils étatiques et des capitaux nationaux. Un objectif central étant de renforcer la capacité des grandes entreprises à faire des profits, dans la foulée des problèmes lourds manifestés par la « stagflation ». Selon Minqi Li, le néolibéralisme “has been a strategic attempt by the global capitalist classes to reverse the historical gains of the world's working classes, in order to lower the cost of wages and social spending and to restore the profit rate. Neoliberal policies and institutions collectively constitute a strategy to undermine the bargaining power and organizational capacity of the working classes.” (Li, 2008, p.69)

Pour être plus précis, l'idéologie du néolibéralisme a été fondamentale dans le renforcement accru du capital financier qui a commencé dans les années 1970. Les expériences de la baisse du taux de profit et de la stagflation économique au début des années 1970 avaient amené de

nombreux économistes, d'universitaires et de politiciens américains et britanniques à défendre l'idée que le marché libre était plus utile que le Keynésianisme pour résoudre les problèmes économiques (Palley, 2004). En d'autres termes, ils avaient cherché à raviver le libéralisme (d'où la notion de « néo-libéralisme »). Best (2020) et Palley (2004) expliquent que la différence fondamentale entre le keynésianisme et le néolibéralisme concerne le remède lorsqu'il en revient à résoudre la récession économique. Pour le keynésianisme, le remède est de stimuler la demande, tandis que pour le néolibéralisme, il est de stimuler de l'offre (Best, 2020 ; Palley, 2004). Le néolibéralisme avait été promulgué par la première ministre britannique Margaret Thatcher et par le président américain Ronald Reagan dans les années 1980 (Monbiot, 2016).

Suivant les prescriptions du néolibéralisme, le FMI et la Banque mondiale, depuis les années 1980, ont fourni des crédits suivis de programmes d'ajustements structurels auprès de 100 pays en développement (Mentan, 2017, p.341). Selon Gershman et Irwin, la plupart de ces pays ont subi un grave déclin économique à cause de ces ajustements (Gershman et Irwin cité dans Mentan, 2017, p.341). L'objectif principal de ces ajustements était le démantèlement du protectionnisme, puisque les théoriciens néolibéraux considèrent le gouvernement comme le principal obstacle au développement socio-économique. Dans la plupart des cas, ces ajustements ont entraîné une réduction des dépenses sociales, une désindustrialisation, une réduction de la paysannerie et de l'agriculture traditionnelle, une réduction de la consommation, ce qui crée un « cycle vicieux » de déclin et de stagnation plutôt qu'un « cycle vertueux » de croissance économique, de hausse d'emploi et de revenus. On peut constater que les politiques du néolibéralisme ont contribué et contribuent toujours à de graves déséquilibres dans l'économie mondiale, plus précisément à une croissance alarmante des inégalités, à la fois au sein des nations et entre elles (Oxfam, 2016 ; Schwartz, 2011 ; Wikan, 2015).

Selon Li, à partir des années 1990, il était devenu clair que : “neoliberal institutional structure had become dominant in the capitalist world-economy. Globalization has been an indispensable component of neoliberalism.” (Li, 2008, p.69). En effet, le néolibéralisme était, dès le départ, dépendant de la mondialisation, dans le sens que les économies occidentales se sont progressivement intégrées avec les économies périphériques et semi-périphériques pour l'accès libre (avec peu de contrariété politique) aux ressources naturelles et à la main-d'œuvre peu chère (Li, 2008, p. 69).

Cavanagh et Mander expliquent dans l'article « *World Bank, IMF turned poor Third World nations into loan addicts* », expliquent qu'un des objectifs principaux des ajustements structurels des institutions financières internationales est « d'ajuster » les pays pour les rendre accros à la dette, plus dépendants aux importations de produits et à la masse de monnaie forte étrangère (le dollar). En effet, ces institutions ont réorienté les économies des pays pauvres pour se concentrer sur le remboursement de la dette et sur la privatisation de leurs ressources, de leur main-d'œuvre et de leurs marchés de telles manières à ce qu'elles soient ouvertes aux entreprises transnationales étrangères (ce qui accroît la propriété étrangère dans les économies pauvres). Encore plus, elles conduisent des pays entiers à dévaluer leur monnaie par rapport au dollar, à privatiser des industries clés, à réduire ou à éliminer les subventions d'État, tout cela pour honorer une dette extérieure, le plus souvent due à des banques privées américaines ou européennes. Ils expliquent aussi : “Once the countries accepted these conditions, the IMF and the World Bank rewarded them with still more loans, thus deepening their indebtedness—rather like a fireman pouring gasoline on a burning house to stop the blaze.” (Cavanagh et Mander, 2003, p.19). Les chiffres démontrent cette affirmation : en 1980, la dette extérieure totale de tous les pays en développement était de 609 milliards de dollars. En 2001, après 20 ans d'ajustements structurels, cette dette s'élevait à 2.4 trillions de dollars (Cavanagh et Mander, 2003, p.19).

D'après Hudson, la « fiction » la plus destructrice du modèle néolibéral est que toutes les dettes en dollars peuvent être payées et devraient l'être, même lorsque cela déchire les économies nationales en les forçant à l'austérité - pour sauver les créanciers obligataires, pas le travail et l'industrie (Hudson, 2012a, p.4). Martin Khor et al. avaient documenté l'accumulation rapide de créances financières étrangères au Mexique en 1994 et en Asie, en Russie et au Brésil de 1997 à 1998. Ils avaient observé que les énormes bulles financières créées par les créances en dollars ne pouvaient pas être couvertes. En fait, les spéculateurs et les investisseurs avaient été effrayés et avaient soudainement retiré des milliards de dollars des banques de ces pays. Les devises et les marchés boursiers de ces pays étaient tombés en chute libre. Des millions de personnes étaient tombées dans la pauvreté. Ensuite, le FMI était intervenu avec de nouveaux prêts pour renflouer les banques étrangères et les financiers impliqués - laissant ainsi des économies dévastées contraintes de payer la facture lorsque les paiements du prêt arrivent à échéance. Dans de nombreux cas, sur l'insistance du FMI, des dettes privées irrécouvrables avaient été converties en dettes publiques (Khor et al. 2000).

En fait, d'un point de vue marxiste, le système financier international, pour obtenir les excédents d'autres pays, repose sur la création d'un système de rentes, sans pour autant jouer de rôle productif (dans les secteurs industriels et agricoles). Ce système financier dépend avant tout des rapports de classe, exercés et renforcés à travers les États (qui sont des outils de pouvoir de classe). Ainsi, la lutte des classes précède tous les profits financiers obtenus dans ce système financier mondial. Un exemple de la primauté de la politique dans les gains financiers issus des endettements d'État est l'attitude des États-Unis envers leurs alliés et leurs ennemis dans des temps cruciaux. Le *New York Times* a écrit comment États-Unis ont utilisé leur position de force pour rayer des milliards de dollars de la dette égyptienne pendant la guerre du Golfe (Greenhouse, 1991). En même temps, le vote du Yémen contre une

résolution de l'ONU pour le soutien de la guerre en Irak de 1991 (la guerre du Golfe), avait entraîné l'interruption de l'aide américaine à l'un des pays les plus pauvres du monde.

Cela dit, comme mentionné plus haut, le néolibéralisme est dépendant de la mondialisation, et dans le contexte de cette intégration globale, certaines nations du Sud global ont pu se développer (relativement à leur passé) grâce à leurs conditions sociohistoriques spécifiques ainsi qu'à leur offre de ressources et de main d'œuvre peu chère. Les pays du BRICS et les « Tigres asiatiques » sont des exemples de groupes de pays qui ont pu se développer dans le contexte du néolibéralisme. La Chine, qui était un pays relativement pauvre avant les années 1980, est un exemple impressionnant. En 2021, la Chine avait un PIB de 17.7 trillions de dollars (approximativement 70% du PIB des États-Unis) et dépassait les États-Unis lorsqu'il en vient au PIB par PPA (Richter, 2022 ; TRT World, 2022).

La Chine a connu son développement économique dans le contexte du renforcement des politiques néolibérales partout autour du monde. Notamment, la Banque mondiale avait joué un rôle important dans la transformation économique de la Chine depuis la fin des années 1970. La Banque mondiale n'avait pas recommandé de libéralisation rapide ou complète du marché chinois, comme elle l'avait fait pour certaines autres économies en transition. Elle avait soutenu des réformes économiques pour intégrer le marché international. Après que les Chinois ont acquis l'expertise, la confiance et l'accès aux marchés internationaux des capitaux, le rôle de la Banque mondiale en Chine avait inévitablement rétréci (Bottelier, 2007). Dans les années 1980, la Chine avait reçu trois prêts d'ajustement de la part du FMI : en effet, en réponse aux difficultés économiques intérieures et à un fort déficit du commerce extérieur, la Chine avait effectué ses premiers emprunts issus de la tranche de réserve du FMI en décembre 1980 et janvier 1981, avec un montant combiné de 478 millions de dollars. En mars 1981, la Chine a reçu un autre prêt 365 millions de dollars issus des fonds fiduciaire du FMI et a utilisé sa première tranche de crédit d'un montant de 550 millions. En retour, la

Chine s'est engagée à revoir sa stratégie de modernisation, à éliminer son déficit budgétaire, à contrôler la croissance de sa masse monétaire, à réduire l'inflation et à réduire son déficit commercial extérieur. En novembre 1986, le FMI avait approuvé un crédit *stand-by* de 12 mois (en tranches) de 717 millions dollars (United States Congress. Joint Economic Committee, 1992, p801). Malgré sa collaboration avec les institutions financières néolibérales, le gouvernement chinois a préservé et préserve jusqu'à ce jour, un haut degré de souveraineté idéologique (et politique) qui lui permet de maintenir un contrôle strict sur l'économie nationale, notamment en imposant des barrières aux capitaux privés internationaux.

## **Chapitre 3 Présentation de l'économie politique Yéménite des années 1960 jusqu'à l'unification**

La désintégration de l'État Yéménite se manifeste particulièrement à travers la famine de masse depuis 2015 (10 millions de personnes font face à une pénurie alimentaire aiguë en 2020). Même si les Nations-Unis n'ont jusqu'à ce jour pas déclaré de famine au Yémen, les conditions économiques du Yémen sont proches des conditions exigées pour officiellement déclarer une famine dans une nation (UN-news, 2020). Parmi ces conditions exigées : (1) au moins 20% des ménages sont confrontés à des pénuries alimentaires extrêmes (2) la prévalence de la malnutrition aiguë chez les enfants dépasse 30% (3) le taux de mortalité dépasse deux personnes pour 10 000 personnes par jour (UN-news, 2011).

Selon la théorie de la dépendance, la baisse extrême du niveau de vie des Yéménites est loin d'être un phénomène spontané et engendré par la guerre ou le blocus de 2015– elle est le résultat d'un long processus historique de réformes politiques, macroéconomiques et de restructuration de l'économie mondiale qui a en fin de compte affaibli l'autosuffisance des nations du sud (à différents degrés selon la nation). Cette baisse du niveau de vie résulte ainsi d'une dialectique entre les conditions politico-économiques préexistantes et les effets de la guerre actuelle (le blocus, les bombes, etc.). On peut aussi parler de double « causalité » de la famine : la première causalité étant de nature historique et la seconde qui renvoie aux processus violents récents.

En fait, le Yémen a longtemps été dépendant économiquement et peu sûr au niveau alimentaire. L'insécurité alimentaire préexistante est le produit de l'intégration du Yémen dans l'économie pétrolière régionale (fin des années 1960) et de l'adoption progressive de politiques économiques et sociales qui dévalorisent la production céréalière locale, encourageant l'exode des travailleurs ruraux.

Le Yémen est entré en guerre, très dépendant des importations de produits alimentaires (par exemple, 90% du blé et 100% du riz étaient importés) (WFP, 2010, p.6). Les importations de produits alimentaires transitent généralement par l'un des ports les plus fréquentés du pays, Aden au sud et Hodeidah sur la côte de la mer Rouge. Les produits sont ensuite traités et emballés dans des installations (toutes alimentées au diesel) dans les ports ou dans des usines de la capitale de la fabrication, Taïz, ou de la capitale Sanaa, avant d'être transportés à travers le pays. Le blocus depuis 2015 empêche l'approvisionnement des produits importés (WFP, 2010, p.3).

L'épuisement des eaux souterraines en raison du forage non réglementé de puits tubulaires depuis les années 1970 a créé une crise de l'eau majeure qui affecte l'autosuffisance des Yéménites. Au cours des cinq dernières décennies, le Yémen a abandonné la culture céréalière et s'est tourné vers la production de fruits, de légumes et de qat pour le profit rapide. En 2010, le *Centre de recherches pour le développement international*, a estimé que le retrait des eaux souterraines dépassait le renouvellement de 30% (IDRC, 2010 ; World Bank, 2015, p.78).

En 2009 (rapporté par Schmitz), le ministère de l'Agriculture du Yémen avait estimé « qu'environ 3% seulement du Yémen était cultivé, mais l'étendue des terres cultivées variait considérablement chaque année en fonction des pluies. » (ma traduction, Schmitz, 2011). Au cours de la décennie 2010, les terres cultivées au Yémen ont « varié entre 1,3 et 1,5 millions d'hectares sur une superficie totale de 45,5 million d'hectares » (ma traduction, Schmitz, 2011).

Pour élaborer des analyses pertinentes pouvant servir à théoriser la désintégration actuelle du Yémen (se manifestant particulièrement à travers une famine de masse), on cherche à comprendre le contexte historique général de l'économie politique du Yémen des années

1960 jusqu'à l'unification. Dans ce chapitre, on présente ce contexte historique poussant le Yémen vers un état de dépendance économique et qui l'a prédisposé à la famine en cas de blocus. Ainsi, ce chapitre fournit des références historiques utiles pour comprendre et expliquer ce pourquoi un État Yéménite (que ce soit celui des Houthis ou de Hadi) serait en difficulté à subvenir aux besoins primaires du peuple lors d'une guerre et d'un blocus tel celui placé par les Saoudiens depuis 2015.

On présente tout d'abord l'atmosphère politique des années 1960 et 1970. Ces décennies fougueuses sont marquées par de longues guerres et par la formation de deux États Yéménites « progressifs » (avec un certain degré d'indépendance politique et économique). En raison du poids des pressions politico-économiques venant de la lutte des classes aux niveaux régional et mondial, ces deux États avaient rapidement (en seulement 10 ans après leur naissance) capitulé vers l'orbite de l'Arabie Saoudite.

À la suite, on approfondit les modalités sur lesquelles les économies des deux États Yéménites sont arrivées à devenir dépendantes de l'Arabie Saoudite au cours des décennies 1970 et 1980. Les deux processus historiques qui ont affaibli la base agricole du Yémen au cours des années décennies 1970 et 1980 sont : 1 - la migration des travailleurs et 2- la pétrolisation indirecte et directe de l'économie.

### **Atmosphère politique du Yémen dans les années 1960 et 1970**

Le Royaume Mutawakkilite du Yémen (de 1918 à 1962) dans la partie nord de l'actuel Yémen, avait été renversé par une révolution républicaine en 1962. Le champ de bataille entre le leader de la révolution Abdullah Sallal et l'Imam Muhammad al-Badr (fils de l'Imam Ahmad et petit-fils de l'Imam Yahya) avait été transformé en une arène de conflit international. Parallèlement à cette guerre, une autre s'était enclenchée au Sud-Yémen : on

retrouve les socialistes Yéménites face aux colonisateurs britanniques. Ces derniers essayaient de préserver le peu d'influence coloniale qui perdurait. « L'urgence d'Aden », également connue sous le nom de soulèvement de Radfan, était une insurrection contre les forces de l'empire britannique dans le protectorat de l'Arabie du Sud. Cette guerre était inséparable de celle du Nord-Yémen, considérant l'atmosphère de guerre froide arabe et de guerre froide mondiale entre les deux superpuissances de ce temps.

D'après Orkaby, la déposition de l'Imam Badr en 1962 était prévisible puisqu'elle était le point culminant d'une atmosphère régionale de révolution arabe ainsi que d'un mouvement nationaliste au Yémen qui avait commencé au début des années 1940 avec les formations de nombreux partis opposants l'Imamat, notamment la formation du parti des républicains (Orkaby, 2014, p. V). Ce parti avait fait de multiples tentatives pour renverser l'ordre royal et religieux au cours des années, et en 1948, il avait aidé les Wazzirites, dirigés par Abdalallah Ibn Ahmad al Wazir, à renverser et tuer l'Imam Yahya dans un coup qui avait mené au total à 5 000 fatalités (Marshall, 2013). Le fils de Yahya, Imam Ahmad, avait toutefois regagné le pouvoir grâce à l'aide de ses partisans et de l'Arabie Saoudite qui craignait la nature « constitutionnelle » d'un nouveau régime au Yémen (Gause, 1990, p. 58). Pour les 14 ans qui avaient suivi ce coup, il avait tenté de préserver le *statu quo* face à tous ces ennemis. Selon Halliday, Abdullah Sallal (qui est un Zaydite et fils d'un forgeron) “had been imprisoned for his involvement in the 1948 coup, and agreed to work with the conspirators on condition that they made him President of the Republic. This they did” (Halliday, 1970, p.6).

Derrière les quelques coups d'États tentés au cours des années jusqu'en 1962, était la situation économique du Yémen. D'après Halliday, l'imamat, « en bloquant le développement politique et économique du Yémen et en cherchant vainement à l'isoler des pressions internationales, avait créé les conditions de « l'explosion » (sociale) qui le fera disparaître » (ma traduction,

Halliday, 1970, p.9). Halliday explique que l'économie pendant ce temps était en régression à cause de la condition préindustrielle du pays. La majorité de la société vivait dans la pauvreté et la misère. La taxation avait aussi exacerbé la situation et exclus la possibilité d'un développement capitaliste. Tout cela avait conduit la couche marchande et bourgeoise à s'opposer plus féroceement à l'imamat (Halliday, 1970, p.9). La production de matière première était difficile et lente durant le règne de l'imamat, surtout après la Seconde Guerre mondiale.

Selon Halliday :

“Yemen, whose main product was cereals, was a net importer of them by 1960. Coffee production had sunk to a quarter of its 1942 level. In the period 1957—59 cotton production sank from 12,000 tons to 1,000 and wheat from 20,000 to 10,000. Exports of primary products were discouraged by export taxes” (Halliday, p.9).

Bien que le coup de 1962 fut réalisé par une section des forces armées sans la participation des masses, sans même celles de l'*intelligentsia* et de la bourgeoisie commerciale, il avait en fin de compte reçu le soutien de toutes les couches sociales et classes (Halliday, 1970, p.10).

Selon Halliday, à Taiz, les marchands Shaféites avaient soutenu la révolution avec enthousiasme. Dans les campagnes rurales près d'Ibb, des paysans qui soutenaient la révolution (bien que sans y participer directement) s'étaient précipités pour chasser des cheikhs « connus pour leur cruauté » (ces cheikhs fouettaient des paysans qui ne payaient pas leurs impôts). À Aden, les 80 000 travailleurs de la classe travailleuse yéménite s'étaient manifestés « en faveur du renversement de l'imam » (Halliday, 1970, p.10).

À la fin des guerres, vers la fin des années 1960, le Nord du Yémen s'était orienté vers le marché libre et fournissait des services sociaux de base de façon relativement limitée, tandis que le grand Sud avait développé une approche socialiste avec une base économique assez bien poussée pour la fourniture publique de services sociaux de base. Ainsi, alors que le PIB

par habitant du Nord s'affichait un peu supérieur durant cette période, le grand Sud montrait des niveaux d'alphabétisation plus élevés et de meilleurs indicateurs de santé (surtout pour les femmes) (Pournik et Abu-Ismaïl pour PNUD, 2011, p.8 ; Carapico, 1993, p.129). Bien que pendant cette période, les deux pays avaient une marge de manœuvre politique importante (une autonomie politique plus grande qu'après le renforcement du néolibéralisme à l'échelle mondiale), l'essentiel de leur « progrès » économique découlait de l'aide internationale.

Le Yémen (et/ou les 2 parties du Yémen) a longtemps été un État très faible. On explique plus en détails le développement politique initial des deux nouveaux Yémen dans la période post-guerre (d'un point de vue politique) :

### **Le Yémen du Nord**

Après la révolution de 1962 et la guerre civile de 1962-1968, le Nord (RAY) était devenu une économie libérale (« *no doors* » *economy*) avec « peu d'obstacles juridiques au commerce ou à l'investissement. » (Carapico, 1993, p.129). Selon Burrowes, le président Abdullah al-Sallal avait été évincé lors d'un coup d'État en 1967 dirigé par Abdul Rahman Al-Iryani et il était allé s'exiler en Égypte, où il était resté jusqu'aux années 1980. Iryani consolida son pouvoir d'État en installant de nouvelles agences d'États (parmi lesquelles : la banque du Yémen pour la reconstruction et le développement, la trésorerie d'État, l'organisation centrale de la planification, la banque centrale) (Burrowes, 2010, p.192). Burrowes explique aussi que la banque centrale avait rendu possible « le début d'un système bancaire commercial » (Burrowes, 2010, p.192). Iryani s'opposa à l'ingérence égyptienne dans les affaires du Yémen et dirigea un puissant mouvement contre l'implication de l'Égypte et de l'Union Soviétique dans les affaires Yéménites. Il négocia avec les royalistes (et les chefs de tribus) au sein du Yémen pour renforcer son pouvoir. En 1970, il érige une constitution basée sur la Sharia (Molyneux, 1995, p.420) et il établit un accord de conciliation national avec les partisans du

régime royal et créé ainsi une relation formelle avec l'Arabie Saoudite. En 1972, il parvint à un accord avec le Yémen du Sud en vue de l'unification des deux pays, qui constituera un des fondements de l'unification de 1990. C'est également sous son régime que le Yémen mis en place une constitution permanente et organisa pour la première fois des élections législatives (Problems of communism, 1984, p.23 ; Burrowes, 2010, p.134).

En 1974, Iryani fut renversé dans un coup d'État par le lieutenant-colonel Ibrahim al-Hamdi, qui voulait réduire le pouvoir des chefs tribaux et établir un gouvernement central plus fort (Problems of communism, 1984, p.23). Durant son mandat, Hamdi avait renforcé le contrôle du gouvernement central sur le pays et proclama tous les Yéménites égaux. Il avait pris plusieurs mesures pour faire progresser le nationalisme aux dépens des privilèges tribaux et des divisions sectaires. Par exemple, il avait aboli le ministère des Affaires tribales pour créer le ministère de l'Administration locale, et augmenté les salaires du personnel militaire et civil (Aljamra, 2019). Pour préciser, selon Mundy, la politique rurale du Yémen, historiquement, n'est pas basée sur la contestation de groupes associés à des tribus, mais sur une base individuelle, comme si les cheikhs étaient des politiciens cherchant à gagner une large base de soutien (Mundy, 1995, p.203).

Selon Al-Jamra, lorsque Al-Hamdi arriva au pouvoir en 1974, le Yémen du Nord « manquait les services et les infrastructures les plus élémentaires ». Il avait agi pour essayer de régler la situation avec un plan de développement quinquennal qui avait encouragé la communauté à la construction de routes, d'écoles et de réseaux d'approvisionnement en eau. Il dédia aussi 31% du budget annuel de l'État à l'éducation, puisqu'il croyait que l'éducation était le fondement « du développement et du progrès » (Al-Jamra, 2019). Un fonctionnaire américain avait rencontré Al-Hamdi et avait fait parvenir ses remarques au gouvernement américain (publié par Wikileaks). Le communiqué avait notamment révélé qu'Al-Hamdi avait eu l'intention de créer des institutions plus démocratiques dans le pays en fondant ce qu'il avait

appelé des « conventions populaires » qui aurait préparé le terrain pour des élections plus démocratiques au Yémen du Nord (Al-Jamra, 2019 ; Wikileaks, 1977).

Al-Hamdi avait un plan économique réaliste adapté à la société yéménite, ce qui avait axé l'économie sur l'agriculture. Toutefois, il avait poussé l'agriculture du qat, puisque celle-ci était lucrative. Destremau explique que la production de qat avait connu un boom sans précédent au cours des années 1970 : la superficie cultivée avait, en effet, doublée. Selon Destremau : « bénéficiant d'un marché captif, il procurait aux planteurs des revenus sans comparaison avec ceux des autres cultures : plus de vingt fois ce que permet le sorgho et de trois à cinq fois ceux du café, culture d'exportation traditionnelle du Yémen. » (Destremau, 1990, p.467). À la fin des années 1970, le qat couvrait près de 50 000 ha des terres les mieux arrosées et/ou irriguées (et environ la moitié de la superficie agricole non-céréalière) (Destremau, 1990, p.467).

En 1977, al-Hamdi fut assassiné. Son agenda politique lui avait valu plusieurs ennemis puissants, notamment Abdullah ibn Husayn al-Ahmar, le leader Al-Islah et l'un des chefs tribaux le plus influent du Yémen. Le parti politique et islamiste d'Al-Islah a longtemps été identifié comme « un client de l'Arabie Saoudite » (Yamani, 2009). À l'origine, ses fondateurs étaient une milice affiliée aux Frères musulmans et financée par l'Arabie Saoudite pour lutter contre les forces communistes ou socialiste (Shuja Al-Deen, 2021).

L'Organisation du peuple unioniste nassériste accusera plus tard l'Arabie Saoudite d'avoir comploté l'assassinat d'al-Hamdi. Certaines sources affirment que le meurtre avait été organisé par son successeur Ahmad al-Ghashmi avec le soutien de l'Arabie Saoudite. Son assassinat était survenu deux jours avant sa visite prévue dans le sud du Yémen pour négocier l'unification des deux parties du Yémen. Al-Ghamshi avait cependant tenu moins d'un an en tant que président avant d'être assassiné dans une explosion. Quelques jours plus tard après sa mort, Abdul Karim al Arachi prend sa place en tant que président, mais ce dernier ne

tient que 1 mois de juin à juillet 1978 avant que Ali Abdullah Saleh ne gagne le contrôle du pays à travers un coup d'État (Amber, 1999, p.51).

Après que Saleh eut pris le pouvoir, le code de la famille avait été formalisé en 1979, grâce aux efforts des différentes sectes religieuses et au soutien de quelques experts séculaires. Ce code fondé exclusivement sur la Sharia (« la source de toutes les lois ») ne faisait que des allusions vague à l'égalité des sexes. La polygynie était acceptable et le mari avait le droit du divorce unilatéral (Molyneux, 1995, p.420).

Cela dit, selon Burrowes, le régime de Saleh avait su « améliorer les capacités de l'État » dans les provinces et les villes, faisant pour la première fois de la République un État de présence nominale dans les capitales provinciales et les campagnes (Burrowes, 1992, p.45). Toutefois, bien qu'il eût renforcé ces « capacités » de l'État (et donc la présence de l'État), il avait été réputé pour son talent à concentrer le pouvoir politique et économique entre ses mains.

D'après Phillips, lorsque Saleh arriva au pouvoir, il avait usurpé et utilisé l'organisation YECO (*Yemen Economic Corporation*) pour ses intérêts économiques et ceux de sa famille. Cette organisation, créée au début des années 1970, avait initialement pour but de se procurer des équipements militaires à des officiers. De nombreux observateurs Yéménites avaient considéré la société comme « une vaste entreprise criminelle ». Elle avait exercé des activités commerciales dans un large éventail d'industries, notamment le pétrole, les produits de base et les produits alimentaires, les équipements militaires, les meubles, les textiles, les produits pharmaceutiques, l'agroalimentaire, la pêche commerciale (sans licence) (Phillips, 2017).

Malgré le haut degré de corruption, Saleh avait essayé de régir des politiques économiques adaptées à l'économie yéménite. D'après El-Mallakh, l'année 1984 marque un développement agricole important. Le plan économique du gouvernement durant cette année était basé sur deux volets : (1) une utilisation plus efficace des terres et (2) la réalisation d'un

niveau de production alimentaire adéquat pour la consommation intérieure. Aussi, pendant cette année, un barrage à Maril avait été construit, l'importation de fruits avait été interdite pour protéger la production nationale, et le développement technologique du secteur agricole avait été encouragé (El Mallakh, 2014). Toutefois, El-Mallakh précise que le développement agricole sous Saleh était lent. Il explique que « durant les années 1980, seulement 2% des terres du Nord-Yémen étaient cultivées » alors que « les estimations des terres arables variaient en général 25% à 50%. » (mes traductions, El Mallakh, 2014, p.92).

### **Le Yémen du Sud**

Le Yémen du Sud était devenu indépendant le 30 novembre 1967. Après une période d'instabilité politique et d'affrontements entre les partis existants, le Front de la libération nationale (FLN) avait pris le pouvoir du gouvernement en juin 1969 pour réorganiser le pays sous le nom de la République démocratique populaire du Yémen (RDPY). Ismail avait été élu secrétaire général du Comité central du FLN, devenant ainsi le leader de facto du pays. Il avait joué un rôle de premier plan dans le dialogue entre le FLN et les autres partis de gauche dans le sud du Yémen, en vue de la formation du parti unificateur, le Parti socialiste yéménite (PSY) (Cigar, 1985, p.776). Ismail avait hérité d'une situation économique catastrophique. En effet, Halliday explique qu'après la fin du colonialisme britannique en 1967, l'économie était chaotique, surtout parce que la base britannique avait été évacuée et le port d'Aden abandonné, avec un arrêt presque total de ses activités (Halliday, 1985, p.66-67). Cela dit, le marxisme radical avait été scellé sous Ismail, ce qui avait attiré l'aide de l'Union Soviétique et irrité l'Arabie Saoudite étant donné qu'Ismail soutenait des groupes révolutionnaires dans la région, de Dhofar à Oman (Rubinstein, 1979, p.446).

Afin que les leaders du nouveau PSY définissent les politiques à mettre en œuvre par les ministères, le PSY avait été organisé selon les principes du Parti communiste soviétique (et

du « socialisme scientifique ») (Molyneux, 1995, p.420). La constitution, promulguée en 1970, était séculaire, et le code de la famille, érigé en 1974, était progressif lorsqu'il en vient à l'égalité des individus et à l'égalité des sexes. L'Article 35 du code de la famille du RDPY disait (érigé en 1974) :

“All citizens are equal in their rights and duties irrespective of their sex, origin, religion, language, standard of education or social status. All persons are equal before the law. The state shall do whatever it can to realize this equality by means of providing equal political, economical, social and cultural opportunities.”

(Molyneux, 1995, p. 421).

La constitution ressemblait à celle d'autres pays radicaux dans la région, notamment la Syrie et la Tunisie (Molyneux, 1995, p. 421). Les politiques progressives avaient mené à plus d'égalité, quoique le peuple fut resté pauvre à cause de l'héritage économique.

Malgré les tendances socialistes progressives et égalitariennes de la RDPY, cette dernière n'avait pas pu s'émanciper de manière autonome au niveau économique. Si l'État de la RDPY avait pu financer et effectuer des développements sociaux, c'est surtout grâce à l'aide financière et l'assistance de l'URSS (et autres pays).

Une économie socialiste avait été construite grâce à la nationalisation des entreprises nationales et étrangères (notamment en ce qui concerne les banques, les assurances, le commerce et les transports, le raffinage et la commercialisation des produits raffinés), la collectivisation des moyens de production, la planification centralisée, l'expropriation de terres (pour les transformer en fermes d'États et en coopératives) et la formation de coopératives dans l'agriculture et la pêche (Destremau, 1992, p.110). Toutefois, un degré de privatisation avait été préservé. Selon Brehony, « le régime nationalisa 36 entreprises

étrangères », mais il en avait laissé quelques-unes opérer de manière privée (notamment en matière de télécommunication) (Brehony, 2013). Carapico explique :

“After nationalization, public ventures controlled 60-70 percent of the value of industry in the South, including power and water and the oil refinery (the single largest employer). Mixed companies produced cigarettes, batteries and aluminum utensils; wholly private firms were either small-scale plastic, clothing, glass, food and paper goods manufacturers or traditional carpentry, metal, pottery or weaving industries.” (Carapico, 1993).

Le gouvernement avait notamment réglementé et limité la vente de qat, contrairement au Yémen du Nord (Carapico, 1993 ; Destremau, 1992). Cela dit, la condition de la dépendance économique aux forces externes, structurée par le siècle de colonialisme britannique et par les tensions régionales suite aux défaites des Arabes contre Israël, avait rendu difficile un développement socialiste sain. Destremau explique que les aides extérieures n’avaient pas été suffisantes pour enrichir le Yémen du Sud. L’économie dans les années 1970 était marquée par : « d’un déclin marqué de la productivité et de la production agricole, d’un accroissement de la dépendance alimentaire et d’une paupérisation globale des paysans, massivement encouragés à l’émigration » (Destremau, 1992, p.110). Mundy et Pelat, citant la Banque mondiale, explique qu’en 1979, l’agriculture du Yémen du Sud n’était pas dans une bonne forme, comparé au Yémen du Nord : « la superficie totale cultivée au Yémen du Sud était de 76 985 ha en 1974, de 65 678 ha en 1975, de 83 344 ha en 1976 et de 91 869 ha en 1977. [...] Par comparaison, en 1975, le chiffre pour le nord était de 1 515 000 ha, c’est-à-dire que la superficie cultivée dans la RDPY représentait 4% de la surface totale cultivée dans le nord du Yémen. » (ma traduction, La Banque mondiale cité dans Mundy and Pelat, 2015, page 117, note 30).

L'émigration était devenue la composante principale des revenus nationaux.

En octobre 1979, Ismail signa le traité d'amitié et de coopération de 1979 avec l'URSS. Des traités similaires avec l'Allemagne de l'Est et l'Éthiopie avaient suivi en 1981, à la suite de la démission d'Ismail en 1980 (pour des raisons de santé). Ali Nasir Muhammad succéda à Ismail en 1980 et adopta une position moins antagoniste envers le Yémen du Nord (le mandat de Muhammad avait duré du 21 avril 1980 au 24 janvier 1986). Au début de sa présidence, Muhammad s'empessa de manifester publiquement son amitié avec les Soviétiques. Il avait défendu les liens étroits de son pays avec l'Union Soviétique, tout en appelant à des relations plus étroites avec l'Arabie Saoudite et d'autres pays voisins arabes afin de garantir les intérêts économiques du Yémen du Sud (Cigar, 1985, p.780). Selon Halliday, le 13 janvier 1986, de violents conflits éclatèrent à Aden entre les partisans de Muhammad et ceux d'Ismail, qui avait décidé de retourner au pouvoir (cette guerre civile est communément appelée « les événements de 1986 »). Le conflit s'était rapidement transformé en une guerre civile coûteuse qui avait duré onze jours et fait des milliers de victimes. En outre, le conflit entraîna la mort de plusieurs cadres dirigeants expérimentés du Parti socialiste yéménite, ce qui avait contribué à l'unification éventuelle du pays avec le Yémen du Nord en 1990 (Halliday, 2002, p.42).

Ali Salem al Beyd succéda à Muhammad pour devenir l'homme au cœur des négociations officielles pour l'unification du Yémen sous Saleh. Selon Day, Al-Beyd avait assuré que les partisans d'Ali Nasser Muhammad « étaient exclus de l'accord ». Muhammad s'était exilé en Syrie à la fin de 1989 (Day, 2010, p.4). Toutefois, il faut noter que les discussions concernant l'unification avaient commencé à la fin des années 1970, lorsque les deux pays avaient commencé à estimer que cela était dans leurs intérêts économiques mutuels (surtout liés au pétrole) (Carapico, 1993, p.134). Plus précisément, selon Burrowes, les négociations pour l'unification avaient commencé de manière cachées entre Saleh et Ali Nasir Muhammad en

1982. Une amitié entre les deux leaders s'était formée et une preuve de leurs liens étroits était apparue en janvier 1985, lorsqu'ils réussissent à « désamorcer rapidement un affrontement armé à la frontière des deux pays (Marib et Shabwa) » (ma traduction, Burrowes, 1992, p.48).

L'unification du Yémen avait été adoptée par les législatures des deux États Yéménites le 22 mai 1990 (la constitution de la nouvelle république était entrée en vigueur à cette date). Un système politique fondé sur une démocratie multipartite avait été créé, Sanaa avait été déclarée capitale politique et Aden, la capitale économique. Saleh avait commencé à servir en tant que président par intérim de la république, et al-Bayd, le secrétaire général du PSY, était devenu vice-président (Encyclopedia Britannica, sans date, *The age of imperialism*).

Les femmes avaient perdu avec l'unification des deux Yémen. La subjugation politique et militaire du Yémen du Sud, avait signifié que le Sud avait perdu ses « caractéristiques modernes » (Molyneux, 1995, p.430).

### **Le développement économique « dépendant » des deux Yémen dans les décennies 1970 et 1980 et le chemin vers l'unification.**

La crise économique actuelle causant une famine de masse résulte d'un développement dialectique entre le blocus actuel et le long processus historique commençant dans les années 1970. En effet, la capacité du Yémen à se nourrir a été réduite non seulement durant cette guerre, mais aussi au cours des 50 dernières années. Les guerres et le néolibéralisme ont amorti des années de développement post-indépendant arabe, libérant l'accumulation primitive de nombreux actifs sociaux. Le Yémen, en raison de sa localisation stratégique dans la guerre froide, était devenu un terrain de guerre pendant près de 8 ans, de 1962 à 1968, et avait été décisif dans la défaite des Arabes contre Israël en 1967. Dans ce chapitre, on observe deux nouveaux pays Yéménites ayant connu un certain développement socio-économique à cause de la conjoncture de classe qui avait suivi la guerre civile de 1962 à 1968

et les guerres décisives de la guerre froide. Or, ce développement était dépendant des rentes pétrolières et des envois de fond venant des Yéménites migrants. Ces deux types de revenus non liés à l'agriculture et à la production industrielle avaient considérablement affaibli l'autonomie de la base économique Yéménite en général. Ils avaient rendu les deux États Yéménites de plus en plus dépendants des importations de besoins primaires, des maigres revenus pétroliers et des nombreux emplois gouvernementaux.

Le Yémen du Nord doit être différencié du Yémen du Sud avant l'unification : le Yémen du Nord a toujours été plus « faible » en termes de souveraineté politique et de contrôle national sur l'économie puisqu'il avait choisi un chemin libéral dès sa constitution en 1967, alors que le Yémen du Sud avait choisi une voie socialiste à partir de 1967. Bien que le Yémen du Sud (RDPY) eût été formé sur la base d'une idéologie socialiste progressive et bénéfique pour l'ensemble des travailleurs, il avait hérité d'une situation économique catastrophique qui l'avait rendu dépendant de l'aide d'autres pays et l'avait empêché d'atteindre tous ses objectifs idéaux. Par suite de l'urgence d'Aden (qui finit en novembre 1967), la principale source de revenus pendant la période britannique avait soudainement disparu. En effet, le port d'Aden avait cessé de fonctionner après que la base britannique avait été évacuée. Lackner précise que l'aide minimale (12 millions de livres sterling) promise par la Grande-Bretagne ne s'était pas concrétisée après l'évacuation de la base (Lackner, 2017a, p.687-688). La RDPY avait été progressivement devenue dépendante de l'aide des pays socialistes comme on va le voir.

Comme beaucoup d'autres pays pauvres, la macro-économie du Yémen est dominée par des forces géopolitiques indépendantes de sa volonté. Le Yémen n'est pas simplement victime d'importantes forces issues de la mondialisation et de l'impérialisme. Sa position stratégique dans la péninsule arabique - entre le canal de Suez, la Corne de l'Afrique, l'océan Indien et le golfe Persique, est placée le long des principales lignes de fracture du système commercial

international. Par le biais du mécanisme d'aide militaire et économique, le Yémen a ressenti l'impact de la guerre froide et des conflits régionaux sur tous les aspects de sa structure socio-économique. Des événements tels que la montée en puissance du pétrodollar, la guerre du Koweït de 1990–91, la guerre contre la terreur, ont directement affecté les conditions de vie des Yéménites.

L'effondrement progressif du socialisme arabe, en tant qu'idéologie et pratique, s'était entamé avec la guerre de 1967 contre Israël. Cette guerre de Six Jours qui avait opposé Israël à l'Égypte, la Syrie et la Jordanie, était une immense défaite pour les Arabes et avait provoqué un grave coup psychologique au prestige des dirigeants arabes socialistes et de leur peuple. La défaite avait miné la légitimité des principaux régimes révolutionnaires au Caire et à Damas, et elle avait discrédité les idéologies et les politiques de Nasser. Avec la mort de Nasser en 1970, Anwar Sadate avait réformé la politique étrangère égyptienne dans une direction plus libérale, ce qui avait subordonné les intérêts panarabistes à ceux impérialistes et compradores égyptiens. En Palestine, l'échec des armées arabes contre Israël avait conduit les Palestiniens à agir avec raison pour soi sous l'apparence du nationalisme palestinien. Ailleurs, le nationalisme de droite (un nationalisme qui divise les peuples et les gens, en faveur des classes compradores et de l'impérialisme) et le radicalisme islamiste avaient graduellement supplanté l'esprit panarabiste.

Durant l'âge d'or du socialisme arabe, Nasser avait joué dans les deux camps (les États-Unis et l'Union Soviétique) pour assurer le maintien des importations de blé nécessaires (Ferris, 2013, p.102). Dans le cas de l'Égypte, durant la période du socialisme arabe, une telle dépendance au blé peut être considérée libératrice plutôt qu'handicapante puisqu'elle permettait à l'Égypte de rester rassasiée pour ses missions révolutionnaires partout à travers le monde arabe. Selon Mansfield, Nasser avait aussi conclu un accord avec les petits agriculteurs et les ruraux pauvres d'Égypte. En échange de leur soutien politique, il avait

encouragé une réforme agraire redistributive, même si elle n'était pas très poussée, et avait donné des droits à la terre aux paysans. Cette réforme agraire avait offert 16% des terres agricoles aux paysans en échange de petits loyers (Mansfield, 1973, p.621). La mort de Nasser en 1970 et la fin de la guerre froide en 1989 avaient engendré des failles dans les régimes alimentaires arabes. Frerichs explique qu'avec la libéralisation économique en Égypte sous Sadate (appelée la politique du « *open door policy* » ou « *Infitah* » en arabe), l'économie fut ouverte aux entreprises transnationales et les prix des produits de bases comme les céréales avait augmenté en flèche. Les petits fermiers fussent affectés négativement par cette libéralisation. Frerichs explique :

“ This state of relative social and legal security for small farmers was first challenged by Sadat in the 1970s. As a consequence, land rents – which had been frozen since 1952 – increased, it became easier for landowners to evict tenant farmers, and restrictions on the size of landholdings were reduced” (Frerich, 2016, p.621).

Les économies égyptienne et yéménite ont longtemps été basées sur l'agriculture (bien que les économies aient toujours été différentes pour plusieurs raisons). On remarque alors qu'elles ont toutes les deux subies la même transformation (d'un système plus agricole au néolibéralisme) au cours des années 1970. Cette transformation est causée, en partie, par certaines tendances au niveau régional et mondial, notamment, la montée en force de l'hégémonie américaine, le néolibéralisme et le système du pétrodollar.

Le Yémen est depuis longtemps la région la plus fertile de la péninsule arabique. Dans son article « *The war on Yemen and its agricultural sector* », Mundy nous montre que l'économie yéménite, avant les années 1970, était axée sur l'agriculture des céréales de base, ce qui avait rendu le Yémen presque autosuffisant en nourriture (puisque les céréales sont un composant

essentiel du régime alimentaire). Bien que le Yémen eût des précipitations peu régulières (qui persistent jusqu'à ce jour), les agriculteurs utilisaient des pratiques traditionnelles pour préserver l'eau et optimiser la croissance des céréales (Mundy, 2017b, p.2-3 ; p.10). Ajl explique plus en détail l'économie avant les années 1970 :

“Before the 1970s, Yemeni agriculture was primarily an affair of small holders and subsistence farmers, producing primarily sorghum and barley. Most families also kept livestock, often goats, sheep and a cow, mostly for milk production. Women often tended to such animals which were also one of their sole sources of accumulated capital - a fact that must be kept in mind when one considers the pathology of famine, and adaptation measures, which include selling livestock's. Land ownership was primarily private, although people often worked as sharecroppers on land owned by others. Sharecropping was more frequent on more fertile lands. Wage labor was uncommon, mostly occurring in the Tihama - historically a region of high inequality in land ownership (Nugent, 2003). There was next to no state agriculture extension. Yields during this period were- and have remained - relatively low. Yemeni farming then relied almost exclusively on a mix of controlled floods and terraces, alongside a system of water rights to regulate the sustainable use of those waters, to intensify production.” (Ajl, 2018, p.132).

À partir des années 1970 et continuant dans les années 1980, l'économie saoudienne avait connu un essor considérable grâce aux énormes revenus tirés des exportations de pétrole. Contrairement à la plupart des pays en développement, l'Arabie Saoudite disposait « de capitaux abondants et de vastes projets de développement ». Pendant ces décennies de croissance économique, le chômage en Arabie Saoudite était quasi inexistant, ce qui avait créé une demande de travailleurs étrangers pour accomplir les tâches les plus élémentaires et

les plus techniques (Britannica, sans date, Economy of Saudi Arabia). Selon Kane, les années 1970 avaient été « sismiques » et avaient construit les bases de la structure économique moderne de l'Arabie saoudite. Il précise :

“Oil was at the heart of that transformation. The decade witnessed the birth of Saudi Aramco — still the Kingdom’s most important asset — when control of the oil company was bought back from its original American owners in a series of share purchases. The Saudis called the process “participation,” in distinct contrast to the outright seizure of foreign oil assets by other Arab states, such as Libya and Iraq, in the same decade. [...] For the first time, the enormous wealth generated by the soaring oil price was being planned and directed centrally.” (Kane, 2019).

La population yéménite masculine avait été attirée par le travail en Arabie Saoudite. Ainsi, celle-ci avait progressivement abandonné l'agriculture pour la recherche de salaire plus élevé en Arabie Saoudite. Selon Fergany, les conséquences pour le Yémen étaient claires : la migration dans les années 1970 avait créé de « graves pénuries de main-d'œuvre et avait aggravé les déficits de compétences déjà critiques » (ma traduction, Fergany, 1982, p.762). À cause de cette pénurie de main d'œuvre, des enfants (11 à 15 ans) avaient commencé à travailler des travaux d'adultes (du travail physique exigeant), à plein temps (Fergany, 1982, p.762). Aussi, dans les années 1970, il y avait eu un afflux d'investissements publics et privés qui avaient servi à irriguer les terres côtières. Ces nouvelles terres irriguées étaient propices à la production de cultures telles que les fruits et légumes, qui étaient vendus dans les grandes villes et exportés à l'étranger. La production céréalière avait diminué de près de 27% entre 1970 et 1980 et avait continué de diminuer au cours du temps. Le Yémen doit aujourd'hui importer plus de 75% des produits céréaliers (en 2015). En outre, les agriculteurs ont progressivement abandonné les techniques agricoles traditionnelles qui étaient auparavant utilisées pour produire du grain (Ajl, 2018, p.134). D'après la Banque Mondiale : “The use of

tube wells and water pumps since the 1960s has steered the country away from traditional farming practices and systems of water management, and the country can no longer live in balance with its natural resources.” (World Bank, 2015).

Depuis que de nombreux Yéménites ont abandonné l’agriculture, l’érosion des terrasses n’a cessé de s’aggraver. Les traditions et techniques nécessaires à la conservation des sols, de l’eau et de la végétation qui sont transmises de père en fils à travers un « apprentissage par la pratique » étaient progressivement devenues menacées en même temps que le Yémen s’intégrait dans l’économie mondiale. Milroy explique :

“The necessary soil, water and vegetation conservation traditions and techniques were handed down from father to son by practical 'learning by doing' and expressed in seasonal agricultural songs. This unique heritage has been gravely threatened as Yemen moves into the world economy and the perceived need to increase agricultural output.” (Milroy, 1998).

De plus, de 1970 à 2010, la fourniture de tracteurs importés et de pompes à eau motorisées au diesel avait soutenu une infime minorité de propriétaires fonciers ruraux dominants au détriment de la majorité pauvre. Cela avait accéléré l’épuisement des ressources en eaux souterraines rares et irremplaçables, principalement pour la croissance du qat de drogue qui cause de nombreux problèmes de santé (Glass, 2010, p.20).

La dépendance économique du Yémen sur d’autres pays pour des aides et des revenus signifiaient que les deux États Yéménites avaient une faible emprise sur l’économie et le bien-être social des citoyens Yéménites. Les envois de fonds depuis l’Arabie Saoudite avaient transformé le monde rural yéménite, comblant les fissures dans la structure de production. Mais la stabilité de cette structure reposait sur l’absence des secousses géopolitiques et sur la tranquillité et le silence des travailleurs Yéménites. Par exemple,

lorsque le Yémen avait riposté contre l'intervention en Irak dans la première guerre du Golfe, l'Arabie Saoudite avait alors réagi en expulsant la main-d'œuvre Yéménite, avec les conséquences qu'on explique plus loin.

L'Arabie Saoudite qui était ressortie plus forte que jamais après 1973, n'avait cessé de jouer un rôle dans les affaires politiques Yéménites tout au long des années 1970 et 1980. La guerre civile yéménite s'était terminée par une solution tolérable, mais pas idéale, pour l'Arabie Saoudite (voir chapitre 4). Selon Lackner, dans les deux régimes du Yémen après 1970, les hauts dirigeants tribaux soutenus financièrement par l'Arabie Saoudite avaient beaucoup d'influence politique et avaient empêché les nouveaux régimes de les contrôler. Mis à part le soutien apporté à ces chefs tribaux, l'Arabie Saoudite avait toujours essayé d'éliminer les tendances républicaines, socialistes et laïques de diverses manières. Cela dit, sur le long terme, le plus gros impact sur le Yémen était l'implication de l'Arabie Saoudite dans les systèmes d'éducation des deux États Yéménites, en effet, selon Lackner, « elle avait financé les ministères Yéménites de l'éducation, des enseignants islamistes sunnites originaires d'Égypte, du Soudan et des instituts scientifiques qui étaient des établissements non-officiels mettant l'accent sur l'éducation religieuse. » (ma traduction, Lackner, 2019, p.73). De plus, l'Arabie saoudite avait formé des salafistes Yéménites sur son propre territoire et créé un grand nombre d'imams et d'éducateurs de mosquées Yéménites qui pouvaient promouvoir davantage le wahhabisme au sein du Yémen (Lackner, 2019, p.73).

Les deux États Yéménites formés après 1968 étaient « progressifs » au niveau politique (du point de vue des classes travailleuses), toutefois, au niveau économique, l'atmosphère régionale et globale avait entravé le développement industriel et agricole autonome (ou indépendant à un haut degré). Leur développement économique au cours des années 1970 et 1980 était surtout soutenu par l'aide des autres pays (donc des économies dépendantes). Les économies des deux États s'étaient développées progressivement en raison de leur histoire

commune, de leur base économique similaire (une base principalement agricole) et des mêmes pressions externes de classe qu'ils vivaient, dont celles liées à la guerre froide. Par exemple, d'après Lackner, la RDPY voulait obtenir de l'aide de la Chine au début de la rupture sino-soviétique, mais la Chine avait imposé une condition d'abandonner le soutien idéologique à l'URSS, ce qui n'avait pas été possible pour le régime yéménite (Lackner, 2017a, p.687). Les pressions de l'hégémonie impérialiste et le renforcement du mode d'accumulation marchand (qui stimule le pétrodollar) avaient progressivement miné les secteurs agricoles et industriels des deux pays.

Destremau donne un bon résumé du lien entre les économies Yéménites et l'atmosphère régional au cours des années 1970-1980 :

« Le centre de gravité régional se déplaça vers les pays pétroliers du Golfe, en direction desquels se canalisèrent progressivement les courants migratoires. [...] Cette ouverture brutale au monde marchand capitaliste d'une économie essentiellement agricole jusque-là préservée, peu monétarisée et aux forces productives faiblement développées, a heurté de plein fouet ses équilibres, en la mettant en confrontation immédiate avec d'autres économies infiniment plus productives ». (Destremau, 1990 p.463-464).

### **La dépendance à l'aide et aux envois de fonds**

Pendant un peu plus d'une dizaine d'années (1970-1980), selon Carapico, alors que « les donateurs communistes, arabes, européens et asiatiques se sentaient généreux, le grand Yémen jouissait d'une amélioration sensible de ses conditions de vie » (ma traduction, Carapico, p.191). Grâce à l'aide de l'Union Soviétique, des États-Unis, du Golfe Arabe et de l'aide multilatérale, de nombreuses routes, ports, écoles et hôpitaux (et autres infrastructures

publiques) avaient été construits (Carapico, 2006, p.191). Par exemple : le secteur des transports (dans les deux Yémen) avait été amélioré grâce aux contributions des États-Unis, de l'Union Soviétique et de la République populaire de Chine. Le développement des ports d'Aden et de Hodeidah avait été financé par l'Union Soviétique et la Banque mondiale. Dans la RDPY, entre 1968 et 1980, les fonds reçus par l'Union Soviétique (150 millions de dollars américains, soit environ un tiers de ses recettes totales d'aide pour la période) avaient été dépensés « dans le secteur de la santé publique, dans la prospection pétrolière, pour des travaux d'irrigation, pour la construction d'une centrale thermique, d'une entreprise de pêche commune, d'installations portuaires » (ma traduction, Carapico, 2006, p.191). L'Irak avait été, pendant un certain temps, le principal bailleur de fonds des projets dans les deux pays Yéménites. L'Arabie saoudite aussi était un important bailleur de fonds : ce qui lui avait permis d'exercer beaucoup d'influence politique (surtout à travers la fourniture d'armes, de pétrole, de paiements secrets aux partis politiques). Les sources de l'OPEP avaient fourni quelque 1,4 milliard de dollars entre 1973 et 1981 (Carapico, 2006, p.193).

Des progrès sociaux avaient suivi les aides financières durant ces décennies. Dans le Yémen du Nord : “The percentage of children in school in the North rose from 9 percent to 79 percent during this period, a remarkable achievement made possible by a combination of local efforts and Saudi-Kuwaiti largesse” (Carapico, 2006, p. 191). Aussi, le taux de mortalité infantile avait été réduit et le taux de fréquentation des filles dans l'enseignement secondaire n'avait augmenté que de 3% à 12%. Au début des années 1980, dans la RDPY, “half of all girls attended secondary schools, double the rate for colonial Aden, and the number of mothers losing infant children each year dropped from 197 to 120 per thousand live births” (Carapico, 2006, p.191). Carapico note qu'il y a quelques tendances négatives dans le Yémen du Nord comme la chute du nombre de médecins dans les 20 ans qui ont suivi 1962 (de 60000 à 6000) (Carapico, 2006, p.191).

Carapico précise l'impact structurel de l'aide étrangère sur la structure politique des deux nouveaux Yémen : "Soviet credits for arms purchases, World Bank loans to public corporations, billions of dollars spent on a nationwide power grid, Saudi funds for conservative education, and too many uncoordinated projects in the water sector all left a direct imprint on an inchoate bureaucratic structure." (Carapico 2006, p. 197).

Les deux États Yéménites ne disposaient pas de réserves de pétrole exploitables avant la fin des années 1980 et les revenus d'autres secteurs productifs orientés vers l'exportation étaient maigres. Les deux gouvernements avaient fini par être dépendants de l'aide internationale et - dans la plus grande mesure - des transferts financiers venant des travailleurs migrants Yéménites en Arabie Saoudite et autres pays du Golfe. Des milliers de Yéménites avaient migré vers les pays du Golfe dans les années 1970 et 1980. Selon El Mallakh, durant cette période, la population yéménite était « très mobile » en plus qu'elle possédait une tradition d'émigration, c'est-à-dire que c'était quelque chose de « normal » dans la plupart des familles. En 1975, « 421 180 citoyens du Yémen du Nord résidaient dans les pays voisins de l'Arabie Saoudite, Koweït, Émirats arabes unis, Bahreïn et Qatar. » (ma traduction, El Mallakh, 2014, p.15). Et de ces migrants de courtes durées enregistrés, 97%, étaient en Arabie Saoudite (El Mallakh, 2014, p.15). En relation à ce chiffre, Colton a estimé qu'en 1975, la région du Golfe avait besoin de 9 728 000 travailleurs, et l'Arabie saoudite, plus spécifiquement, avait besoin de 1 968 000 travailleurs (elle avait une main-d'œuvre nationale d'environ 1,3 million) (Colton, 2010, p.411).

Les transferts venant des migrants après le premier boom pétrolier en 1973 avaient été extrêmement volumineux et avaient façonné le développement socio-économique des deux pays sur le long terme. En 1980, les envois de fonds avaient atteint 40% du produit national brut (PNB) du Nord-Yémen et 44% du PNB du Sud-Yémen (Ajl, 2018, p.133). D'après Al-Brecht, les salaires au Yémen avaient atteint un niveau comparable à ceux de l'Arabie

Saoudite afin « d'inciter les travailleurs à rester sur place ». Même les salaires agricoles avaient explosé. Dans les deux entités Yéménites :

“The state bureaucracy was the only development agent and by far the biggest employer, able to monopolise and control the distribution of jobs in the security apparatus, in the armed forces, and in the state-owned enterprises. Through an ingenious system of subsidising basic food stuffs, energy, and water supply absolute poverty was kept within tolerable margins, although a comprehensive social security system did not exist.” (Albrecht, 2002, p.133).

Les envois de fonds avaient profondément affecté la structure économique du Yémen. Le secteur des services au Yémen avait connu une croissance rapide, alors que le secteur industriel était resté stagnant. D'après Colton, en 1970, les parts en pourcentage du produit intérieur brut (PIB) des services et de l'industrie étaient (respectivement) de 39,4% et 10,0% dans le Yémen du Nord et de 58,2% et 23,6% dans le Yémen du Sud. Il explique que ces chiffres étaient passés à 55,5% et 16,2% dans le nord et à 83,0% et 6,7% dans le sud (Colton, 2010, p.411). Comme les envois de fonds des travailleurs avaient été à peine réinvestis dans l'agriculture et les autres secteurs économiques productifs, ils avaient principalement contribué à accroître la dépendance aux produits importés, avec tous les effets inflationnistes qui accompagnent cette dépendance accrue. Ajl montre que l'agriculture yéménite avait souffert : de 1967 à 1978, la production alimentaire locale n'avait augmenté que de 0,3% par an en volume. La production alimentaire par habitant avait diminué de 1,6% par an au cours de la même période à cause de la croissance démographique qui, d'une perspective marxiste, doit être attribuée à la politique gouvernementale inadéquate. En ce qui concerne les importations essentiellement agricoles : blé, sel, café, coton, celles-ci étaient 4 fois plus importantes que les exportations en 1965. En 1979, les importations représentaient 200 fois les exportations (Fergany cité dans Ajl, 2014, p.133).

À partir des années 1970, certains investissements issus des envois de fonds avaient été dirigés vers l'agriculture, mais pas de manière durable lorsqu'il en vient à la gestion de l'eau puisqu'ils visaient la production de fruits, de légumes et de qat (tous des produits qui demandent beaucoup d'eau, en plus que les pratiques traditionnelles de l'eau avaient été abandonnés progressivement comme mentionné). Ces investissements avaient en fait mené à la surexploitation des ressources en eau au Yémen, en particulier les eaux souterraines pour répondre à la demande accrue de (Hellegers et al. 2008, p.108). Hellegers et al. explique : "Government policies and actions were responsible over the last thirty years for the overdraft of groundwater resources in Yemen in addition to the increased income of the farmers resulting from remittances which increased dramatically since 1973". (Hellegers et al. 2008, p.108). Aussi, la découverte et l'exportation subséquente de pétrole au Yémen dans les années 1980 n'avait pas favorisé la durabilité du secteur agricole, puisqu'elle avait mis à disposition du diesel bon marché qui avait favorisé des pratiques d'irrigation non durables et l'agriculture des fruits et des légumes (une production agricole intensive en eau) plutôt que des céréales et du blé (ce qui avait mené à l'augmentation des inégalités dans le milieu rural) (Ajl, p.135 ; 137).

Les mouvements d'émigration vers les pays du Golfe avaient renforcé la tendance à la dépendance économique des deux États Yéménites. Ils avaient encore plus accéléré les conditions de paupérisation et de déséquilibre en renforçant l'économie pétrolière du Yémen du Nord. Dans un premier temps, ces conséquences avaient été masquées et différées par une forte croissance de la consommation, des activités liées à la circulation et redistribution. Le boom pétrolier de 1973-1974 avait accéléré les retours et multiplié les flux de travailleurs attirés par les nouveaux marchés du travail en plein essor. En général, dans le monde arabe, en plus des pertes de guerres majeures qui avaient restructuré politiquement les pays arabes, il existait une prévalence des rentes et des fonds venant des États du Golfe qui avait contribué

à désindustrialiser les économies arabes avancées sur le plan industriel et agricole (comme par exemple, la Syrie et l'Égypte et à un degré plus faible, le Yémen). Le modèle de revenu marchand du Golfe (basé sur le capital marchand et le pétrodollar) avait, au cours des années 1970 et 1980 surtout, perturbé les économies arabes industrielles et régulées. Les envois de fonds des pays du Golfe vers des pays arabes avaient eu des effets similaires à ceux de la « maladie hollandaise » sur les industries nationales puisqu'ils n'étaient pas gérés par les États pour le développement industriel et national. La « maladie hollandaise » est un phénomène économique qui relie l'exploitation de ressources naturelles au déclin de l'industrie manufacturière locale (Corden, 1984).

Ces envois de fonds étaient imprégnés du pouvoir idéologique des pays du Golfe : en effet, dans le système capitaliste, les salaires sont un moyen de contrôle idéologique car ils produisent de la dépendance économique (de plus que les salaires eux-mêmes sont décevants car ils ne reflètent pas la plus-value produite par les travailleurs). Ainsi, on peut conclure que ces envois de fonds étaient suivis de l'influence idéologique de l'islam politique de droite du type du wahhabisme.

Certains Yéménites s'étaient convertis du zaydisme au wahhabisme alors qu'ils vivaient en Arabie Saoudite et avaient commencé à propager leurs nouvelles croyances à leur retour au Yémen par le biais de cercles de leçons, de mosquées et de collèges (Lackner, 2017b, p.74). Selon Lackner : “today's generation often underestimates the importance of these moves at a time when there were no electronic media, and hence much less access to information” (Lackner, 2017b, p.74). Cette tendance wahhabite perçue dans l'islam yéménite avait en partie engendré la création du mouvement Al-Islah au début des années 1990.

Cette situation de maladie hollandaise au Yémen signifiait que malgré l'enrichissement apparent du pays, l'État ne pouvait pas (même s'il le voulait) gagner de l'emprise sur l'économie et les fonds principaux circulant dans l'économie. À cause de l'économie

pétrolière indirecte, les deux économies Yéménites étaient devenues similaires à celle des économies rentières malgré qu'elles soient restées pauvres. Les deux économies manifestaient : une forte dépendance au prix international du pétrole, une dépendance aux importations de biens et de services, mais aussi une dépendance des revenus pétroliers que percevaient les riches voisins du Golfe. Selon Colton, au cours des années 1990 et allant dans le 21ème siècle : “Yemen began to resemble other developing nations more and more closely — luxurious villas and cars for the few and not much for everyone else. The streets of Sana‘a were filled with beggars and street children longing for a place to sleep and a bite to eat.” (Colton, 2010, p.410). Le mode d'accumulation marchand (qu'il soit direct ou indirect) empêche toute transformation intégrative, tant au niveau national que régional. Il remplace la base d'un contrat social qui puisse assurer les droits de base des citoyens.

### **L'Unification de deux États Yéménites fragiles**

Dans les années 1980-1990, la majorité des pays du tiers-monde :

“remained trapped in producing and exporting a single raw material at low levels of productivity, lacking reserves to guard against the ravages of famine. The triumphs of world capitalism were indeed more spectacular in the less developed countries than they had been in the more developed, but victories in the long march of capital accumulation should not be confused with the conquest of hunger” (Harris, 1987, p.168).

Ceci est le cas du Yémen qui, pendant cette période, était dépendant du commerce du pétrole et de l'exportation de main d'œuvre peu chère vers les pays du Golfe. Les modèles de développement socialistes/progressistes qui se concentraient sur les besoins primaires des nations, avaient échoué dans le monde arabe, à la fois à cause de leur incapacité à surmonter

l'héritage du colonialisme et à gagner des guerres importantes pour se dissocier du système capitaliste mondial. La vision « socialiste » du tiers-monde basée sur l'utilisation de l'État contre le capital monopoliste-financier et les multinationales était devenue, en quelque sorte, un rêve sans espoir. La réalité brutale de l'impérialisme et les pressions exercées par le marché mondial avaient été confirmées avec l'effondrement de l'URSS ; cet effondrement avait officialisé, pour de nombreux régimes, le passage d'un modèle du socialisme ou du capitalisme d'État à un capitalisme de libre marché.

Les faiblesses du camp socialiste et la chute du bloc soviétique avaient conduit à couper les aides financières au Yémen du Sud. Outre le fait que la légitimité du socialisme avait été progressivement ébranlée dans le monde arabe à partir des années 1970, la décision de Mikhaïl Gorbatchev d'arrêter l'appui d'un nombre d'États dans le monde arabe avait conduit à la fin du système socialiste du Yémen du Sud. Selon *Britannica Educational Publishing*, pour certains pays comme le Yémen du Sud, l'assistance financière de l'URSS constituait la principale source de fonds. C'est pour cette raison qu'après l'effondrement du bloc communiste, ce n'était qu'une question de temps avant que le régime socialiste du Yémen du Sud ne s'effondre (Etheredge (dir.) 2010, p.129).

Le Yémen du Nord, pendant les années 1970-1980, avait suivi un système plutôt libéral quoiqu'avec des droits sociaux. Il avait profité de l'atmosphère régionale et globale puisqu'il avait pu réduire ses inégalités grâce aux aides étrangères et aux envois de fonds des travailleurs Yéménites, à l'étranger. L'arrivée de Saleh allait toutefois marquer un libéralisme plus agressif. Burrowes explique :

“Nearly anyone who stayed at home could find a job and wages were pushed up  
cos of labour shortages. In the mid 80sthe economic gap between city and  
countryside ballooned more importantly the Saleh regime's pyramid of patronage

topped by officers, sheikhs and businessmen grew steeper and became more entrenched, the trend towards growing inequality in north Yemen became obvious at the end of the decade.” (Burrowes, 2010, p.95).

Dans les années 1990, dans le nouvel atmosphère régional et global, la chute des envois de fonds allait causer de la pauvreté et de l’inégalité. Burrowes précise : “The effect of loss of remittances was greatest in the north, but in the south it combined negatively with the loss of the socialist system and its economic agencies” (Burrowes, 2010, p.95).

Le Yémen s’était unifié sous Ali Abdallah Saleh en mai 1990 (ratifié en mai 1991), et les deux sources de l’économie yéménite étaient devenues (1) le commerce de pétrole qui avait en partie permis au Nord-Yémen de prendre le contrôle du pays entier, (2) les envois de fonds des travailleurs à l’étranger (qui s’était réduits à partir des années 1990). On explique plus en détails ces deux processus économiques.

### **La pétrolisation de l’économie et l’unification (1980-1990)**

Quand les envois de fonds avaient commencé à stagner au milieu des années 1980, l’économie yéménite était entrée dans une période de transition vers une économie exportatrice de pétrole. Au début, les exportations de pétrole n’avaient joué qu’un rôle mineur dans l’économie, mais ce rôle était resté crucial dans le maintien de l’économie. Aussi, au début des années 1990, les envois de fonds s’étaient énormément affaiblis, car l’Arabie Saoudite avait expulsé des travailleurs Yéménites pour le soutien du Yémen à l’Irak en 1991 comme on le voit plus loin.

La découverte de pétrole (et de gaz naturel) par les deux pays à peu près au même moment et dans la même région géographique (de Marib à Shabwah) qui est aussi à leur frontière, avait été décisive dans la décision d’unifier les deux pays. Selon Carapico, « la convergence avait

été littérale : les gisements de pétrole découverts dans la frontière nord-sud avaient été explorés conjointement par les deux États en coopération avec des entreprises internationales. » (ma traduction, Carapico 1993, p.133). Les deux sociétés pétrolières d'État avaient fait appel à des compétences étrangères pour rechercher le pétrole, et les négociations avaient été remportées par des entreprises britanniques, françaises, italiennes, espagnoles, koweïtiennes et brésiliennes (parmi ces entreprises qui avaient négocié et payé pour forer du pétrole yéménite étaient : Texaco, Elf Aquitaine, Total, Canadian Occidental..). Carapico explique en détails comment le pétrole a été trouvé au tout début :

“Thirteen international firms had explored in the North. In 1984, Yemen Hunt, then a wholly owned local subsidiary of Texas-based Hunt Oil, made the first significant discovery, beyond Marib near the joint border. Soon Exxon, and then a consortium of South Korean firms, bought into Yemen Hunt; Texaco, Elf Aquitaine, Total, Canadian Occidental, and Soviet firms negotiated and paid to drill for Yemeni oil. The Soviet company Techno-export made a major find in 1986 at Shabwa, across the intra-Yemeni border from Marib.” (Carapico 1993, p.133).

Des puits de pétrole avaient été ensuite trouvés en 1987, 1988 et 1989, principalement au sud de la frontière entre les deux États Yéménites (Carapico, 1993, p.134).

Selon Destremau, le pétrole, « sauveur potentiel de l'économie », avait généré des revenus indispensables, mais peu fiables. Les revenus pétroliers que le Yémen du Nord avait commencé à percevoir en 1988 semblaient arriver à point pour donner à l'État les moyens de son intervention. Mais il ne s'agissait pas des mêmes richesses que les « empires pétroliers » puisque selon Destremau, « les revenus se stabilisant autour de 300 à 700 millions de dollars [par an, à peu près depuis, 1988], ils devraient juste compenser la diminution des revenus

issus de l'émigration, sans compter la réduction drastique de l'aide saoudienne [...] » (Destremau, 1990, p. 473). En parallèle à ces revenus, les deux économies Yéménites n'avaient que peu de pouvoir sur le prix du pétrole et les entreprises pétrolières étrangères impliquées absorbaient une grande part de ces revenus précaires. Plus encore, la pétrolisation des deux économies avait « nuit au développement d'une structure productive » qui puissent leur permettre d'être autosuffisant et autonome (puisque cette pétrolisation ne permet pas le développement de la base agricole yéménite) (Destremau, 1990, p.473). Ceci dit, à cause d'un nombre de facteurs internes et externes, au cours des années 1980, les revenus de l'État issus du pétrole avaient permis quelques investissements publics importants qui s'étaient traduits par des améliorations dans l'éducation, la santé et les infrastructures. Au cours des années 2010, environ 20% du PIB avait été consacré à l'investissement intérieur (Schmitz, 2011).

Au niveau régional, à partir des années 1970, les petits exportateurs de pétrole comme le Yémen ou la Syrie, sans parler d'énormes producteurs comme l'Irak, étaient progressivement devenus dépendants des recettes d'exportation de pétrole pour leur croissance économique. Lorsque le prix du baril de pétrole baissait, la croissance économique vacillait. Le commerce de pétrole était le principal flux qui liait la plupart des pays arabes aux espaces mondiaux des produits de base et des finances (Okogu, 2003). Ce commerce était (et reste jusqu'à ce jour) lié aux interventions militaires des États-Unis dans la région depuis la Seconde Guerre mondiale. Si les petits pays pétroliers arabes n'étaient pas très liés à ce commerce à travers l'exploitation de leurs gisements de pétrole, ils l'étaient à travers l'exploitation de leurs travailleurs dans les gisements de pétrole des pays riches du Golfe, et même à travers les guerres qu'ils pouvaient subir. Le lien entre les économies arabes et le système du pétrodollar était devenu inéluctable après la Seconde Guerre mondiale et encore plus, après la restructuration du monde arabe par suite de la défaite du socialisme arabe.

L'unification du Yémen avait été adoptée par les législatures des deux États Yéménites le 22 mai 1990. L'Arabie Saoudite n'avait pas apprécié l'unité du Yémen. Okruhlik et Conge expliquent que le Yémen, avec son unification, était devenu un adversaire de taille pour l'Arabie Saoudite. Ils rappellent que le Yémen possède quelques réserves de pétrole et compte une population presque égale à celle de l'Arabie Saoudite, essentiellement composée de nationaux, comparé à celle de l'Arabie saoudite. De plus, le Yémen a l'un des taux de natalité les plus élevés de la région (Okruhlik et Conge, 1997, p.561). Okruhlik et Conge énoncent :

“(...) the Republic of Yemen became a potentially powerful actor in peninsular politics. Furthermore, the opening of the door to elections, competitive parties, and an independent press during the unity phase worried the authoritarian government of Saudi Arabia, which fretted constantly about "radicalism" on the peninsula. In the background there was also the question of national irredentism: many Yemenis had never been reconciled to the loss of the 'Asir, Najran and Jizan provinces to Saudi Arabia, borders which have been in dispute since their demarcation in the Treaty of Ta'if in 1934.” (Okruhlik et Conge, 1997, p.561).

Face à ces nouveaux défis, Okruhlik et Conge expliquent que l'Arabie saoudite avait tenté de démanteler l'unité yéménite (et donc de nuire à la nouvelle force du Yémen uni) de diverses manières indirectes : elle avait périodiquement régulé son marché du travail interne afin de pouvoir exercer son contrôle politique sur le Yémen (qui avait toujours besoin de l'émigration du travail). Elle avait aussi règlementé les flux migratoires en contrôlant ses frontières et en établissant une distinction politique entre citoyens et non-citoyens. Les auteurs précisent: “Categorizing non-citizens was meant to both monitor and limit the behavior and movement of immigrants and, thereby, afford the state more leeway to determine who was allowed to remain in the country.” (Okruhlik et Conge, 1997, p.561).

## **La crise du golfe, la dépendance aux envois de fonds et l'unification (début des années 1990).**

Malgré l'importance croissante des revenus pétroliers pendant la période 1980-1990, l'économie yéménite était restée fortement tributaire des envois de fonds des travailleurs et de l'aide économique extérieure de l'Arabie Saoudite et autres pays du Golfe (Al-Awlaqi, Al-Hada et Al-Shawthabi, 2019). Le refus du nouveau Yémen de se joindre à la coalition militaire américano-saoudienne contre l'Irak en 1991 avait amené l'Arabie Saoudite à expulser plusieurs centaines de milliers de travailleurs Yéménites et à supprimer toute aide étrangère au Yémen. La plupart des autres pays pétroliers arabes avaient suivi le pas et ont isolé le Yémen. Addleton discute de l'impact de la guerre du Golfe de 1990 sur les quelques populations de travailleurs migrants dans la région :

“Arab migrant populations...were dramatically affected by the Gulf crisis. In contrast, the Asian migrant community was largely concentrated in Saudi Arabia and the [United Arab Emirates] and remained relatively less affected by the crisis. Subsequent polarization in the Arab world gives Asian labor-exporting countries an unexpected opportunity to increase their share of Gulf labor markets still further in the coming years.” (Addleton, 1991).

La crise économique du Yémen à son unification s'était intensifiée à cause de la crise du Golfe. Pendant l'occupation du Koweït par l'Irak et la guerre qui l'avait suivi, la communauté internationale avait observé de nombreux rassemblements et manifestations pro-irakiens au sein du Yémen. En 1990, le Yémen occupait un siège non-permanent au Conseil de sécurité des Nations unies et avait voté neutre sur les résolutions des Nations unies condamnant l'Irak. La République du Yémen, récemment créée, avait estimé qu'une solution diplomatique à l'agression irakienne devait être trouvée entre les pays arabes. Les pays du golfe et les

Américains n'étaient pas contents de cette position (Etheredge (dir.) 2010, p.131). Ainsi, avant que le Yémen eût pu commencer à bénéficier des fruits de son unification, il avait été submergé par des dizaines de milliers de migrants revenant du Golfe. Ces migrants avaient, en effet, été expulsés du Golfe. Selon Colton :

“The expatriate labor of Kuwait, Saudi Arabia, and Iraq flooded into Yemen with the onset of the Gulf War. This return was exacerbated by Yemen's support for Iraq during the crisis. Saudi Arabia reacted by demanding all Yemenis in the Kingdom be required to have work permits and that all Yemeni businessmen have Saudi Partners.” (Colton, 2010, p.414-415).

Les conséquences étaient alors dures. Colton estime qu'en l'espace de quelques mois, « le Yémen avait absorbé 880 000 rapatriés » (Colton 2010 page 415). De nombreux ménages avaient été affectés par ce rapatriement et par le manque de revenus supplémentaires. Les États-Unis avaient coupé toute aide et terminé la mission inachevée de l'USAID à Sanaa (Schmitz, 2011).

Selon Albrecht, puisque les milliers de travailleurs migrants qui étaient soudainement revenus au Yémen ne purent pas être absorbés par le marché intérieur, le gouvernement yéménite était progressivement devenu un « employeur de dernier recours » (La Banque mondiale, cité dans Albrecht, 2002, p.134). Ce nouveau rôle était difficile à assumer pour le nouvel État central yéménite. En effet, après l'unification des deux Yémen, les appareils bureaucratiques et militaires des deux États « n'avaient pas fusionné de manière cohérente ». Presque tous les employés avaient été intégrés dans les nouvelles unités bureaucratiques. Albrecht souligne : “This huge state apparatus not only put an unsustainable burden on the national budget but also proved to be extremely inefficient because the respective Northern and the Southern bureaucracies still persisted and, thus, created parallel bureaucratic and clientelist structures.”

(Albretch 2002 : p.134). Aussi, d'après Hellegers et al, les travailleurs migrants qui étaient revenus au Yémen avaient affecté de manière négative la base agricole (déjà faible). Il explique : "Many of those individuals began looking for investment opportunities and thousands of them invested their money on farming by drilling wells and installing pumps on their wells to produce fruits, vegetables and Qat." (Hellegers et al, 2008, page 110) Ceci avait aggravé l'épuisement des ressources en eau souterraine, ce qui avait asséché de nombreuses zones (Hellegers et al, 2008, page 110). En plus : "Farmers in some parts of Yemen especially in Saddah, Amran, Sana'a and Radda began to deepen their wells because of the lowering of water tables" (Hellegers et al, 2008, page 110).

Au niveau de la balance budgétaire de l'État, la crise du golfe, la baisse des fonds venant des migrants et le fardeau de l'économie en difficulté de l'ancien Yémen du Sud avaient engendré une évolution négative du déficit budgétaire au début des années 1990. Selon Albrecht, en 1992, le déficit de la balance des paiements s'élevait à 24% du PIB, et à 30% en 1993. L'auteur développe :

"The structural deficit of the state budget, the high indebtedness of the country, and galloping inflation rates are results of inappropriate integration processes after the political unification. In the early nineties, public expenditures remained constant on a high level between 41 and 43% of GDP while revenues witnessed a significant decline from 30.7% (1991) to a mere 18.9% of GDP (1994). As a consequence, - the deficit of the national budget rose from 11% to 22.5% of GDP in the same period" (Albrecht 2002, p.134).

On peut donc voir que ces facteurs au début des années 1990 avaient été extrêmement sévères et perturbateurs, bien que le problème structurel sous-jacent de l'économie yéménite eût longtemps été les politiques inadaptées à la base économique agricole.

Jusqu'au choc de la crise du golfe, la structure de l'économie yéménite reposait largement sur le maintien de la migration de travail. Ajl explique qu'avec l'augmentation de l'offre de main-d'œuvre au sein du Yémen, « les salaires avaient empiré ». Aussi, les petits agriculteurs qui étaient retournés au Yémen avaient souvent été contraints de vendre leurs terres, ce qui avait entraîné « une plus grande concentration de terre entre moins de mains » (Ajl, 2014, p.137). En quelques mois après la crise du golfe, le PIB et les recettes publiques du Yémen auxquels l'aide extérieure a contribué de manière significative s'étaient effondrées. Les taux de chômage et d'inflation, ainsi que le déficit budgétaire, étaient montés en flèche. Plus encore : “By 1992, general contraction of the economy had produced widespread and deepening privation, and modest increases in oil revenues did not add much to the capacity of the new government to ease the growing suffering and to stem the collapse of the economy” (Etheredge (dir.) 2010, p.131).

C'est avec le choc de la crise du golfe que l'imbrication du Yémen dans les circuits de l'économie impérialiste mondiale avait été clairement exposée. Même avant la crise du Golfe, le lien entre le Yémen et le système mondial avait été évident, puisque les envois de fonds étaient dépendants des fluctuations du prix international du pétrole. Okruhlik et Conge démontrent : “official remittances to North Yemen totaled over \$1 billion in 1980, but fell to \$527 million in 1986.” (Okruhlik et Conge, 1997, p.558). L'expulsion des travailleurs Yéménites de l'Arabie Saoudite en 1991, était directement liée à la logique principale du système économique mondiale, qui implique un contrôle impérialiste sur l'offre du pétrole.

Au niveau de l'atmosphère idéologique au Yémen après la crise du golfe, les Saoudiens avaient cherché de développer une emprise idéologique sur le Yémen en tentant de diviser la population de diverses manières. En effet, selon Okruhlik et Conge : “For Saudi Arabian leaders, the maintenance of political hegemony in the region depended on a divided and malleable Yemen.” (Okruhlik et Conge, 1997, p.564). Mais d'un autre côté, il y avait un

mouvement nationaliste qui s'était développé face aux répercussions de la crise du golfe. Carapico explique que la « punition » saoudienne et américaine n'avait, en effet, fait qu'accroître « le sentiment d'autosatisfaction nationaliste » (« *a sense of nationalist self-righteousness* ») (Carapico, 1991).

Ce sentiment de nationalisme grandissant au début des années 1990, avait permis à Saleh d'accroître son pouvoir et de renforcer sa position de président dans les deux Yémen (en manipulant le discours du nationalisme). Lorsque la guerre civile avait éclaté au milieu de 1994 (et que le sud avait fait sécession en mai de la même année), Saleh avait réglé la situation et rapidement écrasé l'armée du sud (en seulement deux mois) pour restituer sa position à la tête d'un Yémen unifié (Edroos, 2017b). Le nationalisme était central au succès de Saleh : “President Saleh’s military response initiated the 1994 civil war, which Saleh led under the slogan of “protecting the legitimacy of the unification,” while also framing the struggle in a religious context to rally support from the Islah party, among other groups. Saleh’s forces ultimately declared victory, and gave Saleh the sheen of being a powerful leader, which in turn drew other social and political groups to ally with him. This image of strength thus became central to his legitimacy.” (Al-Rawhani et Ahmad, 2018). Après la guerre et le succès du Nord, Saleh avait accordé aux wahhabites d’Al-Islah une voix plus forte au sein du gouvernement (Al-Rawhani et Ahmad, 2018).

Après sa victoire en 1994, Saleh avait orchestré un certain nombre d'amendements constitutionnels afin de consolider son pouvoir : il avait éliminé la règle selon laquelle des hautes positions devaient être réservées aux sudistes ; la charia islamique était devenue la source unique de la législation ; le mandat de la présidence avait été prolongé de cinq à sept ans. En 1997, le parti au Congrès général du peuple (CGP) de Saleh avait remporté une victoire à la majorité sur le parlement. Cela avait conféré à Saleh le pouvoir sur l'exécutif, le

législatif et la judiciaire, créant ainsi une démocratie à parti unique (El-Rawhani et Ahmad, 2018).

Au début des années 1990, il était devenu clair que « les espérances des Yéménites » lorsqu'il en venait aux bénéfices venant des revenus pétroliers et de l'unification, n'avaient pas été réalisées (Destremau, 1993, p.110-111). En fait, la majeure partie des Yéménites avait connu de meilleures conditions de vie dans les décennies 1960-1980, avant l'unification. Mais cela était dû principalement à des tendances régionales et mondiales.

### **Réflexions sur l'économie politique du Yémen depuis les années 1960 jusqu'à l'unification**

Les deux États Yéménites étaient dès leur mise en place « faibles » puisque les conditions régionales et mondiales ne leur avaient pas permis de s'émanciper de manière à devenir autosuffisants et indépendants. Ils étaient alors progressivement tombés dans le cercle vicieux du processus des rentes issues du « pétrodollar », que ce soit de manière indirecte à travers la richesse pétrolière de l'Arabie Saoudite (à cause des Yéménites travaillant en Arabie saoudite) ou de manière plus directe à travers les rentes pétrolières issues des ressources du pays lui-même. Le Yémen unifié était né dépendant des recettes pétrolières et des transferts de fonds depuis les pays du Golfe. Le manque de diversification avait laissé son économie sujette aux chocs financiers. Les politiques néolibérales des années 1990 qui avaient éloigné le Yémen de l'autosuffisance agricole, l'avaient structurellement ajusté pour qu'il soit vulnérable, et même prédisposé à une famine de masse (on explore ça dans le chap. 6). Ces politiques néolibérales avaient conduit à la perte des traditions de coopération sociale, des connaissances de l'agriculture, des semences, des terrasses, des espèces animales et des équilibres écologiques de l'agriculture des hauts et des bas-fonds.

Cela dit, l'urgence profonde et structurelle pour les Yéménites ne renvoie pas à la dépendance au commerce du pétrole ou à la dégradation des terres agricoles, mais au renforcement de leur souveraineté pour le contrôle de leurs propres ressources, de la valeur de leur devise, de leur agriculture, des prix des aliments et du pétrole pour la satisfaction de leurs besoins primaires. Une telle souveraineté (qui sous-entend un État « fort ») est inséparable de la lutte des pays du sud contre l'impérialisme. Comme point de départ dans la conceptualisation de la désintégration actuelle de l'État du Yémen, il faut considérer que le sort particulier du Yémen est le résultat d'une réalité plus générale et structurée historiquement. La pauvreté mondiale, le réchauffement climatique, l'usure des banquiers et la dégradation de l'agriculture partout à travers le monde, sont issus du même processus d'accumulation de capital monopoliste-financier renforcé par le néolibéralisme.

## *Deuxième partie : La géopolitique et le détroit de Bab-al-Mandeb*

### **Chapitre 4 La guerre froide et le nassérisme**

#### **Introduction du Chapitre 4**

Les nombreuses défaites des États arabes contre les forces de l'impérialisme, en particulier la guerre israélo-arabe de 1948, la guerre au Yémen de 1962-1968, les défaites israélo-arabes de 1967, 1973 et 1982, ont contribué à la mise en pratique de stratégies et politiques néolibérales dans la région et à l'effondrement de l'État yéménite en tant qu'entité souveraine et autosuffisante. Dans la phase éphémère du « socialisme arabe » (une époque de « capitalisme d'État » marquée par le nationalisme et la redistribution des revenus), des politiques et des plans économiques avaient été mis en place en fonction des besoins sociaux des classes travailleuses. Par suite aux nombreuses défaites des États arabes « socialistes » pendant la guerre froide, l'accumulation privée grâce au commerce de pétrole avait connu une expansion sur toute la région, ce qui avait affaibli les droits sociaux des classes travailleuses ainsi que la production industrielle et l'agriculture. Bien que les principaux opposants à l'impérialisme américain dans le monde arabe aient aujourd'hui changés, on se situe toujours dans la période de l'hégémonie américaine et les principaux alliés du camp impérialiste dans le monde arabe restent inchangés.

Ce chapitre explore ce contexte historique de guerre froide. Il permet de faire des parallèles avec la guerre actuelle (depuis 2015) pour renforcer des arguments importants de la thèse (par exemple, le fait que l'Arabie saoudite et Israël sont des alliés dans la région ou la force des membres de la tribu zaydite dans les montagnes Yéménites). La première partie est consacrée à la « Guerre Froide arabe » afin d'exposer les tensions de classe dans le monde arabe durant

la Guerre Froide entre les États-Unis et l'Union Soviétique. La seconde partie analyse le rôle de la guerre du Nord-Yémen de 1962-68 durant la « guerre froide arabe » et au sein de la lutte pour l'hégémonie impérialiste.

### **La première guerre froide arabe**

Dans le contexte de la guerre froide, le monde arabe était devenu (et reste jusqu'à nos jours) une des régions les plus dévastées par la guerre. Selon une vision gramscienne (compatible avec la perspective marxiste), c'est à travers l'hégémonie politique et idéologique (principalement propagée à travers le contrôle de l'État et autres les institutions sociales dominantes) que l'hégémonie économique est établie (toujours dans cet ordre) (Gramsci, 1971). L'étude de l'histoire de la guerre froide démontre que le contrôle des régimes arabes avait permis d'assurer les intérêts économiques impérialistes. Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, nouvelle puissance dirigeante du capital monopoliste-financier, voulaient subjuguier les puissances rivales au pouvoir du dollar, particulièrement les économies géantes socialistes de la Chine et de l'URSS. Afin d'y parvenir, le monde arabe et ses énormes réserves de pétrole devait être contrôlé.

Dans *Oil Monarchies*, Gause expose que les « monarchies pétrolières » qui incluent aujourd'hui, l'Arabie Saoudite, le Koweït, Bahreïn, Qatar, les Émirats-arabes-unis et Oman s'étaient développées au cours de la guerre froide pour s'affirmer en tant que nations pétrolières bien alliées aux États-Unis. Selon lui, les dirigeants de ces États monarchiques avaient employé et continuent d'employer un langage politique qui évoque les connotations islamiques et tribales pour convaincre leurs citoyens « de leur légitimité » (Gause, 1994, p.25).

La reconstruction des infrastructures d'États alliés très endommagés suite à la Seconde Guerre mondiale avait offert une opportunité remarquable aux *News Dealers* qui dirigeaient

Washington depuis 1932. Ils avaient eu pour ambition d'ériger un nouveau système monétaire mondial basé sur le dollar américain. L'accord de Bretton Woods en 1944 avait formalisé la domination des États-Unis : il avait établi la base du privilège américain en fixant la convertibilité du dollar en or à un taux de 35 \$ l'once. Le Fonds Monétaire International, l'Organisation mondiale du commerce, l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce, la Banque mondiale, la spéculation de Wall Street avaient transformé l'ordre socioéconomique mondial. Ils se retrouvaient tous sous la domination du gouvernement des États-Unis (et le restent encore aujourd'hui) (Mészáros, Orr et Ward, 2009). Le nouvel ordre avait mené à l'établissement d'un ensemble de règles utilisées afin de régir les relations commerciales internationales. Les entreprises monopolistes principalement basées aux États-Unis, les banques et les financiers américains étaient favorisés par ces règles.

Avec ce nouvel ordre assuré, les États-Unis avaient unilatéralement mis en place un vaste programme financier destiné à restaurer la production européenne et japonaise : le plan Marshall. Plutôt que de prêter aux Européens et aux Japonais, il était plus profitable aux États-Unis d'apparaître généreux en leur donnant les dollars dont ils avaient besoin afin de développer leur économie dans un délai relativement court. L'idée était que les Européens et les Japonais utiliseraient ces dollars pour acheter des biens et des services venant des États-Unis. L'opération avait été une réussite puisque le dollar était rapidement devenu la monnaie exclusive pour tous les échanges commerciaux au niveau mondial (Varoufakis, 2013, p.73-78). De plus, la croissance économique des économies européennes (surtout allemande) et japonaise était cruciale pour atténuer les conflits de classe qui avaient divisé les nations durant la première moitié du siècle. En effet, selon Painter, la croissance économique financée par l'État-providence avait « mis à mal l'attrait des partis de gauche et soutenu la cohésion de l'alliance occidentale » (ma traduction, Painter, 2014, p.189). Pour alimenter la reprise économique des Allemands et des Japonais, les États-Unis avaient garanti que ces

derniers achèteraient du pétrole arabe en dollars américains. Cela avait permis aux États-Unis d'assurer, en même temps, leur statut de leader de l'Occident et la reprise économique des Allemands et des Japonais. Painter explique :

“In addition, controlling access to oil helped the United States reconcile its aim of German and Japanese economic recovery and integration into a Western alliance with that of preventing German and Japanese revanchism. To maintain access to oil in the Middle East, Latin America, and elsewhere in the Third World the United States and its allies sought to contain Soviet influence and opposed economic nationalism.” (Painter, 2014, p.189).

L'Union Soviétique, au cours de la guerre froide, n'avait pas été capable de « transformer son contrôle des approvisionnements pétroliers » en « influence dans les affaires internationales en dehors de l'Europe de l'Est » (ma traduction, Painter, 2014, p.189).

Parallèlement au plan Marshall, les États-Unis avaient bénéficié du fait que la Grande-Bretagne, la France et les autres puissances colonisatrices avaient démantelé leurs empires coloniaux, ce qui avait ouvert le tiers-monde au capital américain. À ce stade du développement de l'impérialisme, la coexistence concurrentielle entre les puissances impérialistes ne pouvait plus être tolérée par la logique du capital : l'accumulation de capital devait continuer à se concentrer et se centraliser grâce à l'hégémonie croissante du dollar et à la finance américaine. Les puissances coloniales avaient été obligées d'« abandonner » le pouvoir d'État dans les trois quarts des colonies. Baran avait affirmé en 1957 que « les fiers propriétaires d'anciens empires coloniaux, après la guerre et avec le plan Marshall (qui les avaient poussés à utiliser les dollars pour toutes leurs transactions principales), avaient été réduits à des « partenaires juniors de l'impérialisme américain » (Baran cité dans Mészáros, 2014, p.243). D'après Wengraf, le fait que les États-Unis se présentaient comme un pays non-

colonisateur qui soutient l'indépendance des pays du tiers-monde, leur a permis de poursuivre le néocolonialisme après la Seconde Guerre mondiale. Il explique :

“The US had a particular advantage of appearing as seemingly free of the colonial legacy. Ideological veneer notwithstanding, the US was able to benefit from the political and economic relationships established under colonialism by the older powers, while likewise benefiting from the loosening of the monopolistic ties of the colonies to their colonial “home.” In this climate, the United States was able to project its power relative to both the continent’s new nations as well as those few that had remained free of colonial domination.” (Wengraf, 2018).

Dans la période d'après-guerre, la valeur du dollar avait commencé à être largement soutenue par l'influence grandissante des États-Unis dans le commerce de pétrole qui était la ressource la plus convoitée pour la restauration de l'économie industrielle de l'Europe et du bloc soviétique. Le 14 février 1945, Roosevelt établit un pacte avec le pays le plus riche en pétrole, l'Arabie Saoudite. Le pacte Quincy, avec le président Roosevelt et le fondateur de l'Arabie Saoudite, le roi Ibn Saoud, avait abordé le sujet de l'avenir de la dynastie saoudienne et du pétrole arabe. Selon ce pacte, les États-Unis devaient garantir la protection militaire de l'Arabie Saoudite et, en échange, l'essentiel de l'approvisionnement énergétique américain devait être garanti par l'Arabie Saoudite. Et ce, sans aliéner la souveraineté de son territoire en donnant des concessions aux compagnies pétrolières américaines. Aramco bénéficierait d'un monopole d'exploitation sur tous les gisements pétroliers du royaume pour une durée minimum de soixante ans (Laurens, 2016). En 1947, le roi Ibn Saoud reçoit environ 100 millions de dollars en aide américaine (Jefferson Price III, 2015). En 1950, Aramco achève la construction de l'oléoduc trans-arabe de 200 millions de dollars qui traverse le désert du nord de l'Arabie saoudite et relie les champs pétrolifères d'Aramco au port de Sidon dans la mer Méditerranée. Aussi, en 1950, les États-Unis introduisent la Sixième Flotte, une unité

militaire de l'US Navy opérant dans la mer Méditerranée. En 1951, après avoir signé l'Accord de défense mutuelle, les États-Unis commencent à armer le gouvernement saoudien (Jaffe et Ellass, 2007, p.93-94 ; Garrett, 1970).

Tel qu'expliqué dans le chapitre 2, après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis avaient eu besoin de contrôler le pétrole pour assurer l'hégémonie du dollar américain. Les autres royaumes du Golfe avaient aussi fait des accords avec les États-Unis pour vendre leur pétrole en dollars américains. De plus, toujours après la Seconde Guerre mondiale, le « complexe-militaro-industriel » des États-Unis était devenu un composant essentiel de l'économie américaine, ce qui explique pourquoi les États-Unis avaient armé leurs alliés du Golfe et d'autres nations arabes malléables. Selon TC Jones :

“[...] Gulf state leaders sought security through the purchase of billions of dollars worth of weapons, which the American government and the American weapons industry were happy to provide. The result was further massive militarization of the region and a boon for the military-industrial-complex. By the end of the decade the largest oil producers in the Gulf were in a full-blown arms race. The Soviet Union pitched in by committing weapons to Iraq, its main client in the region and the principal rival to Iran. But it was the United States that did the most to facilitate the militarization of the region. Between 1975 and 1979 Iran, Iraq, and Saudi Arabia purchased 56 percent of all the weapons sold in the Middle East and made almost one-quarter of all global arms purchases” (TC Jones, 2012, p.212-213).

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les Saoudiens et les royaumes voisins du Golfe persiques sont armés, financés, protégés et invités par les États-Unis (et leurs alliés d'Europe) afin de participer à l'activité économique la plus lucrative de l'histoire de l'humanité. Ce qui

compte en dernière instance, ce ne sont pas les idéologies en elles-mêmes et leurs caractéristiques apparentes, mais leur but pratique dans la lutte des classes. De ce point de vue matérialiste, le wahhabisme et le libéralisme occidental (qui est la forme la plus simple de l'idéologie dominante) sont identiques. Ils ignorent tous les deux les besoins de base des individus, la nature humaine et les droits des travailleurs dans le but de renforcer de manière consciente ou inconsciente la logique sociale de l'impérialisme fondée sur la surexploitation du temps de travail socialement nécessaire.

Après la Seconde guerre mondiale, Nasser, avec son programme de nationalisme socialiste (qui se contraste au nationalisme de droite), était apparu comme une opportunité en or pour les Soviétiques. D'après Al-Yafai, pendant les années 1940 et 1950, "with the exception of Saudi Arabia, no country of the Arab world, from Sudan and Yemen, to Iraq, to Algeria in the Maghreb, was without its secular, nationalist parties." (Yafai, 2012). Ces mouvements nationalistes avaient réussi à installer des régimes socialistes solides en Égypte, Syrie et Irak (Yafai, 2012). Dès leur commencement, ces régimes avaient essayé d'accroître leur potentiel révolutionnaire en essayant d'acquiescer de l'aide de tous les États puissants (même les États-Unis). Cependant, ils s'étaient rapidement retrouvés entraînés dans l'orbite de l'Union Soviétique. En particulier, les « officiers libres » dirigés par Nasser avaient échoué à sécuriser des armes provenant des États-Unis à la fin de 1952, un incident qui les avait aliénés des États-Unis (Goldberg, 1993, p.12).

Dans les principaux États socialistes arabes, l'armée était devenue une force sociale par suite du départ du colonialisme. L'armée s'était développée après l'indépendance et la plupart des officiers étaient recrutés au sein des couches intermédiaires ou des paysans de petites exploitations. Les tensions engendrées par les menaces impérialistes et la formation de l'État d'Israël ont amené les forces armées à jouer un rôle central dans la politique des États arabes; les coups d'État et la création des régimes militaires étaient une caractéristique commune de

l'Égypte et de la Syrie postcoloniale et, dans une même mesure, de l'Irak et de la Libye. Les forces armées de ces États avaient à l'origine bénéficié d'un pouvoir autoritaire important dans le but de protéger les classes compradores issues du colonialisme. Toutefois, ces forces armées avaient réussi à se détacher des intérêts néocoloniaux dans une ère de guerre froide entre l'Union Soviétique et les États-Unis (Abdel-Malek, 1968, p.87-90). Abdel-Malek explique que malgré le fait que ces régimes arabes étaient « anti-communistes » (en plus qu'ils acceptaient la propriété privée des terres et des moyens de production dans quelques mesures), ils avaient développé des structures économiques fondées sur le développement agricole et industriel qui pouvaient contrecarrer l'impérialisme (d'une façon matérialiste) (Abdel-Malek, 1966, p.131). Amin, d'une vision similaire, voit que dans la mesure où l'État égyptien apaisait les aspirations populistes pour une répartition plus égalitaire des richesses du pays, son rôle était progressif. Selon lui : “The agricultural cooperatives set up by the Nasser regime included both rich and poor peasants and so they mainly worked for the benefit of the rich. But the regime also had measures to limit possible abuse of the poor peasants.” (Amin, 2016, p.30).

Mansfield dans « Nasser and Nasserism » explique les exploits de Nasser de manière réaliste, en soulignant que ceux-ci étaient toujours liés à la volonté du peuple égyptien et à leur sens de nationalisme. Ces exploits avaient inclus les réformes agraires, la construction du Haut barrage d'Assouan, le progrès de l'industrialisation, l'expansion de l'éducation et de la santé. Il explique plus en détail le succès des coopératives agricoles en Égypte :

“The land reform was also of great importance in that it was successful in economic terms and did not result in the drastic fall in agricultural output many had feared. In the land reform areas, where fellahin had not been beneficiaries of land redistribution, special supervised co-operatives of which membership was compulsory were set up. While there was no question of collective ownership,

government agricultural experts helped to ensure that technical standards were maintained or improved. These supervised co-operatives were a striking success, and in several ways this overdue and essential reform in Egypt became a model for other countries in similar circumstances.” (Mansfield, 1973, p.672).

Nasser, après avoir pris le pouvoir, avait dû faire face à des questions économiques difficiles (qui ont des possibilités limitées) liées à l'investissement, aux marchés étrangers et à la dépendance à l'égard de la technologie et de l'industrialisation. Son modèle économique était donc adapté à la situation de l'Égypte, pour le bien-être de la majorité du peuple (l'objectif politique).

Avec l'ascension de Nasser dans le monde arabe, il devint rapidement évident pour les Saoudiens que le nouveau dirigeant égyptien et son idéologie panarabe radicale constituait une menace plus importante. Ferris décrit :

“The revolution of July 1952, which toppled the Egyptian monarchy and brought to power a clique of young nationalist officers, ushered in an era of radical politics to the Arab Middle East. In the years that followed, a revolutionary tidal wave rolled through the Arab world, swallowing Iraq in 1958 and, at its peak, threatening to engulf both the kingdom of Saudi Arabia and the Hashemite monarchy of Jordan.” (Ferris, 2013, p.3).

Le soutien qu'avait apporté Nasser à la révolution irakienne, ses discours de plus en plus antimonarchistes et sa volonté d'hégémonie sur le monde arabe allaient sérieusement de mettre à mal les relations entre l'Égypte et les Saoudiens. Ainsi, tout au long des années 1950-1970, il s'était produit une « Guerre froide arabe » entre les Saoudiens alliés aux États-Unis et aux Britanniques, et Nasser soutenu le plus par l'Union Soviétique. Les Saoudiens qui étaient des ardens défenseurs de la monarchie absolue et du wahhabisme craignaient que

Nasser eût l'intention d'exporter son nationalisme séculaire panarabe dans le monde arabe, bouleversant ainsi le *statu quo* du monde arabe (Kerr, 1971). En fait, les Saoudiens avaient bien démontré leur alliance avec les États-Unis en annonçant en août 1955 qu'ils rejetaient une offre d'armement soviétique pour plutôt acquérir dix-huit chars américains dans le cadre de l'accord du 51 Dhahran (Halliday, 1973). D'un autre côté, les Égyptiens avaient prouvé à quel camp ils appartenaient : en septembre 1955, Nasser conclut son premier grand contrat d'armement avec l'URSS (Holbik et Drachman, 1971) et en mars 1956, il reconnaît la République populaire de Chine (Goldberg, 1993, p.20).

Après 1956 (jusqu'à la fin des années 1950), les relations entre l'Égypte et l'Occident s'étaient progressivement détériorées alors que la popularité de Nasser auprès des masses arabes n'avait fait que s'amplifier (Arab Hero pour Al-Jazeera, 2008). En juin 1956, Nasser avait décidé de commettre le geste le plus marquant de sa carrière de leader arabe en nationalisant le Canal de Suez qui était une voie de transport maritime essentielle au commerce de pétrole. En septembre de la même année, il annonça la signature d'un accord d'armement avec la Tchécoslovaquie, sous les auspices de Moscou. Selon Ferris, cette initiative de Nasser avait encore plus fortement affirmé le passage de l'Égypte d'une dépendance occidentale à une dépendance envers Moscou. L'URSS avait affirmé sa présence et son implication dans le monde arabe (Ferris, 2013, p.12-13 ; 21). Ferris explique les objectifs de l'URSS, tout au long des années 1960 : "The Soviet quest for bases—land and sea—in the Eastern Mediterranean prior to the Six Day War is one of the most important and least understood aspects of Soviet-Egyptian relations in the 1960s." (Ferris, 2011, p.16). La dépendance de l'Égypte envers l'Union Soviétique était fondamentale quand il en venait aux armes :

"The Egyptian army's dependence on arms supplies from the Soviet Union paralleled the economy's dependence on food supplies from the United States.

Given the incompatibility of Egyptian and Western interests at this time, Egypt had no real alternatives to Soviet weapons. Because the security of Nasser's regime, in the final analysis, hinged on the robustness—and quiescence—of Egypt's armed forces, the acquisition of arms constituted the essential benefit associated with the Soviet relationship” (Ferris, 2011, p. 8).

En octobre 1956, la rupture entre Nasser et l'Occident avait pris une tournure violente : en effet, la Grande-Bretagne et la France, les propriétaires de la Compagnie de Suez, avaient alors décidé d'envahir l'Égypte, avec l'aide d'Israël. Évidemment, la décision de l'Égypte concernant la nationalisation du canal de Suez, allait contre les intérêts économiques des forces colonisatrices. Israël avait attaqué l'Égypte le 29 octobre et la France et Grande-Bretagne avaient suivi le 31 octobre. Cette guerre était rapidement apparue comme une défaite militaire rapide pour les Égyptiens. Toutefois, ces derniers allaient ressortir les gagnants politiques. Le novembre 7, les États-Unis avaient obligé les anciens colonisateurs (à travers le déploiement des forces d'urgence des Nations Unies) de cesser le feu et accorder des concessions à Nasser (The national interest, 2020 ; Goldberg, 1993, p.69, p.97). Selon McDermont, les États-Unis s'étaient opposés aux ambitions néocoloniales de la Grande-Bretagne et de la France, car ils ne voulaient pas prendre de risques face à l'Union Soviétique. Ces ambitions de la Grande-Bretagne et de la France, risquaient de nuire à leur prestige (comme l'avaient subi subséquemment les Britanniques et les Français) et de conduire à une « guerre chaude » avec l'Union Soviétique. Elle explique : “Eisenhower was very concerned about the infiltration of Soviet influence into the region during the crisis and feared the potential for the Soviet union to catalyze a major conflict.” (McDermont, 2001, p.142). Les États-Unis avaient des intérêts de maintenir des bonnes relations avec l'Égypte ; notamment, en décembre 1955, ils voulaient financer la construction du barrage d'Assouan sur le Nil, la même année (l'aide de 70 millions avait été révoquée 7 mois plus tard par les

États-Unis, en raison des attaques rhétoriques de Nasser contre l'Occident). Toutefois, ils avaient mis leurs priorités de côté (surtout face à la concurrence soviétique) et s'étaient déclaré opposé à l'invasion de Suez. Ils avaient en outre utilisé leur influence au sein des Nations Unies afin d'exiger un arrêt de l'invasion. L'Union Soviétique, de son côté, avait menacé d'utiliser ses forces militaires, y compris ses armes nucléaires, pour repousser l'invasion. Après la crise de Suez de 1956, l'Égypte avait accepté d'accueillir une force d'urgence des Nations Unies dans le Sinaï dans le but de veiller à ce que tous les partis se conformaient aux accords de l'armistice de 1949. Au cours des années suivantes, de nombreux affrontements mineurs à la frontière eurent lieu entre Israël et ses voisins arabes, en particulier la Syrie (Dougherty, 1959 ; McDermont, 2001, p.201 ; UN-Peacekeeping, sans date).

Ainsi, l'opération des anciens colonisateurs s'était relativement bien déroulée militairement, mais avait conduit à un désastre diplomatique et politique qui avait provoqué une opposition massive dans le monde entier, y compris en Grande-Bretagne. Anthony Eden, le Premier ministre britannique, avait honteusement démissionné peu de temps après tous ces événements (le 9 janvier 1957). L'année suivante, Israël s'était retiré de l'Égypte, mais avait conservé certains gains territoriaux essentiels (Hamilton, 2016).

D'après Bitar :

« Cette agression tripartite contre l'Égypte allait rapidement tourner au désastre puisque cette tentative des anciennes puissances coloniales européennes de reprendre pied au Moyen-Orient allait vite aboutir à mettre au contraire un terme définitif à l'ère de l'influence européenne dans la région. En effet, les deux supergrands, l'Amérique d'Eisenhower et l'Union Soviétique de Nikita Khrouchtchev, frapperont du poing sur la table, contraindront la Grande-

Bretagne, la France et Israël à cesser cette agression, qui aura finalement permis de renforcer considérablement l'aura et le prestige de Nasser dans l'ensemble du monde arabe et du tiers-monde, ainsi que son contrôle sur l'Égypte. Les Saoudiens vouaient au raïs égyptien une hostilité encore plus vive que celle des Britanniques, ils mèneront contre le nassérisme de violentes campagnes de presse, lesquelles se poursuivront après la mort de Nasser, sans pour autant entamer la popularité de ce dernier. Les années 1960 furent profondément marquées par cette rivalité » (Bitar, 2017, p.3).

Ainsi, conséquence directe de la crise de Suez : un approfondissement de la rivalité entre les monarchies arabes et les républiques arabes.

Après la guerre de Suez, les États-Unis avaient estimé que la situation dans le monde arabe s'était fortement dégradée et que Nasser en était largement le responsable. Face à ces développements, le président Dwight Eisenhower avait adressé le congrès le 5 janvier 1957 pour l'alerter du « danger accru du communisme international » dans le Moyen-Orient. Il avait aussi demandé l'autorisation de « commencer des nouveaux programmes économiques et militaires avec les nations alliées dans cette région » et d'utiliser des troupes américaines pour sécuriser l'intégrité de ces nations alliées et lutter contre le communisme (The Eisenhower Doctrine, sans date, [history.state.gov](http://history.state.gov)). Eisenhower avait mentionné qu'il demanderait « 200 millions de dollars d'aide économique et militaire » pour chacune des années 1958 et 1959. La chambre des représentants et le sénat avaient approuvé les plans d'Eisenhower, ce qui avait légitimé la « Doctrine d'Eisenhower » (The Eisenhower Doctrine, sans date, [history.state.gov](http://history.state.gov)).

Avec l'introduction de la doctrine Eisenhower, la suspicion de Nasser à l'égard des intentions des États-Unis s'était modifiée de manière drastique. En 1964, lors d'un discours public,

Nasser avait annoncé une « nouvelle étape » dans la lutte arabe contre Israël : “We are only at the beginning and there are still many obstacles ahead, but this [Arab unity] is the only true formula and it is essential for the confrontation of imperialism and Israel.” (Glickman, 2017, p.207). Le principal argument du discours de Nasser était que les États-Unis participaient à des manœuvres politiques dans la région dans le but de miner la stabilité de « gouvernements révolutionnaires comme le Caire ». Un responsable britannique avait fait remarquer que les actions de Nasser indiquaient « que [l'Égypte]... voulait intensifier son hostilité vis-à-vis des gouvernements arabes « traditionalistes » et le monde occidental ». Il avait également noté que Nasser « présumait qu'ils n'obtiendraient plus d'aide américaine » (mes traductions, Glickman, 2017, p.207).

Notre histoire concerne particulièrement la guerre du Yémen du Nord de 1962 à 1968. Le déroulement d'une guerre décisive pour la guerre froide dans le Yémen du Nord n'était pas dû au hasard. Pendant la période de la guerre froide arabe, le détroit de Bab-el-Mandeb était une voie navigable stratégique pour la sécurité nationale de l'Égypte et la principale porte d'accès au canal de Suez. Nasser avait pour intérêt national primaire de protéger le canal de Suez. De son côté, l'Arabie Saoudite avait besoin de l'accès à Bab-el-Mandeb pour son commerce de pétrole. À un niveau de lutte plus élevé, se situaient les intérêts économiques des deux grandes puissances qui influençaient les intérêts économiques de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite. L'Union Soviétique avait pour intérêt principal de s'opposer à l'influence des États-Unis dans la région qui se renforçait grâce au pétrodollar circulant via Bab-el-Mandeb.

Les intérêts du camp impérialiste étaient particulièrement menacés au Yémen du Nord puisque l'Imamat et son armée s'étaient montrés, depuis le début du 20ème siècle, capables de maintenir une indépendance importante, mais relative vis-à-vis des Britanniques et des Saoudiens. En effet, le Royaume de Mutawakkilite du Yémen, fondé en 1918 à la suite de

l'effondrement de l'empire ottoman et reconnu comme un État par l'Italie en 1926, était l'un des premiers États indépendants dans le monde arabe (Baldry, 1976, p.173). Ce royaume n'avait jamais été reconnu par les Britanniques à cause de leur colonisation du Yémen du Sud qui allait à l'encontre du projet de l'Imam Yahya (le premier Imam) pour la réunification du Yémen sous son pouvoir. L'attitude hostile de l'Imam Yahya envers la Grande-Bretagne, avait été à l'origine de la coopération soviétique-yéménite au cours des années 1920 et 1930. Après la Seconde Guerre mondiale, tout pays du monde arabe qui était un ennemi de la Grande-Bretagne devenait un ami de l'URSS, même le Yémen du Nord arriéré (Baldry, 1984, p.55). L'imam Yahya s'était aussi ardemment opposé aux ambitions d'expansions territoriales d'Ibn Saoud tout au long des années 1920 et 1930. Il avait toutefois perdu une bataille en 1934 contre les Bédouins saoudiens qui l'avaient forcé à céder les régions de Asir, Najran et Jizān. D'après Anthony, l'accord d'après-guerre de Taëf de 1934 régla temporairement la frontière entre les deux États en faveur de l'Arabie Saoudite. Le traité avait reconnu Asir, Najran et Jizān comme faisant partie de l'Arabie Saoudite. L'accord de 1934 avait aussi accordé aux Yéménites des « privilèges spéciaux » pour travailler et résider (sans visa) dans le royaume saoudien. Toutefois, pour les Yéménites, ces privilèges spéciaux étaient du bluff. Les conditions pour travailler en Arabie Saoudite ont toujours été difficiles à satisfaire (Anthony, 2000, p.11).

Bien qu'ils eussent perdu des territoires suite à l'accord de Taëf de 1934, les Yéménites du nord s'étaient prouvés habiles en guerre dans les nombreuses batailles pour repousser toutes les menaces britanniques et saoudiennes. Selon Blumi, le régime de l'Imam avait été poussé à élaborer des stratégies pour survivre. Il explique :

“The resulting flood of opportunism inundating North Yemen forced the imam's regime to devise strategies that both addressed these threats and made sure such efforts did not simply create more enemies. In other words, oppression and

political violence, if used, needed the kind of nuanced approach the present-day would-be foreign rulers of Yemen fail to appreciate.” (Blumi, 2018, p.59).

Les efforts britanniques et saoudiens qui visaient à mobiliser une opposition interne dans le Yémen, avaient nécessité l'établissement de relations fortes avec diverses tribus yéménites. Ainsi, comme ailleurs dans le monde arabe, des partis politiques sunnites de droites et des groupes d'origine saoudienne étaient apparus dans la politique intérieure yéménite. Après la révolution de 1962, selon Katz, les Saoudiens avaient été alarmés, car un État républicain fort au Yémen pouvait potentiellement mettre à mal leur régime wahhabite et faire basculer la balance de pouvoir dans la région en faveur de l'Égypte (Katz, 1992, p.119).

Mansfield décrit adéquatement la position ambiguë de Nasser, tout au long de sa présidence : “Nasser was aware of the immense difficulties that lay in the way of achieving these goals, but he was unable to reject the role that was offered” (Mansfield, 1973, p. 678). Nasser avait poursuivi ses objectifs jusqu'au bout : jusqu'à la défaite de 1967. De nombreuses contradictions dans le camp socialiste global allaient se contracter et s'exacerber pour produire des défaites de guerre lourdes pour l'Égypte : l'intervention au Yémen en 1962-1967 étant une défaite immense qui a contribué au désastre de juin 1967.

## **L'impérialisme américain et la guerre du Yémen du Nord 1962-1968**

Nasser était devenu très populaire suite à la crise de Suez en 1956, ce qui lui avait permis de saisir une opportunité et de créer la République Arabe Unie (RAU) issue de l'unification de la Syrie et l'Égypte. Avant la création de la RAU, selon Heikal, « la Syrie semblait s'enfoncer dans l'anarchie avec le parti Baath, les communistes et les officiers nationalistes rivaux (chacun des groupes commandant des bataillons ou une brigade) qui se battaient tous

pour le pouvoir » (ma traduction, Heikal, 1973, p.123). L'instabilité politique en Syrie, avait poussé le parti Baath à envoyer en Égypte Salah el Bitar et des dirigeants nationalistes de l'armée afin de faire part à Nasser du besoin pressant d'une union entre les deux nations. En Syrie, l'appui à l'union avait été largement soutenu. Podeh explique que les élites syriennes et le monde des affaires syriennes « étaient favorables à l'union des deux pays, car ils étaient progressivement devenus convaincus que l'Égypte offrait une meilleure alternative face aux communistes ou aux baathistes » (qui allaient probablement entraîner des mesures socialistes contre l'entreprise privée) (ma traduction, Podeh, 1999, p.38). Toujours selon Podeh, l'armée syrienne avait également été favorable à une union avec l'Égypte. Les officiers baathistes voulaient une fusion complète et les officiers indécis étaient favorables à « une sorte d'association avec l'Égypte » comme « remède à la situation politique du pays » (ma traduction, Podeh, 1999, p.39). L'incapacité de Nasser à contrôler la situation politique factieuse en Syrie, en plus d'autres pressions régionales et globales, allait contribuer à la chute de la RAU.

Une multitude de forces opposées à l'union entre l'Égypte et la Syrie (les communistes, les bédouins soutenus par l'Arabie saoudite et autres opposants syriens en plus des États-Unis et autre force impérialiste) avait conduit à sa désintégration concrète, le 28 septembre 1961. En Syrie, un groupe d'officiers baathistes allié à la bourgeoisie conservatrice avait entamé une contre-révolution qui avait poussé la Syrie hors de l'union. Toutefois, l'Égypte avait continué à reconnaître l'existence de la RAU jusqu'en 1971. D'après Mansfield, Nasser était accoutumé à l'opposition dans les pays arabes qui n'étaient pas disposés à accepter sa direction. L'auteur explique :

“Nasser's very successes in his early years caused his conservative and counter-revolutionary opponents in the Arab world to rally against him. Later he also encountered opposition from other revolutionary elements in the Arab countries

who were not prepared to accept his leadership and both conservative and radical opponents were able to exploit the real fears among the non-Egyptian Arab masses of Egyptian domination or 'imperialism/ It remains undeniable that one of the great, if indirect, achievements of the Nasserist revolution was to compel other Arab governments by its example to institute social and economic reforms that they would not otherwise have done.” (Mansfield, 1973, p.678).

Avant l’effondrement de la RAU en 1961 (officiellement disparue en 1971), Nasser était conscient des faiblesses de la RAU et avait tenté de les régler de différentes manières. Il était particulièrement méprisant du soutien de l’Arabie Saoudite donné à la résistance syrienne contre la RAU. L’une de ses stratégies pour renforcer la RAU était son insistance pour que le Yémen du Nord en fasse partie. Nasser avait donc tenté de contrôler le Yémen bien avant le coup d’État de 1962. Ce dernier avait toujours été répugné par l’implication britannique à Aden. Il avait souhaité diminuer l’influence saoudienne dans la région ainsi que sécuriser son contrôle sur la mer Rouge. En mars 1958, il était parvenu à signer un pacte de défense avec l’Imam Ahmad du royaume mutawakkilite. Selon ce pacte, le Yémen faisait partie de la RAU (NY times, 1958). Bien entendu, ce pacte n’avait pas aidé Nasser dans ses ambitions d’unification arabe étant donné le coup des baathistes en 1961 et le rétablissement d’une Syrie indépendante.

En septembre 1962, une nouvelle opportunité pour regagner de l’influence et restaurer son image de leader des Arabes s’est présentée à Nasser. Le colonel al-Sallal et ses 80 camarades du parti des « officiers libres », dont la plupart avaient étudié en Égypte sous des bourses de l’État, avaient réussi à mener avec succès un coup d’État sanglant contre l’imam Badr qu’ils pensaient avoir tué (Badr venait à peine d’être couronné après la mort de son père Ahmad) pour proclamer la République arabe du Yémen (RAY). D’après Orkaby, ces républicains Yéménites étaient des « émulateurs du nassérisme, partisans de l’unité nationaliste arabe, et

avaient consciemment invité l'intervention égyptienne » (ma traduction, Orkaby, 2014, p.11). Nasser avait nommé le maréchal Abdul Hakim Amer (Premier vice-président et commandant en chef des forces armées égyptiennes) responsable des opérations militaires au Yémen (Witty, 2001, p.410). Nasser avait longtemps financé Sallal et ses officiers et avait même envoyé 3000 Égyptiens pour les aider dans leurs efforts révolutionnaires (3 semaines après le renversement de l'imamat) (Rogers, 2018, p.2). Toutefois, sa relation avec les Imams Ahmad et Badr n'avait jamais été conflictuelle dans le passé. Comme l'avait fait l'URSS, il avait noué des alliances avec les Imams pour défendre ses intérêts stratégiques en Arabie du Sud. L'Imam Ahmad avait cependant été opposé au socialisme, au nassérisme et l'avait démontré lors de la diffusion d'un poème antisocialiste à la radio un an avant sa mort en 1961. Simons décrit :

“It was not long before that Ahmed, alarmed by Nasser's support for socialist revolution and his hostility to monarchy, was broadcasting his opposition to the Egyptian radicals. In December 1961 Ahmed broadcast a 64-line poem (his own), attacking Arab socialism as ungodly and - without mentioning Nasser by name - condemning his claim to speak for all Arabs” (Simons, 2016, p.227).

Le fils Al-Badr était resté un admirateur de Nasser jusqu'à la révolution de 1962 et avait espéré développer de bonnes relations avec l'Égypte afin d'aider le Yémen à se moderniser (Orkaby, 2014, p.67).

Ainsi, à un niveau régional, l'implication de l'Égypte dans le coup d'État de 1962 était importante pour renforcer la légitimité de Nasser qui reposait sur son image de leader dans la lutte contre les forces monarchistes et impérialistes. Selon Seale, la cause de l'effritement de la RAU du point de vue de Nasser, n'était pas le régime syrien – mais l'alliance entre l'impérialisme et la réaction [monarchiste] (Seale, 1970). Ceci explique la signification

politique importante pour Nasser de la guerre au Yémen entre les républicains et les monarchistes. Le 1er octobre 1962 des parachutistes et des ravitailleurs égyptiens avaient commencé à arriver à Hodeïda, et étaient plus tard suivis par des troupes régulières. En octobre 1962, l'Égypte comptait environ 20 000 soldats au Yémen. Bass explique plus en détails :

“With a dim view of his foes and little knowledge of what he was getting into, Nasser took the plunge and sent advisers, arms, and material to Sallal. By October 1962, as the rest of the world watched the Cuban missile crisis, Nasser was flooding some 20,000 Egyptian combat troops into Yemen, bristling with Soviet weaponry. He hoped to extend his sway over the Red Sea, harry the British in Aden, rattle the Saudis, and above all save a pan-Arab revolution whose momentum seemed in danger of becoming "irretrievably lost" after the collapse of the union with Syria”. (Bass, 2004, p.102).

En effet, la politique étrangère de l'Égypte se trouvait sur la défensive à l'arrivée de cette assistance, alors que l'union avec la Syrie s'était rompue et les Saoudiens étendaient leur influence sur la politique arabe. Pour le régime égyptien, aux prises avec l'impérialisme américain et les régimes arabes réactionnaires, la révolution yéménite était une occasion de renforcer le camp anti-impérialiste.

À un niveau plus global, l'Union Soviétique était la première nation à reconnaître la Nouvelle République. Khrouchtchev, qui avait rapidement fourni des avions de combat aux républicains yéménite, avait annoncé que : “Any act of aggression against Yemen will be considered an act of aggression against the Soviet Union.” (Time, 1962a). L'Union Soviétique avait tenté de profiter de l'instabilité dans la région afin d'étendre l'influence de Nasser et établir des liens étroits avec une nouvelle force « progressive », tout en empêchant

son renversement par les forces « réactionnaires » soutenu par l'Occident (Rubinstein, 1979, p.445). Dans sa quête d'implantation de manière stratégique dans la péninsule arabique, l'attention de Moscou avait été retenue par la partie yéménite de la péninsule arabique. Stratégique en raison de Bab-el-Mandeb, de la mer Rouge et du Golfe d'Aden. Avant la révolution de 1962, l'Union Soviétique avait des relations amicales avec l'Imam Ahmad. Le 31 Octobre 1955, un traité d'amitié avait été conclu entre l'imam et l'Union Soviétique, suivi d'un accord commercial un an plus tard (Rubinstein, 1979. P.443). Toutefois, il faut préciser : “not until 1968 did the USSR become directly and intimately involved in the Yemeni sector. Its readiness to assume extensive economic and military commitments in pursuit of strategic interests in the Arabian Peninsula was first demonstrated in Iraq” (Rubinstein, 1979, p.443).

L'Union Soviétique s'était profondément engagée dans les affaires politiques du Yémen suite à la décision de l'armée égyptienne d'intervenir (Orkaby, 2014, p.108). Ceci dit, elle avait des intérêts primordiaux dans le détroit de Bab-al-Mandeb et dans la mer Rouge. En effet, elle avait financé le port de Hodeidah pour gagner de l'influence sur le détroit (et sur les Yéménites). D'après Remnek, “At the end of World War II Stalin tried unsuccessfully to establish Soviet control over Italy's former colonies, including Eritrea. In the 1950s, they constructed the North Yemen port of Hodeida and built an airport nearby.” (Remnek, 1990, p.8). Au début de la révolution, les conseillers soviétiques situés à Sanaa avaient temporairement appuyé les républicains sans la médiation égyptienne. Toutefois, ils avaient rapidement suivi les instructions égyptiennes. Les 75 000 soldats qui s'étaient progressivement déployés au Yémen durant la guerre du Yémen du Nord étaient égyptiens. Cependant, selon Orkaby, leurs armes et leur soutien logistique étaient soviétiques (Orkaby, 2014, p.108). Orkaby explique en plus qu'un « noyau de 75 membres de l'armée soviétique » avait été désigné dans le but de former une armée yéménite moderne et « 32 conseillers soviétiques » pour le développement économique (Orkaby, 2014, p.108). Nasser était

progressivement devenu dépendant de l'aide soviétique afin de poursuivre la guerre du Yémen. Ainsi, les directions politiques de l'Union Soviétique étaient fondamentales dans le déroulement de cette guerre. Orkaby développe plus profondément sur cette dépendance accrue :

“In March 1963, nine Soviet specialists in hydrology and agricultural specialists along with twenty doctors (fourteen to Hodeidah, four to Sana'a, and two to Ta'iz - mostly used for Soviet personnel) arrived in Hodeidah. In addition, the USSR also sent specialists and teachers in higher education. A total credit of around \$60 million was granted to Yemen and the Soviets also agreed to delay the repayment of the credit for five years.” (Orkaby, 2014, p.108).

En 1964, Khrouchtchev avait été remplacé par Breznev comme Premier secrétaire du Parti Communiste de l'Union Soviétique. Le soutien aveugle de Khrouchtchev aux gouvernements nationalistes tels que le RAU avait été critiqué par les membres du Politburo soviétique. L'administration de Nasser appréhendait la réduction des forces militaires, de l'aide économique ou une demande de remboursement des prêts par Breznev. Toutefois, lors d'un discours prononcé le 24 décembre 1964, Alexander Shelepin, le chef du KGB, avait « dissipé ces inquiétudes » en précisant que « le soutien soviétique à la RAU continuerait sans relâche » (Orkaby, 2014, p. 224).

Les contradictions dans le camp socialiste mondial étaient nombreuses au début de cette guerre, notamment en raison de la rupture sino-soviétique qui avait affaibli l'hégémonie idéologique de l'Union Soviétique (la grande rupture sino-soviétique, principalement déclenchée par la mort de Staline). Inversement, l'impérialisme américain était plus organisé qu'auparavant, et parfaitement aligné avec l'Arabie Saoudite et Israël.

Les jours suivants le coup d'État de 1962, Sallal et sa cohorte d'officiers avaient créé une république, tout en cachant qu'al Badr était toujours vivant. En réalité, ce dernier avait survécu à l'invasion de palais de Sanaa et s'était échappé en direction de la frontière saoudienne (Orkaby, 2014, p.83). L'Arabie Saoudite craignait grandement l'empiètement nassériste de l'imamat yéménite : pour elle, il était intolérable que Nasser prenne pouvoir à sa frontière. Par conséquent, elle avait décidé de riposter contre Sallal et Nasser en soutenant l'Imam Badr et tous ses partisans zaydites.

Les Saoudiens n'avaient pas perdu de temps et avaient réagi avec force contre la nouvelle république. Selon Aboul-Enein : "Between October 2-8 [1962], four Saudi cargo planes left Saudi Arabia loaded with arms and military material for Yemeni royalist tribesmen; however, the pilots defected to Aswan, Egypt. Ambassadors from Bonn, London, U.S. and Amman supported the Imam while ambassadors from Cairo, Rome and Belgrade declared support for the republican revolution." (Aboul-Enein, 2004). De l'autre côté, la première centaine de soldats égyptiens, une compagnie de commandos, avait été déployées par bateau et avait débarqué au port de Hodeidah le 5 octobre 1962. Selon Orkaby : "After seeing the alarming state of the revolutionary council and the armed forces supporting the state, Hameed asked Nasser for a Sa'aqah, or Special Force battalion, which arrived on October 5 and acted as Sallal's personal bodyguard." (Orkaby, 2014, p87).

Le principal objectif de l'intervention égyptienne était de sauvegarder la république et de consolider le contrôle républicain sur le pays en seulement trois mois. Selon Witty, la guerre au Yémen du Nord était une guerre civile, mais en « termes militaires plus définis », c'était une « insurrection » (des royalistes contre les républicains) : un effort armé par les royalistes pour renverser un gouvernement existant. Witty explique : "In insurgent warfare, the insurgents use guerrilla tactics, which, unlike conventional tactics, are not designed to win

quickly but rather to stave off defeat. The guerrillas operate in small bands and avoid confronting the counterinsurgency forces, which usually possess superior firepower. Guerrilla forces fight only when they have an advantage and then withdraw without attempting to hold terrain.” (Witty, 2001, p.407). Ainsi, les royalistes avaient eu pour objectif d’affaiblir les Égyptiens et les républicains sur le long terme : “the cost to a regular army of maintaining in power a government facing an insurgency can be so great that even though undefeated, the army is exhausted and made ineffective. The Royalists hoped to win in such a way by using a coalition of tribes to defeat the Egyptian army.” (Witty, 2001, p.409).

Les Égyptiens ne s’étaient pas assez bien préparés pour faire face à la rébellion royaliste. En fait, certains commandants Égyptiens avaient pensé que l’opposition provenait de l’extérieur (de l’Arabie saoudite et de la Jordanie), mais ils avaient vite réalisé que les Yéménites eux-mêmes faisaient partis de l’insurrection. Ainsi, les Égyptiens se sont retrouvés face à un problème qu’ils n’allaient pas pouvoir résoudre rapidement (Witty, 2001, p.409-410). Ils devaient penser à des stratégies innovatrices (qu’ils n’utiliseraient pas en temps de guerre « conventionnelle » contre un agresseur étranger) car les rebelles royalistes pouvaient gagner avec le temps, s’ils démontrent leur force au peuple et gagnent le soutien populaire (Witty, 2001, p.410). À la fin de novembre 1962, les Égyptiens avaient adopté une nouvelle stratégie opérationnelle de long terme pour le Yémen. Ils avaient positionné des troupes dans un triangle formé par les villes de Sana, Hodeidah et Taiz, et selon Witty, ils avaient « abandonné des zones en dehors du triangle ou les avaient cédés aux républicains » (ma traduction, Witty, 2001, p.412). Ils avaient aussi commencé à former l’armée républicaine au niveau militaire. Toutefois, la stratégie du triangle allait ultimement échouer, même après les deniers efforts en 1966 et 1967 (Witty, 2001, p.413).

Dès le début de la guerre civile entre monarchistes et républicains, Nasser et les républicains se trouvaient dans une position faible (désavantagée) face à la supériorité numérique des zaydites tribaux recrutés par le camp royaliste. Au cours de la période de décembre 1962 à février 1963, la plupart des tribus de l'est, du nord et de l'ouest du Yémen avaient rejoint l'Imam et envahi des territoires à l'intérieur et à l'extérieur du triangle égyptien. Le nombre de recrutés par les royalistes avait atteint le chiffre de 200 000 en 1965 (MacQueen, 2013, p.98). En outre, ces hommes étaient accoutumés à la guerre de montagne contrairement aux Égyptiens (Halliday, 1970, p.11 ; Witty, 2001, p.419). Witty explique : “The Egyptians' biggest headache in Yemen was the tribes, and at the outbreak of the revolution, not a single tribe announced its loyalty to the republic. The Egyptians followed a carrot and stick policy towards the tribes, combining brutality with attempts to bribe them.” (Witty, 2001, p.419). Les Égyptiens avaient réussi à coopter certaines tribus, mais pas assez (Witty, 2001, p.419).

D'après Walker, les mercenaires britanniques avaient soutenu le camp royaliste de manière « clandestine », car ils étaient eux-mêmes menacés par des forces révolutionnaires soutenues par Nasser dans le sud du Yémen. Il explique que bien que de nombreux historiens ont considéré la guerre civile au Yémen du Nord comme étant différente de la guerre dans le Yémen du Sud, il est important de montrer que ces deux guerres n'auraient pas pu survenir séparément. En effet, le parrainage des radicaux du sud par les nasséristes était fondamental à l'urgence d'Aden. À partir de 1962, ces derniers radicaux avaient estimé « qu'un Yémen uni comprenant les régions du nord et du sud et sans influence britannique était une possibilité réelle » (ma traduction, Walker, 2014, p.xviii). Les Anglais, opposés à l'Indépendance au sud du Yémen, avaient décidé de rester dans le pays et d'insister pour que le Yémen du Sud devienne la Fédération de l'Arabie du sud sous leur tutelle (Andrew Campbell, 2012, p.1). L'origine de l'intérêt britannique dans la région remontait aux conflits entre les empires européens. D'après Robbins:

“Queen Victoria. During the Napoleonic period, Great Britain's first political intercourse with the chiefs of Aden took place when in 1799 it sent a naval force with a detachment of troops from India to occupy Perim Island for the purpose of preventing the French in Egypt from establishing communications with the Indian Ocean via the Red” (Robbins, 1939, p.701).

En fait, la Grande-Bretagne voulait le contrôle du Yémen du Sud, afin d’opposer l’influence de ses adversaires dans la région et protéger le chemin vers l’Inde (Robbins, 1939, p.713). Aden sera capturée par en 1839 par la Compagnie britannique des Indes orientales, plus tard devenant un protectorat puis une colonie britannique. Aden devint particulièrement importante après l’ouverture du canal de Suez en 1869 : les Anglais utilisaient le port d’Aden comme pivot d’influence dans les mers (Smitson, 2010, p.3). Ainsi, la menace nassériste avait poussé les Anglais à essayer de préserver ce qu’ils leur restaient de leur influence impériale dans une ère de nouvel impérialisme américain.

Les mouvements de libération dans le sud, à partir de 1962, avaient été menés par deux partis politiques : le Front pour la libération contre l’occupation du Yémen du Sud (FLOYS), un parti panarabe nassériste qui était constitué d’une base rurale et le Front national pour la libération du Yémen du Sud (NFL), un mouvement anti-britannique nationaliste et indépendant qui gardait ses distances avec Nasser (Dingli et Kennedy, 2014, p.88).

Bien que ce ne soit que secrètement, Israël avait également été impliqué au Yémen du Nord, en envoyant de l’aide aux royalistes (l’aide était jetée d’avions partant d’une base arienne à Eretria). Les aides aériennes avaient commencé le 31 mars 1964 et s’étaient poursuivies jusqu’au 4 mai 1966 dans le contexte de deux missions nommées « *Rotev* » (« sauce ») et « *Dorban* » (« porc-épic »). Pendant un peu plus de deux ans, les avions israéliens avaient transporté 14 fois (de Tel Nof au Yémen) des fournitures militaires et médicales destinées

aux royalistes sur le champ de bataille (Melman pour Haaretz, 2008). La crise yéménite avait donc « placé l'Arabie Saoudite et Israël dans le même camp » face à la menace du socialisme arabe (Podeh, 2018, p.567). Cela dit, Podeh explique que les intérêts communs de ces deux pays étaient toujours cachés :

“As would be expected, these shared interests did not manifest themselves publicly, and while it is possible that the Saudis were unaware of Israeli support to the Yemeni royalists, there are hints that Kamal Adham, the head 18 of Saudi Arabia’s General Intelligence Directorate, was aware that Israel was violating Saudi airspace when assisting the royalists but turned a blind eye.” (Podeh, 2018, p.568).

Au total, les forces américaines, israéliennes, britanniques et saoudiennes s'étaient unies, car elles manifestaient une préférence pour l'instabilité persistante de l'Égypte, et devaient assurer leurs intérêts mutuels dans l'Arabie du Sud. Selon Remnek, les intérêts stratégiques d'Israël dans la région étaient liés à la liberté de navigation à travers la mer Rouge et le Bab el-Mandeb (Remnek, 1990).

John F. Kennedy qui était président de 1961 à 1963 (une présidence qui n'a pas duré à cause de son assassinat) avait reconnu l'indépendance du RAY le 19 décembre 1962 et s'était empressé d'envoyer des lettres à Nasser, à Faisal, à Hussein et à Sallal, afin d'interrompre les conflits. Nasser avait accepté de retirer ses soldats du Yémen, seulement à la condition que la Jordanie et l'Arabie Saoudite « arrêtent complètement toutes leurs opérations aux frontières [du Yémen] » (Time, Yemen: Diplomacy in the Desert, 1962b). De l'autre côté, Faisal et Hussein n'avaient pas accepté de laisser tomber le Yémen et voulaient que les États-Unis condamnent Sallal et la république yéménite (Time, Yemen: Diplomacy in the Desert, 1962b). En fait, selon Tucker, Faisal et Hussein pensaient que Nasser était à la poursuite de

leur monarchie, et voulait obtenir le contrôle de leurs champs de pétrole (Tucker, S. C. 2019, Volume 2 p.503). Shelby explique que Nasser avait effectivement inclus le contrôle du pétrole dans ses plans pour l'émancipation du nationalisme arabe dans la région : "In the early 1950s, he held a series of "Arab Oil Experts" meetings in Cairo that discussed, among other things, the use of oil as an economic weapon and the best way to counterbalance Western influence when it came to the region's petroleum wealth." (Shelby, 2014, p.28).

Durant la présidence de Kennedy, se trouvaient les intérêts des entreprises d'armements américains, des compagnies pétrolières américains et du lobby israélien. Selon Bass, toutes ces entités s'étaient entendues sur le fait qu'il fallait se débarrasser de Nasser. Il explique : "Big Oil was hopping mad about the menace Nasser posed to Saudi Arabia —so angry, in fact, that Kennedy himself had begun to keep an eye on the Yemen mess" (Bass, 2004, p. p.114). Le 28 janvier 1963, Kermit Roosevelt, l'un des principaux dirigeants de Gulf Oil, avait envoyé un message à Robert Komer, le colonel responsable de la supervision de la guerre Yéménite. Le message était le suivant : les États-Unis ne peuvent pas négocier avec Nasser « parce que nos intérêts [ceux des États-Unis] et les siens [ceux de Nasser] étaient tout simplement incompatibles » (ma traduction, Bass, 2004, p.114).

Robert Komer (qui était également un des responsables de cette guerre durant l'ère de Johnson) n'avait jamais apprécié le courtage de Nasser par Kennedy. Il avait affirmé en septembre 1963 : « Nasser est coincé au Yémen » et « cela le saigne », mais selon Komer, Nasser avait considéré qu'il ne pouvait pas « se permettre le lourd effort de lâcher prise » (Orkaby, 2014, p.123). Aussi, selon Orkaby, Komer avait expliqué à McGeorge Bundy [Conseiller à la sécurité nationale] que la guerre au Yémen était définitivement un désastre pour l'armée égyptienne et que Nasser ne s'attaquerait pas aux bases américaines et britanniques aussi longtemps que les États-Unis soutiendraient les « ventres des fellahins » grâce aux aides alimentaires (Orkaby, 2014, p.126). En effet, l'Égypte était dépendante de

l'aide des États-Unis dans le cadre du PL480. Au cours de la présidence de Kennedy, le congrès américain s'était opposé à plusieurs reprises aux aides de Kennedy accordées à l'Égypte et aux autres pays socialistes (Orkaby, 2014, p.124).

Sur le plan géostratégique, Bab-el-Mandeb était très important pour les États-Unis. D'après Remnek, les intérêts des États-Unis dans la région étaient d'avoir une présence militaire dans la Corne de l'Afrique et de sécuriser la liberté de navigation internationale à travers la mer Rouge (Remnek, 1990, p.19). Remnek explique aussi que les États-Unis avaient promis à Israël un passage libre à travers la mer Rouge et Bab-al-Mandeb dans un mémorandum signé en 1975. Ce mémorandum stipule:

“In accordance with the principle of freedom of navigation on the high seas and free and unimpeded passage through and over straits connecting international waters, the United States Government regards the Straits of the Bab el-Mandeb and the Strait of Gibraltar as international waterways. It will support Israel's right to free and unimpeded passage through such straits and will support diplomatically the exercise of that right.” (Remnek, 1990, p.19).

Au début de la présidence de Lyndon B. Johnson, le 22 novembre 1963, les engagements amicaux avec Nasser avaient rapidement été abandonnés. Selon Bass, le bureau de l'Intelligence et de la Recherche (Bureau of Intelligence and Research) avait alors déposé un rapport en désaccord avec la politique de Kennedy en Égypte, affirmant que "where vital interests of Nasser and the UAR have been involved, we seem to have had little success" (Bass, 2004, p.141). Ce rapport avait montré la nécessité d'une position plus conflictuelle des États-Unis avec l'Égypte (Bass, 2004, p.141). Avec Johnson au pouvoir, les aides économiques des États-Unis vers l'Égypte s'étaient restreintes. Selon Glickman, Johnson et son secrétaire d'État Dean Rusk n'étaient pas généreux avec l'Égypte lorsqu'il en vient à

l'aide : jusqu'à la fin de 1966 et au début de 1967, ils avaient beaucoup hésité pour approuver la demande de Nasser afin de bénéficier de plus d'aide. Nasser, étant un politicien astucieux, avait ressenti que les États-Unis le manipulaient à travers l'aide. Il déclara le 22 février 1967 :

“The Americans get angry if they are attacked and want to silence us. They threatened us but we were not intimidated by their threats. We went along our path and America stopped all aid to us including, principally, her supply of £60 million worth of wheat. If we kept silent in return for this wheat, the Americans would take us by the scruff of our necks and never let us go.” (Glickman, 2017).

L'aide avait néanmoins été accordée au début de 1967.

D'après Bass, l'administration Johnson avait « choisi Faisal plutôt que Nasser ». Il explique :

“[The United States were] offering the Saudis a series of programs to help beef up their armed forces, including a joint U.S.-U.K. air defense program worth \$400 million, a major Army Corps of Engineers initiative to build Saudi bases, and a \$100 million program to buy trucks and other vehicles to make Saudi forces more mobile. In turn, Nasser relied more and more on Soviet assistance in Yemen.”

(Bass, 2004, p.140).

Johnson, bien rallié aux intérêts impérialistes, n'avait pas retenu les affinités de Kennedy pour Nasser et n'avait pas hésité à dépeindre la guerre civile yéménite telle qu'elle était : une cage pour Nasser et le nationalisme arabe. Comme il l'avait écrit au roi Faisal moins d'un mois après son arrivée au pouvoir : “On its present course, the UAR is gaining little, losing much in Yemen. UAR problems are many. Yemen's drain on UAR resources is great. UAR is not winning popular support among the people. Yemen can well prove to be a trap for those who would seek to dominate it.” (United States Department of State, 1995, p.847). En ce

temps, en 1963, 40 000 soldats égyptiens étaient coincés au Yémen, sans fin en vue. Ils se battaient avec les forces tribales fortement armées qui avaient une longue expérience en bataille dans les montagnes rocheuses Yéménites. Selon l'historien Patrick Seale, le Yémen s'était révélé être « une ruche de guêpes » pour les Égyptiens, qui n'arrivaient pas à vaincre les forces royalistes bien équipées et bien financées. Il explique : "In this terrain [...] the slow-moving Nile Valley peasant has proved a poor match for the barefoot, elusive tribesmen armed only with rifle and jambiya - the vast, curved, razor-sharp dagger which every male Yemeni wears in his belt." (Seale, 1970). Les forces égyptiennes n'étaient pas entraînées pour le désert et la guerre en montagne et leurs chars, leurs véhicules blindés et leurs bombardiers n'étaient pas adaptés aux opérations dans les montagnes très rocheuses (Seale, 1970).

Cela dit, les facteurs surdéterminants qui avaient contribué à rendre cette guerre en un véritable désastre pour le socialisme arabe en général étaient nombreux. À l'origine, ce sont les rapports de classe qui avaient mené l'Égypte à poursuivre cette guerre au Yémen, dans des conditions sociales et matérielles qui étaient en partie prédéterminées par de nombreuses tensions de classe. Ces tensions, durant cette période de la guerre yéménite, renfermaient notamment des faiblesses majeures dans le camp socialiste mondial et des faiblesses majeures dans la lutte des Arabes contre Israël. Pour de nombreuses raisons liées à la lutte des classes (on explique plus loin), Nasser avait été pris au piège au Yémen et avait été incapable de satisfaire ses ambitions liées à la RAU et au panarabisme.

Bien que les profits des entreprises américaines étaient des facteurs importants dans la direction de la politique étrangère américaine, ils faisaient eux-mêmes partis d'un plus grand processus de reproduction du pouvoir de classe du capital monopoliste-financier basé sur l'extraction de plus-value historique (des rentes impériales). Cette plus-value historique est ainsi définie par Abdel-Malak :

“Historical surplus value designates the looting of all major continents as of the fifteenth century and the accumulation of their wealth in the then rising bourgeoisies of the West. The roots of violence and the roots of global war lie in the historical restructuring of the international order, that is, the formation of western hegemony, rooted in the historical surplus value from the fifteenth century onwards. This strangely ignored condition by western academia considers capitalist surplus value as if it was a product of the last stage of the history of mankind and or a product of the of the last phase of the class struggle, during which the bourgeoisies were to exploit the working class. The historical surplus value is not limited to economics, raw material, energy, resources, land and space etc., it above all provided Europe with the means to secure world hegemony. Historical surplus value provided the grounds for the rise of the scientific and technological revolution” (Abdel- Malek 1981, p.71-73).

Les rentes impériales sont, d’après la définition de Higginbottom, les bénéfices supplémentaires réalisés en raison de l’inégalité entre le Nord et le Sud dans le système capitaliste mondial. Les rentes impérialistes sont un cas de « superprofits » ou de profits de monopole supérieurs à la moyenne (Higginbottom, 2014). Elles sont la forme numérique (valeur d’échange) de la plus-value historique (valeur d’usage).

Les États-Unis, qui sont les défenseurs ultimes du capital monopoliste-financier, agissent en relation à deux groupes de pays pour reproduire le système mondial : 1) les pays du tiers-monde qui sont des sources initiales de plus-value historique. 2) les pays qui sont une compétition dans les échanges commerciaux. À travers les guerres et les autres politiques de surexploitations dans le tiers-monde, l’autonomie des personnes qui résistent à l’impérialisme est usurpée, d’où la création d’une part plus importante de plus-value historique. Les pratiques impérialistes, notamment la guerre, subordonnent relativement toute une population. Les

guerres sont menées dans des zones où se trouvent les ressources et les routes commerciales les plus convoitées – tel le pétrole - dans une atmosphère de compétition entre nations aux intérêts économiques opposés. L'affaiblissement systématique de l'Égypte et son intégration dans l'orbite impérialiste dirigé par les États-Unis faisaient partie des impératifs du capital monopoliste-financier pour atteindre ses objectifs plus larges en Afrique et dans le monde arabe.

Avec la guerre du Yémen du Nord, le camp impérialiste avait préparé la défaite de Nasser contre Israël en 1967. Les raisons de la défaite en 1967 sont nombreuses et de nature historique, mais il en reste tout de même, que cette guerre au Yémen était un coup très dur pour l'armée égyptienne. Nasser avait mobilisé 100 000 hommes contre Israël lors de la guerre de Six Jours dans une période où 75 000 hommes étaient encore coincés au Yémen (Pollack, 2004, p.59). Plusieurs officiers égyptiens de haut rang avaient blâmé la guerre du Yémen pour la défaite de 1967. Le Maréchal égyptien Muhammad Abd al-Ghani al-Gamasy avait affirmé que le tiers des forces terrestres avaient été engagées au Yémen. Aussi, le lieutenant général Kamel Mourtagi, commandant en chef des armées égyptiennes au Yémen, avait affirmé que les soldats égyptiens s'étaient habitués à avoir une supériorité aérienne face à l'ennemi (à cause de l'expérience au Yémen) ce qui les avaient déstabilisés contre Israël et sa force aérienne (Orkaby, 2017, p.174).

La dernière stratégie militaire de Nasser dans cette guerre avait été appelée la stratégie de « long souffle » (*long breath*) et avait été appliquée le 1 mai 1966 : l'armée égyptienne avait réoccupé la zone du triangle et abandonné les zones le long de la frontière saoudienne et à l'extérieur du triangle (soit des royalistes, soit des républicains avaient occupé ces zones). Les Égyptiens avaient alors tout mis en œuvre pour mener des « attaques punitives » contre diverses tribus alliées aux Saoudiens. Leur stratégie principale était de frapper avec des bombes aériennes à gaz toxique, les bases des tribus à Najran et Qizan et autre (Witty, 2001,

p.428). Pendant la guerre de Six Jours, Nasser avait rapatrié 15 000 soldats du Yémen pour « compenser la perte de soldats contre Israël » (ma traduction, Tucker, E. 2019).

De nombreuses faiblesses avaient provoqué la catastrophe de la guerre du nord du Yémen pour l'Égypte. Ce n'était pas seulement l'insurrection royaliste et impérialiste (la guerre elle-même) qui avait causé un tel désastre : c'étaient aussi plusieurs contradictions prédéterminées liées à l'organisation des républicains Yéménites, à l'économie égyptienne et au camp socialiste dirigé par l'Union soviétique. Trois de ces contradictions étaient prééminentes :

1/ La guerre coûtait trop cher pour les Égyptiens et avait produit des effets néfastes sur leur économie, ce qui les avait aussi démoralisés face à Nasser et à sa guerre yéménite. En effet, les Égyptiens avaient souffert des conséquences indirectes de la guerre yéménite. *Time* avait rapporté en 1967:

"It imposed higher taxes on the middle and upper classes, raised workers' compulsory monthly savings by 50%, reduced overtime pay, cut the sugar ration by a third, and curtailed practically all major industrial programs. Only military expenditures were increased, by \$140 million to an estimated \$1 billion, exclusive of some of the hidden barter arrangements with the Soviet bloc. Nasser also increased the price of beer (by 50 a bottle), cigarettes (50 a pack), long-distance bus and railroad fares and admission to movies [...] With his hard-currency debt (not counting arrears to the Soviet bloc) now approaching \$1.5 billion and his foreign-exchange reserves down to \$100 million" (Time Magazine 1967).

En définitive, lorsque les Égyptiens étaient devenus dépendants des subventions saoudiennes après la guerre de juin 1967, ils avaient complètement abandonné le Yémen. Selon Nutting qui fréquentait Nasser, ce dernier avait affirmé que la guerre du Yémen était "a venture more

futile and protracted than any other undertaken during his reign ... an endless drain on Egyptian resources of men and money to win a war which could never be won." (Nutting, 1972, p.323).

2/ Le manque de compétence de Sallal en tant que leader. Nasser avait attaché une grande partie de son armée à cette guerre et sacrifié une grande partie de sa stature au nom d'un chef dont il se méfiait. Nutting a décrit Sallal comme un « simple imbécile », dépourvu de « connaissances politiques », et pathétiquement dépendant de son patron. Sallal avait accompagné Nasser lors d'une croisière dans la mer Rouge avec Khrouchtchev en visite en Égypte : « Je voulais juste que vous voyiez ce que je dois supporter », avait expliqué Nasser au Soviétique (Nutting, 1972, p.339).

3/ Le manque d'aide de la part des États-Unis et de l'Union Soviétique. Le premier ministre russe Aleksei Kosygin avait conseillé Nasser en 1966 de ne pas risquer l'aide des États-Unis « *Food for Peace* ». *Time* avait rapporté:

“It was an odd role for a Soviet leader. All last week, during his private talks with Egypt's President Gamal Abdel Nasser, Russian Premier Aleksei Kosygin found himself forced to go soft on imperialism. At least that is what Soviet sources traveling with Kosygin were leaking to Western newsmen.” (Time magazine, 1966).

Les facteurs les plus déterminants restent liés aux tensions globales entre l'Union Soviétique et les États-Unis. Dans le cadre de la méthode dialectique-matérialiste, « l'histoire » n'est pas fondée sur de la pure contingence : elle renvoie à une catégorie épistémologique désignant l'objet d'une certaine science, le matérialisme historique. Selon celui-ci, c'est la contradiction entre les forces de production (les travailleurs et leurs moyens de production) et les relations de production qui détermine l'histoire : dans notre époque, cette contradiction reflète celle

entre le cours de vie des travailleurs et la superstructure du capital monopoliste-financier (une superstructure qui inclue ses États, ses armées, ses institutions, ses idéologies, etc.), À cause de la complexité de l'histoire (dépendante d'une dimension verticale et d'une dimension horizontale), celle-ci n'est pas monotone et il y a des moments historiques qui produisent une « condensation » ou une « diffusion » des contradictions ce qui transforme relativement le cours de l'histoire (Althusser, 2005, p.50). La guerre du Yémen du Nord de 1962-1968 peut être considérée comme un moment de « condensation » de contradictions majeures au niveau mondial, qui a contribué à un éclatement historique : la défaite du socialisme arabe contre Israël qui a influencé la chute de l'Union Soviétique en renforçant la position américaine dans le monde arabe.

Les tensions globales entre les États-Unis et l'Union Soviétique s'étaient manifestées au niveau régional en même temps à travers la guerre des républiques arabes contre Israël et la guerre des républiques arabes contre l'Arabie Saoudite et ses alliés monarchistes. Même avant la guerre de Six Jours, Nasser, à travers ses discours diffusés sur la radio Caire, confiait être conscient du rôle primaire des États-Unis dans les événements qui survenaient dans la région. Ceci dit, en novembre 1966, avant la guerre de Six Jours, l'Égypte et la Syrie avaient signé un pacte de défense selon lequel ils se soutiendraient mutuellement en cas d'attaque (Gluska, 2007, p.93). Dans le contexte de la guerre froide globale, la guerre du Yémen a eu deux conséquences principales : (a) l'accélération et la facilitation de la défaite des Arabes contre Israël en 1967, (b) l'élimination de la menace nassériste à l'hégémonie de l'Arabie Saoudite dans le monde arabe.

(A) Accélération et facilitation de la défaite des Arabes contre Israël en 1967

Witty explique qu'avant l'invasion d'Israël dans le Sinaï le 5 juin 1967, les Égyptiens n'avaient pu transférer « qu'une seule brigade d'infanterie du Yémen au Sinaï, laissant six brigades d'infanterie, une brigade de chars et une brigade d'artillerie au Yémen » (celles-ci étaient, selon Witty, les meilleurs de l'armée égyptienne) (Witty, 2001, p.428). De plus, l'armée égyptienne dans le Sinaï comptait 100 000 hommes qui étaient en grande partie des réservistes sans formation (Witty, 2001, p.428). Le matin du 5 juin 1967, Israël avait mené une attaque « surprise » contre les Égyptiens et détruit « 85% des avions de combats égyptiens », elle avait aussi attaqué les lignes égyptiennes dans l'est du Sinaï. Dans un état de panique, le commandant égyptien Amer ordonna le retrait de l'armée du Sinaï vers le canal de Suez dans l'après-midi du 6 juin, sans donner de précisions (comme les heures et les phases). Cet ordre militaire avait été un véritable désastre puisque les militaires n'avaient pas de couverture aérienne : le 8 juin, l'armée égyptienne s'effondre, ce qui avait finalement permis aux israéliens d'avancer vers le canal de Suez. Au total : “The Israelis destroyed or captured 80 percent of the Egyptian army's equipment and obtained a fleet of modern Soviet tanks in the process” (Witty, 2001, p.429).

La guerre des Six Jours avait été une véritable débâcle pour les armées arabes. James Reston, avait écrit dans le *New York Times* le 23 mai 1967 :

“In discipline, training, morale, equipment and general competence his [Nasser's] army and the other Arab forces, without the direct assistance of the Soviet Union, are no match for the Israelis... Even with 50,000 troops and the best of his generals and air force in Yemen, he has not been able to work his way in that small and primitive country, and even his effort to help the Congo rebels was a flop.” (Le nombre de soldats égyptiens au Yémen durant ce temps varie d'une source à l'autre) (Tabarani, 2008, p.128).

Israël était parvenu à prendre le Sinäi et le canal de Suez, la puissance militaire égyptienne avait été anéantie et l'économie nationale de l'Égypte ruinée (10 000 soldats étaient morts et une immense dette de guerre s'était accumulée). Après la guerre, Nasser avait été contraint à demander de l'aide à l'Arabie Saoudite, le seul pays arabe de la région à pouvoir remplir les caisses de l'État. Lors d'une conférence à Khartoum en 1967 qui avait scellé la réconciliation interarabe et décidé d'une stratégie face à Israël, Faisal avait accepté de prendre 37% des pertes arabes à sa charge (Yoram, 2000).

Selon Riedel, les États-Unis savaient d'avance que c'était une victoire assurée pour Israël : "The analysts at the Central Intelligence Agency in 1967 predicted the outcome of the June war well in advance and gave President Lyndon Johnson confidence that Israel was never in jeopardy." (Riedel 2017a).

Cette guerre avait été ensuite suivie par celle de Kippour en 1973 qui elle allait engendrer les accords de l'OPEP essentiels à l'hégémonie du dollar américain. Quelques années plus tard, en 1978, avaient suivi les accords de Camp David qui officialisent Israël pour les Égyptiens. La défaite du socialisme arabe avait entraîné des répercussions majeures sur la balance du pouvoir entre les deux grandes puissances de cette période, l'Union Soviétique et les États-Unis. Comme le pétrole arabe était vitale dans le déploiement de cette dialectique violente entre les deux puissances, les défaites successives du socialisme arabe contre les forces impérialistes étaient des facteurs dans l'échec progressif de l'Union Soviétique. Notamment, le renforcement de l'influence saoudienne et les accords de l'OPEP en 1973, en faveurs des Américains, avaient contribué à sa ruine économique.

En effet, les défaites de guerre de l'Union Soviétique dans le monde arabe étaient particulièrement lourdes en raison du pétrole. Non seulement l'Union Soviétique avait besoin de contrôler le prix du pétrole pour affaiblir l'impérialisme, elle était largement dépendante

de l'exportation de son propre pétrole (et gaz) pour ses revenus d'État (Yergin, 1991). Les nombreuses défaites du socialisme arabe étaient donc particulièrement dures pour l'Union Soviétique. À cause de ces défaites, l'allié arabe favori des États-Unis, l'Arabie saoudite, était ressorti le leader des Arabes, contribuant ainsi à nuire l'économie soviétique à travers le pétrodollar et le renforcement du cartel pétrolier et dollarisée de l'OPEP. En 1980, le pétrole représentait 56% des recettes en devises fortes de l'Union Soviétique. Au début des années 1980, la surabondance de pétrole avait créé un excédent de pétrole sur les marchés mondiaux et le prix du baril avait commencé à baisser. Mais en 1985, les Saoudiens augmentèrent leur production pour regagner des parts de marché et le prix du pétrole s'est complètement effondré. Le prix du pétrole était tombé de 30 dollars le baril à moins de 10 dollars en quelques mois, alors que la demande n'avait cessé de croître. L'Union Soviétique n'avait pas reçu des monnaies fortes à travers le commerce du pétrole (Pfennin, 2018 ; Shumkoy, 2018). Lorsque Gorbatchev est devenu président de l'Union soviétique en 1985, il avait hérité d'une économie morbide et d'un système politique en ruine (Trovo, 2017).

Lorsque la guerre de Kippour avait éclaté le 6 octobre 1973, l'attention du monde s'était concentrée sur le Sinaï et le Golan où se déroulaient les combats cruciaux de chars et d'avions. Podesh rapporte que les Saoudiens n'avaient pas cherché à éliminer Israël, bien qu'ils aient joué un rôle dans la guerre de 1973 : "Although a token force of 1,000 Saudi soldiers stationed in Jordan was deployed in Syria in the last days of the war, the Saudi military itself did not fight" (Podesh 2018, p.569).

(B) Élimination de la menace nassériste à l'hégémonie de l'Arabie Saoudite dans le monde arabe.

Le retrait des armées égyptiennes du Yémen avait mis fin à la menace existentielle qui pesait sur l'Arabie Saoudite. Avec la mort de Nasser en 1970, Anwar Sadat avait reformé la

politique étrangère égyptienne dans une direction plus libérale, ce qui avait subordonné les intérêts panarabistes à ceux impérialistes et compradores. Faisal avait invité le président Sadat à rompre les liens avec Moscou, à abandonner la politique nassérienne hostile aux Américains, et à rétablir les relations diplomatiques avec les États-Unis.

Lors de la guerre du Kippour, il s'était entendu avec Nasser pour que la guerre ne soit pas totale, mais plutôt un moyen pour l'Égypte de faire valoir ses droits sur le canal de Suez et le Sinaï. Plus tard, lors des négociations pour un cessez-le-feu avec Israël, Faisal avait servi d'intermédiaire entre Kissinger, Sadat et le président syrien, Hafez el-Assad. Son action politique était globalement un succès : l'Égypte de Sadat avait rejoint le camp occidental et l'URSS s'était fortement affaiblie sur la scène arabe.

Pour le monde en général, la principale conséquence de cette guerre fut le choc pétrolier de 1973, quand l'OPEP avait décidé de l'augmentation de 3 à 10-12 \$ du prix du baril de pétrole ainsi que de la réduction de sa production (Isbell, 2007 ; Cbc news, 2006). Alors que Sadat avait acquis un minimum d'estime pour l'Égypte après la guerre israélo-arabe de 1973, l'embargo sur le pétrole et la crise du carburant qui en avait résulté, avaient renforcé la position des Saoudiens, qui eux avaient alors passé un accord avec les États-Unis pour vendre du pétrole uniquement en dollars américains en échange de la sécurité garantie par la Maison Blanche.

Avec le début de la crise structurelle du capitalisme vers le début des années 1970 et l'abandon du système de Bretton-Woods (la norme dollar-or) par le président Nixon, les États-Unis avaient eu besoin d'un contrôle sur le marché du pétrole pour soutenir leur endettement indéfini de dollars. La stratégie ultime des États-Unis pour contrôler les conditions de vente de pétrole était la manipulation de l'embargo pétrolier de l'OPEP en 1973. Cet embargo, qui était justifié politiquement, comme étant une réponse des Arabes face

au soutien d'Israël par les États-Unis, doit être placé dans un cadre géopolitique qui considère les intérêts économiques de différentes classes sociales et nations. Les Saoudiens, surtout, avaient des ambitions économiques et politiques qu'ils souhaitaient réaliser dans une atmosphère de défaite égyptienne. Les Américains avaient vu une opportunité pour faire un deal avec l'Arabie Saoudite qui soutiendrait leur empire de la dette. Selon *The Palgrave encyclopedia of imperialism and anti-imperialism*, Nixon et Kissinger étaient parvenus à négocier une série d'accords formalisés en 1974 sous le nom de "*The U.S. Saudi Arabian Joint Commission on Economic Cooperation*". En vertu de ces accords, le gouvernement américain fournirait une protection militaire et technique au royaume des Saoud contre Israël ou toutes autres menaces et les Saoudiens ne vendraient leur pétrole qu'en dollar et investiraient la majorité de leurs profits excédentaires dans les banques américaines. Les Saoudiens ne devaient pas acheter d'or. Ils avaient été alors encouragés à acheter des obligations du Trésor américain, et pouvaient également acheter d'autres obligations et actions américaines afin de contribuer à la hausse du marché des actions et des obligations tout en soutenant le dollar. Le recyclage de Pérodollar était né, et les premiers milliards de dollars venant de l'Arabie Saoudite, ce qui deviendrait des trillions, avaient commencé à couler vers les États-Unis. La manœuvre de Nixon et Kissinger marquait le début d'une longue relation américaine très étroite avec la famille royale de Saoud (Ness et Cope (dir.), 2016, p.1122). Tous les pays avaient besoin de pétrole pour le fonctionnement de leurs économies. Ainsi, en liant le dollar américain au pétrole du monde arabe, les États-Unis avaient effectivement garanti une forte demande de dollars américains après la perte de confiance provoquée par le choc de Nixon.

Selon Varoufakis, l'administration de Nixon n'avait pas été gênée par la hausse des prix de pétrole engendrée par l'embargo de 1973. Il explique :

“Just as the Nixon administration did not mourn the end of Bretton Woods, neither did it care to prevent OPEC from pushing the price of oil higher. For these hikes were not inconsistent with the administration’s very own plans for a substantial increase in the global prices of energy and primary commodities!”  
(Varoufakis, 2008, p.97-98).

Selon *The Palgrave Encyclopedia of Imperialism and Anti-Imperialism*, Nixon et Kissinger avaient même poussé l’Arabie saoudite à augmenter le prix du baril du pétrole (à travers l’OPEP) deux ans avant la crise de 1973. Les pays du monde avaient soudainement eu besoin de quatre fois plus de réserves en dollars américains pour acheter des approvisionnements en pétrole. Cela signifiait une augmentation presque immédiate de 400% des investissements étrangers dans l’économie américaine, principalement dans les titres de créance à court terme du gouvernement des États-Unis (Ness et Cope (dir.), p.1122-1123). Pour les pays pauvres qui n'avaient pas les revenus disponibles pour payer cela, les revenus excédentaires du pétrole en provenance de l'Arabie Saoudite étaient maintenant disponibles en tant que prêts auprès des banques américaines. En effet, les banques américaines, inondées de dépôts de l'OPEP, accordaient des prêts aux pays du tiers-monde, souvent avec l'encouragement de la Banque mondiale (l’ère du néolibéralisme).

Dans l’année 1975, toutes les nations productrices de pétrole de l'OPEP avaient déjà accepté de fixer le prix du pétrole en dollars et de renvoyer leurs revenus excédentaires pétroliers vers les banques américaines pour obtenir des titres de créance à court terme détenus par les banques américaines ou des bons de trésors américains (une partie de l'argent est dépensée dans des contrats d'armement, y compris des paiements pour des bases militaires américaines dans le monde arabe).

Pour l'Égypte, plus spécifiquement, après la guerre de Six Jours, le prestige égyptien s'était estompé quand on commença à avoir l'impression que Anwar Sadat, le successeur de Nasser, était devenu un outil de l'Occident et que l'Égypte (surtout après 1973), avec sa population en expansion constante malgré ses maigres ressources, ne pouvait pas rivaliser économiquement avec les Saoudiens riches en pétrole. Le recul de l'Égypte avait été engendré par le déclin des politiques centrées sur l'agriculture et l'industrialisation pour laisser place à la montée des financements venant du Golfe riche en pétrole (Weinbaum, 1985). Les revenus du pétrole avaient été utilisés par les Saoudiens et autres États du Golfe pour semer les divisions et financer l'islamisme de droite (ou salafisme réactionnaire). Alors que l'idéologie socialiste reculait (même à l'échelle mondiale), la doctrine du wahhabisme mystifiait la dégradation des conditions de vie. Le radicalisme islamiste avait progressivement supplanté l'esprit panarabiste. Al-Yafai décrit cette transition rapide au niveau de la psychè arabe : "The clash of politics, policies and personalities in two cities [Damascus and Cairo] of the Arab world within three short years finally sounded the death knell for the unifying viability of secularism, and a political force that had animated the fighting of wars and the forming of nations passed into history" (Al Yafai, 2012). La défaite contre Israël avait tellement traumatisé la psychologie arabe qu'elle avait ouvert une voie par laquelle les idéologies d'islamisme fondamentaliste telles que celles des Frères Musulmans ou d'Al-Qaeda pouvaient commencer à gagner de la popularité.

Néanmoins, le triomphe de l'Arabie Saoudite en 1967 n'était pas définitif. En effet, selon Ferris, au bout de plus d'une décennie, en 1979, les Saoudiens avaient été « éclipsés par un nouveau révolutionnaire charismatique » : l'Ayatollah Khomeiny de l'Iran (Ferris, 2013, p.304). Avec l'influence grandissante du chiisme révolutionnaire, le Golfe avait réinventé et armé les formes d'identité politique construites par la colonisation, principalement les

identités sunnites/chiites, comme moyen pour polariser le monde arabo-persique (avant la révolution iranienne ces identités n'étaient pas autant politisées).

Les intérêts d'Israël dans la mer Rouge et Bab-al-Mandeb avaient été compromis avec la chute du Shah d'Iran. En effet, avec le nouveau gouvernement Islamique en Iran, les approvisionnements réguliers en pétrole pour Israël avaient été coupés (ces conditions persistent jusqu'à ce jour). Remnek explique : "But after the fall of the Shah, the Islamic government in Teheran cut off regular oil supplies. Thereafter, Israel decided to diversify its sources of oil so that no more than one-quarter of its imports would come from any single source. (Egypt supplies approximately one quarter of Israel's oil imports.)" (Remnek, 1990, p.20). Précédemment et après la naissance des deux nouveaux Yémen, ces mêmes intérêts d'Israël avaient été affectés. Selon Remnek "Israeli shipping through the Bab el-Mandeb has faced several threats in the past. In 1971 a 30,000-ton Liberian tanker, the Coral Sea, chartered by Israel and carrying oil for Eilat, was fired upon, but not sunk, by a group of terrorists from a launch operating from South Yemen's Perim island. (The PFLP took credit for the attack)" (Remnek, 1990, p20).

En ce qui concerne l'influence de l'Arabie Saoudite sur le Yémen après la guerre, celle-ci est assez complexe comme on l'a vu dans le chapitre 3. Néanmoins, dans les termes officiels, l'Arabie Saoudite n'avait pas réellement gagné cette guerre. Les Égyptiens avaient quitté Sanaa en 1970 et les Saoudiens n'avaient pas réussi à restaurer le pouvoir d'Imam al Badr. Les républicains avaient préservé leur gouvernement au nord, quoique Sallal n'était pas parvenu à rester président : Abdel Rahman Al-Iryani était devenu président de novembre 1967 à juin 1974.

Dans le sud, les révolutionnaires du Front de libération nationale (FLN) avaient créé un État communiste en 1967, quelques mois après le départ des Britanniques : la République

démocratique populaire du Yémen (RDPY). Riedel décrit en détails la réaction des Saoudiens face au RDPY :

“For the Saudis, the PDRY was the embodiment of their worst nightmare: a communist state on their southern border allied with the Soviet Union. For two decades, the Saudis supported every plot against the southerners no matter how crackpot. In 1989, Osama bin Laden was fresh from the victory of the mujahedeen in Afghanistan against the Russians, and he proposed to the Saudi leadership that he would lead a jihad to liberate the south from communism. Prince Turki bin Faisal, then head of Saudi intelligence, politely turned him down, arguing that the south was collapsing on its own.” (Riedel, 2019).

Dans le Yémen-Sud, surtout à cause de l'hégémonie croissante des États-Unis qui pressait les anciennes puissances colonisatrices à abandonner leurs colonies, la Grande-Bretagne avait décidé en février 1966 qu'Aden n'était finalement pas « vitale » et avait déclaré qu'elle y abandonnerait sa base (Dresch, 2000, p.102). L'ancien protectorat britannique et le gouvernement du sud du Yémen étaient tout de suite tombés dans les mains des rebelles de gauche. Les Britanniques, au lieu de favoriser le Front pro-égyptien pour la libération du Yémen du Sud (FLOY), avaient soutenu que le FLN prenne le pouvoir (une organisation qui mélange des tendances marxistes-léninistes et de maoïstes). D'après Lackner, en novembre 1967, les Britanniques avaient cédé le pouvoir au FLN pour trois raisons principales : “First, Britain’s strong hostility to Nasser and anything associated with him; second, as a result of the NLF’s military victory over its Nasserist rival; and third, due to its ignorance of the political nature and tendencies within the NLF.” (Lackner, 2017a, p.680).

Dès la naissance des deux États Yéménites (à la fin des guerres), l'Arabie Saoudite avait cherché à saper de diverses manières (notamment à travers le soutien des groupes tribaux) les

tendances républicaines et laïques de ces nouveaux pays. Les Saoudiens avaient créé des alliances avec Al Islah et ses alliés. L'impact le plus profond sur le long terme pour la société yéménite avait été l'implication des Saoudiens dans le système éducatif national yéménite : elle avait financé le ministère Yéménite de l'éducation, des enseignants islamistes sunnites originaires d'Égypte, du Soudan et des instituts scientifiques qui étaient des établissements non-officiels mettant l'accent sur l'éducation religieuse. Les Saoudiens avaient également formé des Yéménites salafistes en Arabie saoudite et avaient ainsi créé un grand nombre d'imams et d'éducateurs de mosquées qui promouvaient davantage le Wahhabisme au sein du Yémen (Lackner, 2019, p.125). Al Muslimi décrit :

“From 1973 to 1974, Saudi Arabia sent 22 Saudi teachers to Yemen despite its own urgent need for educational staff and its recruitment of thousands of teachers from other Arab countries. They were employed in educational institutions which followed a strict Wahabi-Sunni religious curriculum that was hostile to all nationalistic and leftist ideas.” (Al-Muslimi, 2015).

#### **Conclusion du Chapitre 4**

La guerre du nord du Yémen, commençant en novembre 1962 lorsque l'armée égyptienne intervient pour protéger le nouveau gouvernement révolutionnaire contre des opposants monarchistes, était une véritable débâcle pour le socialisme arabe en général. Nasser et les dirigeants militaires égyptiens devaient atteindre leur objectif dans le nord du Yémen en trois mois, mais au lieu de ça, ils s'étaient rapidement retrouvés coincés dans un long combat contre des insurgés zaydites sur un terrain qu'ils comprenaient mal. Les obstacles à la victoire étaient nombreux, mais sur le terrain direct et concret, un obstacle flagrant était l'incapacité de l'armée égyptienne à gagner les batailles de montagne contre de talentueux guerriers Zaydites cooptés par les Saoudiens. L'expérience égyptienne au Yémen pendant la guerre de

1962-68 montre, comme lorsqu'il en vient à la guerre des États-Unis au Viêtnam, qu'une armée doit s'adapter à l'environnement du champ de bataille pour réussir une contre-insurrection. Après six ans de conflit au Yémen, les Égyptiens avaient été contraints de se retirer du pays en raison de leur défaite totale face à Israël pendant la guerre des Six Jours de 1967. Les deux guerres, celle du Yémen et celle contre Israël, étaient essentielles dans la défaite du panarabisme socialiste face aux forces de l'Arabie Saoudite et d'Israël, et en rétrospection, ces deux guerres avaient contribué à la ruine du leader du socialisme mondial à l'époque, l'Union Soviétique.

À la suite des guerres désastreuses contre l'alliance militaire invisible entre l'Arabie Saoudite et Israël, les nations arabes s'étaient progressivement désengagées face à l'agression économique de l'impérialisme américain. La structure de classe de ces nations s'était adaptée pour absorber les termes des défaites successives. Pendant une période, Nasser avait réussi avec un habile talent politique à jouer contre les États-Unis et l'Union Soviétique pour assurer le maintien de l'économie égyptienne grâce à des importations de blé nécessaires. En échange d'un soutien politique, il avait poussé une réforme agraire distributive, même si elle n'était pas très poussée, et avait donné des droits à la terre pour les petits agriculteurs et les ruraux pauvres d'Égypte. La défaite de 1967 avait miné la légitimité des principaux régimes révolutionnaires au Caire et à Damas, et elle avait en particulier discrédité les idéologies et les politiques de Nasser. Avec la mort de Nasser en 1970, Anwar Sadat avait réformé la politique étrangère égyptienne dans une direction de plus libérale, ce qui avait subordonné les intérêts panarabistes à ceux impérialistes et compradores. La mort de Nasser en 1970, ainsi que la fin de la guerre froide en 1989, avaient conduit à créer de profondes failles dans les régimes alimentaires des pays arabes les plus pauvres, notamment le Yémen. La libéralisation économique en Égypte, l'augmentation ultérieure du prix des céréales, l'intensification de la concurrence dans les échanges de produits agricoles et la fin du rôle stratégique de l'aide

alimentaire s'étaient accompagnés de politiques d'élimination de la paysannerie, d'accaparement des terres et d'austérités.

Les pertes subites par les formations arabes progressives, notamment l'Égypte, la Syrie et l'Irak, et même le Yémen, les avaient conduits à se libéraliser progressivement, puis à adopter les ajustements structurels de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI) au cours des années 1980 et 1990. Conjointement avec la libéralisation économique, était le renforcement du système marchand et de ce que Beblawi et Luciani appellent des « États rentiers » dépendant des rentes de pétrole (Beblawi et Luciani, 2015). Les pays arabes comme le Yémen qui n'avaient pas ou peu de pétrole étaient devenus des pays exportateurs de travail pour les autres pays plus riches en pétrole, ce qui les ont aussi rendus, en quelque sorte, dépendants des rentes pétrolières (les envois de fonds des émigrants) (Stauffer, 2015, p.22). En tout cas, la corrosion dans le développement du Yémen et autres nations arabes avait moins été le résultat des mauvaises politiques nationales que celui des guerres de nature impérialiste. En effet, les idéologies libérales et capitalistes s'étaient affirmées après que les conditions matérielles d'après-guerre s'étaient stabilisées.

L'Union Soviétique avait été profondément affectée par la transformation des idéologies dominantes dans le monde arabe après ces guerres décisives. Au cours des décennies qui avaient suivi ces guerres, l'Arabie Saoudite, qui était dorénavant le leader des Arabes, avait manipulé sa production de pétrole vendu en dollars pour nuire à l'économie soviétique dépendante du pétrole. Plus précisément, selon Pfenning, “[...] in 1985 the Saudis increased their output to regain market share and the oil price completely collapsed. The oil price fell from 30 dollars per barrel to less than 10 within months, while the demand actually kept growing” (Pfenning, 2018). Le pétrole était une source majeure de richesse pour l'Union Soviétique et elle avait été empêchée de recevoir des monnaies fortes à travers le commerce de pétrole, de plus qu'elle avait évité les politiques d'ouverture économique comme celles

appliquées par Deng Xioping en Chine (Pfenning, 2018). Ainsi, alors que les prix du pétrole augmentaient dans les années 1980, l'Union Soviétique pompait du pétrole pour générer plus de revenus afin de construire plus d'infrastructures pour consommer plus de pétrole, sans jamais vraiment profiter du marché du pétrole. Michael Reagan, le fils de l'ancien président américain Ronald Reagan, avait écrit dans un article en 2014 (après l'annexion de la Crimée) :

“I suggest that President Obama might want to study how Ronald Reagan defeated the Soviet Union. He did it without firing a shot, as we know, but he had a super weapon - oil. [...] Since selling oil was the source of the Kremlin's wealth, my father got the Saudis to flood the market with cheap oil. Lower oil prices devalued the ruble, causing the USSR to go bankrupt, which led to perestroika and Mikhail Gorbachev and the collapse of the Soviet Empire.” (Pfenning, 2018).

## **Chapitre 5 La « seconde guerre froide » contre la Chine et la géopolitique de Bab-al-Mandeb**

### **Introduction du Chapitre 5**

Analysant l'histoire du Yémen pendant la guerre froide, les chances de l'Égypte de gagner le Nord-Yémen lors de son incursion de 1962-1968 apparaissent avoir été extrêmement minces, étant donné le déséquilibre entre les forces des différentes armées. Cela dit, si l'Égypte avait gagné cette guerre, elle aurait eu plus de ressources à déployer contre Israël lors de la guerre de 1967. Des dizaines de milliers de soldats avaient été coincés dans la guerre au Yémen au moment où Israël avait lancé son attaque en juin 1967. La géostratégie de Bab-al-Mandeb reste fondamentale dans la lutte des classes actuelle. Dans ce chapitre, on analyse la géopolitique de Bab-al-Mandeb dans le contexte de la guerre froide et dans celui de la guerre actuelle au Yémen qui se déroule à la fois dans le contexte d'une crise structurelle du capital et de la pandémie du COVID-19.

Pour des raisons liées à leur hégémonie sur les voies navigables stratégiques, les États-Unis ne peuvent pas permettre à une force pro-Iran, les Houthis du Yémen, d'exercer un contrôle sur Bab-al-Mandeb. Dans ce chapitre, on fait valoir *ipso facto* que même pendant une pandémie mondiale, la guerre dans un pays stratégique reste cruciale pour l'impérialisme. La rapidité avec laquelle la guerre, en temps de pandémie se poursuit, réaffirme la pertinence de Mandeb pour l'impérialisme. Cette guerre a effectivement un coût pour l'image des États-Unis sur la scène internationale.

Ce chapitre se divise en trois parties. La première porte sur la montée en force de la Chine sur la scène internationale depuis les années 1980. Cette partie a pour objectif de présenter la contradiction primaire et mondiale actuelle. La deuxième partie traite de la contradiction régionale majeure : celle entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, fondamentale pour comprendre les deux camps opposés dans la guerre du Yémen (les Houthis et la coalition saoudienne) et leurs liens aux forces internationales principales (les États-Unis et la Chine). La troisième partie est une analyse approfondie du sens géostratégique du Yémen pour les forces internationales principales qui s'imposent au Yémen à travers leurs alliés respectifs.

## La montée en force de la Chine depuis les années 1980

Dans les trente dernières années, plusieurs analystes et chercheurs ont utilisé les termes de « nouvelle guerre froide » ou de « seconde guerre froide » pour décrire les tensions entre la Chine et les États-Unis (Ces auteurs inclus Cox (1998) Dalby (2016), Klare (2019), Li et Li (1998), Makwerere et Chipaike (2012), Shambaugh (1995), Wescott (2020) et d'autres). En mai 2020, Richard Haass, diplomate américain et président du conseil sur les affaires étrangères, avait écrit dans le Wall Street Journal : “A rising chorus of American voices now argues that confronting China should become the organizing principle of US foreign policy, akin to the Cold War against the Soviet Union.” Ajoutant que l'approche agressive de l'administration Trump envers Pékin était une erreur stratégique (Hass, 2020).

La comparaison entre cette nouvelle « guerre froide » et celle qui l'a précédé doit prendre en compte le fait que malgré les similarités, ces deux guerres froides ne sont pas complètement équivalentes en termes historiques et en termes de rapports de classe (rapports idéologique, politique, économique). Leur similarité principale se situe dans le fait qu'elles sont toutes les deux représentatives de la lutte des nations du sud contre l'impérialisme américain. Depuis la Seconde Guerre mondiale, ce sont les États-Unis qui organisent la structure de l'économie mondiale, avec pour alliés, les autres puissances occidentales et le Japon. Les autres pays sont subordonnés à la structure mondiale définie par les politiques étrangères des États-Unis, la force du dollar américain et les prix macrosociologiques déterminés surtout par la spéculation de *Wall Street* et le pouvoir des monopoles. À cause des changements historiques depuis le début de la phase avancée de l'impérialisme américain (commencée avec le néolibéralisme), la différence principale entre les deux guerres froides réside dans la nature du rapport économique (les rapports idéologiques et politiques suivent) entre les États-Unis et leur principal opposant. L'Union Soviétique et les États-Unis avaient des systèmes

économiques séparés et incompatibles, ce qui stimulait une lutte idéologique (et politique) aiguë au niveau mondial entre le « communisme » ou le socialisme et le « libre marché ». Contrairement à l'Union Soviétique, la Chine est aujourd'hui profondément intégrée dans l'économie américaine. Les échanges commerciaux entre l'Union Soviétique et les États-Unis oscillaient entre 1 à 2 milliards de dollars par an (dans la période des années 1970 jusqu'à la chute de l'Union Soviétique) (Yergin, 1977). En contraste, la Chine présente un système économique hybride et ses échanges commerciaux avec les États-Unis se chiffrent actuellement à plus de 2 à 3 milliards de dollars par jour (USTR, 2019). Les estimations historiques du PIB montrent, qu'à aucun moment de la guerre froide, l'économie soviétique n'avait dépassé 44% de l'économie des États-Unis (Ferguson, 2019). Par ailleurs, il apparaît que la Chine est aujourd'hui un concurrent économique plus menaçant pour les États-Unis que ne l'avait été l'Union Soviétique, et elle est bien plus flexible sur le plan idéologique que ne l'avait été l'Union Soviétique.

Au cours des quatre dernières décennies, alors que la base manufacturière américaine n'a fait que s'affaiblir sous le modèle néolibéral (en faveur de la finance), la Chine a systématiquement renforcé sa propre base manufacturière, investissant considérablement dans l'infrastructure et les technologies émergentes. Elle l'a fait avec le crédit généré par ses banques publiques. Elle a aussi évité la crise économique mondiale de 2008 grâce à ce crédit. Foster et McChesney expliquent : “Faced with the world crisis and declining foreign trade, the Chinese government introduced a massive \$585 billion stimulus plan in November 2008, and urged state banks aggressively to make new loans.” (Foster et McChesney, 2012).

Depuis le début du 21<sup>ème</sup> siècle, la Chine exporte considérablement plus de produits vers les États-Unis qu'elle en achète ou importe de ce dernier. De nombreuses entreprises américaines de biens de consommation ont installé des filiales en Chine pour acheter des produits, les assembler ou les produire complètement (Gunia, 2021 ; Siripurapu, 2022).

Encore plus, la Chine est une source de profit pour les États-Unis, car les produits importés de Chine sont vendus aux détails « 10 fois plus cher que leur prix d'usine » (Chossudovsky, 2008). En 2020, la Chine était le troisième partenaire commercial des États-Unis le plus important (derrière le Mexique et le Canada), le premier exportateur mondial de marchandises et l'un des leaders dans l'investissement direct à l'étranger (Congressional Research Service, 2021).

Les dirigeants depuis Deng Xiaoping ont poursuivi l'ouverture de l'économie chinoise vers l'extérieur et ont invité les capitaux étrangers à fournir à la Chine des technologies, des compétences en gestion capitaliste, de nouveaux marchés (Wei, 2021). Cela tout en assurant que l'État chinois conserve le contrôle du système financier et des industries les plus stratégiques. Les capitaux étrangers, en retour, profitent des faibles coûts des produits finis et de la main d'œuvre chinoise. Selon Feng, l'intégration de la Chine dans le GATT en 2001, avait encore plus intégrer la Chine dans l'économie internationale. Feng explique:

“Being a member of the multilateral institution governing global exchanges of goods and services, China is obliged to conduct its foreign trade on internationally accepted principles, to significantly lower its trade and non-trade barriers, and to open and widen foreign access to the domestic market, many of which were formerly sensitive to the Chinese authority, such as agriculture, telecommunications, banking, insurance, etc.” (Feng, 2006, p.2).

Chen explique que la privatisation (quoique le terme de « semi-privatisation est plus adapté dans le cas chinois) de l'agriculture en Chine avait créé, au cours de l'ouverture économique, une main-d'œuvre excédentaire de plusieurs millions de travailleurs faiblement rémunérés pour l'agriculture et l'exploitation dans des usines de montage à forte intensité de main-d'œuvre (Chen, 2009, p.9). Il explique aussi que cette privatisation à la fin des années 1970

avait mené à l'enrichissement constant des fermiers chinois (qui avaient acquis des droits de propriétés) et en même temps à l'accroissement du nombre de travailleurs peu rémunérés, quoique leurs salaires augmentent depuis le début des années 2000 (Chen, 2009, p.17). De nombreuses entreprises transnationales (y compris les entreprises américaines) se sont implantées en Chine pour profiter de l'exploitation du travail chinois (surtout à partir des années 1980).

Les leaders chinois depuis Xiaoping qualifient le système chinois de « socialisme du marché », mais un concept plus approprié en sciences sociales pour décrire ce système serait celui de « capitalisme d'État » puisqu'il indique que c'est le gouvernement chinois qui contrôle les principaux capitaux chinois (Petras, 1988). Marie-Claire Bergère, dans son livre *Chine, le nouveau capitalisme d'État*, explique qu'avec Xiaoping, le régime chinois était resté essentiellement communiste, puisque l'objectif n'était jamais de créer un système capitaliste, mais d'utiliser les ressources du marché chinois pour enrichir la Chine et renforcer le parti communiste. Le parti unique détient sa légitimité de la croissance économique, ce qui en fait d'elle la clé du système du « Capitalisme d'État » chinois. (Bergère, 2013).

Dans le système du « capitalisme d'État » chinois, les banques et les plus grandes entreprises appartiennent au gouvernement. Ce dernier décide donc, quelles industries reçoivent des subventions, des marchés protégés et des prêts avantageux. Par conséquent, le gouvernement possède 80% des banques (Brown, 2019), qui consentent à des prêts avec des conditions favorables aux entreprises nationales, ainsi que les 117 (dont 92 appartiennent à l'État) plus grandes entreprises chinoises, figurant sur la liste Fortune 500 (Tianyu, 2021). Ces entreprises sont principalement liées à l'industrie pétrolière, l'industrie de l'énergie solaire, à la télécommunication, à l'automobile, à l'ingénierie et la construction (Fortune Global 500, 2021). La Chine compte 150 000 entreprises d'État (Tianyu, 2021). Selon Brown, environ les deux tiers de la dette chinoise (dette intérieure) appartient aux entreprises chinoises, et les

prêts accordés à ces entreprises constituent « une forme de politique industrielle subventionnée par le gouvernement ». Ces prêts créés par les banques de l'État (ils ne viennent pas des impôts) permettent de contrôler l'industrie et les gens qui y travaillent (Brown, 2019).

Le système économique chinois (le capitalisme d'État) est très différent de celui des États-Unis (système libéral). Ainsi, selon Hudson, il n'est pas surprenant que les Américains et autres investisseurs privés trouvent que la Chine viole les normes de la concurrence libre sur le marché, surtout quand le gouvernement chinois peut créer du crédit à travers les banques de l'État pour les entreprises d'États. Des dettes peuvent facilement être effacées par l'État chinois (Hudson, 2010). Cela dit, les banques américaines qui ont des relations étroites avec l'État américain, prêtent toujours de l'argent aux grandes entreprises américaines. Aussi, en temps de crise, l'État américain n'hésitera pas à financer les banques et les entreprises privées (comme dans la crise financière de 2008). Selon Edwards, 16% des entreprises américaines seraient aujourd'hui des « sociétés zombies ». En effet, elles sont déjà insolvables et ne sont pas en mesure de réaliser un profit après avoir payé les intérêts sur leur dette. Mais les banques leur accordent toujours suffisamment de crédit pour rester en affaires. De cette manière, elles ne sont pas obligées de déclarer faillite (Edwards, 2018).

Au cours de la présidence de Trump, mettre fin à l'avance économique de la Chine était devenu une sorte d'obsession américaine (et il semble que cette obsession va se poursuivre sous le nouveau président, Joe Biden (Robb, 2021)). L'ex-président Donald Trump avait accusé la Chine de pratiques commerciales déloyales et de vol de propriété intellectuelle (BBC, 2019b). Friedman avait estimé en 2019 que la Chine trichait pour atteindre son statut, et que cela devait cesser. Il avait expliqué:

“all China’s subsidies, protectionism, cheating on trade rules, forced technology transfers and stealing of intellectual property since the 1970s became a much greater threat. If the U.S. and Europe allowed China to continue operating by the same formula that it had used to grow from poverty to compete for all the industries of the future, we’d be crazy. Trump is right about that.” (Friedman, 2019).

En Chine, les leaders croient que les États-Unis tentent de freiner la croissance économique de leur nation pour les pousser à faire des réformes équivalentes à un « changement de régime forcé » (Chen Weiss, 2019). L'économie américaine, dominée par des géants financiers, bénéficierait beaucoup si les Chinois pouvait abandonner le système des subventions, afin de laisser les entreprises chinoises s'intégrer au système financier international basé à Wall Street.

L'un des piliers de la politique économique de la Chine est de gérer le taux de change du Yuan pour que les exportations en bénéficient. Ma explique les fluctuations du taux de change :

“From 1994 until July 2005, China maintained a policy of pegging the RMB to the U.S. dollar at an exchange rate of roughly 8.28 Yuan to the dollar. [...] the dollar-RMB exchange rate went from 8.28 yuan to 8.11, an appreciation of 2.1%. After 2005 to 2008, the exchange rate of the U.S. dollar against the RMB would be adjusted from 8.11 to 6.83, an appreciation of 18.7%. That’s because the Chinese government decided to allow the RMB to appreciate steadily but slowly [...] In 2008, the global demand for Chinese products declined as a result of the effects of the global financial crisis, so China stopped its currency appreciation

policy. Then, the RMB/dollar exchange rate was maintained at 6.83 through around mid-June 2010” (Ma, 2014, p.17-18).

Selon Amadeo, la Chine a régulièrement accumulé des bons du Trésor américain au cours des dernières décennies, car cela diminue la valeur de ses produits (en dévaluant la valeur du yuan vis-à-vis du dollar) et aide la croissance de son économie (les produits chinois deviennent moins chers que les produits américains, pour les Américains et autres utilisateurs de dollars). En janvier 2021, elle détenait 1,11 trillion de dollars, soit environ 5%, de la dette publique américaine de 28 trillions de dollars, plus que tout autre pays étranger (Amadeo, 2021). La « stratégie d’exportation » dynamique de la Chine avait entraîné d’énormes excédents commerciaux, qui avaient fini par faire d’elle l’un des principaux créanciers du monde, en particulier pour les États-Unis. Toutefois, pour préserver la dynamique de ses industries, la Chine dépend des importations de matières premières (Home, 2020). Ceci implique des investissements d’outre-mer à grande échelle et des accords commerciaux avec des pays exportateurs de pétrole, de minéraux et de produits agricoles au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique latine.

À partir du début de 2018, pour tenter de minimiser la concurrence de la Chine, l’ex-administration Trump avait augmenté à plusieurs reprises les droits de douane sur les importations de produits chinois, de telles manières à encourager les consommateurs à acheter des produits américains (en rendant les produits importés chinois plus chers). Selon la BBC:

“Mr. Trump's tariffs policy aims to encourage consumers to buy American products by making imported goods more expensive. The US has imposed tariffs on more than \$360bn (£268bn) of Chinese goods, and China has retaliated with tariffs on more than \$110bn of US products. Washington delivered three rounds

of tariffs in 2018, and a fourth one in September last year. The most recent round targeted Chinese imports, from meat to musical instruments, with a 15% duty.”  
(BBC, 2019a).

D’après Salacanian, le véritable objectif de l’administration Trump à travers la « guerre commerciale » contre la Chine, était de décourager la Chine face à son alliance avec l’Iran. En effet, la Chine est aujourd’hui le plus grand acheteur de pétrole iranien. Salacanian dit : “China, already the biggest buyer of Iranian oil, is not expected to heed to US demands. China imported around 718,000 barrels a day on average from Iran between January and May of this year (2018), what is equivalent to more than a quarter of Iran's oil exports.”  
(Salacanian, 2018).

La manière principale de la Chine pour riposter contre les droits de douanes des États-Unis qui nuisent à ses exportations, est de jouer avec le taux de change en baissant le prix de sa monnaie (le prix en dollars). BBC avait rapporté que le département du Trésor du régime Trump avait désigné la Chine comme une « Manipulatrice de devises » puisque cette dernière laisse sa devise dévaluer contre le dollar, rendant ses marchandises plus compétitives sur le marché mondial (BBC, 2019c).

Bien que les exportations chinoises en dollars alimentent l’économie chinoise, la force du dollar américain est une limite à l’émancipation économique de la Chine (au-delà de l’hégémonie américaine). Pour tenter de contrer le blocage qu’engendre l’impérialisme du dollar américain à son émancipation, la Chine cherche aujourd’hui à répandre son influence, surtout commerciale, à travers son plan du « *One Belt One Road* (OBOR) ». Selon Yu, il s’agit d’un plan d’expansion économique qui vise à accroître sa part de marché en engageant d’autres économies en développement dans des traités commerciaux et dans des plans de développement d’infrastructure de telles manières à accroître les échanges marchands et

sécuriser sa demande de produits et matières premières, notamment le pétrole (Yu, 2017). Les objectifs du OBOR impliquent une lutte idéologique contre le néolibéralisme, et même contre l'usage du dollar américain.

Jusqu'à janvier 2021, 140 pays ont joint le projet du OBOR ([www.yidaiyilu.gov.cn](http://www.yidaiyilu.gov.cn)). La Chine a déjà fait de nombreux investissements en Afrique qui est très riche en ressources primaires. Selon IRIS:

“Many Chinese infrastructure investments are directed to African countries. Ethiopia has received three loans worth more than \$380bn from the Chinese government and the Export-Import Bank of China for the development of infrastructure in the country (two road construction projects and upgrading the electric grid system). In December 2016, China has also partnered with Gabon to develop a 111-km highway project in the capital Libreville. The country seeks to further develop the relationship in infrastructure, minerals and technology. The development of ICT infrastructure is also present in Zimbabwe, where the government seeks Chinese funding and technology (partnership with Huawei Technologies notably).” (IRIS, 2017, p.3).

L'objectif principal de l'OBOR est d'assurer l'hégémonie de la Chine, principalement, face aux États-Unis. Pour la réalisation de ce projet sur le long terme, la Chine a besoin de contrer la dollarisation du système commercial et monétaire. Pour ce faire, elle a besoin de gagner un certain degré d'hégémonie idéologique au grès des États-Unis, ce qui peut être difficile considérant sa dépendance aux États-Unis et son attitude pragmatique.

Selon Liu, la Chine doit accélérer son développement national avec un crédit souverain libellé en devises chinoises afin de réduire proportionnellement sa dépendance excessive à l'égard des exportations en dollars. Il dit en conclusion : “The only way for China to become

free of this dilemma is to require all Chinese exports to be paid in Chinese currency.” (Liu, 2009). Fabricius, Koigi et d’autres ont souligné que la Chine a commencé à utiliser sa propre monnaie dans le cadre du OBOR et autres (Fabricius, 2018, Koigi, 2019). En effet, d’après Hudson, l’OBOR est incompatible avec l’hégémonie du dollar, dépendante de l’endettement permanent et sans limites réelles. Il écrit dans une lettre adressée à un décideur chinois :

“I write this letter to counteract some of the solutions that Western politicians are recommending for China to cope with its buildup of excess foreign-exchange reserves. Raising the renminbi’s exchange rate against the dollar will not cure the China-US payments imbalance. The dollar glut will continue, and so will the currency fluctuation among the dollar, euro and sterling, leaving no stable store of value. The cause of this instability is that each of these three currency areas has grown top-heavy with by debts in excess of the ability to pay.” (Hudson, 2010, *Hegemony and the Rise of China*).

En fait, les Chinois, conscients de la situation, essayent depuis quelques années d’éviter l’usage du dollar, bien que cela soit difficile. D’après Hudson, ils continuent d’utiliser leurs réserves existantes de dollars dans certains investissements liés à l’OBOR (ils planifient aussi de dépenser plus d’1 trillion de dollars dans leur projet du OBOR). Mais pour commercer avec d’autres pays, ils tentent d’utiliser d’autres monnaies ou de l’or. Par exemple : “When China buys iron from Australia, for instance, they sell dollars from their foreign-exchange reserves and buy Australian currency to pay Australians for the iron ore that they import. They use dollars to pay other countries that are still part of the dollar area and still willing to keep adding these dollars to their official monetary reserves instead of holding gold.” (Smith et Hudson, 2019).

Une alliance économique entre des pays avancés au niveau industriel et non-consommateurs de dollars, tels que les pays industriellement productifs du BRIC (Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine), pourrait conduire au renversement de l'hégémonie des États-Unis. Les évolutions récentes indiquent que la domination mondiale du dollar américain va être remise en question. Des pays riches en pétrole comme l'Irak et l'Iran sont prêts à éviter le dollar américain dans leurs transactions pétrolières. Cela dit, le problème le plus important, c'est que les États-Unis ont montré qu'ils étaient prêts à utiliser leurs forces militaires pour contrer ces évolutions (Li, 2008 ; Mat-bac, 2018 ; Zeese et Flowers, 2019).

Dans l'immédiat, les États-Unis maintiennent un contrôle sur la Chine grâce au pétrole des pays de L'OPEP. Depuis 2017, la Chine est le premier importateur mondial de pétrole brut (US Energy Information Administration, 2020). L'attention accrue de la Chine sur le Golfe est liée à son désir de sécuriser des ressources énergétiques pour son économie en expansion. D'après Gresh, 70 à 80% des futures importations de pétrole de la Chine pourraient provenir du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MENA). La Chine a activement courtisé l'Iran et les monarchies du Golfe au cours de la décennie 2010 (Gresh, 2017, p.40).

Selon *US Energy Information Administration*, la Chine « reste le premier importateur mondial de pétrole brut, dépassant les États-Unis en 2017 » (ma traduction, US Energy Information Administration, 2020). En 2019, les importations de pétrole par jour étaient en moyenne de 10,1 millions de barils par jours, soit une augmentation de 0.9 million de barils par jour comparé à 2018 (US Energy Information Administration, 2020). L'essentiel de ce pétrole importé par la Chine passe via le détroit de Malacca n'est pas contrôlé par la marine chinoise (Ji, 2007).

Cela met la Chine dans une situation complexe : elle doit tenter de militariser la mer de Chine méridionale pour contrôler le détroit de Malacca ou se résigner à accepter que son marché de

l'énergie soit contrôlé par des pays étrangers. Toutefois, le petro-Yuan menace l'autoritarisme du dollar américain et le contrôle du pétrole par les forces impérialistes. Selon Gila et Gila, au cours de 2019, plusieurs pays avaient manifesté leur intérêt à participer à la transition du dollar américain au Yuan en ce qui concerne les transactions pétrolières, ces pays incluent les ennemis jurés de Washington, l'Iran, le Venezuela, la Libye et la Corée du Nord (Gila et Gila, 2020).

Il est pertinent de noter que la Chine est aujourd'hui particulièrement sensible au prix mondial du pétrole. Song et Li expliquent qu'avant la montée au pouvoir de Deng Xiaoping :

“The government set almost every commodity's price, including crude oil price. As a result, China's crude oil market was completely isolated from the international crude oil market. After 1981, keeping pace with the central government's reform of the planned economic system, two pricing systems appeared concerning the crude oil price, which was known as the double pricing system (DPS). One kind of prices was determined by the central government while the other was spontaneously adjusted by the demand and supply of crude oil.” (Song et Li, 2015).

Pour reformuler cela, depuis 1981, le prix du pétrole en Chine est déterminé en même temps par le gouvernement central et le marché libre. Ceci explique pourquoi le développement économique est aujourd'hui affecté par la volatilité du prix international du pétrole brut (Song et Li, 2015), ce qui ajoute une autre couche de vulnérabilité dans un monde dominé par l'hégémonie américaine dépendante du système du pétrodollar.

## **La seconde guerre froide arabe**

La guerre froide arabe des années cinquante et soixante était basée sur l'opposition entre les monarchies pétrolières (Arabie saoudite, Kuwait, Bahrain, Qatar, Émirats-arabes-unis et Oman (Gause, 1994)) et les républiques arabes socialistes (Égypte, Syrie, Libye, Irak, Yémen, Palestine, Soudan (Torrey et Devlin, 1965)). Cette opposition avait plus largement reflété celle entre les États-Unis et l'Union Soviétique. Aujourd'hui, les monarchies sont toujours intactes alors que les républiques, autrefois socialistes/laïques, sont soit passées sur le côté impérialiste (l'Égypte), soit devenues bouleversées par la guerre (la Syrie, la Libye, le Yémen, l'Irak, le Soudan). Depuis l'intervention militaire américaine en Irak en 2003, la rivalité régionale entre le leader des monarchies pétrolières (l'Arabie Saoudite) et la République islamique de l'Iran est progressivement devenue un facteur structurant dans la géopolitique du monde arabe. Depuis l'établissement de la république islamique en 1979, les relations entre l'Arabie Saoudite et l'Iran sont pleines de tensions. Cela s'explique en termes de pouvoir politique et idéologique dans la région pour tenir un contrôle sur le commerce de pétrole arabe. Chacun des pays a cherché et continue de chercher à imposer son influence dans les affaires intérieures des pays du monde arabe.

La rivalité régionale en question est motorisée par le clash idéologique entre l'identité chiite (les Iraniens et leurs alliés) et l'identité Sunnite (les Saoudiens et leurs alliés). Avant la révolution iranienne de 1979, le Shah d'Iran était un proche allié des États-Unis et nombreux sont ceux qui le classeraient dans la catégorie de « marionnette américaine » (Rubin, 1980). Cependant, la révolution populaire iranienne de 1979 avait renversé le Shah. McHugo, dans son livre *A Concise History of Sunnis and Shi'is*, raconte l'histoire de la division sunnite/Chiite dans l'Islam depuis la mort du prophète, et démontre que durant le règne du Shah, les différences sunnites-chiïtes n'étaient pas politisées. Ce n'est qu'après la révolution iranienne de 1979 que la fracture sunnite-chiïte a réellement commencé à être utilisée comme outil de guerre (McHugo, 2017).

Les États du Golfe, dont la sécurité et la souveraineté sont garanties par la couverture impériale américaine, propagent et financent des idéologies et des mouvements islamistes adhérents au marché libre. Les outils sur lesquels ils comptent depuis longtemps sont l'argent issu du pétrole et l'islam wahhabite. Selon Tresca (se référant à l'historien Charles Allen), « la monarchie du Golfe aurait versé, depuis 1979, plus de 70 milliards de dollars (environ 65 milliards d'euros) pour financer ces chantiers à l'étranger » (Tresca, 2017). Ces dons avaient pour objectif la propagation de la doctrine wahhabite à travers le financement des écoles, des mosquées et des organisations caritatives dans le monde islamique (Tresca, 2017). Leur financement des djihadistes afghans pendant la guerre contre l'Union Soviétique constitue un tournant historique (Hoodbhoy, 2005). De leur côté, l'Iran a aussi cherché à répandre son idéologie chiite révolutionnaire. Après l'invasion agressive de l'Irak en 2003 par les États-Unis, l'Iran avait saisi l'opportunité de renforcer et radicaliser des groupes chiites contre les forces islamistes impérialistes. Les mouvements politiques chiites avaient en effet connu une montée en puissance dans le monde arabe. Haji-Yousefi explique que la notion de « croissant chiite » (d'abord évoqué par le roi Abdallah de Jordanie, en 2004) était devenue un slogan politique utilisé par le régime de Bush et les régimes sunnites « dominants » dans la région (les monarchies) pour s'opposer politiquement au renforcement de la puissance régionale iranienne (la thèse de Haji-Yousefi, 2009).

La crise au Yémen a encore plus renforcé la rhétorique du désaccord sunnite-chiite. En effet, l'influence de l'Iran sur la guerre au Yémen a eu des effets particulièrement aggravants sur la rivalité entre l'Iran et l'Arabie Saoudite. Encore plus, avec l'escalade des tensions entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, Israël a trouvé un moyen pour se rapprocher de l'Arabie saoudite publiquement. En juin 2017, l'ancien ministre israélien de la Défense, Moshe Ya'alon, avait déclaré: "We and the Arabs, the same Arabs who organized in a coalition in the Six-Day War to try to destroy the Jewish state, today find themselves in the same boat with us ... The

Sunni Arab countries, apart from Qatar, are largely in the same boat with us since we all see a nuclear Iran as the number one threat against all of us,” (JNa.Media, 2017). En novembre 2017, la chaîne israélienne *Channel 10 news* avait publié un câble diplomatique qui avait été divulgué à tous les ambassadeurs israéliens par le ministère des Affaires étrangères israélien après la démission du Premier ministre libanais Saad Hariri. Écrit en hébreu, le câble avait confirmé la coopération entre Israël et l'Arabie Saoudite et avait appelé les diplomates israéliens à faire tout leur possible pour intensifier la pression diplomatique contre l'Iran et le Hezbollah. Il avait aussi souligné que l'Iran et le Hezbollah étaient engagés dans une « subversion régionale » (Cook, 2017; Durden, 2017).

Quoi qu'il en soit, derrière les rivalités politiques sunnite/chiite, se cachent les contradictions économiques (ou les relations entre les classes) qui les surdéterminent. Aujourd'hui, les Saoudiens agissent contre les zaydites, mais ils avaient soutenu ces derniers lors de la guerre contre Nasser dans les années 1960. Ceci prouve que la guerre yéménite n'est pas de nature sectaire. Les identités Zaydites, Shaféite, Sunnites, Chiites, d'elles-mêmes, n'ont pas de poids dans la détermination du cours de l'histoire puisqu'elles sont des outils de défense des intérêts de classe. De plus, dans des termes strictement idéologiques, Salmoni, Loidolt et Wells expliquent que les zaydites sont plus proches des sunnites dans leurs pratiques religieuses qu'ils le sont avec les chiites (Salmoni, Loidolt et Wells, 2010). Ainsi, le rapprochement des zaydites avec les chiites d'Iran et du Liban a pour essence la manipulation d'idéologies dans le but de défendre les intérêts de nations dans le monde arabe contre l'impérialisme américain.

Les Saoudiens accueillent des troupes américaines depuis la Seconde Guerre mondiale, à cause de leurs intérêts liés aux pétrodollars, de plus qu'ils n'ont pas vraiment le choix face à une telle puissance. Ils soutiennent alors la présence américaine dans la région du monde arabe, quoi qu'ils essayent de réduire le nombre des forces américaines sur leur propre sol, de

peur des représailles publiques. Les autres pays du golfe sont dans une situation similaire. Les États du CCG ont un intérêt quant à la présence américaine dans la région (Liste des bases militaires américaines dans les pays du Golfe, trouvée dans : *The Associated Press*, 2019). Les forces américaines sont étalées à travers la région du Golfe : des bases militaires au Qatar jusqu'aux forces et équipements au Koweït en passant par les installations navales à Bahreïn. Lorsque les Saoudiens avaient décidé au début des années 1970 de ne vendre le pétrole qu'en dollars américains, le gouvernement américain leur avait offert une protection militaire perpétuelle, sous la forme de multiples bases militaires dans le pays (5 bases) (Militarybases.com, 2019). Sans cette protection, les Saoudiens n'auraient pas survécu aussi longtemps avec un gouvernement aussi traditionaliste. Et, par ailleurs, sans cette protection, les Américains n'auraient probablement pas pu assurer la règle du « dollar seulement » pour le commerce du pétrole.

L'Iran veut travailler en dehors de la zone dollar et veut posséder des armes nucléaires : c'est pour cela qu'elle est sujette à des sanctions. Lorsque Washington inscrit un pays sur sa liste des sanctions, les pays ayant des liens commerciaux avec ce dernier, sont également passibles de sanctions, appelées sanctions secondaires. L'Iran subit des sanctions américaines depuis la montée en puissance de la république islamique en 1979. Sous la pression des sanctions américaines, les exportations de pétrole iranien ont chuté et pourraient encore diminuer si les États-Unis sont en mesure d'étendre leur pouvoir extraterritorial pour limiter ou arrêter le commerce pétrolier de l'Iran avec la Chine et l'Inde (Calabrese, 2018; Verma et Zhang, 2021).

La politique iranienne à l'égard du détroit d'Ormuz, vital pour le commerce de pétrole par la mer, est révélatrice quant aux efforts de l'Iran pour combattre les sanctions américaines.

Selon Lahabi : “The Strait of Hormuz — located south of Iran and north of Oman — is the most important waterway for global energy supply and the only way through from the Persian

Gulf to the Arabia Sea and the Indian Ocean.” (Lahabi, 2019). L’Iran a menacé, à plusieurs reprises, au cours de la dernière décennie, de fermer le détroit (ce qui menacerait aussi de déstabiliser le prix du pétrole). Ces menaces ne se sont jamais concrétisées. Les navires de guerre américains qui transitent par le détroit d’Ormuz sont régulièrement harcelés par de petits bateaux de la flotte du corps de la Garde révolutionnaire islamique d’Iran (Navy of the Islamic Revolutionary Guard Corps). Aujourd’hui, les États-Unis sont aussi menacés par la fermeture de Bab-el-Mandeb par les alliés de l’Iran, les Houthis au Yémen. Plutôt que de poursuivre un blocus complet du détroit de Bab-el-Mandeb, les rebelles Houthis, y compris ceux qui se trouveraient en Iran, s’accrochent à leur politique visant à cibler de manière discriminatoire les navires principalement américains, israéliens, saoudiens et émiratis passant par le détroit (Axe, 2017)

La principale préoccupation pour les États-Unis est de contrôler les zones stratégiques du pétrole pour assurer la vente du pétrole en dollar et l’expansion des dettes dollarisées mondiales. Ainsi, la forte variabilité du prix du pétrole est secondaire au pouvoir émanant du contrôle géostratégique des zones pétrolières par les États-Unis. Toutefois, c’est à travers ce prix que les États-Unis peuvent reprendre leur influence. Étant eux-mêmes des producteurs de pétrole, les États-Unis sont moins affectés par le prix du pétrole que les autres économies. La préoccupation principale pour les importateurs de pétrole, en particulier pour la Chine, est de trouver un équilibre entre la réduction du contrôle des zones pétrolières par les États-Unis (afin de toujours assurer leur accès au pétrole) et l’affaiblissement des États-Unis au point d’une dévaluation du dollar américain (qui affecte négativement la compétitivité d’une nation en essor économique).

Les États-Unis ont dominé jusqu’à récemment (cette domination est remise en question avec la guerre actuelle) une grande part du marché, en partie grâce à leur contrôle de la mer Rouge, du détroit de Bab-el-Mandeb et de leur base militaire située à Djibouti (le Camp

Lemonnier) (Damon et Swails, 2019). La mer Rouge et le détroit de Bab-el-Mandeb n'égalent toutefois pas le golfe Persique ou le détroit d'Ormuz, en termes de volume commercial ou de quantité de pétrole qui les traverse. Effectivement, l'inquiétude principale des Américains ne se situe pas dans le Yémen lui-même en tant que nation et territoire. Elle est plutôt liée à la possibilité que l'Iran accroisse son autorité sur Bab-el-Mandeb à travers les Houthis. Dans le cas du renforcement de la souveraineté des Houthis au Yémen, ces derniers serviront de représentants militaires de l'Iran, tout comme le Hezbollah sert de bras militaire au Liban. Le pouvoir de l'Iran sur Bab-el-Mandeb, un ennemi du pétrodollar, serait très contraignant pour la stature des États-Unis dans le commerce mondial – surtout vis-à-vis de la compétition chinoise, sachant que l'Iran est l'allié principal de la Chine dans la région du monde arabe.

L'Iran souhaite que la Chine continue d'acheter son pétrole pour empêcher l'effondrement de son économie face aux sanctions et aux menaces américaines. Actuellement, la Chine ignore les sanctions américaines et continue d'acheter du pétrole iranien pour deux raisons principales : (1) le pétrole iranien est de bonne qualité et a un bon prix. L'Iran trouve toujours des moyens pour déjouer les sanctions américaines. En janvier 2019, elle avait offert des réductions aux acheteurs asiatiques. Le prix du brut léger iranien avait été réduit de 1 dollar le baril, soit environ 30 cents moins chers que le pétrole saoudien. C'était le plus important rabais que l'Iran avait proposé par rapport aux prix saoudiens en plus de 10 ans (Yacoubian, 2019). Même si l'Iran vend son pétrole en dollar à la Chine, cela reste un danger pour le pétrodollar, car ces deux pays ont pour ambition de se détacher du dollar et d'accroître leur indépendance économique. Les échanges économiques entre ces deux pays, même s'ils se font en dollars, renforcent leur coopération politico-économique pour progressivement s'éloigner (sur le long terme) des États-Unis et du dollar américain. Le fondement du pouvoir de l'impérialisme américain n'est pas la vente des marchandises, mais le contrôle social exercé sur toutes les activités économiques des autres pays. (2) le fait que cela nuit aux États-

Unis et développe le « *One Belt, One Road* ». L'alliance de la Chine et l'Iran est fondamentale pour développer l'initiative du « *One Belt, One Road* ». Les routes, les trains et les pipelines - l'infrastructure de l'Initiative « *Belt and Road* » - doivent parcourir le territoire chinois en Asie centrale pour se rendre en Iran, puis en Asie occidentale et, via la Turquie, jusqu'en Europe (Gresh, 2017). Le chaos en Iran ou un gouvernement à Téhéran soumis aux États-Unis serait inacceptable pour la Chine.

Le conflit au Yémen met la Chine dans une position ambiguë puisque d'une part, c'est une opportunité pour l'accroissement de l'hégémonie iranienne dans le monde arabe, mais d'autre part, il conduit à la réduction des ventes de pétrole saoudien et à la hausse de son prix.

### **La géopolitique de Bab-al-Mandeb depuis 2015**

Selon le cadre théorique marxiste, la force sociale déterminante dans l'histoire est une classe sociale, c'est-à-dire une relation sociale à travers laquelle l'être humain lutte pour ses intérêts matériels (toujours liés à sa classe). L'État est un outil répressif dans la lutte des classes. L'hypothèse est qu'il est impératif pour la triade américano-saoudo-israélienne de contenir les Houthis et, parallèlement, de stopper la portée iranienne sur Bab-el-Mandeb. Dans la possibilité que la coalition saoudienne abandonne sa position dans Bab-el-Mandeb et met un terme à son blocus à l'intérieur et autour du Yémen, les Houthis gagneraient un pouvoir militaire immense sur Bab-el-Mandeb qui leur permettrait de gérer la circulation des navires passant à travers le détroit. Ils pourraient menacer de fermeture ce détroit, ce qui affecterait le cours du pétrodollar (et le prix du baril de pétrole) venant de l'Arabie Saoudite et des autres pays du Golfe. Lever le blocus sur le Yémen et laisser les Houthis exercer un effet de levier sur Bab-el-Mandeb (ce qui implique aussi de mettre fin à la source principale de la misère des Yéménites) va à l'encontre du rapport de force requis par la classe financière dirigée par les États-Unis pour maintenir son hégémonie du dollar. Cette perspective plausible que le Yémen

et le détroit de Bab-el-Mandeb peuvent se retrouver sous le contrôle ou même sous l'influence de l'Iran suscite de vives inquiétudes parmi les leaders politiques de l'impérialisme. Le contrôle sur les détroits de Bab-el-Mandeb et d'Ormuz par les États-Unis, à travers lesquelles passe une partie importante du commerce mondial, constitue un levier immédiat de pouvoir sur la majeure partie du globe ainsi qu'un pilier pour les rentes impériales basées sur les crédits de dollars. Le pouvoir de l'Iran sur Ormuz et le pouvoir d'un État souverain Houthi sur Bab-el-Mandeb affecteraient les transactions financières en dollars en plus d'influencer les frais de ports globaux via le canal de Suez.

Le capital repose sur le contrôle social de tous les producteurs de valeur. Étant dépendant des exigences du processus de travail pour la formation de la plus-value, le capital agit en augmentant la masse de pauvres (qui est la source de plus-value). Plus le taux de pauvreté est élevé (et par conséquent le prix de la force de travail baisse), plus la part de travail excédentaire ou de plus-value augmente. La source du profit monétaire sur le marché est ce travail excédentaire (ou la plus-value) issu de la diminution du temps de travail socialement nécessaire pour la production de valeur à un moment donné (Marx, 1894). La concurrence, dans l'ère du monopolisme, est particulièrement violente, car elle dépend de la surexploitation de nations entières dans le grand Sud. Cette concurrence qui est le "moteur" du capitalisme, s'intensifie au fil des crises de baisse du taux de profit et de surproduction, ce qui fait que l'hégémonie sur les détroits stratégiques pour le commerce devient vitale pour le capital monopoliste-financier.

Dans le cadre de l'ère du capital monopoliste-financier, la plus-value prenant la forme monétaire du dollar peut être retirée ou transférée aux États-Unis en vertu de l'hégémonie que ces derniers exercent sur le système financier mondial et les nations du monde. La financiarisation et l'impérialisme s'associent à un jeu de pouvoir intense. La fréquence d'émission d'instruments financiers et de capitaux fictifs intensifie la recherche de garanties

pour le surplus de travail social futur nécessaire au profit du capital monopoliste-financier, à travers le contrôle social des nations et les guerres d'empîement (Lenin, 1916, VI. *Division of the world among great powers*). La classe financière américaine saisit la richesse des autres, grâce à l'austérité et aux guerres qui préservent et accroissent la puissance de son dollar, qui apparaît comme le havre de richesse. Le dollar est le moyen d'épargne mondial et ses instruments financiers sont sans risque. La classe financière américaine saisit la richesse des autres grâce au fétichisme de son dollar comme instrument de détention de richesse sans risques, mais ce fétichisme est possible grâce au contrôle social des autres nations.

La Chine se positionne sur le marché comme puissance de contrepoids. Aujourd'hui, la Chine représente la principale menace pour le bloc impérialiste. La Chine n'est pas directement impliquée dans la guerre du Yémen, mais elle considère le Yémen d'une importance vitale pour des raisons géopolitiques. La Chine avait construit une base militaire au Djibouti en 2017 et avait acquis des droits sur le port de Duqm à Oman en 2018, pour pouvoir avoir un chemin maritime alternatif et faire passer le pétrole et autres marchandises (Siddiqi, 2019). La réaction de la Chine aux frappes aériennes dirigées par l'Arabie Saoudite, appuyée militairement par les États-Unis et le Royaume-Uni, a jusqu'à présent été silencieuse. D'après Chang, au cours de la guerre, le gouvernement chinois s'est principalement préoccupé de la sécurité de ses citoyens au Yémen. En mars et avril de 2015, la Chine avait évacué 629 citoyens chinois (et 279 citoyens d'autres pays) du Yémen (Chang, 2018).

Dans un esprit tactique, Pékin évalue sobrement les tensions et réfléchit aux réactions probables des États-Unis, de l'Iran et des pays du Golfe face à ses manœuvres potentielles. Lee explique : "Beijing has to contemplate all the issues involved and how its reaction might be interpreted and responded to by other great powers." (Lee, 2015). Pékin est faible sur le plan de la sécurité énergétique. Dans les années 1990 et moins dans les années 2000, le Yémen et le Soudan étaient les principaux partenaires commerciaux de la Chine dans le

monde arabe. Depuis les plans de l'OBOR, la Chine a accru ses échanges commerciaux avec tous les pays du monde arabe (une augmentation de 28% en 2018) (CNUCED, 2005 ; Egypttoday, 2019). La Chine ne soutient pas l'action militaire au Yémen et ne veut pas affronter les Saoudiens. Les incursions militaires impérialistes, toutefois, fragilisent sa stratégie d'expansion du marché et son initiative du *Belt and Road*.

Pour Pékin, l'Iran est un partenaire stratégique important qui aide à mettre de la pression sur les États-Unis. Une stabilisation du Yémen en faveur des Houthis, les alliés de l'Iran, aurait des avantages immenses pour la Chine en termes de pouvoir de classe sur le long terme. Cela lui donnerait notamment l'accès garanti au détroit de Bab-el-Mandeb et faciliterait son objectif d'élargir son projet du OBOR. Ce projet est à la fois un ensemble de liaisons maritimes et de voies ferroviaires entre la Chine et l'Europe passant par le Kazakhstan, la Russie, la Biélorussie, la Pologne, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni (Barisitz et Radzyner, 2018).

Le OBOR pourrait radicalement transformer la structure économique globale basée sur l'hégémonie du dollar et les rentes financières. Selon Jorge Chediek, un directeur des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, le OBOR est un projet qui pourrait augmenter la coopération gagnant-gagnant (Lin, 2019). Taidong et Haibing sont du même avis : ils expliquent que le OBOR vise à unifier le continent eurasiatique et à surmonter les contradictions économiques qui y sont contenues, par le biais d'une coopération gagnant-gagnant (Taidong et Haibing, 2019). La Chine veut fournir à certains États pauvres des subventions économiques et des prêts à faible taux d'intérêt. Elle veut aussi mettre en œuvre, dans ces pays, des projets d'infrastructures de grande envergure (chemins de fer, aéroports, ports maritimes et autoroutes) dans le but de stabiliser ou de sécuriser des partenaires stratégiques pour le commerce. Le OBOR implique, en fin de compte, de transférer le pouvoir de

l'Occident vers l'orient, tout en s'éloignant d'un système monétaire financier basé sur le dollar.

L'objectif de la Chine d'élargir le OBOR accélérera le processus de « dédollarisation ». Sa maîtrise croissante du circuit de la valeur mondiale « utile » (les produits utiles, non les capitaux financiers) conduira (sur le long terme) au contrôle du circuit de la valeur d'échange et de l'argent. Ce projet complet offre à la Chine l'occasion de continuer à utiliser ses vastes réserves de change, dont la plupart sont détenues en dollars américains. Les estimations varient, mais la Chine avait déjà dépensé plus de 300 milliards de dollars en 2017 sur ce projet (Manuel, 2017). Elle prévoit dépenser autour de 1 trillion de dollars (Meyer et Zhao, 2019). Pourtant, ce qui est vraiment en jeu, c'est l'effort de la Chine pour vider ses réserves de dollars (faisant partie du processus plus large de la dédollarisation). Les ressources détenues en dollars sont la dette des États-Unis. C'est une dette qui pourrait anéantir la véritable valeur des ressources financières des États-Unis. En dépensant ses dollars, la Chine se libère progressivement du lien avec l'impérialisme auquel elle a prêté de l'argent (Hudson, 2010 : *Dollar Hegemony and the rise of China*).

Avec le renforcement de l'OBOR et du pouvoir chinois sur le commerce mondial, une nouvelle relation entre l'argent et le commerce mondial va émerger progressivement, détachée du dollar (quoique cette tendance dépende de la lutte contre l'impérialisme, et donc n'est qu'hypothétique). Les pays pourront utiliser leurs propres devises plutôt que le dollar. D'après Hudson, de nombreux pays comprennent que le dollar manipule de plus en plus la valeur de leur économie. Le dollar américain, par sa masse monétaire, peut faire basculer les économies nationales vers le haut ou le bas, en fonction de la direction dans laquelle le pays menace l'hégémonie américaine (Hudson, 2019). Le PIB des États-Unis s'élevait à 20.9 trillions de dollars américains en avril 2020, avec une dette de 27 trillions de dollars, soit environ 122% du PIB (Lu, 2020). Cette dette monstrueuse est en partie détenue sous forme

de bons du Trésor par les pays du monde entier qui cherchent à intégrer le commerce mondial. Les États-Unis doivent cette dette en grande partie à eux-mêmes - sans aucune intention de la "rembourser" et ils continueront à créer plus d'argent, plus de dettes, pour payer les guerres sans fin (Hudson, 2012b). L'idée que la dette publique doit être payée est quelque peu utopique. Elle doit simplement être desservie par des rentes impériales. À mesure que la Chine se renforce, les rentes impériales diminuent, d'où la débâcle de l'hégémonie impérialiste américaine.

Où se situe le Yémen dans ce schéma de rapports de force ? Le Moyen-Orient et le golfe Persique sont un point focal pour la nouvelle stratégie de la Chine dans le cadre du OBOR. Le Bab al-Mandeb est certainement pris en compte dans cette configuration stratégique (Gresh, 2017, p.38).

Supposons que les Houthis s'emparent de Bab-al-Mandeb : cela contribuera au commerce non dollarisé à travers le détroit et donc à l'affaiblir du seigneurage impérialiste (emprunter au monde gratuitement en émettant des dollars pour le monde). Les conséquences de l'érosion de ce seigneurage pour l'empire sont très significatives. Cette érosion peut affaiblir les flux de pétrodollars. L'Iran vend déjà son pétrole sous embargo en Yuan ou dans d'autres devises.

Les États-Unis ne rejettent pas les termes de l'accord nucléaire avec l'Iran et ne soutiennent pas l'assaut saoudien contre le Yémen (depuis 2021) en raison des considérations plus mondiales. En fait, la politique étrangère des États-Unis dans la région du monde arabe a toujours été de donner la priorité aux grandes questions internationales. Toutes leurs politiques étrangères impliquent des moyens insidieux et pratiques pour contrecarrer l'expansion de la Chine. Le fait que le Yémen se fait écraser et le fait que l'Iran risque d'être détruit, bénéficient les États-Unis dans leur lutte contre la Chine. De plus, la guerre est au fondement de l'accumulation du capital monopoliste-financier. Le processus de guerre et

d'austérité crée le processus de dévalorisation mondiale, la dépréciation des ressources qui reproduit le capital monopoliste-financier dirigé par les États-Unis.

Les États-Unis, pleinement conscients de la menace iranienne, n'ont pas hésité à menacer l'Iran militairement et économiquement en appliquant des sanctions supplémentaires. Dans son discours de 2019 à l'Assemblée générale des Nations Unies, l'ex-président Trump avait fait des menaces directes contre l'Iran et avait énoncé des avertissements aux alliés américains contre une coopération accrue avec le régime iranien. Bien que Slavin pense qu'il y avait une fenêtre ouverte pour de futures négociations, il s'agit d'un ton plutôt journalistique. Les négociations dans des circonstances historiques aussi décourageantes, avec la sur-détermination de la contradiction sino-américaine en jeu, sont du temps perdu (Slavin, 2019).

L'impérialisme occidental est par nature violent puisqu'il a été construit grâce au colonialisme et s'est émancipé grâce à la surexploitation du Sud. Il est inacceptable pour l'impérialisme de laisser ses ennemis influencer la région du monde arabe surtout, car cela impliquerait l'effritement de sa propre essence : le contrôle social des nations du monde. Il est donc peu envisageable que les États-Unis observent d'une manière passive l'épanouissement du processus de la dédollarisation et autres menaces à la superstructure impérialiste, car ils ne vont pas renoncer à leur position hégémonique sans des luttes militaires partout où cette dernière est menacée. Mészáros décrit ce *statu quo* comme un stade du développement mondial du capital où “the overwhelming power of the United States dangerously bent on assuming the role of the state of the capital system as such, subsuming under itself by all means at its disposal all rival powers” (Mészáros, 2007a, p.29). Bien que les États-Unis aient pu arrêter le déclin de leur position économique comparé aux autres puissances européennes, ils ne sont pas en mesure de parvenir à une domination économique suffisamment organisée et sophistiquée pour parfaitement gouverner le système mondial –

qui est, en tout état de cause, ingouvernable par une seule entité. Ils utilisent leur immense puissance militaire pour asseoir leur autorité et prééminence mondiale :

“What is at stake today, is not the control of a particular part of the planet—no matter how large—putting at a disadvantage but still tolerating the independent actions of some rivals, but the control of its totality by one hegemonic economic and military superpower, with all means—even the most extreme authoritarian and, if needed, violent military ones—at its disposal” (Mészáros, 2007a, p.117).

Ce qui est sûr, c'est que la région du monde arabe et le détroit de Bab-el-Mandeb sont des points géographiques où les États-Unis ne peuvent pas se permettre de perdre de l'hégémonie en raison de l'importance vitale du pétrole pour la reproduction du capital monopoliste-financier.

La Chine est en train d'établir une défense militaire autour de points faibles ou stratégiques. Comme mentionné ci-dessus, elle a établi une présence militaire permanente au Djibouti en 2017, ce qui démontre l'importance fondamentale de Bab-el-Mandeb. Situé à l'entrée sud de la mer Rouge, le Djibouti est un petit pays aride de moins d'un million d'habitants. Depuis le début du siècle, il est devenu une base pour diverses forces européennes, asiatiques et américaines.

Il est aussi le pays où les États-Unis ont leur plus grande base militaire en Afrique (le camp Lemonnier). Cette base militaire a joué un rôle essentiel pour les États-Unis après le 11 septembre 2001, pour aider à leurs opérations régionales. Aussi, le Commandement des États-Unis pour l'Afrique (AFRICOM, un commandement unifié pour l'Afrique qui coordonne toutes les activités militaires et sécuritaires des États-Unis sur ce continent) lancé par le Département de la Défense des États-Unis lors de la présidence de Bush en 2007, étend ses opérations dans le camp Lemonnier depuis 2008. Avec des milliers de soldats américains,

de sous-traitants et d'autres personnels civils, le Camp Lemonnier et d'autres sites de sécurité coopératifs dans le pays soutiennent les opérations des forces spéciales américaines et d'autres activités de guerre telles la vente des drones américains au Yémen et en Somalie (Gresh, 2017, p.43). Le Camp sert alors de lieu de rassemblement pour les forces militaires américaines en Somalie et dans les autres pays du continent. En réalité, à cause de la nature de l'impérialisme américain, les États-Unis ne peuvent offrir à l'Afrique (et aux pays pauvres du monde arabe) que le militarisme impérialiste, l'exploitation accrue par les sociétés pétrolières, gazières et minières, ainsi que les actions prédatrices des banques. D'après Van de Walle, une grande partie de la discussion autour du sommet États-Unis-Afrique en août 2014 s'était concentrée sur les « questions de sécurité », en d'autres termes ce que Washington décrit comme « la guerre contre le terrorisme » (Van de Walle, 2015). Les États-Unis participent actuellement à des opérations militaires conjointes avec au moins trois douzaines d'États du continent. Des pays tels que la Somalie, l'Éthiopie, Djibouti, l'Ouganda, le Soudan du Sud, la République Centrafricaine (RCA), le Nigeria, le Niger, le Mali et d'autres ont une présence substantielle du Pentagone américain et de la CIA, par le biais de troupes sur le terrain, d'opérations de drones (Turse, 2020). Toutefois le monopole de la position militaire des États-Unis en Afrique est maintenant remis en question avec la présence et l'influence accrues de la Chine (Gresh, 2017, p.43).

Les investissements de la Chine à l'étranger libèrent une surcapacité financière et économique réelle et exercent une influence large sur la politique mondiale. Ces efforts permettent en même temps de tester les frontières de sa concurrence avec les États-Unis. Dans les années récentes, la rhétorique anti-chinoise accompagnée de guerre commerciale et de sanctions sélectives souligne la gravité des problèmes. Il s'avère aussi que les États-Unis prennent au sérieux la présence chinoise dans la région du monde arabe. Ils ne peuvent pas se permettre de perdre leur hégémonie sur cette part du marché, comme sur les autres parts du marché.

Magnier observe l'évidence, en avertissant que les États-Unis refusent de reconnaître la fin de leur système unipolaire et luttent pour le préserver (Magnier, 2018). Un objectif principal de Washington est d'encercler la Chine et de garder le contrôle total sur toutes les routes maritimes cruciales. Au cours de l'année 2019, les États-Unis ont organisé des exercices conjoints avec les forces navales à Singapour, au Viêtnam, aux Philippines, en Malaisie pour militariser le détroit de Malacca (Greer, 2018 ; Magnier, 2018 ; VoaNews, 2019). Avec la lutte pour les mers, la guerre commerciale et la lutte idéologique, la scène mondiale est dangereuse et prête pour des changements massifs.

La Chine a aussi une certaine nature « expansionniste », c'est-à-dire qu'elle cherche aussi à propager son influence politique, idéologique, économique, surtout sur ces voisins Viêtnam, Philippines, Japon, Corée du Sud, etc. (Panda, 2019). Quoique sa base économique ne soit pas impérialiste (elle n'est pas dépendante des monopoles privés transnationaux et de la force du capital financier) comme celle des États-Unis (Petras, 1993 ; 2012).

La contradiction entre les forces impérialistes des États-Unis et les forces commerciales et développementales de la Chine se manifeste à travers la tendance à l'instabilité politique des nations du sud convoitées par la Chine. Ce n'est pas un hasard si le Yémen et le Soudan, les deux pays arabes avec lesquels la Chine était le principal négociant-investisseur, sont devenus des États désintégrés et fragmentés. Notamment, la Chine, avant la guerre yéménite, était le second plus grand partenaire commercial du Yémen après l'Arabie Saoudite. Les relations sino-yéménite sont fortes depuis longtemps:

“Yemen and China have a very longstanding relationship. Yemeni and Chinese history dates back to 1956, when we first established relations, therefore we have 50 years of shared relations in modern history. So, Yemen was one of the first countries to acknowledge the Peoples Republic of China and to establish relations

with it. Last year, we celebrated our 50th year of diplomatic relations” (Ho, 2018).

Les deux pays (la Chine et le Yémen du Nord indépendant) avaient signé un traité d'amitié en 1958 avec un accord de coopération pour le développement commercial, technique et culturel. Massanat explique:

“The accord between Peking and Sana's stipulated that China would grant Yemen a ten-year loan of \$16,380,000 which Yemen will use to pay for the Chinese construction of a 300-mile motor road, a cigarette factory, a textile mill, an aluminum factory, and other plants. Also, the Peking Government promised to send technicians and skilled workers to help in this endeavor. Chinese participation in building the 300-mile road, which was completed in 1962, marked a milestone in Sino-Yemeni relations” (Masannat, 1966, p.223-224).

Après la révolution de 1962, le président Sallal avait visité l'Union Soviétique en mars 1964 pour signer un traité d'amitié en plus d'un accord de coopération culturelle, économique et technique (Masannat, 1966, p.224). Bien entendu, l'Union Soviétique avait fortement appuyé la révolution républicaine de ses débuts. En somme, la Chine a longtemps entretenu des relations étroites avec le Yémen. Selon Ho, la Chine était impliquée au Yémen durant les années 2000 :

“Until 2005 the total Chinese population in Yemen was around 700 including embassy staff. Since then the number of Chinese in Yemen has been increasing, particularly in the business sector. According to recent data, the total number of Chinese people in Yemen had reached 2,000 in the 2010s. Indeed, Yemen has been so important that in 2008, the Vice President of China, Xi Jinping visited Yemen and officially inaugurated a new building for the Yemeni Ministry of

Foreign Affairs in Sana'a, which was constructed and donated by the Chinese government” (Ho 2018, page 9).

La Chine, avant la guerre yéménite actuelle, avait promis au Yémen de poursuivre plusieurs projets visant à renforcer les relations bilatérales et amicales entre les deux pays. Par exemple, la Chine s'était engagée dans un projet de renouvellement des entreprises de textile Yémen ainsi que dans la construction d'une nouvelle bibliothèque nationale (plus grande que celle existante) dans la capitale Sanaa (complètement offerte par le gouvernement chinois) (Ho, 2018, p.9). La Chine avait également été active dans l'exploration des réserves de pétrole du Yémen, mais l'instabilité et la violence actuelles qui ravagent le Yémen font de la production et de l'exportation de pétrole, un véritable défi. Selon Gresh, la situation au Yémen (avec la guerre) était devenue tellement désastreuse qu'une compagnie pétrolière chinoise avait dû cesser ses activités début 2015 dans le champ d'Al Hajr, en raison de problèmes de sécurité (Gresh, 2017, p.41).

Un des projets de la Chine au Yémen, apparemment lié à l'expansion maritime du OBOR, est son projet de 2013 pour un coût de 507 millions de dollars, qui visait l'expansion et l'approfondissement du terminal à conteneurs d'Aden entre *Yemen Gulf of Aden Ports Corporation* et *China Harbour Engineering Company Ltd.* (Offshore Energy, 2012).

La Chine a besoin d'une stabilité politique au Yémen et dans le reste du monde arabe pour assurer ses intérêts commerciaux à long terme et ses intérêts immédiats et urgents liés aux ravitaillements en pétrole. La contradiction économique entre les États-Unis et la Chine produit un dilemme pour la Chine : celle-ci doit balancer entre ses ambitions de l'OBOR et l'urgence de maintenir la sécurité de son économie nationale dépendante du pétrole. En effet, à cause de sa subordination à l'hégémonie mondiale du dollar américain, elle doit jongler entre ses intérêts de long terme et ses intérêts immédiats liés à ses besoins primaires. C'est

dans ce dilemme que se situe sa plus grande faiblesse, manipulée par les États-Unis à travers la déstabilisation des pays et des détroits stratégiques. L'impératif immédiat de la Chine de protéger son développement économique national dépendant du pétrole arabe et du système pétrodollar ; ceci nécessite une stabilisation de toutes les routes maritimes pour le commerce du pétrole en général. Toute perturbation des flux de pétrole pourrait avoir des implications importantes pour l'économie chinoise. Encore plus, pour la Chine, le blocus éventuel des routes maritimes transportant du pétrole venant du monde arabe est alarmant. L'effet de la pénurie de pétrole sur de longues périodes pourrait interrompre une partie importante de la capacité de production de la Chine. La Chine ne dispose pas d'une réserve stratégique de pétrole d'urgence suffisante. Selon un article de Reuters, l'Arabie Saoudite était le premier fournisseur de pétrole de la Chine dans l'année 2021 (jusqu'à août) (Reuters, 2021). Bien que l'instabilité engendrée par la guerre du Yémen n'affecte pas grandement les profits d'Aramco, la Chine se sent menacée par la possible pénurie de pétrole qu'elle pourrait engendrer.

L'Iran est la clé de la Chine pour équilibrer ses deux objectifs dans le monde arabe. Malgré les sanctions américaines imposées à l'Iran et la guerre commerciale menée contre la Chine, il ne semble pas que la Chine soit prête à abandonner son alliance économique avec l'Iran.

Jonathan Furlon, professeur à l'Université de Zayed, avait déclaré à *The New Arab* : “Until then, expect China to continue deepening its economic position in Iran, as we've seen with CNPCs likely majority stake in the South Pars gas field at the expense of France's Total” (Salacatin, 2018). Tristan Kenderdine, directeur de recherche chez Future Risk, avait déclaré que les États-Unis ne pouvaient absolument pas stopper les exportations iraniennes de pétrole brut vers la Chine (Salacatin, 2018).

Même si le gouvernement chinois n'a pas publiquement dévoilé sa stratégie détaillée concernant le Yémen, les décideurs chinois ont toujours insisté sur la nécessité de rapidement

mettre fin aux hostilités. Pour réaffirmer ce qui apparaît évident, les lancements de missiles sur le territoire saoudien ou à travers les eaux du Golfe nuisent stratégiquement à tous les pays dépendants du pétrole. Un cessez-le-feu au Yémen contribuerait à accroître la capacité de projection de puissance de la Chine dans le monde arabe, centrée sur sa nouvelle base navale au Djibouti. Bien que l'influence de la Chine sur l'issue de la guerre civile yéménite reste périphérique, la décision de Pékin de renforcer ses liens avec le gouvernement de Hadi soutenu par l'Arabie Saoudite est étroitement liée à la dépendance au pétrole, à la construction de la base de la marine chinoise au Djibouti, aux intérêts commerciaux chinois et aux grandes ambitions de la Chine dans le monde arabe.

La Chine continuera probablement de fournir des armes et un soutien diplomatique à l'intervention militaire de l'Arabie Saoudite au Yémen dans l'avenir proche. En effet, la guerre du Yémen donne à la Chine l'occasion de vendre sa technologie de défense anti-aérienne à son allié crucial dans le monde arabe : l'Arabie saoudite. Selon Reimann:

“On March 16, China’s Aerospace Science and Technology Corporation (CASC) signed a partnership agreement with Riyadh’s King Abdulaziz City for Science and Technology (KACST). This agreement legalized the production of Chinese CH-4 unmanned aerial vehicles (UAVs) on Saudi soil. The establishment of a Chinese drone factory in Saudi Arabia is the first of its kind in the Middle East, and it allows Beijing to dominate a niche of the Saudi arms market that is not addressed by either the United States’ May 2017 arms deal with Saudi Arabia or Russia’s \$3.5 billion arms contract with Riyadh.” (Reimann, 2019).

Toutefois, les États-Unis restent les gros exportateurs d'armes dans le monde (Reimann, 2019).

La montée en force des Houthis au Yémen représente une opportunité pour la Chine dans le cadre de son plan du OBOR. Toutefois, la Chine ne peut pas décevoir son procureur primaire de pétrole (l'Arabie saoudite). Ainsi, ses relations avec l'Arabie saoudite ne peuvent pas être compromises en raison des Houthis. Notamment, selon Ramaci, la décision de la Chine de réfuter les ouvertures diplomatiques des Houthis a mis en lumière l'importance de sa relation avec l'Arabie Saoudite (Ramaci, 2017).

## **Conclusion du Chapitre 5**

Historiquement, le positionnement impérialiste pour le contrôle du pétrole s'est déroulé parallèlement aux guerres. Le contrôle du pétrole renforce le statut impérial, mais aussi, comme le militarisme lui-même est une province d'accumulation de capital dans les pays impérialistes (Luxembourg, 1913), les guerres dans le monde arabe pour le contrôle du pétrole renforcent en elles-mêmes l'impérialisme. Le flux de pétrole, le flux de guerre dans la région arabe sont, depuis la Seconde Guerre mondiale jusqu'à nos jours, des facteurs importants pour l'accumulation de capital monopoliste-financier. Le Yémen a toujours posé un problème particulier à l'empire, dans la mesure où, historiquement, sa localisation au centre du système commercial afro-asiatique, lui conférait une importance stratégique incomparable. Le Yémen représente jusqu'à ce jour une menace existentielle pour l'Arabie Saoudite et les flux de pétrodollars, notamment à cause de sa fondation historique et révolutionnaire qui persiste jusqu'à nos jours (Knights, 2018). On explore dans le septième chapitre comment les Saoudiens depuis 2015, avec leur équipement militaire de premier ordre, sont incapables de vaincre les descendants des guerriers zaydites, les Houthis. Le fait qu'ils soient des étrangers peu familiers avec le terrain rend plus difficile pour eux de gagner en premier lieu.

Les États-Unis ont prouvé que la pandémie du Covid-19 n'interférerait pas avec leurs plans militaires de domination de la mer Rouge et du golfe Persique. Au milieu de la pandémie, Donald Trump avait tweeté, le 22 avril 2020, des menaces contre l'Iran: "I have instructed the United States Navy to shoot down and destroy any and all Iranian gunboats if they harass our ships at sea". La rhétorique de Trump concernant d'autres pays à des milliers de kilomètres de distance reflète les racines profondes de l'impérialisme américain, qui sont toutes des formes de violence différentes, même à l'époque d'une pandémie mondiale affectant des millions d'Américains sans droits sociaux de santé. Au moment où Trump a publié ce tweet, des navires de guerre américains naviguaient vers la mer de Chine méridionale pour intimider la Chine (Arab News, 2020). Et plus généralement, au cours de 2020, selon Van Auken, les États-Unis ont intensifié leurs frappes aériennes contre la Somalie, intensifié les menaces contre le Venezuela et fourni un soutien à la guerre menée par les Saoudiens contre le Yémen (Van Auken, 2020).

## *Troisième partie : Le Yémen de l'unification jusqu'à la guerre actuelle*

### **Chapitre 6 Les années du néolibéralisme (1990-2015)**

#### **Introduction du Chapitre 6**

Au vu des conditions économiques de guerre actuelle, le Yémen est perçu comme un État désintégré : c'est-à-dire, les Yéménites ont peu d'emprise politique sur leur vie ou sur leur futur. Le Yémen est économiquement « dévasté, la sécurité n'est pas forte dans de nombreuses régions du pays » et le gouvernement Hadi a « complètement échoué en matière de restauration de la gouvernance, de la fourniture de services, de la relance de l'économie dans les zones qu'il contrôle » (mes traductions, Langendorf, 2019).

Les attaques contre les infrastructures civiles ont compromis la capacité du pays à fournir de l'eau salubre et des services médicaux. Le manque d'hygiène permet aux virus et aux maladies de se propager. En mi-juin 2018, le haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) avait signalé que 1,1 million de Yéménites étaient atteints du choléra (UN Department of Global Communications, 2018). Il y a eu aussi des attaques contre les infrastructures pour la production et la distribution de produits alimentaires. Selon Mundy, ces attaques montrent que la coalition saoudienne a délibérément ciblé les citoyens ordinaires. Elle explique : “ About 65 percent of Yemenis live in rural areas, and over half of the population relies on animal husbandry and farming for their livelihoods, in whole or in part. Targeting the agricultural sector in areas held by the Sanaa government has thus caused major internal displacement and hunger” (Sowers et Mundy, 2018). Aussi, le secteur Agricole a été ciblé : en effet, les données du ministère de l'Agriculture montrent que les terres cultivées avaient été ciblées dans 180 incidents distincts (Sowers et Mundy, 2018).

La guerre économique contre le Yémen s'enracine non seulement dans les attaques et le blocus depuis 2015, mais aussi dans les conditions politico-économiques préexistantes à la guerre. Ces conditions, mises en place depuis la création des deux États Yéménites à la fin des années 1960, s'étaient aggravées et approfondies avec l'application nationale du néolibéralisme dans les années 1990. On étudie dans ce chapitre les effets de l'application des politiques néolibérales sur le Yémen dans le contexte d'un monde dominé par le néolibéralisme, la financiarisation et les prix des monopoles. Fondamentalement, ces politiques ont structuré la base économique du Yémen (sur le long terme) de façon à limiter (davantage) les possibilités de manœuvre de tout type de gouvernement (que ce soit un gouvernement Hadi ou autre) pour créer et gérer une société indépendante et autosuffisante en nourriture. En d'autres mots, ces politiques ont affaibli les capacités de toutes les institutions Yéménites sur le long terme, lorsqu'il s'agit de fournir de la nourriture (de manière autonome) au peuple yéménite.

Ce chapitre est divisé en cinq parties dont chacune représente une différente facette de la concrétisation du néolibéralisme au Yémen : le Yémen dans le contexte mondial du néolibéralisme, la suppression des subventions au Yémen, les effets du néolibéralisme sur l'agriculture yéménite, le commerce mondial du pétrole et le Yémen, et enfin les prix macrosociologiques des besoins de base.

### **Le Yémen dans le contexte mondial du néolibéralisme.**

L'affaiblissement de l'État, en tant qu'entité souveraine pouvant contrôler son économie, s'était approfondi avec le début de l'application des ajustements structurels néolibéraux au cours des années 1990. Les devoirs de remboursement aux institutions financières internationales additionnés avec le déficit budgétaire de la nation yéménite avaient conduit le Yémen, au milieu des années 1990, à adopter des mesures d'austérités et des politiques

agricoles inadaptées à la base économique yéménite. Ceci avait mené à accroître l'insécurité alimentaire et à augmenter les inégalités sociales. En fait, avant la guerre actuelle, la situation alimentaire était déjà grave, bien qu'elle se soit beaucoup aggravée avec la guerre. En 2010, le Programme alimentaire mondial avait révélé que 7,2 millions de Yéménites (31,5%) étaient en insécurité alimentaire, dont 2,65 millions (11,8%) en insécurité alimentaire sévère. À la fin de 2018, 20,1 millions (69,5%) étaient en insécurité alimentaire et 9,8 millions (33%) l'étaient sévèrement : soit des chiffres deux fois plus grands que ceux de 2010 (Harden et Knights, 2019). On explore plus en détails la période des années 1990.

Après l'unification du Yémen, les institutions financières internationales (FMI and BM), avaient encouragé le gouvernement de Saleh à adopter des politiques néolibérales face à la crise budgétaire du nouvel État. L'exploration de ce tournant historique est importante pour comprendre l'origine de la longue crise alimentaire au cours des trois dernières décennies qui s'est achevée en une famine de masse à la suite du blocus saoudien installé en 2015. Pour être précis, les États-Unis n'ont jamais énormément investi au Yémen. Carapico explique qu'en dépit de quelques projets phares tels que le *Kennedy Water System* à Taïz, les Américains ont peu aidé le Yémen. Selon elle:

“Yemen was twice punished with the suspension of U.S. aid for opposition to Israeli or American military actions against fellow Arabs. The number, cost, and visibility of U.S. programs pale in comparison to Chinese roads, Kuwaiti hospitals, Saudi schools, and World Bank consultants. And the American corporate presence, led since the mid-1980s by Hunt Oil of Texas, was nothing compared with the massive American business community in neighboring Saudi Arabia.” (Carapico, 2007, p.185).

Le gouvernement de Saleh, ayant craint que qu'il soit traité comme l'Afghanistan à la suite du 11 septembre 2001, avait permis aux États-Unis de mener leur guerre contre la terreur au sein du Yémen (Carapico, 2007, p.185).

La crise budgétaire – issue surtout d'une crise de la dette (intérieure et extérieure) et d'un déficit profond de la balance de paiement - était la raison apparente de la crise économique virulente du Yémen au début des années 1990. Les réserves en dollars de la banque centrale étaient faibles et le gouvernement avait du mal à gérer ses dettes et ses paiements pour les importations. Colton explique la situation économique de ce temps : “The balance of payments deficit rose from 12% of the GDP in 1990 to 16% of the GDP in 1994. The rate of inflation was also rising at a galloping pace, from 33% in 1991 to 120% in 1994” (Colton, 2010, p.417). La raison essentielle de la crise économique était cependant liée aux rapports de production et à la hiérarchie des classes. Selon Hill et al.:

“Yemen’s political economy is built around a small elite drawn from the military, tribes, political class and private sector. Saleh’s patronage system was built on rents from oil exports and access to the newly liberalized economy. Around 10 key families and business groups with close ties to the president control more than 80 per cent of imports, manufacturing, processing, banking, telecommunications and the transport of goods.” (Hill, Salisbury, Northedge et Kinninmont, 2013).

Le rapport de force ainsi codifié a engendré le siphonnage des dollars entrants dans les banques Yéménites et dans les caisses de l'État par les acteurs privés, nationaux et internationaux. Notamment, avec le renforcement du libéralisme et de la privatisation, les fonds en dollars de la diaspora yéménite déposés dans les banques privées étaient prêtés à la

Banque centrale qui elle prêtait au gouvernement corrompu en faveur de la propriété privée (Hill, Salisbury, Northedge et Kinninmont, 2013).

Selon Albrecht, la dette du nouveau Yémen en 1991 s'élevait à plus de 9 milliards de dollars US en 1996 (elle était due, en majeure partie, à des autres pays). Cette dette constituait un défi considérable pour l'économie yéménite compte tenu du très faible PIB annuel du Yémen qui oscillait entre 4,5 et 5 milliards de dollars américains depuis 1991 (jusqu'à 2011). La dette extérieure (même si elle avait légèrement diminué en termes absolus au début des années 1990) était passée de 168% (1991) à 199% (1994) du PIB (Albrecht, 2002, p.134). Albrecht explique que le Yémen avait été affecté par l'ancienne dette du Yémen du Sud, ainsi que par certaines limitations externes (et politique) au financement de la dette, ce qui l'avait poussé à emprunter de la banque centrale :

“Since Yemen had to take responsibility for the bonds of South Yemen (approx. 5.7 billion US \$) to the former political patron USSR the country could not meet its debt service anymore and lost its international credibility. As a consequence, international loans and credits were hardly available for the Yemeni government since 1992, so the budget deficit could only be financed by loans from the central bank: In 1991, new foreign borrowings still mounted to 6.6% of GDP (domestic debt: 6.0%) but substantially decreased in the following years (below 1%), whereas domestic borrowing rose to more than 20% of GDP.” (Albrecht, 2002, p.134).

Les endettements auprès de la banque centrale avaient naturellement engendré un taux d'inflation galopant en plus d'une dévaluation permanente du rial yéménite (considérant que le Yémen est un pays en développement) (Albrecht, 2002, p.134). Un autre signe de la

gravité de la situation, au début de cette décennie, était la baisse constante du PNB par habitant pour arriver à 217 dollars par mois, par habitant en 1995 (Colton, 2010, p.417).

La guerre civile de 1994 avait aggravé la situation économique du pays, augmentant la dette intérieure (et donc aggravé l'inflation et la déflation du rial). À cause du déficit budgétaire élevé qui avait entraîné des pressions inflationnistes, le gouvernement avait été obligé d'accepter les conseils du FMI et de mettre en œuvre un programme de réformes structurelles à partir de 1995. La Banque mondiale, l'institution financière internationale qui favorise les ajustements structurels, avait exprimé en 1995 :

“At present, the Yemeni economy is during an important transition, and the short-run response by policymakers will have a significant impact on the prospects for growth and development. Key economic changes have arisen with unification and the transition from socialism to a market economy in the South. This process is likely to accelerate during the next several years with the Government's announced program with extensive privatization. In any case, the present state of the economy, characterized by large subsidies and heavy reliance on the public sector, is unsustainable and substantial adjustment will take place.” (La Banque mondiale cité dans Albrecht, 2002, p.135).

La même année, en 1995, le gouvernement de Saleh avait négocié plusieurs accords avec les institutions financières internationales. En janvier 1996, le FMI avait approuvé un crédit *stand-by* de 193 millions dollars pour l'application des réformes les plus importantes, suivi d'un crédit de 366 millions de dollars et d'un fond élargi de 146 millions de dollars pour les mesures à moyen terme. En avril 1996, la Banque mondiale avait approuvé un crédit de relance économique de 80 millions de dollars US en avril 1996 (Albrecht, 2002, p.136).

Albrecht précise que la stabilisation macroéconomique par les institutions financières était

axée sur la stabilisation du budget de l'État, de la balance de paiement et de la balance commerciale, plutôt que sur la récupération du rial vis-à-vis du dollar (Albrecht, 2002, p.136).

Le gouvernement yéménite avait poursuivi des politiques néolibérales tout au long des années 1990. En 1997, le Fonds Monétaire International (FMI) avait approuvé deux programmes d'aide visant à accroître sensiblement le crédit du Yémen : la facilité d'ajustement structurel renforcée (désormais appelée facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance ou FRPC) et la facilité élargie de crédit. Dans les années suivantes, le gouvernement yéménite avait tenté de mettre en œuvre d'autres réformes recommandées : “reducing the civil service payroll, eliminating diesel and other subsidies, lowering defense spending” (International Business Publications, 1998, p.30). Toutefois, des progrès limités avaient amené le FMI à suspendre ses financements entre 1999 et 2001 (International Business Publications, 1998, p.31)

### **La suppression des subventions au Yémen**

Bien que les subventions ne constituent pas un filet de sécurité complètement fiable (en plus qu'elles peuvent nourrir les inégalités), une simple suppression de ces subventions entraîne des conséquences néfastes sur les couches sociales les plus pauvres. En fait, les subventions sur les denrées de base et les carburants faisaient partie des rares biens sociaux largement disponibles au Yémen : elles permettaient de réduire les coûts de transport, d'eau et de nourriture, tout en soutenant l'industrie locale. Mais parmi les conditions données par le FMI pour recevoir les aides aux développements étaient la suppression de ces subventions. Après une résistance initiale de la part du gouvernement yéménite, la majorité des subventions sur la nourriture avaient été progressivement réduites ou supprimées à plusieurs reprises au cours des années 1990. Notamment :

- Les subventions alimentaires avaient été réduites (3,6% du PIB, 5,2% en 1997 et devraient atteindre 0,3% en 1999).

- Les prix et la commercialisation du blé avaient été libéralisés en 1999.

- Les droits de douane sur l'huile de cuisson avaient été supprimés et des droits de douane modérés étaient restés maintenus pour le blé et le sucre. Les subventions sur ces trois aliments avaient été supprimées.

- Les prix des biens non subventionnés avaient été libéralisés.

(sources : International Monetary Fund, 2001, p.62 ; Global investment and business center, 2013, p.172)

La suppression des subventions alimentaires avait rendu les Yéménites pauvres plus vulnérables aux chocs des prix mondiaux des aliments. En fait, les subventions existent dans divers pays du monde arabe depuis plusieurs décennies et constituent un élément important du système de protection sociale lorsqu'elles existent. En général, au cours des années 1990, dans le monde arabe, les dépenses publiques consacrées aux subventions sur l'alimentation et le pétrole avaient diminué. Selon Iqbal, cela était le résultat des « diverses mesures de réformes néolibérales appliquées au cours de cette période » (Iqbal, 2006, p.58). Par exemple:

“In Egypt and Tunisia, measures were undertaken to improve the targeting of food subsidies to the poor, thereby reducing overall outlays during most of the 1990s. In Algeria, Jordan, and the Republic of Yemen, food subsidies were eliminated for the most part and replaced by cash transfers at different times during the 1990s.” (Iqbal, 2006, p.58).

Au Yémen, la suppression des subventions sur les carburants avait été recommandée par le FMI, mais celle-ci avait été plus difficile à mettre en œuvre. Dans les années 1970, le Yémen

avait fortement subventionné le pétrole et avait maintenu un prix fixe (peu importe les fluctuations des prix sur le marché international du pétrole), comme l'avaient fait de nombreux autres pays en développement durant cette période. Cela dit, selon Weshali :

“The fuel subsidy bill became a heavy burden on the government spending due to continuously increased domestic fuel consumption and the rise of international fuel prices. Despite several governmental reforms to reduce fuel subsidies since the 1990s, the subsidy bill in the budget was still large at around 10% of the GDP in 2012.” (Weshali et al. 2015, p.222).

En 2007, les subventions au pétrole avaient absorbé plus de 20% du budget de l'État et plus que la totalité des dépenses consacrées à l'éducation, à la santé et autres besoins sociaux (seulement 0.2% des dépenses de l'État avaient été dépensées dans ses secteurs) (Bagash et al, 2012).

### **Les effets du néolibéralisme sur l'agriculture yéménite**

En parallèle à la suppression des subventions sur les denrées de base, le FMI et la BM, au cours des années 1990, avaient recommandé de suivre une politique agricole centrée sur la production de fruits et de légumes (le Yémen du Nord avait auparavant suivi une telle politique). Selon Mundy, la politique agricole stipulée par les institutions financières internationales reposait sur le principe selon lequel le Yémen, un pays aride et en grande partie montagneux, était « incapable de produire des céréales de haute qualité, en particulier du blé, à des prix concurrentiels sur le marché international » (ma traduction, Mundy, 2017b. p.8). Le gouvernement yéménite, suivant la direction des institutions financières internationales, avait été poussé à mettre l'accent sur la production de produits agricoles de grande valeur provenant des oueds côtiers pour les marchés de l'Arabie Saoudite et des villes

Yéménites (Mundy, 2017b, p.8). Ajl explique que le gouvernement yéménite avait interdit l'importation de fruits et légumes, créant alors « un marché protégé ». Il avait en plus accordé des crédits bon marché pour l'irrigation privée, et appliqué des politiques d'importation décourageant la production de céréales indigènes résistantes à la sécheresse en faveur des fruits et légumes exotiques destinés à l'exportation (ce qui a contribué à une utilisation intensive de l'eau) (Ajl, 2018, p.136).

En raison des politiques libérales de l'État et de la demande dans le marché international, de nombreux agriculteurs s'étaient tournés vers la production de fruits, de légumes et de qat (qui était très lucrative malgré les recommandations des nations-unis). Cette tendance signifiait que le Yémen serait incapable de subvenir à tous ses besoins primaires (Ajl, 2018, p.136). En effet, Mundy détaille que selon des statistiques, il avait été rapporté qu'entre 1991 et 2003, les superficiesensemencées en sorgho et en orge avaient diminué, tandis que celles en qat, bananes, mangues, agrumes et pommes avaient augmenté. Les terresensemencées en orge et en maïs avaient été divisées par deux entre 1961 et 2003. Les politiques agricoles avaient alors favorisé le consumérisme et forcé le Yémen à devenir de plus en plus dépendant à l'exportation des denrées de base et autres produits alimentaires (Mundy, 2017b, p.8). Depuis les années 2000:

“Yemen imports more than 75 percent of the cereals it consumes whereas in 1970 the figure was 18 percent. In 2009 of the cereals grown in Yemen, 55% by weight, 60% by area sown in cereals, was sorghum; sorghum together with barley and millet formed 69% of cereal production by weight, 80% by area. But in the same year wheat formed 74% of the cereal components of the Yemeni diet. By 2011, 93% of national wheat requirements were imported.” (Mundy, 2017b, p.6).

En outre, depuis la mise en place des réformes néolibérales et la suppression des subventions sur de nombreux produits alimentaires, le secteur agricole ne représente qu'une très petite part des dépenses publiques (seulement 0,4% en 2007) (FAO, 2014, p.2).

Les mesures néolibérales avaient aggravé le sous-développement de l'agriculture de base et accru la production du qat. La drogue du qat était et reste consommé quotidiennement par la plupart des Yéménites, elle a donc longtemps été profitable pour les petits agriculteurs. Les rendements du qat à l'hectare avaient longtemps été supérieurs à ceux de toute autre culture. Rouis explique : "Qat plays a major economic role in Yemen: In 2007, it accounted for around 6 percent of GDP, 10 percent of consumption, one-third of agricultural GDP, and provided employment for one in every seven working Yemeni. As the predominant cash crop, the income it plays a vital role in rural economies. But it also depletes scarce water resources and crowds out production of essential food crops and agriculture exports" (Rouis, 2014). Hebshi et al. montrent les profits importants des producteurs de qat comparés aux profits de producteurs d'autres produits dans l'année 1997 : "A 1997 study showed farmers received 80% of qat's market price, whereas they received between 62 and 72% of maize's and sorghum's (combined in the study's results) market price. For barley, they received between 62 and 53% wheat, between 40 and 36% and millet, between 64% and 60%" (Hebshi et al, 2004, p.10).

En 2012, avant la guerre, le qat était cultivé sur à peu près 10% des terres agricoles du Yémen, et utilisait environ la moitié de l'eau utilisée dans toute l'agriculture yéménite. Les fruits et les légumes étaient venus au second rang avec 22% et 16% respectivement (Schmitz, 2011). La culture croissante des fruits, des légumes et du qat avait contribué à la crise de l'irrigation durable. En général, depuis des décennies, l'agriculture utilise 90% de l'eau du Yémen. Environ la moitié des terres agricoles du Yémen sont alimentées par la pluie (comme le Sorgho qui est robuste) et l'autre moitié est irriguée (Ajl, 2018, p.133 ; FAO, 2019).

Contrairement au reste de la péninsule arabe, il pleut souvent au Yémen, mais l'eau reste rare. Le Yémen possède aujourd'hui l'une des plus faibles réserves en eau douce au monde et la majorité de l'eau du Yémen provient de la pluie qui tombe dans les terres qui sont hautes (Schmitz, 2011). Schmitz contextualise la situation : "Yemen has no rivers bringing water from other areas such as the Nile in Egypt, the Tigris and Euphrates in Iraq or the Hindus in Pakistan. Yemen also does not have the luxury of great wealth to invest in desalination plants like the GCC countries." (Schmitz, 2011). De grands aquifères fossiles avaient cependant été découverts lors de l'exploration pétrolière, mais ces eaux sont en train de s'épuiser (Schmitz, 2011). Comme nous l'avons vu dans le Chapitre 3, à partir des années 1970, les deux gouvernements Yéménites avaient mis en place des pompes à eau souterraines à moteur diesel, ainsi que des subventions sur le diesel. La disponibilité du diesel à un prix très bas encourageait le pompage à grande échelle et l'utilisation inefficace des eaux souterraines pour l'irrigation de cultures telles que le qat, les fruits et les légumes de grande valeur. L'idée était de stimuler l'irrigation, la productivité et les revenus des agriculteurs (Hellegers, 2008, p.41-42). Sous les auspices du néolibéralisme, le gouvernement de Saleh avait poursuivi des politiques similaires au Yémen, dans des conditions environnementales plus graves que dans le passé (Lichtenthäler, 2000).

Entre 1970 et 2010:

"Groundwater-irrigated agriculture increased from 37,000 ha in 1970 to 400,000 ha in 2010. This is the equivalent of a third of the national cropped area. Most of this is under high-value crops: fruit, vegetables and qat – a stimulant found in the leaves of the *Catha edulis* plant that are usually chewed – often mixed with timber and firewood trees" (Fanack Water, 2021).

Ces développements dans l'agriculture avaient entraîné un pompage généralisé et indiscriminé des eaux souterraines. Le diesel, une ressource non renouvelable, avait ouvert la voie vers une transition des techniques d'irrigation renouvelables vers des techniques non renouvelables d'irrigation (Ajl, 2014, p.138). De plus, dans les années 1980, selon Lichtenhaler, "Economic uncertainty and the devaluation of Yemen's currency during the 1980s also made it better to have land than money" (Lichtenthäler, 2000, p.162). Cette rationalité incitait logiquement les habitants des zones rurales à investir dans l'amélioration de leurs terres en creusant des puits et en installant des pompes à diesel (Lichtenthäler, 2000, p.162).

Selon le PNUD, le gouvernement avait « fermement soutenu l'expansion des zones irriguées en fournissant une myriade de subventions » et « un cadre réglementaire peu contraignant en matière d'extraction d'eau ». C'est ainsi que le prix de l'eau ne couvrait qu'un cinquième du coût de l'extraction - un prix commandé en large partie par les plus puissants propriétaires d'équipement moderne de pompage de l'eau qui recevaient des subventions - ce qui entraînait « un gaspillage considérable d'eau et une exploitation excessive des ressources en eau disponibles » (ma traduction, Pournik et Abu-Ismaïl pour PNUD, 2011, p.7). Notamment, le gouvernement avait mis à disposition des crédits à faible taux d'intérêt, destinés à faciliter l'achat d'équipement de forage coûteux, ce qui avait renforcé la préférence accordée à la technologie hydraulique à forte intensité de capital (Ajl, 2014, p.138).

En fait, le gouvernement de Saleh, suivant les idéologies des institutions financières internationales, n'avait pas pris des mesures législatives pour ralentir la croissance métastatique de l'hydraulique de haute technologie (à part une seule en 2002 qui n'avait pas beaucoup affecté l'épuisement rapide de l'eau). Ajl explique:

“It was not until 2002 that it passed the National Water Law that made mandatory permits for new wells or the deepening of old ones. By 2011, 45,000 to 70,000 wells were active in Yemen. Furthermore, the country contains over 800 private drilling rigs currently running. India, with a population perhaps 50 times the size of Yemen’s, has only 100 such devices” (Ajl, 2014, p.138).

À cause de l’explosion de la production de qat et des technologies agricoles peu adaptées au Yémen, les nappes phréatiques n’avaient cessé de chuter au cours des années. Puisque ce sont seulement les individus ayant assez d’argent qui pouvaient investir dans l’agriculture à haute valeur, les distinctions de classe s’étaient accentuées en même temps que les nappes phréatiques ne chutaient le long des années. Carapico explique:

“By 1995 annual freshwater withdrawal was estimated at a phenomenal 136 percent of total water resources, second in the world only to neighboring Saudi Arabia. Yet half of Yemeni households had no access to safe water, and the per capita water supply was among the most meager in the world.” (Carapico, 2006, p.201).

Les bénéficiaires principaux au niveau national des politiques agricoles centrées sur les importations à hautes valeurs faisaient partis des couches sociales les plus aisées au Yémen ; notamment, Saleh et ses proches contrôlaient la principale société d’importation et de distribution, YECO. Toutefois, les véritables bénéficiaires sur le long terme, sont les firmes transnationales et les banquiers/financiers qui monopolisent les prix (ils profitent de cette monopolisation de prix).

La suppression des subventions alimentaires suivies des politiques agricoles inadaptées au Yémen dans le contexte mondial du néolibéralisme avaient créé des répercussions meurtrières sur la reproduction de la vie des Yéménites les plus pauvres. La déconnexion

entre la reproduction sociale des communautés locales et la production alimentaire, le manque de santé publique (la moitié de la population yéménite n'a pas facilement accès aux services de santé avant la guerre), l'absence d'une politique de planification familiale, l'approche réactionnaire en ce qui concerne les droits et l'éducation des femmes, avaient tous contribué à la croissance démographique. D'un point de vue marxiste (opposé à un point de vue Malthusien), si les conditions économiques sont contre les intérêts de la classe travailleuse, la croissance démographique est synonyme d'une croissance des pauvres.

En vertu des politiques néolibérales, de nombreux pays pauvres du sud, y compris le Yémen, s'étaient vu refuser une stratégie d'autosuffisance alimentaire, et l'exposition aux prix mondiaux avait entraîné un accroissement de la faim et de la pauvreté (McMichael, 2009). Plus généralement, dans notre système impérialiste, les prix macrosociologiques, le taux de change, les politiques agricoles sont des tendances globales soutenues pour bénéficier de l'impérialisme. Les petits pays comme le Yémen peuvent difficilement diminuer et mitiger les effets néfastes de ces tendances globales à travers des politiques protectionnistes (c'est pour cette raison que les crises économiques dans les petits pays pauvres sont fréquentes et la pauvreté ne cesse de s'accroître).

La crise financière mondiale de 2007-2008 avait directement affecté les prix des besoins de base des Yéménites. En effet, les Yéménites avaient considérablement souffert à cause de l'augmentation du prix de détail du blé qui avait augmenté de 88%, passant de 330 dollars/tonne métrique à 630 dollars/tonne métrique. Le World Food Program explique que ce prix avait diminué au cours du temps, mais il était resté bien au-dessus du prix d'avant la crise, contribuant à « éroder le pouvoir d'achat des ménages pauvres » (WFP, 2010, p.6).

## **Le commerce mondial du pétrole et le Yémen**

Outre la nourriture et le qat, le pétrole a longtemps été un élément fondamental de l'économie yéménite. Les crises sévères du prix du pétrole tout au long des années 2000 ont conduit le gouvernement à agir pour l'élimination des subventions sur les carburants. On explique le rôle du prix mondial du pétrole dans l'économie yéménite et les répercussions politiques de la suppression temporaire des subventions sur les carburants.

Le développement d'une grande dépendance de l'État à l'égard d'une source de revenu unique (comme le pétrole) a été considéré par Gelb et Grassman (2009), Ross (2013), Schubert (2006), comme un obstacle structurel à la reprise économique. L'État yéménite n'avait jamais eu beaucoup de pétrole, mais étant pauvre et peu productif, il avait fini par compter largement sur les maigres revenus pétroliers. Environ 75% des recettes de l'État provenaient du pétrole pendant « la décennie pétrolière » au Yémen (1980), alors qu'au début des années 1990, elles ne représentaient que 30% environ des recettes de l'État (Schmitz, 2011). La *Yemen Oil and Gas Corporation* (YOGC), une société appartenant au gouvernement de Sanaa sous la direction du ministère du Pétrole et des Minéraux du Yémen, avait été fondée en 1996 pour accueillir toutes les sociétés pétrolières internationales qui voulaient investir dans le secteur de l'exploration pétrolière au Yémen. Toutefois, la production de pétrole est en déclin définitif depuis les années 1990, et faute de capacités de raffinage, depuis 2010, le Yémen importe environ 20% de ses besoins en carburant (ESCWA, sans date). Selon Schmitz, le Yémen n'avait jamais été un grand producteur de pétrole « par rapport aux normes mondiales » (et surtout comparé à ses voisins du Golfe). En 1995, le Yémen produisait environ 350 000 barils par jour et la production avait culminé à environ 450 000 barils en 2001, après quoi elle avait commencé à baisser lentement. L'Arabie Saoudite peut produire 12 millions de barils par jour) (Schmitz, 2011). Wang explique :

“Since reaching a peak of about 450,000 b/d in 2001, oil production has declined precipitously due to natural field decline, lack of investment, and the war, which has killed thousands and led to famine and deteriorating health conditions.” (Wang, 2020).

Dans le contexte du néolibéralisme, les revenus pétroliers du Yémen étaient devenus plus étroitement liés au prix turbulent du baril de pétrole dans l'économie internationale. Le prix mondial du pétrole avait joué un grand rôle dans le rétablissement de l'économie yéménite de 1995 à 1997. Le prix du baril de pétrole était haut de 1995 à 1997 (à peu près 30 dollars le baril), mais il avait chuté en 1998 jusqu'à 18 dollars (Historical Crude Oil Prices, Tableau). Le haut prix du pétrole de 1995 à 1997 avait contribué à rétablir l'économie yéménite : il était l'une des raisons principales de ce rétablissement. Albrecht donne un aperçu de l'économie pendant ce temps:

“The Yemeni economy did, in fact, recover to some degree. However, this initial success was not accomplished through the reform measures, but mainly due to higher oil prices on the world market between 1995 and 1997. The currency was decontrolled and stabilised quickly thereafter in January 1996. Until 1998, the Rial evened out at around 130=US \$, before it fell again slightly to around 160 Rial=US \$ (June 2000). Inflation could be reduced from 71% (1994) and 27% (1996) to 6% (1997) and the currency reserves increased to 1.15 billion US \$ (1997, 5.3 months of imports). Real GDP growth was up at a pleasant 8.6% in 1995 and in the two following years still over 5%. Undeniably, the government secured its greatest success when it reached two debt rescheduling agreements with the Paris Club in 1996 and 1997 respectively, which granted the country a debt relief of six billion US \$.” (Albrecht, 2002, p. 136).

Ce rééchelonnement de la dette avait entraîné une chute de la dette du Yémen à 5,4 milliards de dollars d'ici jusqu'à la fin de l'année 2004 (environ 39% du PIB). Cela dit, l'impact important du prix mondial du pétrole sur l'économie yéménite s'était réellement manifesté en 1998, lorsque le prix du pétrole sur le marché mondial s'était effondré et que l'économie yéménite, alors sur le point de se redresser, était à nouveau soumise à des pressions fortes (le PIB baisse de 6% à 3% de 1998 à 1999) (World Bank, 2019).

Comme vu précédemment, les subventions sur les carburants offertes par le gouvernement yéménite étaient parmi les plus élevées de la région du monde arabe, représentant environ 20% des dépenses publiques en 2007, soit plus que le total des dépenses combinées au titre de l'éducation, de la santé et des transferts sociaux. Selon Schmitz, le prix du pétrole avait subitement augmenté d'environ 25% en 2010, à cause des subventions sur le pétrole qui avaient fait pression sur l'État (en 2008, par exemple, ces subventions avaient absorbé 40% des recettes de l'État) (Schmitz, 2011). Ajl explique que ces subventions étaient devenues, au cours des années, « un mécanisme de différenciation sociale » puisqu'elles étaient négociées sur la base du capital qu'un individu possédait. En fait, 30-50% des fonds publics alloués au pétrole étaient capturés par l'élite (Ajl, 2014, p.137).

En 2005, le gouvernement de Saleh avait supprimé les subventions sur les carburants temporairement. Avant ça, en 2004, une conférence avait été organisée par la Banque mondiale pour réduire le déficit budgétaire de l'État : un conférencier avait parlé de réduire le déficit budgétaire de 5 à 3% en percevant une taxe sur les ventes à la consommation de 10% et en supprimant les subventions sur les carburants, ce qui était d'ailleurs le véritable objectif de l'événement. Des conférenciers avaient évoqué des réformes fondées sur la bonne gouvernance et la promotion des investissements, y compris l'investissement direct à l'étranger, les partenariats publics/privés, les quotas pour les femmes, la diversification, la

poursuite de la libéralisation et le développement bancaire/financier. À la mi-2005, le président Saleh, avait mis en vigueur les mesures néfastes conclues lors de la conférence. Selon Ghobari, les gens s'étaient révoltés contre le gouvernement face à ces mesures, ce qui avait engendré 20 morts et plus de 200 blessés (Ghobari, 2014).

Rien qu'en raison de la flambée des prix du pétrole, le Yémen avait enregistré une croissance de son PIB réel de 5,5% en 2005 (CEIC, 2021) : mais ceci en dépit des Yéménites ordinaires. Ce qui importe en fin de compte, ce n'est pas le PIB et le déficit budgétaire, mais la qualité de vie des Yéménites les plus pauvres.

Les Houthis révolutionnaires avaient constamment utilisé le sujet des subventions pour accroître leur influence politique et gagner des partisans. Fathallah explique:

“the newest wave of conflict in Yemen [in 2014], that fueled and legitimized the Houthi takeover, was due to the removal of energy subsidies by the Hadi government that heightened the cost of water extraction and fueled food price inflation. The removal of energy subsidies was due to the International Monetary Fund (IMF) recommendations—in the quest by the government, led by Yemeni President Abdrabbo Mansour Hadi, to access loans—and based on the IMF belief that the energy subsidy provided blanket aid that did not reach its intended targets and “which in 2013 accounted for about 7 percent of GDP, nearly 60 percent of the country’s hydrocarbon revenue, and more than 20 percent of total public expenditures.” (Fathallah, 2019).

La conviction du FMI était que les subventions sur les carburants n'avaient pas atteint les objectifs visés puisqu'elles étaient trop chères (Fathallah, 2019). Selon Al-Haj, en 2013, les subventions sur les carburants avaient coûté au gouvernement yéménite 3 milliards de dollars, soit environ 20% des dépenses de l'État. Aussi, le gouvernement avait dépensé 22

milliards de dollars au cours de l'année 2003 à 2013 en subventions sur les carburants (Al-Haj, 2014).

Pour satisfaire les besoins immédiats des Yéménites, le Yémen a besoin de pétrole à bon prix. Le pétrole est important pour les droits des humains en général, car il fournit l'énergie avec laquelle de nombreux produits essentiels pour le maintien de la vie sont manufacturés. La majeure partie de l'énergie provient du pétrole (irrigation, électricité, fonctionnement des machines, etc.). Lorsque la Banque mondiale demande la levée des subventions sur les carburants, le coût de ces services et produits essentiels augmente également. De ce fait, une élite de propriétaires privés pourra bénéficier de ces coûts plus élevés, mais beaucoup de personnes des couches sociales les plus pauvres seront privées de leur droit à la nourriture et à leurs autres besoins essentiels pour une vie décente.

En ce qui concerne le développement sur le très long terme, la base agricole du Yémen apparaît aujourd'hui de moins en moins adaptée pour une économie motorisée par le pétrole, puisque le Yémen est en train de manquer d'eau. Depuis que les Yéménites ont progressivement abandonné l'agriculture de subsistance dans les années 1970, l'érosion des terrasses n'a cessé de s'aggraver. Chaque année (données de 2014), environ 60 à 160 tonnes de sol par acre sont perdues, ce qui équivaut à un abaissement du sol compris entre 1,016 et 4,046 cm (0,4 à 1,6 pouce) par an (Vogel cité dans Ajl, 2014, p.135). De plus, Ajl explique que les terrasses exigent un entretien constant des structures de rétention qui maintiennent le sol en place pour que la plantation puisse fonctionner. La modernisation de l'agriculture n'a pas aidé cet entretien des terrasses, qui dépendrait plus des pratiques traditionnelles.

« L'époque du pétrole » (*oil age*) avait temporairement comblé les fissures de la structure de production yéménite qui était affecté depuis les années 1970 par la dépendance aux envois de fonds (Ajl, 2014, p.135). Mais comme le montre le reste de l'article d'Ajl, cette époque a causé des dommages structurels, surtout à travers l'utilisation croissante des moteurs à diesel

comme source d'énergie pour le pompage des eaux souterraines. Weiss exprime à ce sujet :  
“A complementary set of economic incentives for rampant groundwater exploitation was generated by the marked decline of subsistence agriculture (aided greatly by a surge of cheap grain imports), coupled with the explosion of opportunities for commercial agriculture.”  
(Weiss, 2015, p.257). Les dommages faits à l'agriculture nécessitent des années de réajustements fondés sur des objectifs à long terme, dirigés vers l'autosuffisance yéménite.  
En général, le poids relatif de l'agriculture dans l'économie yéménite n'a cessé de diminuer depuis les années 1970. Dans les modèles de développement standard, la productivité croissante de l'agriculture réduit la proportion de main-d'œuvre nécessaire, mais au Yémen, il est difficile de cultiver les terres en raison de la pénurie d'eau (Schmitz, 2011). D'après Heffez, si les tendances actuelles se poursuivent, d'ici 2025, les habitants dans grandes villes deviendront des « réfugiés de l'eau » contraints de fuir leur foyer pour des terres plus humides (Heffez, 2013).

### **Les prix macrosociologiques<sup>3</sup> des besoins de base**

Le fonctionnement du marché mondial ainsi que le comportement des commerçants dominants et des financiers jouent un rôle central afin d'assurer la sécurité alimentaire du peuple yéménite et du tiers-monde. La hausse mondiale des prix des denrées alimentaires de 2007-2008 et ses conséquences catastrophiques pour la sécurité alimentaire des peuples les plus démunis démontrent la dépendance de ces peuples à l'égard du marché mondial à l'ère du néolibéralisme. Selon le *World Food Program*, la crise des prix des denrées alimentaires,

---

<sup>3</sup> Par « prix macrosociologique » on suggère que les prix moyens mondiaux ne sont pas décidés par la main invisible ou l'équilibre parfait entre l'offre et la demande qui néglige la source du profit (le vol de plus-value). Ces prix sont dépendants des acteurs financiers et les entreprises internationales les plus puissantes, et reposent en fin de compte sur l'exploitation et l'oppression des nations du monde par l'impérialisme.

la crise des prix des carburants et la crise financière mondiale de 2007-2008 avaient entraîné une augmentation de la pauvreté nationale estimée à 44% (WFP, 2010, p.6).

Le régime néolibéral a entraîné la privatisation de la « sécurité alimentaire » dans les mains des entreprises géantes et des groupes financiers sur les marchés financiers de New York et de Chicago. La fourniture d'aliments complets et d'eau est une condition préalable à la survie de l'espèce humaine. Au cours des dernières années, les prix des denrées de base, y compris le riz, l'essence et l'eau, ont considérablement augmenté au niveau mondial, entraînant des conséquences économiques et sociales dévastatrices. Une étude statistique par Robbles, Toerrero et Von Braun a mis en évidence que l'explosion des prix des produits agricoles en 2007-2008 était le résultat d'activités spéculatives (Robbles, Torrero et Von Braun, 2009, p.7). Le groupe *Global Justice Now* met en perspective les faits dans l'année 2010 :

“In the last six months of 2010 alone, more than 44 million people were driven into extreme poverty as a result of rising food prices. At the same time, banks and financial investors are making a killing. We estimate that Barclays makes up to £340 million a year from betting, or speculating, on food prices. In the last five years, the amount of financial speculation on food has nearly doubled, from \$65 billion to \$126 billion.” (<https://www.globaljustice.org.uk/food-speculation/>).

En fait, au cours des années marquées par le modèle néolibéral, les prix des denrées de base, y compris le riz, le grain et l'eau, ont considérablement augmenté au niveau mondial, entraînant des conséquences économiques et sociales dévastatrices. Les hausses spectaculaires des prix de ces produits essentiels ne sont pas un hasard : elles font l'objet d'un processus de manipulation délibérée du marché. Selon Snyder, Goldman Sachs et d'autres grandes banques « assimilent l'approvisionnement alimentaire mondial à un jeu de casino » (Snyder, 2013). Le *World development Movement* avait condamné ce type d'activité:

“Goldman Sachs is the global leader in a trade that is driving food prices up while nearly a billion people are hungry. The bank lobbied for the financial deregulation that made it possible to pour billions into the commodity derivative markets, created the necessary financial instruments, and is now raking in the profits. Speculation is fuelling volatility and food price spikes, hurting people who struggle to afford food across the world.” (Snyder, 2013).

La flambée des prix des denrées alimentaires résulte en grande partie de la manipulation du marché. Les prix sont majoritairement imputables au commerce spéculatif sur les marchés des produits de base. Les prix des céréales sont artificiellement stimulés par des opérations spéculatives à grande échelle sur les bourses de New York et de Chicago. Il convient de noter qu’en 2007, le *Chicago Board of Trade* (CBOT), fusionné avec le *Chicago Mercantile Exchange* (CME), constituait la plus grande entité au monde spécialisée dans le commerce de produits de base, comprenant un large éventail d’instruments spéculatifs (options, options sur contrats à terme, fonds indiciaires, etc.). Le commerce spéculatif de blé, de riz ou de maïs peut avoir lieu sans que de véritables transactions de produits de base soient réalisées. Les institutions spéculatives sur le marché des céréales ne participent pas nécessairement à la vente ou à la livraison des céréales (Lawrence, 2011).

Le gouvernement yéménite, pour tenter d’atténuer la pauvreté extrême engendrée par le néolibéralisme, avait pris plusieurs mesures qui n’avaient pas véritablement affecté la structure économique néolibérale et dépendante du Yémen. Selon Easterly, ce sont principalement les individus aisés qui ont profité du néolibéralisme, puisqu’ils ont pu créer des partenariats avec des sociétés commerciales (pour l’importation/l’exportation) (Easterly, 2018). Il faut noter que malgré les promesses du FMI selon lesquelles les politiques de libéralisation allaient réduire le rôle de l’État dans l’économie, celui-ci avait eu un rôle plus important à jouer dans l’économie après la mise en place de ces politiques. En plus d’essayer

d'atténuer la pauvreté avec l'aide des nombreuses ONG, il demeurait le principal employeur du Yémen jusqu'au début de l'insurrection Houthi. Easterly détaille :

“While these liberalization policies promised to shrink the state, the state continued to be the main employer in the country up until the war’s commencement in 2014: In 2000, state employees numbered 432,351, rising to 1.2 million by the end of 2014, in addition to 700,000 military and security personnel. These figures potentially include “ghost workers” that were supposedly employed by the state, but did not exist.” (Easterly, 2018).

Un moyen avancé par le gouvernement, avec l'aide du PNUD, pour diminuer les effets néfastes de la suppression des subventions sur les pauvres, était la création du Fonds de protection sociale en 1996, un programme d'aide sociale ciblé. Selon Iqbal:

“The program relies on a two-tier targeting system: a first stage of geographic targeting based on poverty incidence; and a second stage based on indicator (category) targeting, given the geographic allocation. Target groups include orphans, widows, divorced women, and people who are permanently disabled, poor, and elderly—eligible for permanent or guaranteed assistance if they do not receive income from other sources such as pensions or the Martyr’s Fund. Temporary assistance is granted to the temporarily disabled and to prisoners’ families, for which annual renewals cannot exceed three years. Under this program beneficiaries are eligible for a transfer of YR1,000 per month, with a YR200 supplement for each additional dependent up to a maximum of YR24,000 per year. For a family of six, this translates to YR333 per person per month or about 10 percent of the national poverty line in 1998” (Iqbal, 2006, p.68).

Ce système qui n'existe plus depuis la guerre de 2015, avait été difficile à mettre en place et à préserver à cause de la faiblesse des capacités administratives, aggravée par des procédures de ciblage complexes et difficiles. De plus, il était très cher pour le gouvernement : les coûts administratifs du Fonds de prévoyance sociale étaient estimés à environ 14% du coût total du programme (Iqbal, 2006, p.63).

Le gouvernement avait tenté d'atténuer les répercussions de la montée des prix des céréales sur la société yéménite de plusieurs manières, quoique le néolibéralisme et les profits privés n'avaient pas rendu cette tâche facile. En 2008 par exemple, selon FAO, le Fonds pour la promotion de la production agricole et de la pêche (un fonds gouvernemental) avait alloué un budget à la Banque de crédit coopératif pour qu'elle prête des fonds au Programme national de production de céréales, qui allait ensuite offrir des prêts aux petits agriculteurs (FAO, 2014, p.2). Toutefois, FAO explique qu'en raison de la politique de la Banque en 2009 visant à se tourner vers les activités commerciales, « les crédits accordés aux petits agriculteurs avaient progressivement diminué de 99% entre 2005 et 2009 » (ma traduction, FAO, 2014, p.2).

Le gouvernement yéménite avait tenté à plusieurs reprises de réglementer le marché et de contrôler les prix des denrées alimentaires (de différentes manières). Par exemple : “In 2007, a list of fines was issued for violations in posting and declaring food prices. In 2008, the Minister of Industry and Trade delegated the responsibility of setting the price of bread to the municipality capital Sanaa” (FAO, 2014, p.2). Ces décisions étaient compliquées à mettre en œuvre étant donné la faiblesse de l'État. D'autant plus qu'elles avaient peu d'impacts par rapport au pouvoir du marché libre. Le gouvernement avait aussi essayé de convaincre les marchands de réglementer les prix. Salisbury décrit la grave situation économique en 2011 :

“Humanitarian workers reported that the cost of food and water had increased, varying from location to location, despite attempts by government ministers to persuade local traders to regulate prices, and that transport costs had soared owing to the shortage, and higher costs of, fuel. In Sana’a, bread prices doubled between April and July, from YR10 (\$0.04) to YR20 (\$0.08), while water prices increased from YR2,000 to YR7,000. LPG prices soared from around YR1,000 (\$4.16) per cylinder to YR3,000” (Salisbury, 2015, p.14).

Les populations de différents pays du sud s'appauvrissent simultanément en raison d'un mécanisme de marché mondial. Un petit nombre d'institutions financières et d'entreprises mondiales sont en mesure de déterminer les prix mondiaux du riz, du blé et du maïs sur les bourses de produits de base, ce qui impacte directement le niveau de vie de millions de personnes dans le monde. La dévaluation des devises entraîne ensuite de fortes pressions inflationnistes, ce qui affaiblit la capacité d'importations des pays pauvres. Le Yémen, est un pays pauvre et endetté qui importe bien plus qu'il exporte, et qui a subi au cours des années de nombreuses dévaluations de sa devise vis-à-vis du dollar américain. Autrement dit, les Yéménites payent aujourd'hui plus cher que les Américains (ou autres citoyens bénéficiant d'une devise forte) pour les mêmes marchandises. Avec la guerre et la crise économique depuis 2015, le rial yéménite a chuté face au dollar et les prix ont considérablement augmenté (y compris les produits locaux, car les prix mondiaux affectent les prix nationaux). Une baisse de la valeur du rial yéménite réduit le pouvoir d'achat intérieur contre les prix des produits de base stables ou en hausse sur les marchés internationaux.

Une enquête sur la sécurité alimentaire de 2012 réalisée par le *World Food Programme* révèle que neuf ménages sur dix avaient déclaré que la hausse des prix des produits alimentaires nuisait à leur capacité à se procurer de la nourriture. Le taux d'inflation des prix des produits alimentaires était supérieur à 20% entre 2009 et 2011. Les prix de certains

articles avaient même doublé. Les ménages avaient été contraints, d'adapter leur régime alimentaire en réduisant la quantité et la qualité, et de s'endetter, afin de pouvoir continuer à subvenir à leurs besoins. Plus du tiers des ménages avaient contracté une dette liée à l'alimentation ; ce chiffre s'élevait à 45% chez les ménages en insécurité alimentaire ayant déjà un régime alimentaire insatisfaisant. La situation impactait davantage ceux qui cultivaient des aliments que ceux qui les achetaient, près de quatre fois plus de personnes souffrant d'insécurité alimentaire vivaient à la campagne. Une augmentation massive par rapport aux chiffres de 2009 (World Food Programme, 2012, p.2).

Ajl, se référant au *World Food Programme*, montre comment les prix avaient dramatiquement augmenté avant la guerre de 2015 :

“In April 2017 the World Food Programme reported that, as compared to the ‘pre-crisis period’, the national average price of wheat flour had risen 29%; red beans, 58.5%; sugar, 28.5%; and vegetable oil, 11.2%. Governorates with active fighting experienced higher inflation. Market disintegration, leading to uneven prices across the country, continued to prevail” (Ajl, 2014, p.140).

Dans les circonstances de guerre actuelle, les hausses des prix des produits de base sur les marchés mondiaux vont continuer à se traduire par des prix plus élevés pour les consommateurs Yéménites.

Le conflit existant depuis 2015 a provoqué l'une des plus grandes crises humanitaires au monde. La coalition dirigée par l'Arabie Saoudite a ciblé les infrastructures civiles, économiques et sociales pour aggraver la crise économique préexistante et accroître l'insécurité alimentaire. La coalition pro-Hadi a ciblé le port du nord de Hodeidah, les usines, les hôpitaux, les centrales électriques et les infrastructures de transport comme les routes et les ponts. IRIS décrit la situation:

“The Saudi-led coalition has also targeted economic and social civilian infrastructure to further compound the crisis and increase household vulnerabilities through loss of livelihood, worsening food insecurity and the loss of basic services. Since the bombing campaign began in March 2015, the pro-Hadi coalition has targeted the northern Hodeidah port, factories, hospitals, power stations and transport infrastructure like roads and bridges<sup>21</sup>, leading the UN humanitarian coordinator for Yemen to state that: “the economic dimension of this war has become a tactic,” and teleologically, humanitarian suffering is its outcome and its pressure point for political negotiation.”(Institut des relations internationales et stratégiques, 2017, p.9).

Le Yémen dépend à 90% des importations alimentaires et le blocus par la coalition empêche le passage des produits de base. L’inflation sévère a conduit à la chute de la valeur du rial face au dollar, rendant les produits importés, et même les produits locaux, très coûteux. Le dollar américain avait commencé à être échangé contre 700 à 800 rials Yéménites en octobre et novembre 2019, accroissant les prix des denrées alimentaires et du carburant. Avant que la guerre civile n'éclate en 2015, la valeur du rial était environ de 215 à 1 dollar (Joplin, 2018). Le taux d’inflation annuel moyen en 2018, avoisinait 40% (Maytami, 2018).

La dévaluation rapide du rial a entraîné une spirale inflationniste des prix des biens et des services très rapide, bien plus qu’avant la guerre. La guerre a exacerbé la tendance inflationniste qui s’était développée depuis les années 1990. Bien que la guerre économique contre les Yéménites apparaisse comme une tactique relativement nouvelle, son origine et sa pratique remonte aux années 1970 lors de la restructuration politique du pays et aux 1990 à la mise en place des lois néolibérales.

Bien que la cause essentielle de cette inflation durant la guerre soit de nature historique et mondiale, le principal élément déclencheur est la création de monnaie-papier (des trillions de

rials) injectée dans l'économie sans soutien économique. Lors du déplacement de la banque centrale de Sanaa à Aden, le gouvernement yéménite « légitime » avait décidé d'imprimer 400 milliards de rials afin de faire face à la pénurie de liquidités. Cette décision est intervenue à la fin de l'année 2016, dans le cadre d'un accord avec les entreprises Russe et Allemande « Goznak » et « Diesecke+Devrient » (des entreprises qui impriment de la monnaie) (Sanaa Center For Strategic Studies, 2018). Encore plus, selon Maytami, depuis le début de la guerre jusqu'au troisième trimestre de 2018 : “3.5 trillion rials that had no economic backup were pumped into the economic channels, principally as wages and salaries and military spending” (Maytami, 2018). Maytami explique que la crainte persistante d'une nouvelle dévaluation du rial, a contraint la population à convertir le plus vite possible leur argent en dollars : “Fearing further devaluation of the rial, people quickly seek to convert their money. The crisis in Yemen today is dominated by the phenomenon locally known as “hot currency” or “dollarisation.” (Maytami, 2018).

De nos jours, en raison de la faible valeur du rial par rapport au dollar américain, l'économie yéménite est faible en dollars américains. Dans le but d'apaiser la situation, les Saoudiens ont déjà offert des centaines de millions de dollars au gouvernement de Hadi et envisagent de poursuivre les dons. Toutefois, de nombreux analystes ont souligné que cette aide est de nature politique contre les Houthis et les Yéménites vivants sur le territoire Houthis (Abdulkareem, 2019a ; Watts, 2017 et de nombreux autres). L'aide au Yémen est inévitablement liée à la politique. En janvier 2018, la coalition saoudienne avait annoncé la mise en place le Yémen *Comprehensive Humanitarian Operations* (YCHO) ; un plan qui vise à répondre à la situation humanitaire au Yémen dans l'immédiat et à long terme. L'objectif étant d'apporter de l'aide, des secours et du soutien au peuple yéménite à savoir la nourriture, les médicaments, les aliments et autres biens commerciaux par divers moyens, y compris par voie aérienne, terrestre et maritime. Cependant, selon le *International Rescue Committee*, ce

plan d'opérations ne reflète guère les priorités humanitaires du Yémen. Le YCHO rend politique l'aide en tentant de renforcer le contrôle militaire de la coalition saoudienne sur les points d'accès et de transit. Il ne met pas fin au blocus *de facto*. Au début de 2016, la coalition saoudienne avait également cherché à rediriger les importations de produits et les aides humanitaires des ports contrôlés par les Houthis en direction du port beaucoup plus petit d'Aden. Ce qui constituait une autre tentative afin de paralyser l'économie du nord et de contrôler l'accès aux produits de base. Le Rescue Committee avait sévèrement critiqué l'Arabie saoudite :

“It does not end the de-facto blockade. The severity of the humanitarian crisis in Yemen demands that all ports – including and especially Hodeidah and Saleef – remain permanently open. YCHO only extends the current 30-day window allowing access to Hodeidah for another 30 days, which makes little to no difference on the ground. If the Saudis were serious about addressing the humanitarian crisis, the most valuable step they could take would be to lift the blockade, permanently, which they and the international community should do without delay.”(Rescue.org, 2018).

Entre temps, l'Arabie Saoudite maintient une emprise forte sur le Yémen grâce à son importation de main d'œuvre yéménite. L'expulsion de centaines de milliers de travailleurs étrangers se révélerait « catastrophique » pour la survie de nombreux ménages Yéménites (Institut de relations internationales et stratégiques, 2017, p.10). La dépendance à l'égard du Golfe, et en particulier de l'Arabie saoudite, accroît la vulnérabilité d'un État yéménite face à l'agenda politique de la coalition.

## Conclusion du Chapitre 6

La réorientation de la production et de la circulation des denrées alimentaires, engendrée par les politiques néolibérales appliquées à travers le monde depuis les années 1970, est à l'origine de la pénurie d'aliments socialement construite et de la faim persistante dans le monde. Le Yémen se retrouve dans une plus grande « crise mondiale de la nourriture alimentaire » qui s'est aggravée au cours de l'ère du néolibéralisme. Selon McMichael:

“The “world food crisis” of 2007-08 was the tip of an iceberg. Hunger and food crises are endemic to the modern world, and the eruption of a rapid increase in food prices provided a fresh window on this cultural fact. Much like Susan George’s well-known observation that famines represent the final stage in an extended process of deepening vulnerability and fracturing of social reproduction mechanisms, this food “crisis” represents the magnification of a long-term crisis of social reproduction stemming from colonialism, and was triggered by neoliberal capitalist development.” (McMichael, 2009).

Le Yémen a longtemps été un pays « en développement » affecté par l'échange inégal, dépendant de l'aide des autres pays et touchés par la « crise de la dette ». L'accumulation de la dette extérieure est depuis longtemps commune pour la périphérie du système capitaliste mondial. Néanmoins, depuis le début du néolibéralisme, elle représente un moyen principal de domination sociale sur le long terme. Les finances publiques du Yémen ont longtemps souffert d'une dépendance excessive à l'égard des aides financières, des importations d'aliments, des exportations de pétrole, d'un des taux de perception des impôts les plus faibles au monde, et d'un déficit chronique en termes de budget et de balance des paiements. Au cours des années 1990, les déficits du gouvernement avaient été lourdement financés par des emprunts en dollars américains issus des institutions financières internationales. Ces

institutions avaient procédé à des ajustements structurels qui avaient encore plus appauvri les Yéménites : à partir de 1997, ces ajustements incluait la suppression des subventions alimentaires. Par conséquent, encore plus subordonné la nation aux prix déterminés par le marché mondial.

Dans le cadre des réformes néolibérales, la suppression de subventions avait particulièrement affaibli les classes les défavorisées. Le maintien des subventions après l'unification du Yémen s'avérait coûteuse : par exemple, les subventions avaient absorbé un cinquième des dépenses du gouvernement en 2010. La suppression des subventions sur le pétrole et autres produits avaient engendré de nombreuses émeutes populaires au cours des années 1990 et 2000. Conseiller des despotes absolus du type de Saleh à gouverner de « bonne » manière n'était pas une erreur d'ignorance ou d'idéalisme de la part des institutions financières internationales : c'était planifié. Depuis la Seconde Guerre mondiale, l'impérialisme américain, a soutenu des leaders fantoches dans le but de structurer les économies du tiers-monde en leur faveur. En utilisant le langage diplomatique, le consortium Banque mondiale / FMI a effectivement approuvé la répression du Yémen et des autres pays pauvres. Les désastres simultanés de la guerre et de la mauvaise gestion politique, se traduisant par la privatisation, la déréglementation et l'ouverture du compte de capital et de commerce, ont permis le transfert de valeur sans frais ou à des prix défilants toute concurrence.

Selon Perkins, les institutions financières internationales sont « des assassins économiques (*hitmen*) » qui identifient un pays - généralement un pays en développement pour lui accorder un énorme prêt (Perkins, 2006). Cependant, avec les mesures de libéralisation imposées à ce type de pays en développement, l'aide financière et les bénéfices qui en découlent enrichissent la classe bourgeoise locale ainsi que les entreprises transnationales. De plus, la population est forcée de subir des mesures d'austérité afin de payer les intérêts de cette dette.

Au Yémen, les réformes de libéralisation avaient été utilisées pour renforcer le pouvoir des élites politiques et tribales.

Depuis la guerre initiée en 2015, le rial yéménite a perdu plus de 70% de sa valeur face au dollar. Le rial avait atteint un seuil sans précédent en octobre 2018. Il se négociait à 800 rials pour 1 dollar US (comparé à 250 rials par dollar américain avant la guerre) (Joplin, 2018).

L'inflation extrême du rial yéménite depuis 2015 est en partie due au néolibéralisme. Afin de conserver sa monnaie au niveau du dollar avec une dette et des importations dans cette monnaie, le gouvernement yéménite a besoin de financement supplémentaire. Fabriquer plus de monnaie fiduciaire afin d'atteindre la somme équivalente en dollar engendre une inflation monétaire et une dévaluation du rial. Ce qui résulte à une hausse des prix (des marchandises importées surtout) pour les Yéménites de la classe moyenne (par exemple, ce qui coûtait 10 rials, coûte maintenant 100 rials ; même si le prix en dollars reste le même). La valeur de la monnaie baisse, les prix des biens importés évoluent rapidement, augmentant les prix des biens et produits locaux également. L'inflation est le principal problème économique pouvant affecter l'économie d'un pays. Cependant, il est important de souligner que la hausse de l'inflation impacte radicalement l'économie yéménite. Elle est un problème sous-jacent à l'économie yéménite depuis la création des deux États Yéménites en raison de la dépendance économique et de l'échange inégal.

Les différentes parties impliquées dans la guerre peuvent la poursuivre pendant de nombreuses années, grâce au soutien des autres pays (l'Iran, l'Arabie saoudite, etc.). Mais pour les Yéménites, cette guerre va mener à plus de misère, car les conditions économiques ne peuvent pas se « normaliser » à un certain degré, dans une telle atmosphère régionale et mondiale.

Le phénomène le plus dangereux pour le bien-être des Yéménites est le blocus imposé par la coalition saoudienne. Ce blocus est meurtrier puisque les échanges de biens ne peuvent pas se poursuivre et le Yémen a longtemps été dépendant des importations des besoins de base.

La guerre économique au Yémen a commencé avant la présente guerre. L'idéologie du néolibéralisme a poussé à l'effondrement de la devise nationale, à l'accroissement de la dépendance aux importations, au dessèchement des terres et à l'abandon de l'agriculture céréalière et des autres produits de base. Au début des années 1970, le Yémen du Nord avait suivi une voie libérale alors que le Yémen du Sud avait suivi une voie socialiste, mais les pressions historiques et les conditions régionales et mondiales n'avaient pas permis à ces deux pays de se développer de manière à devenir indépendants et autosuffisants.

Après l'unification en 1991 sous Ali Abdullah Saleh, le Yémen a suivi une route néolibérale. Au cours des années 1990, les déficits du gouvernement avaient été lourdement financés par des emprunts en dollars américains issus des institutions financières internationales. Ces institutions avaient procédé à des ajustements structurels qui avaient encore plus appauvri les Yéménites. Ces ajustements avaient découragé la production agricole de grains, mené à l'épuisement de l'eau (car ils avaient encouragé l'agriculture de fruits et de légumes) et aussi mené à la suppression progressive des subventions alimentaires. Par conséquent, la nation avait encore plus été subordonnée aux prix déterminés par le marché mondial. Ces prix ne sont pas basés sur la satisfaction des droits humains, mais sur la satisfaction des intérêts du capital monopoliste-financier, masquant le vol de plus-value.

## **Chapitre 7 Les contradictions principales au sein de la guerre actuelle et la fragmentation politique du pays**

### **Introduction du Chapitre 7**

Précédemment, nous avons fait la démonstration de l'importance stratégique du Yémen dans le renforcement de l'hégémonie américaine au début des années 1970. Dans un système impérialiste où le pétrole est considéré vital pour la reproduction de la société mondiale, ce pays reste incliné à devenir un terrain exacerbé de contradictions explosives qui peuvent produire des guerres décisives pour l'histoire de la lutte des classes.

Le système impérialiste américain avancé est la réalité d'aujourd'hui. Dans ce système, le pétrole est considéré comme vital. En effet, derrière le chaos au Yémen se cache différents enjeux. Le camp impérialiste, celui de Washington et de Riyad, perçoit les Houthis comme des pions de l'Iran. De sa perspective, la guerre doit alors repousser l'influence iranienne de la frontière saoudienne. Il considère l'Iran comme un État agressif et dangereux, qui a lancé une attaque sans précédent contre l'approvisionnement énergétique mondial et le commerce de pétrole dans le monde arabe. L'inquiétude sous-jacente face à l'Iran ne concerne pas uniquement les éventuelles ruptures d'approvisionnement en pétrole, et les chocs de prix qui en résultent. Elle concerne aussi les actions politiques hostiles à l'hégémonie du dollar. Du point de vue des États-Unis, tout régime arabe qui prend contrôle de ses réserves de pétrole, devient menaçant (Hudson, 1996).

Au cours de l'année 2017, les tensions entre l'Iran et les États-Unis avaient atteint leur paroxysme. La situation s'était encore aggravée au début du mois de mai 2018, lorsque les États-Unis avaient annoncé leur retrait de « l'accord nucléaire iranien » et la mise en place de nouvelles sanctions américaines (Jafari, 2019). Les attaques par des milices irakiennes, pro-iraniennes contre des bases militaires américaines en Irak s'étaient multipliées après mai

2018, dans une escalade dont fait partie l'assassinat du général iranien Qasem Soleimani par les Américains le 3 janvier 2020 (rapporté par la BBC, 2020). Depuis que Joe Biden est devenu président en janvier 2021, la spéculation courante est que son administration cherche à re-renter dans l'accord nucléaire iranien, quoique ces perspectives d'avenir n'élimineront pas les antagonismes économiques entre les États-Unis et l'Iran (Bilgic, 2021).

L'Arabie Saoudite et Israël, les principaux alliés américains, perçoivent l'Iran comme une menace. Par conséquent, après les attaques perpétrées par les Houthis, les deux pays avaient immédiatement soutenu les accusations américaines contre l'Iran. Par ailleurs, Israël s'inquiète du Hezbollah au Liban et des forces militaires iraniennes à la frontière avec la Syrie. Lors de la conférence d'Herzliya en 2019 le chef du Mossad, Yossi Cohen, avait déclaré qu'à la lumière d'une opposition partagée contre l'Iran et les « groupes terroristes islamistes », une fenêtre d'opportunité unique avait été offerte à Israël pour établir un accord de paix régional avec les pays arabes (Abu Amer, 2019 ; Egozi, 2019). Au cours de l'année 2020, Israël avait effectivement établi des accords de paix avec les Émirats-arabes-unis et Bahrain (Rashad, 2020).

Ce chapitre a pour objet de présenter les acteurs politiques dans la guerre yéménite, mais également d'apporter une analyse de leurs stratégies de guerre et de leurs intérêts de classe. En effet, il aide à comprendre plus profondément (en termes d'intérêts de classe) pourquoi les tensions entre les principaux acteurs impliqués dans la guerre produisent une désintégration de l'État central yéménite, un blocus du pays et une famine généralisée. Une analyse approfondie des acteurs locaux et de leurs relations semble alors incontournable pour cette thèse. Il convient d'étudier la relation entretenue entre les Houthis et la coalition saoudienne (I) ainsi que celle entre les Émirats-arabes-unis et l'Arabie Saoudite (II).

## **Le début de la guerre**

En 2011, la situation des Yéménites était particulièrement difficile. Selon James Corbett, le Yéménite moyen était confronté à « un avenir sombre, à peu d'opportunités, à la corruption perpétuelle au sein de la classe dirigeante et à la nouvelle proposition de Saleh d'assouplir la limite du mandat présidentiel. » (ma traduction, Corbett, 2015). Cette situation avait abouti à un soulèvement intégré au récit du « Printemps arabe ». Comme l'a bien expliqué Amin, le printemps arabe n'avait pas engendré de changements positifs pour les peuples arabes, car leur colère et leur misère avaient été manipulées par les politiciens locaux et les puissances occidentales pour satisfaire les intérêts privés, nationaux et impérialistes (Amin, 2016).

En novembre 2011, un groupe d'États arabe du GCC (exclu Oman) mené par l'Arabie Saoudite avait organisé un processus de transition politique du Yémen. Au début de 2012, après d'importantes manifestations et un accord avec les membres du CCG, le président Saleh avait finalement accepté de se retirer du pouvoir et de céder le pouvoir à son Premier ministre, Abdrabbuh Hadi (BBC, 2012). Le gouvernement de transition, dirigé par la coalition saoudienne, était divisé à parts égales entre le Parti du Congrès populaire général de Saleh et le parti conservateur Sunni Al-Islah, principal parti islamiste du Yémen. Le nouveau gouvernement avait laissé de côté les Houthis et les séparatistes du sud (Southern Secessionist Transition Council, formé en 2007, officialisé en 2017). Par ailleurs, Obama avait expressément indiqué que la transition au Yémen constituait le « modèle » de ce que les États-Unis souhaitaient voir arriver à la Syrie (Mason, 2012).

Avec le début de sa présidence, Hadi devait diriger un processus de transition de deux ans au cours duquel une nouvelle constitution devait être écrite et des élections générales devaient être organisées. Selon Al-Rawhani et Ahmad, dès le début de sa présidence, Hadi avait une faible légitimité :

“The GCC Initiative also placed excessive responsibility on Hadi to lead the transitional phase, while the power-sharing arrangement and continued presence of Saleh-allied officials in the ministries and security apparatus undermined his ability to do so. Further disempowering Hadi was the fact that Saleh remained the head of the GPC, the country’s largest and most powerful political party.

Accusations of corruption and mismanagement against President Hadi eventually began to mount.” (Al-Rawhani et Ahmad, 2018).

Toutefois, malgré cette légitimité faible dès le départ, Mundy explique qu’en février 2014, alors que la constitution et les élections n’avaient pas encore eu lieu, les principaux partis politiques (sans l’accord des mouvements séparatistes du sud ou du mouvement Houthi Ansar Allah) avaient convenu avec les puissances internationales d’étendre le mandat de Hadi pour une année supplémentaire, ce qui montre l’influence immense des joueurs externes dans la politique yéménite (Sowers et Mundy, 2018). Tout cela n’avait pas aidé Hadi à gagner de la légitimité au sein du Yémen. De plus, Lackner mentionne que Hadi avait dû faire face à une pression importante pour continuer à mettre en œuvre des réformes néolibérales dans une période économique difficile, ce qui avait accru la colère des gens. La hausse des prix des carburants avait permis aux Houthis « de reprendre le flambeau populiste et d’affirmer qu’ils représentaient les intérêts des gens ordinaires » (ma traduction, Lackner, 2017b, p.46).

Les Yéménites avaient résisté au gouvernement de Hadi dès sa mise en place, car celui-ci avait ouvert la voie à l’inflation de l’impérialisme militaire et économique occidental et saoudien sur la nation pauvre. Selon Menon, les réformes économiques néolibérales de Hadi avaient enrichi un groupe de familles « qui contrôlaient depuis longtemps une grande partie de la richesse du Yémen », tandis que « la situation économique de la plupart des Yéménites ne faisaient que s’aggraver » (mes traductions, Menon, 2018). Pour mettre ça en perspective :

“The unemployment rate was nearly 14% in 2017 (and exceeded 25% for young people),

while the poverty rate rose precipitously, as did inflation” (Menon, 2018). Plus encore, c’est sous Hadi que les États-Unis ont étendu leur guerre contre le terrorisme dans le Yémen, au cours de laquelle des drones américains sèment la mort et la destruction sur des civils en prenant pour cible Al-Qaeda (Almasmari, Firch et Nissenbaum, 2015 ; Crisisgroup, 2017). Mis à part son néolibéralisme, Hadi avait planifié, en février 2014, de diviser le Yémen. Shuja al-Deen explique que ce plan a été une des raisons principales dans le déclenchement du conflit actuel. Les ressentiments étaient déjà présents avant sa présentation, mais ce dernier est la goutte d’eau qui a fait déborder le vase. Ce plan était intolérable pour les Houthis. Selon Shuja al-Deen :

“A primary failing of President Hadi’s proposal for a federated Yemen was that it lacked a mechanism by which the country’s natural resource revenues would be distributed among the various regions. By this omission the proposal would have created sparsely-populated regions with autonomy over their natural resources, while more densely populated areas – particularly the capital and other northern areas – which had previously been dependent on these resources revenues would have been left without. Hadi’s proposal would have also landlocked the armed Houthi movement, a development which the group’s leadership had vehemently opposed.” (Shuja al-Deen, 2019).

En septembre 2014, avait été le point culminant des tensions politiques au sein du Yémen lorsque les membres du mouvement Ansar Allah - ainsi que les partisans du parti d’Ali Abdullah Saleh, le CGP avaient progressivement pris le contrôle de la capitale Sanaa. Abdrabbuh Mansur Hadi avait finalement remis sa démission le 21 janvier 2015 et le gouvernement des Houthis, appelé le Comité suprême de la révolution, s’était installé à Sanaa. Les Houthis avait annoncé une semaine après leur prise de pouvoir que la Chambre des représentants serait dissoute et qu’un « conseil présidentiel » dirigerait le Yémen pour

deux ans, tandis que des « comités révolutionnaires » seraient chargés de former un nouveau parlement de 551 membres (France24, 2015). Mohammed Ali al-Houthi était devenu président intérim à la tête du comité révolutionnaire (Montgomery, 2017).

Le 28 juillet 2016, le gouvernement Houthi s'était développé : les Houthis (le parti suprême révolutionnaire) avec le parti de Saleh le CGP avaient formé le Conseil politique suprême (CPS), un conseil présidentiel composé de 10 membres, le 28 juillet 2016. Le CPS exerce les fonctions de chef d'État au Yémen et doit gérer les affaires publiques du pays dans le but de résoudre la guerre civile. Jusqu'en avril 2018, Saleh Ali-Al-Sammad était le président, jusqu'à sa mort causée par un missile lancé par un drone de la coalition saoudienne (Al-Jazeera, 2018). Mahdi al Mashhat avait pris sa place juste après sa mort (Feierstein, 2019). Hadi, qui était détenu par les rebelles en résidence surveillée depuis sa démission de la présidence le 21 janvier 2015, s'était échappé vers Aden en février de la même année pour organiser son nouveau gouvernement avec l'aide de l'Arabie Saoudite. Hadi avait effectivement annulé sa démission, accusant les Houthis d'avoir procédé à un coup d'État. Le gouvernement de-facto des Houthis contrôle jusqu'à ce jour Sanaa ainsi que le nord et l'ouest du pays, tandis que le gouvernement de Hadi contrôle (quoique très faiblement) Aden, l'est et le sud. 75% des Yéménites vivent dans les zones contrôlées par le gouvernement Houthi à Sanaa (Montgomery, 2017). Le gouvernement de Hadi a peu de légitimité yéménite dans le sud du Yémen pour de nombreuses raisons. Ces raisons incluent l'influence politique des séparatistes du sud et la grande corruption à l'intérieur du gouvernement de Hadi. Al-Iryani explique que plusieurs fonctionnaires de l'État de Hadi profitent de la guerre – en créant par exemple des salaires de soldats et employés de l'État fictifs, qu'ils empochent – et sont tout à fait satisfaits des capacités très limitées de l'État. (Al-Iryani, 2020).

L'Arabie Saoudite s'était imposée au Yémen à travers une campagne aérienne (de 100 avions de guerre) contre les Houthis le 26 mars 2015 (NBC news, 2015). Elle avait ensuite été suivie

par des alliés arabes (Égypte, Maroc, Jordanie, Soudan, Koweït, des Émirats-arabes-unis, Qatar et Bahreïn). L'« Opération Tempête Décisive » (*Operation decisive Storm*) par la coalition saoudienne avait été annoncée par l'ancien ambassadeur saoudien Adil Al-Jubair (l'actuel ministre des Affaires étrangères saoudien) depuis la Maison Blanche. Un porte-parole de la Maison Blanche, Eric Schultz, avait déclaré que le président Barack Obama avait autorisé le soutien logistique et de renseignement à la coalition, mais que les États-Unis ne se joindrait pas les actions militaires directes (Gambrell, 2015). La coalition des États arabes dirigée par l'Arabie Saoudite avait créé un blocus aérien, terrestre et naval (sur le détroit de Bab-el-Mandeb). De plus, la flotte occidentale de la marine saoudienne avait sécurisé l'un des principaux ports au Yémen, à Aden. Toutefois, les Houthis avaient riposté avec grande ampleur. Selvik décrit les points de vue des deux camps :

“Saudi Arabia justifies its military operation by deposed President ‘Abd Rabbuh Mansur Hadi’s call for protection of Yemen and its people. Iran contests Mansur Hadi’s legitimacy and considers the military intervention arbitrary and illegal. Saudi Arabia sees the Huthis as a proxy of Iran, united by a common Shia identity. Iran perceives the Huthis’ Zaydi creed as religiously different but associates their cause with its own political agenda.” (Selvik, 2015).

La stratégie de la coalition saoudienne comporte trois volets (énumérés par Jamestown Foundation) : (1) elle est engagée dans une campagne aérienne contre des cibles houthis. (2) Elle impose un blocus naval et aérien au nord-ouest du Yémen pour empêcher les Houthis d'obtenir leurs approvisionnements (3) elle entraîne et arme un mélange de milices (des séparatistes du sud, des soldats fidèles au gouvernement Hadi, des militants salafistes et de membres de tribus shaféites) (Jamestown foundation, 2016).

L'Arabie Saoudite avait reçu le soutien des Nations Unies dans sa mission au Yémen.

L'adoption de la résolution 2216 par le Conseil de sécurité des Nations Unies avait donné une

légitimité internationale aux opérations militaires de la coalition dirigée par les Saoudiens. La Chine avait aussi soutenu la résolution. L'impulsion pour la résolution était une lettre du président Hadi au Conseil de sécurité, invitant le CCG à : “Immediately provide support, by all necessary means and measures, including military intervention, to protect Yemen and its people from the continuing aggression by the Houthis.” (Hill, 2017, p.352). La résolution 2216 avait été conçue comme solution pour arriver à la paix et à la stabilité dans le Yémen, toutefois, comme l'énonce adéquatement Nasser, les critiques spécifiques de cette résolution visaient les Houthis. En effet, la résolution avait déclaré soutenir les efforts du CCG et avait même imposé un embargo sur les armes destinées à Saleh et aux Houthis. Nasser explique:

“Only the Houthis were called on to disarm. The resolution was passed under Chapter VII of the UN Charter, opening the door for international intervention and legitimizing the Saudi-led coalition’s military approach. While political and military domestic conflicts are not a novelty in Yemen, legitimizing the international military intervention without a mechanism to ensure the protection of rights undermines traditional, local conflict resolution mechanisms, and worsens the humanitarian crisis” (Nasser, 2017).

Après la résolution, la coalition avait rapidement déclaré que l'espace aérien yéménite était une zone réglementée, le roi Salman déclarant que la Force aérienne royale saoudienne contrôlait pleinement la zone (Al Arabiya, 2015).

Après ses premiers bombardements perpétrés à Sanaa, la coalition saoudienne avait rapidement organisé la formation de forces Yéménites fidèles au gouvernement du président Hadi. Elle avait aidé à former une nouvelle armée nationale yéménite (Yemeni National Army), et avait pris le contrôle de la base aérienne d'Al Anad, dans le gouvernorat de Lahij. La nouvelle armée nationale comprend aujourd'hui des unités loyalistes à Hadi, des milices de mobilisation populaire et des recrues érythréennes et somaliennes. Elle comprend

également une grande partie de l'ancienne armée yéménite basée dans le sud, l'est et le centre du Yémen. Au total, huit brigades avaient été formées. Outre les forces terrestres, l'armée de l'air des Émirats-arabes-unis avait formé des pilotes pour la formation d'une nouvelle force aérienne yéménite utilisant des avions légers Air Tractor AT-802 (Almeida et Knights, 2016). Il a été rapporté (par Bandow, 2018) qu'au cours de la guerre, l'armée américaine a fourni aux belligérants une assistance ciblée et des services de ravitaillement en carburant. Des avions américains ont également ravitaillé les bombardiers saoudiens en plein vol. Des forces américaines spéciales sont sur le terrain pour aider les Saoudiens et des commandants américains sont assis dans les salles d'opérations de guerre à Riyad, à côté de leurs camarades saoudiens (Bandow, 2018). Les bombardements aériens menés par les Saoudiens ont détruit des infrastructures, des entreprises et ont dévasté l'économie dans les zones contrôlées par les rebelles Houthis (Ferguson, 2018). Bandow décrit la situation:

“The U.S. is at war in Yemen. Special Forces are on the ground in Saudi Arabia assisting the oil giant against its impoverished neighbor. Washington also is providing Riyadh's military with munitions, targeting assistance, and aerial refueling. All to bomb a nation whose people have done nothing against Americans” (Bandow, 2018).

Avec l'invasion de la coalition saoudienne, les Houthis et leurs alliés dans l'armée yéménite s'étaient précipités pour contrôler le plus rapidement possible autant d'aérodromes et de bases aériennes Yéménites. D'énormes stocks d'armes, notamment des chars, des bombes, des mitraillettes, des lanceurs de missiles et de vastes stocks de munition, avaient été obtenus par des unités militaires, puis partagés entre les chefs tribaux soutenant les Houthis (Edroos, 2017a). En réponse à l'opération saoudienne, les Houthis avaient d'abord lancé des missiles antinavires, puis avaient ensuite commencé à lancer des drones de surfaces sur les champs de pétroles saoudiens et les avions de la coalition. L'ancien ministre saoudien de l'Énergie,

Khalid al-Falih avait déclaré le 26 juillet 2018 que l'Arabie Saoudite interrompait temporairement toutes ses expéditions de pétrole via le détroit de Bab-el-Mandeb après une attaque antérieure de deux navires par le mouvement Houthi (Arab News, 2018). Les expéditions de pétrole saoudien sur Bab-el-Mandeb avaient repris une semaine plus tard. Les Houthis et les unités de l'armée yéménite qui combattent avec eux n'ont pas de système de défense aérienne efficace. Les Houthis ont une grande expérience de combats sous la menace de bombardements aériens. Ils savent comment utiliser le terrain du Yémen pour cacher des équipements militaires et peuvent contrer la surveillance aérienne. Les sanctions et le blocus naval se sont révélés inefficaces pour empêcher les Houthis d'accéder à du matériel militaire (Jamestown foundation, 2016).

Un commentateur israélien avait révélé en 2019 qu'Israël était intervenu dans la guerre au Yémen contre les Houthis. Le commentateur des affaires de sécurité de Maariv, Ran Edelist, avait déclaré dans une analyse : “Tel Aviv justifies its intervention in the ongoing conflict in Yemen under the pretext of defending its interests in the Red Sea and the Strait of Bab-El-Mandeb” soulignant que “the truth is that the Israeli intervention in the Yemeni scene has been aimed at supporting Saudi Arabia in its attack against the Iranians and the killing of the Houthis.” (Group194, 2019).

Après l'attaque du missile des Houthis à Riyad le 6 novembre 2017, la coalition saoudienne, aidée par les États-Unis, avait complètement bloqué toutes les frontières maritimes, terrestres et aériennes du Yémen, et n'avait pas permis à l'aide internationale d'être livrée au peuple yéménite (Miles, 2017). Bien que l'Arabie Saoudite se fut engagée le 20 décembre 2017 à lever le blocus pendant un mois, aucune aide humanitaire n'était passée par le port de Hodeidah. Le blocus du Yémen a entraîné une famine généralisée, au point que l'ONU a exprimé ses inquiétudes quant à la possibilité qu'elle devienne l'une des famines les plus meurtrières de l'histoire récente. D'après l'ONU, la gravité de la crise humanitaire au Yémen

exige que tous les ports - notamment Hodeidah et Saleef - restent ouverts en permanence (UN Security Council, 2018). Le Yémen dépend à 90% de denrées alimentaires et de matières combustibles importées, presque exclusivement négociées par le secteur privé. Le blocus contribue à aggraver la crise économique (qui inclue la chute du rial yéménite, l'augmentation des prix, le chômage et la famine). La pandémie du COVID-19 ajoute une couche de misère à la situation du Yémen, spécialement à cause du système de santé peu développé et du manque d'hôpitaux et de lits pour les malades (BBC, 2020).

Il existe des contradictions au sein de la coalition saoudienne. Un conflit dans le sud du Yémen entre le gouvernement de Hadi et les séparatistes du sud a conduit de nombreux analystes à pointer la prédiction de la naissance d'une lutte d'influence régionale entre l'Arabie Saoudite et les Émirats-arabes-unis. En effet, l'Arabie Saoudite soutient le gouvernement de Hadi et le parti islamiste Al-Islah, alors que les Émirats-arabes-unis sont officiellement alliés au Conseil de transition du Sud (CTS) du Yémen (un parti créé par l'ancien gouverneur d'Aden, Aydarous Al-Zubaydi). Plusieurs conflits entre les deux camps Yéménites avaient éclaté à Aden surtout depuis 2017. Les séparatistes du sud soutenus par les Émirats-arabes-unis veulent re-diviser le Yémen en deux, tel qu'il était avant l'unification de 1990. Il devient apparent, selon plusieurs analystes, qu'au cours de la guerre depuis 2015, l'Arabie Saoudite et les Émirats-arabes-unis divergent sur des questions clés (Haaretz, 2019 ; Rashad et Mukhashaf, 2019 ; Transfeld, 2019, Younes, 2019).

### **Les Houthis face à la coalition saoudienne**

Les Houthis sont les descendants des guerriers zaydites qui avaient combattu l'armée égyptienne dans la guerre de 1962 à 1968. De multiples facteurs (nationaux, régionaux et mondiaux) expliquent le succès de leur mouvement armé. En effet, leurs connaissances des montagnes escarpées, des canyons et des tactiques de guerre défensive constituent un héritage

non négligeable ayant concouru à leur succès. De plus, leurs liens avec de nombreuses tribus Zaydites expérimentés en guerre vont être le pilier important dans la consolidation de leur pouvoir au cours des années.

Le mouvement Ansar Allah (ou des Houthis), initialement dirigé par le charismatique Hussein al Houthi, avait émergé dans les années 1990. L'objectif était de constituer une résistance zaydite à Saleh, qui est également un zaydite. Le zaydisme est une religion de la branche chiite. Cette religion est fondée sur la conviction selon laquelle, seuls les descendants du prophète Mohammad, par le biais de sa seule fille survivante Fatimah, dont les fils étaient Hasan ibn 'Alī et Husayn ibn 'Alī, peuvent être des dirigeants légitimes du monde musulman. Les objectifs des Houthis sont de plusieurs ordres : une plus grande représentation au Yémen, l'isolement de l'Arabie Saoudite et l'élimination de l'influence saoudienne au Yémen, devenir plus alignés avec l'Iran, etc. (Juneau, 2016 ; Riedel, 2017b). Selon Riedel, à l'origine, les jeunes zaydites avaient accusé Saleh de « corruption massive » en plus d'avoir racketté le Yémen de sa richesse au bénéfice de ses propres intérêts et de ses proches (Riedel, 2017b). Ils avaient également critiqué le soutien saoudien et américain donné à Saleh. Dès lors que Saleh s'était rallié aux États-Unis en 2001 et à leur « guerre contre la terreur », Hussein al-Houthi s'était élevé contre le gouvernement et avait organisé des manifestations anti-gouvernementales et anti-américaines de masse. Plus précisément, d'après Bulos : "It was 9/11 and the U.S. invasion of Iraq that put Houthi on a collision course with the government." (Bulos, 2018). L'invasion américaine de l'Irak en 2003 avait contribué à radicaliser Ansar Allah. Le mouvement avait alors adopté le slogan suivant : « Dieu est grand, mort aux États-Unis, mort à Israël, maudit les Juifs et victoire de l'Islam » (ma traduction, Bulos, 2018). Après 2003, avec la radicalisation de Ansar Allah, les tensions avec le gouvernement étaient plus violentes. Saleh avait lancé une série de campagnes militaires avec l'aide de l'Arabie Saoudite qui avait abouti en 2004, à la mort de Hussein al Houthi, faisant de lui un martyr et

déclenchant une fureur chez une masse de jeunes. Toutefois, les Houthis avaient vaincu Saleh et l'armée saoudienne les battants à plusieurs reprises au cours des années. Riedel exprime : "For the Saudis, who have spent tens of billions of dollars on their military, it was deeply humiliating" (Riedel, 2017b). Bulos précise que dans les années qui avaient suivies mort du leader, les rebelles zaydites, armés de AK 47, se cachaient dans des cavernes et étaient devenus encore plus déterminés que jamais à agir contre le gouvernement (Bulos, 2018). Le conflit militaire est naturellement soutenu pas un conflit rhétorique et idéologique. Ainsi, le régime de Saleh et les Houthis avaient chacun utilisé différents arguments et idées pour soutenir leur cause et se prouver légitime de l'État yéménite. Clausen décrit les stratégies idéologiques de chacun des camps:

"The Saleh regime sought to position itself as the defender of united Yemen while painting the Houthis as Iranian-backed dissenters, that sought to undermine the republic and create an imamate. The focus on Yemeni unity and the sanctity of the Yemeni republic underlines the symbolic importance of a shared Yemeni identity. Somewhat counter intuitively, Saleh also tried to link the Houthis to al-Qaeda. This was most likely an attempt to brand the Sa'ada conflict as a local offshoot of the Bush administration's 'War on Terror'. However, the Houthis voiced support for the republic, rejected collusion with Iran and Saleh was not able to produce evidence of substantial Iranian assistance to the Houthis. Instead, the Houthis accused the Saleh regime for acting on behalf of foreign powers, most notably the US and Saudi Arabia. The Houthis capitalized on growing popular anti-Americanism." (Clausen, 2018, p.564).

Notamment, le leader des Houthis Hussein al-Houthi, avant sa mort, avait profité de cette atmosphère d'anti-américanisme pour qualifier Saleh de « tyran [...] qui veut faire plaisir à

l'Amérique et à Israël en sacrifiant le sang de son propre peuple » (ma traduction, Clausen, 2018, p.564).

Saleh avait souvent eu recours aux wahhabites Yéménites « pour combattre ses adversaires nationaux - d'abord les communistes, les Zaydis, puis les Houthis » (ma traduction, Yamani, 2009). L'Arabie saoudite avait tenté de diffuser l'idéologie wahhabite parmi les Yéménites tout au long des décennies. En général, dans le monde arabe entier, elle s'était lancée dans un projet visant à propager un fort courant wahhabite afin de s'imposer comme puissance suprême dans le monde arabe et musulman. Des milliards de pétrodollars ont été consacrés à ce projet (Yamani, 2009). Pour résister aux Houthis, les Saoudiens avaient promu des chefs religieux sunnites radicaux dans le nord du Yémen, tout en effectuant des raids intermittents sur les territoires Houthis. Ils avaient aussi soutenu la création et le développement du parti politique et islamiste d'Al-Islah. À l'origine, les fondateurs d'Al-Islah étaient une milice affiliée aux Frères musulmans et financée par l'Arabie saoudite pour lutter contre les forces communistes ou socialistes (Krieg, 2015).

Tel que mentionné, l'alliance entre Saleh et les États-Unis dans la guerre contre la terreur, était un précurseur essentiel dans la montée en force de la popularité des Houthis. Les bombardements des États-Unis sur le pays pour lutter contre Al-Qaeda enfreignent la souveraineté yéménite. L'implication militaire des États-Unis au Yémen remonte à l'administration de George W. Bush, à la suite du 11 septembre 2001 et de la déclaration de la guerre contre le terrorisme, avec les premiers bombardements visant Al-Qaeda lancés sur le Yémen en 2002. En mars 2002, seulement 6 mois après l'attentat du 11 septembre, le président Bush décida d'envoyer 100 soldats au Yémen pour aider la nation à lutter contre les terroristes d'Al-Qaeda (Gordon et Dao, 2002). Aussi, en septembre 2002, Bush plaça 800 forces spéciales américaines au Djibouti, face au Yémen. Les États-Unis avaient utilisé des

drones (Unmanned Aerial Vehicle – UAV) sur le Yémen la même année; tuant quatre membres d'Al-Qaeda et un citoyen américain (Campbell et Whitaker, 2002).

L'incident du "*Underwear Bomber*" à la fin de 2009 avait fourni une nouvelle excuse pour les Américains de déployer des troupes au Yémen. Le *New York Times* avait rapporté que "in the midst of two unfinished major wars, the United States has quietly opened a third, largely covert front against Al Qaeda in Yemen." (Schmitt et Worth, 2009). Après cet incident, le Pentagone consacra plus de 70 millions de dollars au cours des 18 prochains mois et eu recours à des équipes de forces spéciales pour former et équiper les forces armées Yéménites, le ministère de l'Intérieur et les garde-côtes (Schmitt et Worth, 2009). D'après Von Mittelstaedt, de 2002 à 2010, les États-Unis ont dépensé un total de 160 millions de dollars pour financer et former l'armée yéménite (Von Mittelstaedt, 2010).

Environ 98 attaques de drones par le gouvernement américains ont été perpétrées de 2002 à 2015. Notamment, 41 en 2012, 26 en 2013 et 14 en 2014. La présidence d'Obama a rapidement étendu son implication militaire dans le Yémen contre Al-Qaeda, augmentant à la fois les frappes de drones et les allocations financières. Selon les estimations, le nombre de frappes de drones au Yémen au cours de la décennie d'Obama, était de 83 à 101 par an. Sous Trump, elles avaient rapidement augmenté, passant de 21 en 2016 à 131 en 2017 (Ackerman, 2018 ; Kube, Windrem et Arkin, 2018).

Au total, il avait eu six guerres entre les Houthis et le gouvernement de Saleh de 2004 à 2011 qui avaient permis aux Houthis d'affirmer et de renforcer leur autorité politique. La dernière guerre s'était déroulée après le lancement de l'opération « *Scoarched Earth* » en août 2009 dans le nord du gouvernorat de Saada par les Houthis. En novembre 2009, les combats s'étaient étendus à la frontière avec l'Arabie Saoudite voisine, ce qui avait entraîné une insurrection militaire saoudienne au Yémen, la première opération militaire menée par l'Arabie saoudite depuis 1991. L'Arabie saoudite avait soutenu le gouvernement de Saleh

contre les Houthis, militairement et financièrement. Dans cette sixième guerre, les Houthis avaient affronté certaines des troupes les mieux entraînées de l'armée yéménite, les forces saoudiennes (et aériennes), des forces spéciales et des unités antiterroristes américaines (Knights, 2018). Selon Von Mittelstaed, dans cette guerre, il était devenu évident que deux des quatre unités antiterroristes spécialement entraînées par les États-Unis se battaient dans la guerre contre les Houthis plutôt que contre Al-Qaeda :

“US Special Forces and British army instructors are in the country and training the Yemenites to combat terror. The US has spent a total of \$160 million on this effort since 2002 -- but in December 2009, it became clear that two of the four specially trained anti-terror units were fighting in the war against the Houthis. They had originally been dispatched to Sadah in July specifically to find nine hostages, including a number of Germans.” (Von Mittelstaedt, 2010).

Selon Knights, cette sixième guerre avait mis en évidence « la faible légitimité » nationale du gouvernement de Saleh, qui s'était rapidement effritée à la suite des manifestations généralisées du Printemps arabe en janvier 2011. Toutefois, les Houthis avaient gagné la guerre et rependu leur influence sur le Yémen. Des soldats saoudiens avaient été kidnappés pour rançons par les Houthis contraints de se retirer de leurs bases fortifiées. En mars 2011, l'armée yéménite avait été expulsée de Saada. C'est aussi pendant ce temps que le mouvement Houthis avait mis en place une chaîne de télévision basée à Beyrouth, Al-Masirah (*The Journey*), avec l'aide des Libanais du parti Hezbollah. À la fin de 2012, les Houthis, étant devenus des joueurs forts, étaient parvenus à contrôler la quasi-totalité de la province de Saada et une grande partie des gouvernorats d'Amran, d'Al-Jawf et de Hajjah. Les Houthis avaient utilisé leur talent de longue date pour coopter les hommes tribaux (Knights, 2018).

Knights note aussi que c'est lors de la sixième guerre que les Houthis avaient commencé à prendre contrôle du port de Hodeidah, bien avant leur coup d'État en 2014 (Knights, 2018), ce qui prouve l'importance de cette sixième guerre pour la montée en force des Houthis.

Au cours de ces guerres acharnées jusqu'en 2011, les Houthis avaient appris à combattre, à gagner et à s'organiser de manière à se préparer à prendre le contrôle du gouvernement. La guerre depuis 2015 a renforcé les Houthis en tant que force souveraine. Ils ont désormais pris la bannière de la défense de la nation contre les agressions extérieures. Selon Longley Alley et Hiltermann, « l'Arabie Saoudite est devenue pour les Houthis ce qu'Israël a longtemps été pour le Hezbollah » (ma traduction, Longley Alley et Hiltermann, 2017).

La relation entre les Houthis et Saleh s'était complexifiée avec la mise en place du gouvernement de Hadi en 2012. Bien que les Houthis fussent nés d'une résistance au gouvernement de Saleh au début des années 1990, ils avaient fini par rejoindre les forces gouvernementales (CGP) commandées par Saleh dans leur lutte contre Hadi. C'est même en partie grâce au soutien du parti de Saleh que les Houthis étaient parvenus à prendre contrôle de Sanaa. Toutefois, tel rapporté par Edroos, en 2017, Saleh avait déclaré lors d'un discours télévisé qu'il avait coupé les liens avec les Houthis pour ouvrir un dialogue avec la coalition saoudienne. Il avait aussi appelé les forces qui le soutenaient à arrêter d'écouter les ordres des leaders Houthis. Cette déclaration avait mené à la mort de Saleh, car les Houthis s'étaient précipités pour le tuer en raison de sa trahison (Edroos, 2017a). L'alliance entre les Houthis et le CGP persiste jusqu'à ce jour grâce à l'établissement du gouvernement CPS (Conseil politique suprême) (reconnu seulement par l'Iran).

Cette relation complexe entre les Houthis et Saleh s'explique surtout par l'agilité qu'avait ce dernier à centraliser le pouvoir entre ses mains. En effet, Saleh avait le talent de dénoncer les différents partis politiques et groupes tribaux du pays pour préserver le pouvoir. Ce talent lui

avait permis de maintenir le pouvoir pour 33 ans et il s'était lui-même décrit comme un homme capable de « danser sur la tête des serpents ». (Edroos, 2017b).

Certains événements dans sa carrière l'avaient permis de trouver des points communs avec les Houthis. Parmi ces événements, il y a par exemple : le fait que le Yémen s'est unifié sous sa tutelle (et le fait qu'il soutient l'unification du Yémen). Il y a aussi les faits qu'il s'était penché vers l'Irak pendant la guerre du Koweït en 1991, et qu'il avait survécu à une guerre civile dans le sud du pays soutenue par l'Arabie Saoudite en 1994. D'après Edross, Saleh s'était révélé être un opérateur politique ardent, mais aussi un manipulateur du système tribal du pays (Edroos, 2017b). Lorsque la guerre civile avait éclaté au début de 1994 et que le sud avait fait sécession en mai de la même année, la séparation n'avait duré que deux mois avant que l'armée du sud eût été écrasée par le nord, plaçant une nouvelle fois Saleh à la tête d'un Yémen unifié. Après son renversement du pouvoir en 2011, Saleh avait joué le jeu et continué à être un acteur important dans le conflit yéménite, mais sa trahison sera sa faute fatale.

Saleh était un allié de Saddam Hussein, et sa décision de soutenir l'Irak pendant la première guerre du Golfe avait eu de graves conséquences pour l'économie du Yémen, comme vu dans le chapitre 3. L'Arabie Saoudite avait réagi à la position de Saleh en expulsant plus d'un million de travailleurs Yéménites du Royaume, privant ainsi d'innombrables familles Yéménites de fonds essentiels. Glickman voit que les problèmes économiques des Yéménites ont commencé lorsqu'ils ont été aliénés par les Saoudiens :

“It's essential that the Gulf Cooperation Council include Yemen in federal structure. Rising powers versus weak powers create instability and the GCC needs to be one block. This is something that the United States can push for, especially because remittances will be sent back to support Yemen. Many of Yemen's problems began when Saudi Arabia expelled the Yemenis for

supporting Saddam Hussein. Bringing Yemen back into the GCC can start to rectify some of Yemen's problems" (Glickman, 2015, p.5).

Quoique cette analyse soit un peu restreinte (historiquement) vu la longue histoire complexe du Yémen affectée par les intérêts géopolitiques et impérialistes.

Derrière le choix des Houthis de s'allier avec Saleh dans leurs opérations contre le gouvernement de Hadi, se cachaient des raisons politiques et militaires vitales. S'allier à Saleh, leur avait permis d'accumuler le pouvoir militaire et l'autorité de l'État sur le long terme. Avec les nouveaux territoires contrôlés par les Houthis, les autorités officielles de l'État sont devenues dominées par le système de contrôle des Houthi. Par conséquent, comme l'explique l'ACAPS (le groupe *Assessment Capacities Project*) la prise de décision n'incombe pas nécessairement aux acteurs qui représentent formellement l'État (par exemple, les gouverneurs, les ministres, les directeurs de la sécurité, etc.). Cette prise de décision revient souvent à des superviseurs informels houthis (ACAPS, 2020, p.7). Cela dit, les Houthis ont obtenu la légitimité de l'État grâce au soutien de l'armée (en plus du soutien des citoyens). Selon Weber, l'État est cette « communauté humaine, qui, à l'intérieur d'un territoire déterminé (...), revendique pour elle-même et parvient à imposer le monopole de la violence physique légitime » (Eabrasu, 2012). De même, d'un point de vue marxiste, l'État est l'outil de violence pour une certaine classe. Au Yémen, cette classe est intimement liée aux partis politiques les plus puissants (le parti de Saleh, le parti de Hadi, la faction Zumra). L'armée est donc au cœur d'une définition wébérienne ou marxiste d'un État. Les tensions croissantes entre Hadi et l'alliance Houthi-Saleh se reflètent dans le statut actuel de l'armée. L'écrasante majorité des forces militaires spéciales du Yémen sont restées fidèles à Saleh. Cela dit, comme rapporté par Gasim, le général supérieur et ami proche de Saleh, Ali Mohsen Al-Ahmar, s'était séparé de Saleh pour rejoindre les jeunes militants (dans le contexte du « printemps arabe ») après le massacre de Karamah (Dignité) en mars 2011. La défection

ultérieure de Moshen Al-Ahmar et de plusieurs autres hauts responsables militaires avait provoqué une énorme rupture au sein de l'armée yéménite qui persiste jusqu'à ce jour (Gasim, 2015).

Le mouvement Houthi avait collaboré avec Saleh pour préparer la prise de contrôle de la capitale, qui s'était finalement déroulée sous la forme d'un coup d'État bien exécuté le 21 septembre 2014. Selon Knights, Ansar Allah avait utilisé son alliance avec Saleh pour accaparer des forces de défense antimissiles et côtières Yéménites, ainsi que des agences de renseignements nationales. Des unités de l'armée yéménite, qui s'étaient alliées aux Houthis, avaient réussi à conserver l'essentiel des systèmes de missiles mobiles et des réserves de roquettes, ce qui leur avait permis par la suite de lancer des tirs de missiles réguliers sur l'Arabie Saoudite (Knights, 2018). Au début de l'opération de la coalition arabe au Yémen, l'Arabie Saoudite et ses alliés avaient tenté de détruire les stocks d'armes lourdes et de missiles balistiques du groupe de Saleh. Cependant, cet objectif n'avait pas été parfaitement atteint (Oakford, 2017).

En novembre 2017, un groupe d'experts des Nations Unies avait constaté que l'Arabie Saoudite (qui, selon eux, « entravait délibérément l'acheminement de l'aide humanitaire au Yémen » Oakford, 2017) avait échoué à détruire des missiles postérieurement achetés par Saleh de la Corée du nord et de l'Union Soviétique. Dans l'évaluation faite dans un mémoire confidentiel et envoyé aux diplomates le 10 novembre 2017, le groupe d'experts a précisé que l'armée Yéménite avait préservé les stocks de SCUD-B et les missiles Hwasong-6 qui n'avaient pas été détruits par la coalition (Oakford, 2017). Lorsque le mouvement Houthi a pris le pouvoir à Sanaa, il a hérité de nombreuses armes de guerre, notamment six missiles balistiques à court rayon d'action 9M117M et 33 missiles balistiques à courte portée R-17ème Elbrus venant de l'Union (Knights, 2018). Il avait aussi hérité des mines terrestres, ce qui avait choqué *Human Rights Watch* puisque le gouvernement de Saleh avait supposément

détruit tous ses stocks de mines terrestres en 2002 (Delozier, 20018). Les PPM-2 trouvés à Taizz en octobre 2015 étaient d'abord marqués par des dates de fabrication (Delozier, 2018).

Le Hezbollah libanais semblait avoir encadré le groupe Houthi durant le coup d'État de 2014.

Mareike Transfeld souligne que “parallels in the Hezbollah takeover of West Beirut in 2008 and the Houthi grab of power in 2014 also suggest some exchange on military strategy”

(Transfeld, 2017). D'après Knights, qui a fait de la recherche du terrain de 2014 à 2018 à

Sanaa, un ensemble de preuves récoltées suggère fortement que les Iraniens et le Hezbollah

libanais ont mené de nombreuses missions consultatives, militaires et techniques au Yémen.

Plusieurs leaders Houthis ont confié à Knights que les conseillers iraniens, faisant partie des

« Gardiens de la révolution » (une organisation paramilitaire), étaient comme des

« diamants » préservés dans des endroits de haute sécurité à Sanaa pour donner des conseils

stratégiques. Des agents du Hezbollah, qui étaient plus nombreux que les conseillers iraniens,

avaient aidé à Sanaa et dans les plaines côtières de la mer Rouge. Knights explique :

“Hezbollah provided mentoring and training in infantry tactics, ATGM operations, offensive mine warfare, and anti-shipping attacks.” (Knights, 2018).

En général, le Hezbollah fournit inspiration et expertise aux Houthis. Des prisonniers Houthis

ont déclaré que les membres du mouvement avaient été formés par des experts du Hezbollah

avant d'être envoyés sur les différents fronts de combat. Comme le Hezbollah, les Houthis ont

adopté une approche pragmatique pour garantir leurs intérêts de classe : ils ont joué sur

diverses identités religieuses, politiques et sociales pour recruter des combattants, pour

vaincre leurs adversaires et nouer des alliances. De plus, selon Knights, le charisme reste au

cœur du mouvement Houthi, avec la solidarité du groupe renforcée par « les chants et les

sermons lors d'une série de festivals, réunions de travail, camps d'été et séances

d'endoctrinement « (ma traduction, Knights, 2018). Les Houthis exploitent la mort des

dirigeants Houthis pour augmenter la solidarité entre les membres. Nagi explique comment la

mort de Hussein al-Houthi a motivé les Houthis: “The government sought to arrest Hussein, who was killed in fighting later that year. However, rather than intimidate his followers, Hussein’s death rallied Zaidi support and the movement’s influence grew. Hussein’s brother stepped into the leadership role” (Nagi, 2019).

Selon Salisbury, officiellement, l’Iran se limite à un soutien rhétorique (alors qu’il y a aussi soutien matériel). Par exemple, Ali Akbar Velayati, proche collaborateur de l’Ayatollah Khamenei, avait déclaré en septembre 2014 que Téhéran « soutenait les Houthis dans leur lutte légitime » (Salisbury, 2015, p.8). En 2015, des commandants militaires de la Force Al-Qods avaient souhaité la bienvenue aux nouveaux membres de « l’axe de la résistance » (constitué du Hezbollah, et des alliés iraniens en Syrie et Irak) (Mansharof et Kharrazi, 2015). Toutefois, il convient de préciser que l’influence iranienne dans la prise de décision des Houthis ou dans leurs actions révolutionnaires ne doit pas être exagérée. En effet, l’Iran n’est pas une force capable à elle seule de perturber la superstructure mondiale et l’hégémonie américaine. En effet, celle-ci craindrait une guerre chaude régionale. Par ailleurs, l’Iran est régulièrement menacé d’annihilation par les dirigeants américains, et les Iraniens restent prudents vis-à-vis de leurs actions qui pourraient contrarier le camp impérialiste. Selon Watkins et al., il y a des indications selon lesquelles Tehran avait averti les Houthis de ne pas poursuivre leur coup d’État à Sanaa, quoique l’autonomie des Houthis avait surdéterminé les craintes iraniennes (Watkins et al. 2015).

Les alliés régionaux de l’impérialisme, à savoir, l’Arabie Saoudite, Israël et les pays du golfe, veulent aussi éviter de s’impliquer dans une guerre chaude avec l’Iran qui engendrerait des dégâts immenses. Le désir de l’Iran de ne pas entrer dans une confrontation militaire directe avec les États-Unis ou l’Arabie Saoudite signifie en même temps qu’elle va saisir l’opportunité de soutenir des forces chiïtes anti-impérialistes, comme les Houthis, afin de protéger ses intérêts régionaux de manière plus discrète.

Lorsque les États-Unis et ses alliés régionaux ont réalisé que les Houthis étaient en mesure de créer une organisation politique et militaire robuste, ils ont senti la menace que pouvait représenter le mouvement. Ils avaient alors lancé l'agression contre le Yémen le 26 mars 2015. Pour l'impérialisme américain, il est impossible de reconnaître l'autorité des Houthis dans le pays stratégique du Yémen. Les Houthis, sont issus des couches les plus pauvres et ont identifié la cause fondamentale de la pauvreté du Yémen - le système mondial américain. La dernière chose que veulent les États-Unis, l'Arabie Saoudite et Israël, c'est un Yémen autonome pro-Iran, économiquement viable, fort sur le plan militaire, situé au fond de la péninsule arabique, contrôlant la mer Rouge et ses voies navigables stratégiques. Cela dit, la coalition saoudienne a utilisé un moyen extrême pour tenter de contenir les Houthis : le blocus total du Yémen (via l'air, l'eau, la terre). En effet, comme rapporté plusieurs sources, la coalition a une supériorité aérienne complète dans cette guerre depuis 2016 (Gardner, 2016 ; Muhsin, 2019). Cette supériorité aérienne totale permet des largages aériens d'armes et de nourriture aux forces de la coalition. Elle permet aussi une puissante couverture aérienne pour ces mêmes forces terrestres. D'après Knights, le principal échec de la campagne aérienne se situe dans le domaine de l'atténuation des dommages collatéraux (Knights, 2016). Mundy a démontré que la coalition a délibérément ciblé et causé des dommages aux ressources des producteurs de denrées alimentaires (agriculteurs, éleveurs et pêcheurs). La coalition a mené une « guerre économique » contre les Yéménites (Mundy, 2018).

Pour Bazzi (2019), Cohn (2019), l'IHRC (2017) et Wadlow (2019), il est tout à fait clair que les États-Unis, l'Arabie Saoudite et les Émirats-arabes-unis ont commis des crimes de guerre. Les États-Unis, l'Arabie Saoudite, les Émirats-arabes-unis sont signataires du Protocole additionnel I de 1977 dans les Conventions de Genève, qui contient la déclaration la plus complète en termes de droit international humanitaire sur la protection des biens

indispensables à la survie de la population civile (Schmitt, Tinkler et Johnson, 2019, p.178).

Toutefois, dans le domaine du droit international, ce sont souvent les États les plus puissants qui réussissent à imposer leur point de vue. Nous en avons un exemple parfait avec la coalition saoudienne. En effet, le conseil de sécurité des Nations Unis considère leur agression comme étant parfaitement légitime.

Hadi s'était échappé à Aden en février 2015 pour organiser son nouveau gouvernement avec l'aide de l'Arabie Saoudite. Selon Gasim : “There is no doubt that Aden has the basic required infrastructure to function as a temporary capital for a country like Yemen.” (Gasim, 2015).

En effet, ayant été la capitale de la RDPY pour 25 ans, Aden peut fonctionner comme une capitale temporaire. L'histoire de la ville, son emplacement stratégique et son utilisation par l'ancien président Ali Abdullah Saleh comme capitale commerciale facilitent une telle transformation (Gasim, 2015).

Cependant, il convient de préciser, qu'après plusieurs années de conflit, le gouvernement Hadi semble ne pas avoir de soutien politique. Les Saoudiens peuvent tenter d'améliorer les institutions du gouvernement de Hadi, mais le véritable défi pour ces institutions est d'être accepté politiquement par tous les Yéménites.

Un jour juste avant que les Saoudiens commencent leurs blocus, le 25 mars 2015, les Houthis avaient envahi Aden. Cette avancée était l'action offensive la plus longue entreprise par le groupe. Elle coïncidait avec plusieurs autres offensives à l'encontre de Marib, Hodeidah, Taiz, Ibb, Bayda et Shabwah. Selon EFE, bien que la plupart de ces offensives n'avaient pas réussi « à déloger les défenseurs » ou à prendre le contrôle d'Aden, « cet effort indiquait que Ansar Allah était une organisation beaucoup plus grande qu'elle ne l'avait été en 2010 » (ma traduction, EFE, 2019).

L'offensive de la coalition saoudienne a forcé les Houthis à développer leurs stratégies défensives et capacités militaires très rapidement. Au départ, les Houthis ont utilisé des missiles, plus tard des drones de surfaces, puis ils ont commencé à planter des mines, principalement dans des positions défensives (c'est-à-dire attachées autour des ports). Knights explique que les Houthis se sont attaqués aux navires militaires de leurs ennemis grâce à des mines navales et des missiles antiaériens déjà dans l'arsenal yéménite, auxquels ils ont joint l'utilisation d'ATGM (Missile guidé antichar) montés sur des bateaux. Ils ont installé une trentaine de stations d'observation, des « *spy dhows* », des radars maritimes pour aider au ciblage des attaques (Knights, 2018). Les combattants Houthis ont attaqué des navires de commerce et de la marine de leurs ennemis dans la mer Rouge et ces bombardements sont alarmants pour de nombreuses puissances mondiales, surtout les États-Unis. Le Washington post avait rapporté qu'en octobre 2016, la marine américaine avait lancé des missiles Tomahawk sur les positions Houthi après que ces derniers avaient tenté à plusieurs reprises de frapper le destroyer américain USS Mason avec des missiles dans le détroit de Bab-el-Mandeb. L'attaque des Tomahawk avait eu lieu peu de temps après que les Houthis eurent frappé et presque coulé le catamaran HSV-2 Swift des Émirats-arabes-unis (Lamothe pour le Washington Post, 2016). Aussi, *Navyrecognition.com* avait rapporté que le 30 janvier 2017, les Houthis avaient utilisé des drones de surfaces (*Unmanned Surface Vehicles*) pour frapper la frégate Al-Madinah de la marine royale saoudienne dans un attentat qui avaient tué deux marins saoudiens, et blessé trois autres (*navyrecognition.com*, 2017).

Depuis mai 2017, les Houthis utilisent un missile balistique à moyenne portée Burkan 2 pour frapper Riyad et Yanbu, distants d'environ 600 km des points de lancement dans le nord du Yémen. Un groupe d'experts des Nations unies avaient conclu en janvier 2018 que "Iran produced the Burkan-2 missiles fired from Yemen, which were "a derived lighter version" of

Iran's Qiam-1 missile designed specifically to achieve the range capable of striking Riyadh.” (Knights, 2018).

Les Houthis sont aujourd’hui en mesure de frapper avec précision les sites Aramco en Arabie Saoudite et les aéroports à Jizan, Riyad et même Abu-Dhabi. Par exemple, Le 17 août 2019, des combattants Houthis avaient lancé une attaque à l’aide de 10 drones sur un champ de pétrole et de gaz isolé dans l’est de l’Arabie Saoudite : la Shaybah dans le sud-est de l’Arabie Saoudite, près de la frontière qu’elle partage avec les Émirats-arabes-unis. Les jours suivants, les forces Yéménites avaient utilisé un escadron de drones de combat Sammad-3 (Invincible-3) pour frapper une « cible militaire importante » à Riyad. Le même drone Sammad-3 avait été utilisé par les Houthis pour frapper l’aéroport international d’Abou Dhabi le 26 juillet 2018. Le 25 août 2019, le mouvement Houthi avait ciblé un aéroport ainsi qu’une base aérienne du sud-ouest de l’Arabie Saoudite avec des drones (Al-Jazeera, 2019a).

Le 14 septembre 2019, les Houthis avaient réclamé avoir déployé jusqu’à 10 drones de surface pour bombarder des installations pétrolières clés à Abqaiq et à Khurais. Les États-Unis et d’autres pays avaient accusé l’Iran pour ces bombardements. L’opération revendiquée par les Houthis, « *Operation Deterrent Balance 2* », avait réduit de 5% la production de pétrole mondial, réduisant de 5,7 millions de barils par jour l’approvisionnement en pétrole brut du géant de pétrole (Li, 2019). Le ministre de l’Énergie saoudien de l’époque, Khalid al-Falih avait qualifié cet événement “d’attentat terroriste”. Il avait déclaré :

“These attacks not only target Saudi Arabia, but also the global energy security of supply and through that the global economy, demonstrating once again the imperative for the global community to confront all terrorist entities that carry out such acts of sabotage, including the Houthi militias in Yemen.” (Slav, 2019).

Toutefois, en termes de profit pour les spéculateurs et les propriétaires dans le commerce de pétrole, l'impact d'une réduction de 5% de la production de pétrole due aux bombardements des puits d'Aramco est presque insignifiant. Ce sont les acheteurs de pétrole qui souffrent des hausses du prix du baril. Dans notre monde capitaliste prédateur, les sociétés de bourse et les négociants ont un pouvoir de manipulation de prix immense, leur donnant l'opportunité de tirer profit d'un tel évènement. Aramco peut voir une baisse de ses profits lorsque le prix du baril augmente et la production ralentie, mais en général, ses profits restent immenses. Selon Jolly et Ambrose, dans la première moitié de l'année fiscale 2019, les profits d'Aramco avaient chuté de 12% ; mais la société avait toujours une longueur d'avance sur les six plus grands producteurs mondiaux de pétrole cotés en bourse (Jolly et Ambrose, 2019).

Dans les conditions de la structure de classe actuelle, Aramco tirera toujours une part colossale des bénéfices grâce à son statut d'élite mondiale. La société Aramco fait partie des six plus grandes entreprises du monde, générant un chiffre d'affaires annuel d'environ 350 milliards de dollars. Aramco avait réalisé des bénéfices de 111,1 milliards de dollars en 2018, pour un chiffre d'affaires de 355,9 milliards de dollars. Parallèlement, Apple, la société cotée en bourse la plus rentable au monde, avait réalisé un bénéfice net de 50,6 milliards de dollars en 2018, tandis que Shell avait réalisé un bénéfice net de 23,4 milliards de dollars (Irishtimes, 2018). Pour Aramco, une entreprise faisant partie de l'élite mondiale, les Houthis représentent plus une menace politique et structurelle au niveau régional, qu'une menace en termes d'intérêts économiques immédiats. Cela en reste que dans l'immédiat, les attaques directes des Houthis sur les territoires saoudites ou émiratis sont des points de leviers majeurs qui poussent l'Arabie saoudite et les Émirats-arabes-unis à agir pour sécuriser leurs intérêts sur le long terme.

La Chine qui est une grande économie industrielle est plus concernée par le pétrole lui-même (son prix et son offre) que le sont les États-Unis et les financiers sur Wall Street. Thomas W.

Lippman, chercheur au Middle East Institute, avait déclaré qu'il était probable que la Chine soit la plus touchée par les modifications des exportations de pétrole de l'Arabie Saoudite : “This is not just 'Saudi Arabia's conflict' but an attack on the worldwide supply of oil. [...] The country most affected could be China, which has been the largest buyer of Saudi oil since 2009.” (Perper, 2019).

Les Émirats-arabes-unis avaient annoncé en juillet 2019 qu'ils réduiraient leur présence militaire au Yémen en raison des tensions entre le Golfe et l'Iran (BBC, 2015). Ils avaient déjà commencé à prendre du recul au début de la guerre après que 52 soldats émiratis (au côté de 10 soldats saoudiens et 5 soldats bahreïnais) avaient été tués lorsque les Houthis avaient lancé, le 4 septembre 2015, un missile balistique OTR-21 Tochka contre une base militaire à Safer, une zone du gouvernorat de Ma'rib (Al-Shamahi, 2015). Tout comme les Saoudiens, les Émiratis ont longtemps considéré le Yémen comme une base essentielle pour étendre leur influence politique dans la région. Les Saoudiens cherchent à maintenir un Yémen faible (afin qu'il n'attaque pas le royaume) et à éventuellement acquérir l'accès assuré à la mer Rouge et à l'océan Indien. Les Saoudiens ont déjà une base navale près de Jazan dans le sud de la mer Rouge. Les vues expansionnistes des Émiratis sont similaires, mais ils semblent qu'ils se sont plus concentrés sur le sud (et/ou Socrate) au cours de cette guerre. En effet, au cours de cette guerre, les Émirats-arabes-unis ont recruté et formé des milliers de séparatistes qui cherchaient à obtenir une indépendance renouvelée dans le sud. Selon Abdelkareem pour Mintpress, l'annonce des Émirats-arabes-unis de se retirer du Yémen avait été faite juste après que le dirigeant Abdulmalik al Houthi a menacé de bombarder Dubaï. Selon les renseignements de Mintpress, les Émirats-arabes-unis avaient totalement vidé leurs bases militaires de Khokha, à environ 130 km au sud de Hodeidah, et de Sarwah, près de la province de Marib (Abdulkareem, 2019b). Aussi, un responsable militaire yéménite avait également déclaré à MintPress que tout retrait ne compromettrait pas les ambitions à long

terme des Émirats-arabes-unis de contrôler le Yémen : “We are not worried about a vacuum in Yemen, because we have trained a total of a 90,000 Yemeni forces,” avait-il déclaré faisant référence à la multitude de groupes tribaux Yéménites armés et financés par le gouvernement émirati (Abdulkareem, 2019b). Depuis leur retrait militaire, les Émiratis comptent sur les Yéménites rémunérés pour accomplir leurs objectifs au Yémen (de contrôler les ports, les îles et d’autres lieux stratégiques) (Abdulkareem, 2019b). En général, les Émirats-arabes-unis n’ont pas vraiment quitté le Yémen, ni militairement (quoique ce soit dorénavant de manière plus indirecte), ni politiquement.

Les Houthis avaient récolté les fruits du « *Deterrent Balance 1* » lorsque les Émirats-arabes-unis avaient retiré leurs forces du Yémen : un geste que les Houthis avaient récompensé en mettant fin à leurs attaques sur les Émirats-arabes-unis. Après ce retrait, ils avaient aussi appelé au retrait complet de toutes les troupes de la coalition dirigées par les Saoudiens du Yémen. Mohammed Ali al-Houthi avait tweeté à la suite du retrait des Émirats-arabes-unis : “We call on the countries of aggression to declare withdrawal from Yemen. The Republic of Yemen rejects the aggression, siege and aerial embargo”. Il avait ajouté : “Withdrawal from Yemen is the ideal decision that must be taken at this particular time. It is just good enough for the countries of aggression to use Yemen a test field for European and American weapons for five years, and prove the ugliness of their crimes to the world.” (Al-Jazeera, 2019b). Les Houthis espèrent que les Saoudiens suivront les Émirats-arabes-unis et cesseront leurs attaques, tout en leur offrant une position de force dans les négociations.

Les Saoudiens sont bien plus menacés par les Houthis que ne l’étaient ou ne le sont actuellement les Émiratis. L’une des raisons principales à cela, est que le Yémen est à la frontière de l’Arabie Saoudite. Une ingérence discrète dans les affaires Yéménites avait été un élément majeur de la politique saoudienne depuis la création du Royaume en 1932. Dans la guerre actuelle, les Saoudiens ont déployé 100 avions militaires - le tiers de leur flotte - et

150 000 soldats, soit les deux tiers de leurs soldats de première ligne (NBCnews, 2015). Si les chiffres sont corrects, cela revient à un déploiement énorme du royaume.

L'Arabie Saoudite dispose des forces armées les mieux équipées de la région du Golfe, et compte sur ses partenaires occidentaux pour garantir sa sécurité. Les forces armées saoudiennes entretiennent des relations étroites avec des armées étrangères puissantes, notamment celles des États-Unis, de la Grande-Bretagne et de la France, ce qui leur donne accès à de la formation et à de l'équipement. L'armée saoudienne achète régulièrement des équipements modernes des États-Unis et d'autres pays occidentaux et compte aujourd'hui 600 chars lourds, 780 véhicules blindés légers et 1 423 transporteurs de troupes blindés (Defensenews, 2015). Le 20 mai 2017, l'ex-président américain Trump et le roi Salman bin Abdulaziz Al Saud avaient signé une série de lettres d'intention pour que le Royaume d'Arabie Saoudite achète des armes américaines totalisant à 110 milliards de dollars immédiatement et 350 milliards de dollars sur 10 ans (Watson, 2017).

Au cours de la guerre actuelle, l'Arabie Saoudite est devenue l'un des plus grands acheteurs de drones du monde (achetant des drones des États-Unis, de la Chine et de l'Allemagne). Elle a essayé d'adapter sa technologie militaire aux sortes d'attaques qu'elle subit des Houthis, qui eux se sont prouvés des experts en drones. Selon Khariief, depuis 2016, les Saoudiens sont capables de produire des petits drones tactiques tels que le Mishka 8, Al Nawras et Ajdal. Ils produisent également la série Sakr qui est un drone stratégique d'observation, capable de frappes aériennes. Ce drone a une portée de 2500 km et peut transporter deux bombes guidées chinoises FT-9 (Khariief, 2020). La production locale de drones saoudiens est liée aux plans visant à renforcer l'industrialisation saoudienne. Le 25 avril 2016, le ministère saoudien de la Défense (dirigé par le prince Mohamed Bin Salman Al Saud), avait lancé le plan Vision 2030, qui est « un plan de modernisation de l'économie saoudienne ». Khariief explique:

“One of the goals of Vision 2030 is to locally manufacture half the value of the usually imported defense equipment. Saudi Arabia has the world's largest military import budget. This would turn the Saudi defense economy into an exporter for other countries in the region rather than a pure importer as it stands today” (Kharief, 2020).

Bien que les Saoudiens aient tenté de développer leur propre matériel militaire, ils sont restés des importateurs importants. Les données du Stockholm International Peace Research Institute montrent que l'Arabie Saoudite était le premier plus grand importateur d'armes du monde entre 2014 et 2018 (rapporté par Gadzo et Chughtai, 2019). Les importations d'armes dans le royaume avaient augmenté de plus de 200% de 2012 à 2018, selon l'institut. 22% de toutes les exportations d'armes américaines en 2016 étaient destinées au royaume (Gadzo et Chughtai, 2019). Les sociétés britanniques et espagnoles se classaient deuxième et troisième respectivement dans les rangs du plus gros vendeur d'armes à l'Arabie Saoudite, les États-Unis étant les premiers (Gadzo et Chughtai, 2019). Brimelow décrit le matériel militaire de l'armée saoudienne:

“The Royal Saudi Air Force arsenal includes Eurofighter Typhoons, perhaps the most advanced fighter jet fielded by European militaries, and American F-15 Eagles, the undisputed king of the skies for three decades and still formidable. The Saudis even have their own model of the Eagle: the F-15SA (Saudi Advanced), which just started being delivered this year. The Royal Saudi Land Forces, the Saudi army, have everything from M1A2 Abrams tanks and M2 Bradley Fighting Vehicles to AH-64D Apache Longbow and UH-60 Black Hawk helicopters.” (Brimelow, 2017).

Brimelow précise que pratiquement tous les navires de la Marine royale saoudienne ont été construits dans des chantiers navals américains ou européens. Notamment, des frégates de

l'armée saoudienne, de classe Al Riyad, sont des versions modifiées de la frégate française La Fayette (Brimelow, 2017).

Au cours de cette guerre, Riyad est progressivement devenue la capitale internationale des drones grâce à ces achats massifs des États-Unis, de la Chine et de l'Allemagne. En plus qu'elle a développé son potentiel de production locale de centaines de drones. Toutefois, de 2015 à 2020, la coalition arabe a perdu 11 drones, qui avaient été abattus par les rebelles houthis (Kharief, 2020). Selon Pierracini:

“Houthi forces employed drones, missiles, anti-aircraft systems, as well as electronic warfare to prevent the Saudis from supporting their troops with aviation or other means to assist their trapped men. Testimony from Saudi soldiers suggest that efforts to rescue them were half-hearted and of little effect. Saudi prisoners of war accuse their military leaders of having left them prey to their opponents.” (Pierracini, 2019).

Les Houthis ont également frappé des bases militaires saoudiennes à proximité du Yémen pour supprimer les possibilités de renfort et pour perturber les chaînes de commandement et d'approvisionnement de l'Arabie Saoudite (Pierracini, 2019).

Le 29 septembre 2019, les rebelles Houthis avaient annoncé sur leur chaîne télévisée Al-Massirah qu'ils avaient tué au moins 500 Saoudiens et kidnappé 2000 autres dans une attaque bien planifiée pour des mois (Raghavan, 2019). Cette attaque avait débuté à l'intérieur des frontières du Yémen, et les Houthis avaient réussi à attirer les Saoudiens « dans des positions vulnérables », pour ensuite encercler la ville de Najran et sa périphérie, de manière à encercler trois brigades saoudiennes et des dizaines d'officiers supérieurs ainsi que de nombreux véhicules de combat (Pierracini, 2019). Pierracini met en perspective l'exploit des Houthis:

“This is something extraordinary to behold: the Saudi army, the third largest purchaser of weapons in the world, getting comprehensively walloped by one of the poorest countries in the world. The numbers say it all: the Houthis were able to control more than 350 kilometers of Saudi territory. Given that the Saudi military budget is almost 90 billion dollars a year, this achievement is made all the more extraordinary” (Pieraccini, 2019).

Vice avait aussi rapporté que le 25 mars 2018, au moins cinq missiles Patriot de fabrication américaine utilisés par la coalition saoudienne avaient apparemment mal fonctionné ou échoué (Axe, 2018).

Le mouvement Houthi s'est révélé être un adversaire militaire très ardent : les conflits depuis 2004 l'ont renforcé. Un officier de la coalition du Golfe avait affirmé à Knights en 2018 :

"they are tough, willing to die, they're organized and they're getting better with time."

(Knights, 2018). Ils combattent de manière synchronisée et coordonnée, créant un effort de guerre cohérent. En fait, ils sont habiles lorsqu'il en vient à éviter les attaques aériennes grâce à une tactique de dispersion. Ils ont appris au cours des années à s'atomiser en groupes composés de trois à cinq combattants lorsqu'ils attaquent, ce qui les rend des cibles difficiles.

Selon un autre officier de la coalition du Golfe : “they are very good at adapting to air threat with tactical movement, dispersing and moving with civilians.” (Knights, 2018). De plus, ils sont habiles dans la réduction de leurs traces qui pourraient trahir leur localisation : ils utilisent peu d'appareils électroniques et leurs téléphones sont faibles de puissance (comme des vieux Motorola) (Knights, 2018).

Les Houthis, étant très familier avec l'environnement montagneux, peuvent rester longtemps immobiles dans des grottes. Selon un reportage de l'Agence de presse saoudienne (SPA), le colonel Turki Al-Malik, porte-parole de la coalition, aurait déclaré, lors d'une opération militaire spécifique, l'objectif : "to destroy a number of caves used by the Houthi terrorist

militia to store ballistic missiles, drones as well as weapons." Des grottes sont situées dans les camps de Faj Atan et Al-A'amd, dans la capitale Sanaa (Arab News, 2019). De nombreuses autres grottes ont été trouvées ou même construites par les Houthis. Selon Knights, dans ces grottes qui leur permettent de minimiser leurs mouvements, les Houthis stockent des munitions et de l'eau, et utilisent des cartouches spéciales lancées par des roquettes pour acheminer les vivres vers les avant-postes, livré des raisins secs, des dattes, du maïs et du lait maternisé fortifié, du qat (Knights, 2018). Sur le plan stratégique, ils savent frapper dans les points faibles, comme par exemple, sur les champs de pétrole saoudiens, ou dans le détroit de Bab-al-Mandeb.

Les Saoudiens, avec leur équipement militaire de premier ordre et leur supériorité militaire, semblent incapables de vaincre les Houthis pour restituer leur marionnette politique, Abdurabbuh al-Hadi, à la tête de tout le Yémen. Plusieurs raisons liées à de nombreuses contradictions historiques (nationales, régionales et mondiales) expliquent le succès des Houthis, mais leur héritage de connaissances (d'un grand poids historique) sur les montagnes escarpées, les canyons et les tactiques de guerre défensive contre les forces aériennes, est essentiel et fondamental à ce succès. Par ailleurs, le manque de connaissance du terrain des Saoudiens et de leurs alliées rend plus difficile leur victoire.

C'est ici qu'on peut établir une comparaison avec la guerre de 62-68 :

Les Saoudiens se trouvent dans une position similaire à celle des Égyptiens lors de la guerre de 1962 à 1968. Ils sont coincés dans une guerre contre des guerriers zaydites (originaires des campagnes et des montagnes) qu'ils ne pourront jamais gagner (en termes militaires – pas nécessairement en termes économique ou politique sur le long terme). Il semble que les Saoudiens, comme les Égyptiens une génération avant eux, sont pris au piège, car ils sont les « étrangers » qui sont entrés au Yémen pour combattre les guerriers zaydites habiles, héritiers d'une longue culture de guerre dans les montagnes et engourdis psychologiquement par le

mâchage de qat. Ils ne peuvent pas détruire l'esprit de guerre des Houthis, bien qu'ils essayent d'affamer l'ensemble du pays. De plus, comme dans la guerre de 1962-1968, le conflit prolongé au Yémen intensifie les luttes de pouvoir au niveau régional – dans le cas actuel, la tension principale est entre les Saoudiens et les Iraniens.

Généralement, en termes militaires, les Houthis semblent avoir « gagner » la guerre, même depuis le début de la guerre en mars 2015. La coalition saoudienne semble avoir perdu une part importante du soutien de la « communauté internationale ». Face aux résultats de la guerre, la nouvelle administration de Joe Biden (devenu président en janvier 2021), a décidé de changer subtilement la stratégie américaine en ce qui concerne les affaires au Yémen. Biden avait annoncé, le 4 février 2021, que les États-Unis arrêteraient de soutenir les aventures militaires du prince saoudien au Yémen, et que les Houthis n'étaient plus une « organisation terroriste » (News Wire, 2021). Cependant, les intérêts économiques des États-Unis en Arabie du sud et au Yémen ne changent pas. Les Houthis sont toujours les principaux ennemis, mais les Américains doivent sauver leur face et reconsidérer leur stratégie face à la défaite des Saoudiens. Notamment, leur stratégie de la famine pour affaiblir les Houthis a clairement échoué (Jamestown fondation, 2016). Ce qu'a fait Joe Biden, c'est un changement de discours face aux résultats de la guerre, aux accusations de violation des droits humains et face à l'incapacité de Donald Trump à gérer la situation de la manière la plus efficace. Pour le futur, très probablement, les États-Unis intensifieront leur « guerre contre le terrorisme » et contre Al-Qaeda lorsqu'il s'agira de ses opérations au Yémen. Les ventes d'armes rentables aux alliés américains ne s'arrêteront pas pendant notre ère d'impérialisme avancé, malgré les paroles pleines d'espoir de Biden (comme rapporté par DW, 2021).

Depuis le début de la guerre actuelle au Yémen, les États-Unis ne se sont pas engagés directement dans des opérations de la coalition saoudienne. Toutefois, ils mènent des opérations contre AQAP au Yémen depuis 2002. Ainsi, le changement de stratégie des États-

Unis au Yémen concerne seulement un changement de discours ou de relations publiques envers le Yémen. Le fait que le parti démocrate ait repris la présidence américaine en janvier 2021, avec Joe Biden devenant président, n'affecte pas la nature de l'économie américaine, dépendante de la guerre, du militarisme et de la finance. Sur le plan politique, les partis américains dominants, les républicains et les démocrates, apparaissent différents, les républicains ayant une position plus conservatrice et plus ferme, et les démocrates ayant un comportement plus multiculturel et inclusif (basé sur la politique des identités). Mais comme l'explique Weglarz, les deux parties suivent un agenda économique néolibéral et impérialiste depuis leur création (Weglarz, 2016).

Pour l'avenir, il est probable que les Saoudiens quittent progressivement les paramètres et que les affaires anti-terroristes des Américains s'intensifient. Les Saoudiens doivent négocier avec les Houthis, qui eux sont dans une position privilégiée au Yémen. Les Houthis ont tenté de résoudre le conflit à travers les négociations avec les Nations unies. Les accords de Hodeidah établis à Stockholm en décembre 2018 incluaient le retrait total de tous les partis dans le port vital de Hodeidah (UN security council meeting, 2019). Toutefois, la coalition saoudienne n'a jusqu'à ce jour pas satisfait les conditions de cet accord. Bar'el pense que les Houthis comprennent que le fardeau de la réhabilitation du Yémen repose sur les États-Unis, l'Arabie Saoudite et les États du Golfe. Il explique aussi, en prenant en compte la force politique des Houthis :

“The stability of the Yemeni regime under Houthi leadership, with the cooperation of parties and tribes that now support the recognized and powerless government led by Abed Rabbo Mansour Hadi, will depend mainly on the future regime's relations with neighboring countries.” (Bar'El, 2019).

La comparaison de la guerre actuelle au Yémen avec celle de 1962-1968 doit être faite avec des nuances, plus précisément en gardant à l'esprit les différences liées au contexte historique

différent dans lequel on se trouve aujourd'hui. L'histoire de la lutte des classes, dans la longue ère du capitalisme, passe par différents « stades » et depuis les années 1970, elle se situe dans le stade de l'impérialisme avancé soutenu par l'idéologie du néolibéralisme. Avec la chute de l'Union soviétique en 1991 et la montée en puissance de la Chine en tant que superpuissance manufacturière, la lutte des classes mondiale s'incarne dans l'opposition entre les États-Unis, chef de file de l'impérialisme depuis la Seconde Guerre mondiale, et la Chine, nouveau leader de la libération du Sud. L'état actuel de la lutte des classes mondiale, c'est-à-dire la condensation de toutes les contradictions depuis le début de l'ère néolibérale, sera plus largement affectés par la poursuite ou la discontinuation de la guerre (la guerre en elle-même), que par l'échec ou la victoire de la coalition saoudienne. Les temps ont changé depuis la guerre froide entre Nasser et les monarchies, et les intérêts de nombreuses classes liées à l'impérialisme se sont intensifiés. Avec le déchaînement du néolibéralisme, l'impérialisme américain s'est développé en dépendance du pouvoir financier et de l'expansion du « complexe militaro-industriel ». Pendant la période de la guerre froide, l'impérialisme avait dû contrebalancer un ennemi de taille pour l'hégémonie politique et idéologique (l'Union Soviétique) et mener des guerres au nom de la lutte contre le communisme. Les objectifs politiques nominaux de chacun des camps étaient prééminents dans les discours de guerre froide. Mais aujourd'hui, dans le contexte de la défaite mondiale de l'idéologie du socialisme et de la crise structurelle du capital (qui marque la fin du keynésianisme militaire et la montée en force du néolibéralisme), la reproduction de l'hégémonie américaine à l'échelle globale repose plus que jamais sur la guerre sans fin contre des ennemis fabriqués ou des nations qui ne veulent pas être des ennemis à la base, ainsi que sur les dépenses militaires et les guerres « en elles-mêmes » pour épuiser le surplus financier massif.

L'impérialisme américain actuel, stimulé par l'idéologie néolibérale et par l'excuse de la « guerre contre le terrorisme » depuis 2001, ne poursuit pas des guerres pour « gagner ». Au

fond, il cherche à allonger les guerres au plus possible en utilisant n'importe quelles excuses plausibles avec l'ensemble des classes sociales (surtout les classes prolétaires des pays impérialistes). Mészáros explique que les guerres dans le contexte de la « la guerre contre le terrorisme » n'est pas « gagnable » :

“For the war of the twenty first century looming ahead of us is not only “not winnable in principle.” Worse than that, it is in principle unwinnable.

Consequently, envisaging the pursuit of war, as the Bush administration's September 17, 2002 strategic document does, make Hitler's irrationality look like the model of rationality” (Mészáros, 2003).

La désintégration de l'État fait partie de ce processus de guerre perpétuelle, puisque le manque d'État souverain dans une nation crée les conditions sociales pour la poursuite sans fin de la guerre.

Ainsi, l'objectif principal du camp impérialiste, du point de vue économique (la base de la lutte des classes), n'est pas de « gagner » la guerre, mais de détruire (encore plus) la souveraineté des Yéménites. Les États visés, dans le monde arabe depuis 2001, sont des États déjà sous les mains du FMI, de la Banque mondiale et autres institutions impérialistes (et de ce fait, suit des inégalités extrêmes entre les classes au sein de ces États). Le but principal n'est donc pas de chercher à les dominer politiquement. En effet, il y a peu de différences entre Saleh et Hadi. Le but est, apparemment, de financer les terroristes et de déployer des machineries et technologies militaires avancées pour la division des États le long des lignes sectaires, et même leur destruction physique (inclus les infrastructures gouvernementales, le « capital social » – les intellectuels, les docteurs, etc., les bases militaires nationales, les hôpitaux, les écoles, les sites archéologiques, les musées, etc. (Bourdieu, 1980, p.2-3)) Pour l'affaiblissement extrême de la souveraineté du peuple. Les conditions d'après-guerre dans un

monde dominé par l'hégémonie du dollar rendent difficile, voire impossible, le redressement d'une nation arabe cherchant à affirmer sa souveraineté et son autonomie économique vis-à-vis de l'impérialisme.

La réalité économique actuelle ne dépend pas seulement de l'échec ou de la victoire de la coalition saoudienne. Le capital monopoliste-financier profite du chaos qui contribue à l'accélération de la désintégration progressive de la souveraineté Yéménite : une désintégration qui a commencé avant la guerre de 2015 et qui se poursuivra bien après la fin de la guerre actuelle. Les intérêts des classes impliquées dans cette guerre actuelle sont historiques et structurés mondialement à travers des politiques néolibérales adoptées par les nations les plus puissantes depuis la fin des années 1970.

D'un point de vue plus politique de la lutte des classes mondiale, la guerre actuelle au Yémen pourrait se révéler être un arrangement de restructuration de l'hégémonie de l'empire américain vis-à-vis de l'Iran et de la Chine. Même si les Saoudiens sont techniquement en train de perdre au Yémen sur le plan militaire, le camp impérialiste ne perd pas réellement en termes de pouvoir de classe puisque le but ultime de la guerre serait de restructurer, sur le long terme, une souveraineté Yéménite très faible (en plus, de stimuler l'industrie américaine de guerre) de telles manières à contrôler à travers le pouvoir militaire et autre, le terrain et les ressources Yéménites (qui sont situées dans une zone stratégique pour la lutte des classes).

Cette restructuration est en particulier menée par la réduction de la souveraineté des Houthis et autres forces anti-impérialistes au Yémen, puis par l'augmentation de navires de guerre saoudiens positionnés sur le long terme tout le long du détroit. Dans notre histoire, il est principalement question d'hégémonie politique et militaire sur le détroit, plutôt que de commerce pétrolier à travers Bab-el-Mandeb. En pratique, même si le détroit est bloqué, les Saoudiens peuvent toujours le détourner et exporter du pétrole à travers les pipelines East-West et SUMMED (US energy Information Administration, 2017). La militarisation de Bab-

el-Mandeb par la coalition saoudienne et autres forces impérialistes est une opportunité en or pour les États-Unis d'ébranler les ambitions d'expansion commerciale de la Chine dans la mer Rouge.

### **Analyse de la relation entre l'Arabie saoudite et les Émirats-arabes-unis.**

Chappelle (2018), Cher-leparrain (2017), Falconbridge (2019) et MEE and Agencies (2019) ont expliqué que les conflits entre les sudistes et les défenseurs du gouvernement Hadi dans le Yémen du Sud, sont principalement causés par la différence entre les Émirats-arabes-unis et l'Arabie Saoudite lorsqu'il en vient au soutien de Al-Islah dans la lutte contre les Houthis. En effet, l'Arabie Saoudite tolère qu'Islah soutienne le gouvernement de Hadi dans sa lutte contre les Houthis alors que les Émirats-arabes-unis considèrent ce groupe comme une menace à cause de leur lien aux frères musulmans. La différence de position de ces deux pays vis-à-vis d'Islah est toutefois un argument faible pour plusieurs raisons que l'on explique. En réalité, plusieurs données empiriques et historiques suggèrent que les divergences entre les Émirats-arabes-unis et l'Arabie Saoudite au sein du Yémen sont principalement engendrées ou influencées par des acteurs qui ne sont pas les extrémistes d'Al-Islah, mais les séparatistes du sud et les Houthis (et l'Iran associé aux Houthis).

L'attitude officielle de l'Arabie Saoudite à l'égard des Frères musulmans, comme celle des Émirats-arabes-unis, est que le groupe est une organisation terroriste. Mais c'est une innovation politique relativement récente pour les deux pays. Le Printemps arabe avait ouvert la voie pour que les Frères musulmans en Égypte soient légalisés. Ces derniers avaient remporté plusieurs élections, dont l'élection présidentielle de 2012, où leur candidat Mohamed Morsi était élu président. Il avait cependant été renversé un an plus tard, en partie grâce aux pressions de l'Arabie Saoudite faites sur les militaires égyptiens. Le coup d'État de Abdel-Fatah al-Sisi en 2013 avait été fortement appuyé par l'Arabie Saoudite (Lippman,

2013). Le groupe avait ensuite été interdit en Égypte et déclaré comme une organisation terroriste. Les monarchies du Golfe Persique avaient pris la même décision, motivées par la perception selon laquelle les Frères musulmans menaçaient leur régime autoritaire (Hedges et Cafiero, 2017). Cela dit, avant le printemps arabe, les relations entre les monarchies du Golfe et les frères musulmans, n'étaient pas autant conflictuelles au niveau idéologique comme au niveau politique. En particulier, l'Arabie Saoudite avait soutenu les Frères musulmans en Égypte contre Nasser tout au long de la guerre froide. Elle s'en était seulement distancée après l'élection de Mohamed Morsi. Au Yémen, l'Arabie Saoudite soutenait financièrement et idéologiquement le parti d'Al-Islah depuis les années 1990 pour contrer l'influence des Houthis.

Avec le début de la guerre du Yémen en 2015, dans le contexte idéologique qui oppose officiellement les pays du golfe aux Frères Musulmans depuis 2011, il était devenu difficile pour les Émirats-arabes-unis d'accepter le soutien financier et militaires que leurs alliés saoudiens apportaient à Al-Islah du Yémen. Par ailleurs, en ce qui concerne les intérêts de classe manifestés au sein du Yémen (des intérêts liés à la privatisation des industries et au renforcement du circuit de pétrodollar), il n'y a pas de réelle contradiction de classe entre les Émirats-arabes-unis et Al-Islah. Les différences entre l'Arabie Saoudite et les Émirats-arabes-unis concernant Al-Islah, ont pour essence des inconvénients dans la formulation des discours politiques pour structurer les stratégies communes de guerre au Yémen. Les deux pays entreprennent des négociations politiques pour arranger leurs affaires internes et poursuivre leurs intérêts communs au Yémen. Les Émirats-arabes-unis sont partiellement sortis de la guerre pour une raison de sécurité profonde par suite du calcul des risques et des opportunités que leur apporte cette guerre (en lien avec leurs intérêts de classe, inclus leur sécurité nationale).

À première vue, l'objectif principal des séparatistes n'a rien avoir avec les intérêts des impérialistes : leur objectif est centré sur le désir de séparation du sud vis-à-vis du nord, peu importe les conséquences engendrées par la fragmentation du pays sur la lutte des classes. Dans un système où tous les mouvements sont surdéterminés par la lutte des classes, les objectifs idéaux, sans lien aux intérêts de classe des Yéménites dans leur ensemble (ou même des Arabes et des nations opprimées dans leurs ensembles), sont manipulés en faveur des intérêts impérialistes. Les Émirats-arabes-unis avaient rapidement vu une opportunité d'or avec la naissance de ce parti qui considère la lutte commune des Yéménites et des Arabes face à l'impérialisme d'importance secondaire. Ils avaient compris qu'ils pourraient les utiliser pour repousser les Houthis sur le long terme, sans pour autant trahir leur position officielle qui ne leur permet pas de soutenir explicitement et de financer des groupes wahhabites comme Al-Islah.

Les séparatistes, en raison de leur idéologie séculaire, veulent se distinguer de l'Islam politique, et donc des groupes comme Islah et Ansar Allah. Le conflit entre les séparatistes, le gouvernement de Hadi et Al-Islah dans le Yémen du Sud-est à ce point, une manifestation typique d'une lutte des « identités » manipulées en fin de compte pour fragmenter une nation. Les séparatistes ont conclu un accord avec les Émirats-arabes-unis pour atteindre leur objectif de créer un État du sud indépendant, mais aux dépens des efforts des Houthis pour préserver l'unité du pays et l'indépendance vis-à-vis des pays du golfe et des États-Unis. La partition du Yémen selon des lignes sectaires souhaitée par les séparatistes (puisque'ils sont en majorité shaféite à l'opposé des Houthis qui sont des Zaydites), sert aux objectifs américains, saoudiens, émiratis et israéliens pour affaiblir la formation d'un foyer d'opposition à l'impérialisme dans le Yémen.

Mis à part quelques discours qui dénoncent Al-Islah, les Émirats-arabes-unis ont bien affirmé que leur objectif final au Yémen est identique à celui des Saoudiens et des Américains :

éliminer les Houthis. Dans un entretien avec Asharq Al Awsat, basé à Londres, Anwar Gargash, ministre des Affaires étrangères des Émirats-arabes-unis, avait déclaré que les Émirats-arabes-unis et l'Arabie Saoudite avaient un objectif commun, celui de rétablir la légitimité du gouvernement internationalement reconnu (Gulfnews, 2019). Les Houthis incarnent ce que Washington et les monarchies du Golfe et Israël déplorent le plus : l'unité républicaine, l'influence iranienne, l'anti-impérialisme, l'anti-sionisme, etc. Les relations entre les pays du golfe et les Israéliens sont devenues plus explicites durant la décennie précédente (les années 2010), rendant plus claire la nature des rapports de classe dans la région. Dans l'année 2020, des accords officiels de paix ont été établis entre les Émirats-arabes-unis et Israël, et entre Bahreïn et Israël (comme rapporté par Holland et al. pour Reuters, 2020)).

Un autre signe que les Émirats-arabes-unis ne sont pas sérieusement opposés à Al-Islah lorsqu'il en vient aux intérêts économiques, est le fait que Muhammad bin Zayed, prince héritier d'Abu Dhabi et chef de l'État *de facto* des Émirats-arabes-unis, avait rencontré à deux reprises, au côté de Mohammad Bin Salman, deux dirigeants Yéménites de l'Al-Islah. La première occasion était en décembre 2017 à Riyad, lorsqu'ils avaient rencontré le président d'Islah, Mohammed Abdullah al-Yadoumi, et le secrétaire général, Abdulwahab Ahmed al-Ansi (Mahmoud, 2017). La seconde était à Abu Dhabi le 14 novembre 2018 (Leaf and Delozier, 2018).

L'objectif final du camp impérialiste est de repousser l'influence iranienne dans le monde arabe entier. La guerre sectaire régionale entre le Chiisme et le Sunnisme a été stimulée et développée depuis les années 1980 dans la perspective de cet objectif. Certains analystes arabes ou arabistes soutiennent que cette division remonte à la fondation de l'Islam, il y a 1400 ans (Lewis, 1993; Huntington, 1997). En réalité, le conflit sunnite-chiite moderne est essentiellement un conflit politique entre, d'un côté, les États du Golfe soutenus par les États-

Unis et de l'autre, l'Iran soutenu par la Chine. Il s'agit d'analyser les intérêts des classes et des États (des intérêts matériels), non pas d'observer les différences apparentes situées dans la sphère de l'idéologique (liées aux identités et à la religion).

Dans les années 2010, l'Iran avait gagné de l'ampleur grâce aux événements au Yémen, en Irak et en Syrie. Cela avait contribué à l'affaiblissement de la coalition saoudienne au niveau régional et avait permis d'influencer la décision des Émirats de se retirer partiellement du Yémen (la cause primaire de cette décision est la menace des Houthis). Encore plus, comme rapporté par Barnes et Schmitt, l'Iran a profité de la situation chaotique en Irak pour renforcer ses liens avec le gouvernement irakien et constituer un arsenal caché de missiles balistiques à courte portée, dans le cadre de son effort accru pour tenter d'intimider les États-Unis et leurs alliés dans la région (Barnes et Schmitt, 2019).

Il est probable que les Saoudiens suivent l'exemple des Émirats-arabes-unis et quittent le Yémen dans un avenir proche à cause des tensions venant de la communauté internationale (et surtout des États-Unis). Toutefois, ils resteront toujours beaucoup plus menacés par les Houthis que ne l'étaient ou ne le sont actuellement les Émiratis. S'ils partent du Yémen, ils continueront d'interférer dans les affaires du pays pour contrer les Houthis, par d'autres moyens plus secrets. L'une des principales raisons à cela est que le Yémen partage sa frontière avec l'Arabie saoudite. Au niveau géopolitique, d'après Ryan Bohl du groupe de réflexion géopolitique américain Stratfor, les Saoudiens sont obligés de poursuivre la guerre pour des raisons territoriales : "A key Saudi frustration with the UAE will be something they cannot resolve – for the UAE, Yemen was a war of choice, for Saudi Arabia, it isn't, [...] That basic strategic difference was always going to create friction." (Qantara, 2019).

En plus des raisons géographiques, il y a des raisons économiques qui expliquent l'importance du Yémen pour l'Arabie saoudite comparé aux Émirats-arabes-unis. Au niveau

économique, les Émirats-arabes-unis sont presque aussi subordonnés aux États-Unis que le sont les Saoudiens en termes d'intérêts de classe, mais leur économie est plus petite et plus diversifiée, ce qui peut en partie expliquer leur attitude plus pragmatique envers l'Iran.

Les Émirats-arabes-unis et l'Arabie Saoudite ne sont pas des États à haut degré de souveraineté nationale, malgré leur haut PIB annuel et leur sécurité nationale importante. Ils sont tous les deux des États sous l'emprise du néocolonialisme, comme le reste des pays du sud. Selon Kwame Nkrumah "A State in the grip of neo-colonialism is not master of its own destiny." (Nkrumah, 1965). En raison de leurs origines, ces deux États sont des atouts de l'impérialisme occidental dans la région stratégique du monde arabe. Un point défendu dans cette section est que pour comprendre plus en profondeur les intérêts de classe de l'Arabie Saoudite et des Émirats-arabes-unis, il ne suffit pas de regarder les rapports de force aux niveaux national et régional, il faut aussi considérer le circuit mondial du capital mondial, surtout depuis le début de la nouvelle phase néolibérale. L'idée d'Amin est que l'enrichissement des classes compradores de ces pays (au côté de celles d'autres pays du golfe) dépend d'un mode d'accumulation "marchand". Leurs intérêts de classe sont dépendants de la vente de pétrole en dollars américains, faisant que leurs intérêts soient les mêmes que ceux du capital monopoliste-financier. La pratique du capital marchand imite celle du capital financier, dans le sens où l'argent est transformé en argent (la formule A-A' de Karl Marx). Cette pratique s'articule autour de gains privés rapides et ne nécessite pas de réinvestissement productif dans la société (Amin, 1978b).

En substance, après la fin de Bretton Woods, les États-Unis avaient garanti la sécurité des pays du Golfe contre le deal qu'ils vendraient leur pétrole qu'en dollars américains, tout en réinvestissant la majeure partie de leurs bénéfiques pétroliers excédentaires dans des obligations du Trésor américain et dans les banques américaines. Les capitaux du Golfe renforcent le marché financier américain, en soutenant les déficits élevés du compte courant

américain grâce aux achats continus de bons de Trésor américains. Ces capitaux du golfe issu des ventes de pétrole sont communément appelés des « pétrodollars » (des revenus pétroliers libellés en dollars américains). Ils constituent la principale source de revenus de nombreux membres exportateurs de pétrole de l'OPEP, ainsi que d'autres pays exportateurs de pétrole. Comme les pétrodollars sont libellés en dollars américains, leur véritable pouvoir d'achat repose à la fois sur le taux de base de l'inflation américaine et sur la valeur du dollar américain. Cela signifie que les pétrodollars sont affectés par des facteurs économiques de la même manière que l'est le dollar américain (ainsi, si la valeur du dollar baisse, la valeur des pétrodollars baisse également). Étant donné que les pétrodollars sont essentiellement en dollars américains, les excédents (les profits) venant des flux de pétrodollars génèrent des réserves plus importantes en dollars américains pour les exportateurs de pétrole. Selon Spiro : “Recycling petrodollars was the process by which the oil exporters surplus financed deficits elsewhere in the world.” (Spiro, 1999, p.1). Les excédents sont « recyclés » dans l'économie mondiale, mais plus dans les endroits où la valeur du dollar est garantie, comme dans les achats d'obligations et de bons du Trésor américains. Ce processus contribue à créer de la liquidité sur les marchés financiers aux États-Unis.

Ce qui importe absolument aux États-Unis est que le pétrole est vendu en dollar, de telle manière à préserver leur « privilège exorbitant » et à augmenter la masse de dette en dollar. Il leur importe de contrôler les conditions monétaires de l'offre de la ressource la plus en demande pour la production industrielle. Avec la norme du dollar américain qui pèse sur le système financier international, la hausse du prix du pétrole pèse plus lourdement sur les performances de toutes les économies importatrices de pétrole que sur l'économie américaine, pour la raison principale que les États-Unis paient pour le pétrole avec leur propre devise. De plus, avec le boom de la fracturation hydraulique de la dernière décennie, les États-Unis sont devenus un producteur mondial de pétrole, réduisant de façon

spectaculaire leur dépendance à l'égard de sources étrangères - de 60% de leur consommation en 2005 à 19% en 2017 (American geosciences institute, sans date).

Depuis les accords pétroliers dans les années 1970, les intérêts des classes compradores des pays de l'OPEP ont renforcé leur fusion avec ceux du capital monopoliste-financier. Ces classes ont investi leurs excédents de dollars dans les banques américaines et dans les domaines spéculatifs d'une économie FIRE (finances, investissement et immobilier). Du point de vue des travailleurs arabes, elles sont progressivement devenues plus éloignées du processus industriel des économies nationales. Elles puisent les ressources nationales pour les intégrer dans la chaîne commerciale mondiale pour le profit privé impérialiste. Au début des années 1980, la détermination du prix du pétrole a été transférée sur le marché à terme de Chicago. Selon Jayati Ghosh, "OPEC is more like a club of a minority of oil producers, rather than a cartel that is in command of world oil supply." (Ghosh, 2011). Le prix du pétrole brut n'est pas fixé en fonction d'un quelconque rapport traditionnel entre offre et demande. Il est contrôlé par un système de marché financier ainsi que par les quatre principales sociétés pétrolières anglo-américaines. Aujourd'hui, selon Engdahl, 60% du prix du pétrole est de la « pure spéculation », négocié par les grandes banques et les Fonds spéculatifs (*Hedge funds*): notamment Goldman Sachs, Morgan Stanley, Merrill Lynch, Société Générale et J. P. Morgan. Ces spéculateurs peuvent régulièrement manipuler les résultats du marché en leur faveur, ce qui en outre produit une bulle économique qui ne cesse de s'agrandir (Engdahl, 2008). Par exemple, le prix du baril de l'OPEP avait atteint 150 dollars en juillet 2008 :

“Oil prices peaked at almost \$150 a barrel in July 2008 and fell sharply in the second half of 2008 to a low of below \$40 as the global financial crisis hit. Prices increased steadily over the following two and a half years to more than \$100 per barrel in February 2011 and more than \$125 in April 2011. Concern over supplies

following the start of the ‘Arab Spring’ was a major reason behind this increase.”

(Bolton, 2012, p.5).

De manière générale, la haute demande en pétrole (bien que celle-ci a temporairement ralenti pendant la pandémie du COVID-19) assure aux sociétés pétrolières du Golfe des revenus stables qu’ils peuvent investir dans de nombreux secteurs. Par exemple, après la crise financière de 2008, Advani explique que les investisseurs du Golfe avaient fait des investissements dans des entreprises comme le Crédit Suisse, Barclays, Volkswagen et British Airways. Aussi, les pays du golfe produisent une demande importante de services commerciaux, d’importations d’équipement militaire, de machines, d’équipement de transport et de produits de luxes (Advani, 2019). Plus spécifiquement : “It is estimated that the average Qatari citizen spends \$4,000 per month on luxury products. More concerning, however, is the colossal sum of money dedicated to military imports.” (Advani, 2019). Advani ajoute : “The GCC has become the largest market for weapons in the world, the consequences of which are most palpable in war-torn Yemen.” En effet, la guerre du Yémen démontre l’équipement militaire avancé de l’Arabie saoudite.

Les pays du golfe ont aussi l’habitude de prêter de l’argent à des pays qui n’ont pas les moyens d’acheter du pétrole. Cependant, ces pays doivent essentiellement acheter leur pétrole, les fonds retournent ainsi essentiellement au pays prêteur. Ce cycle se répète ensuite lorsque les pays de l’OPEP investissent de nouveau leurs fonds dans les banques étrangères. Bien que ce système assure la circulation monétaire dans l’économie mondiale, il met également en lumière une triste réalité : les pays emprunteurs perpétueront une dette qu’ils ne pourront jamais rembourser. Néanmoins, le volume total des flux de pétrodollars provenant du Golfe est digne d’intérêt pour les marchés financiers occidentaux. Les fonds souverains du Golfe sont trop importants pour être contrôlés (pas seulement géré) par les cheikhs du Golfe

et, la pression impérialiste visant à arrêter le développement industriel arabe à travers les flux financiers privés et dollarisés garantit que ces actifs restent des transferts sans contrepartie. La richesse de ces classes marchandes pétrolières étant principalement détenue en dollars fait qu'elle est dépendante du pouvoir de classe du capital monopoliste-financier dirigé par les États-Unis. Cela signifie aussi que la base économique des nations du Golfe n'est pas réellement arabe ou musulmane, elle est occidentale et américaine. De plus, leurs activités économiques principales se situent dans les domaines spéculatifs d'une économie mondiale lourdement financiarisée. Hannieh décrit comment les fonds du Golfe sont investis dans le secteur de logistique et de transport. Par exemple, le fond SoftBank Vision Fund, financé en partie par le Fonds d'investissement public d'Arabie Saoudite, avait annoncé en février 2019 un investissement d'un milliard de dollars dans Flexport, une start-up de transport de fret axée sur les logiciels. En août 2018, DP World, troisième exploitant portuaire mondial appartenant au gouvernement de Dubai, avait annoncé l'acquisition d'Unifeeder (basée au Danemark), une entreprise logistique danoise, pour 700 millions de dollars. Les capitaux financiers du Golfe deviennent vitaux dans l'économie mondiale basée sur la financiarisation. Selon Hanieh : "the turn time of commodity trade, [enables] the Gulf's deeper integration into the global accumulation circuits that stretch from East to West" (Hanieh, 2018). Il en résulte que la priorité primaire des classes marchandes/compradores pétrolières est d'investir dans le système financier mondial plutôt que dans leur économie nationale. Elles puisent des ressources nationales pour les intégrer dans l'économie mondiale. Ainsi, ces classes ne contribuent pas de manière significative au développement de leur classe travailleuse respective : elles investissent dans les classes travailleuses seulement à un niveau spécifique, qui permet de maintenir le soutien politique pour la reproduction de leurs intérêts impérialistes. Ces classes sont soit détachées du processus industriel, soit manifestent un lien éphémère avec ce dernier. La famille d'Al-Saud est la plus riche au monde, avec une richesse

totale estimée à 1,4 trillion de dollars (en 2020), principalement en raison de ses recettes pétrolières (Global village space, 2020). Cependant, l'Arabie Saoudite reste relativement pauvre. Avec environ 20% de personnes vivant sous le seuil de pauvreté, le problème de l'inégalité des revenus en Arabie Saoudite est assez évident (Guadiana, 2017). Le royaume s'enrichit de ses exportations de pétrole, mais une distribution inégale des richesses laisse une partie de la société, pauvre. L'État saoudien offre des soins de santé et une éducation gratuite, mais n'a que peu d'aide au revenu ou de coupons alimentaires. De nombreuses familles saoudiennes pauvres comptent plutôt sur la charité de riches individus. Dans les Émirats-arabes-unis, 90% des revenus des immenses réserves de pétrole et de gaz appartiennent à 0,2% de la population locale. La fortune personnelle de Shaikh Khalifa s'élève à plus de 15 milliards de dollars (en 2019) (Langton, 2019).

Les économies arabes qui étaient les plus industrialisées pendant la guerre froide (Égypte, Syrie, Libye, Iraq) ont succombé à la guerre et à l'afflux de pétrodollars géopolitiques du Golfe. Elles ont subi un processus de désindustrialisation, tandis que les États du Golfe, qui n'avaient pas d'industries développées à l'origine, se sont industrialisés (à un certain degré dans différents secteurs) sans l'aide de leurs forces de travail nationales et sans acquérir une culture industrielle. Dans plusieurs études empiriques, des statistiques de PIB démontrent que le monde arabe s'est enrichi avec le néolibéralisme. Toutefois, il ne faut pas se fier uniquement au PIB pour analyser le développement social réel des nations. Le PIB représente un repère quantitatif pour l'accumulation de capital, mais il cache les inégalités de classe qui permettent la croissance économique. En d'autres termes, il ne rend pas compte de la source ou de l'origine réelle des produits vendus dans un pays (Smith, 2012). Ainsi, il ne reflète pas le fait que les revenus des pays du Golfe ou des petits producteurs de pétrole cachent la misère croissante des Arabes depuis les années 1970, dont la misère engendrée par le chômage de masse et les nombreuses guerres liées au contrôle du pétrole. Le PIB, en plus de

ne pas percevoir les inégalités de classe au niveau national, ignore une perspective régionale et globale des choses.

La préoccupation principale de l'Arabie Saoudite et des Émirats-arabes-unis n'est pas de s'industrialiser, mais de créer et perpétuer des économies rentières subordonnées à l'impérialisme américain. Leurs investissements principaux au sein de leurs nations concernent la consommation directe des individus. Ces investissements ne permettent pas un développement social ou industriel. De plus, s'ils investissent dans leurs nations de manière productive et deviennent propriétaires à part entier de leur richesse, ils seront obligés, pour stimuler leurs industries, d'utiliser le pétrole plutôt que de le vendre. Un processus d'industrialisation dans le monde arabe en général entraînerait une consommation plus élevée de pétrole et réduirait la quantité restante pour un monde dépendant du pétrole. Les dirigeants de l'Arabie Saoudite et des Émirats-arabes-unis essayent de calmer ou d'éliminer les mouvements révolutionnaires qui pourraient renverser le *statu quo* pour stimuler la production industrielle dans le monde arabe. Comme le prouve l'histoire depuis la montée en force de Nasser (les années 1960'), les pays du Golfe sont terrifiés par le succès d'un mouvement ouvrier dans n'importe quel pays du monde arabe. L'abolition de l'idéologie du libéralisme dans n'importe quel pays voisin pourrait potentiellement déclencher une vague de réveil dans toute la région qui détruirait le système du pétrodollar. En fin de compte, comme le dit proprement Stork : "The character of their industrial development [of the countries in the middle east] depends largely on the political and class character of these countries and their regime" (Stork, 1975, p.14).

Le Wahhabisme et le libéralisme sont complémentaires pour la reproduction du système du pétrodollar. Concernant le lien entre la répression ouvrière et le cours des pétrodollars, Mitchell dans son livre *Carbon Democracy* raconte comment l'Arabie Saoudite avait importé le système de ségrégation raciale et d'inégalité en matière de rémunération typique des

entreprises extractives de pétrole aux États-Unis, pour l'utiliser sur ses terres et réduire le coût du travail en empêchant l'organisation politique de la main-d'œuvre. Alors que la production se développait à la fin de la Seconde Guerre mondiale en Arabie Saoudite, la main-d'œuvre saoudienne (composée en majorité d'étrangers arabes, notamment des Irakiens et des Yéménites) avait mené une série de grèves pour réclamer de meilleurs traitements et salaires et mettre fin à la discrimination raciale. Toutefois, le gouvernement saoudien avait agi dans le but de cesser tout mouvement ouvrier. Des ouvriers irakiens qualifiés de « fauteurs de troubles » avaient été expulsés, de même que des travailleurs, de ce qui était devenu le Pakistan, après des manifestations contre Aramco en 1949. La société Aramco avait expliqué au département d'État que ces personnes expulsées étaient des adeptes de « la ligne communiste, notamment en ce qui concerne les maux du capitalisme et la discrimination raciale » (ma traduction, Mitchell, 2011, p.69-70).

Bien que les économies de l'Arabie Saoudite et les Émirats-arabes-unis soient très similaires (leur croissance est dépendante à plus de 85% des revenus pétroliers), celles-ci ne sont naturellement pas identiques à cause de leur taille respective (la population de l'Arabie Saoudite est trois fois plus large que celle des Émirats), leur richesse en pétrole (l'Arabie Saoudite est le second plus grand producteur alors que les Émirats-arabes-unis sont les 7ème) et leur histoire spécifique. Le PIB de l'Arabie Saoudite est presque le double de celui des Émirats-arabes-unis (en 2019, le PIB de l'Arabie Saoudite s'élevait à 793 milliards dollars américains contre 421,1 milliards pour les Émirats-arabes-unis (Banque mondiale)). Dans la décennie précédente, les Émirats-arabes-unis ont réussi à diversifier leur économie, en particulier à Dubaï, mais restent toujours fortement tributaires des revenus du pétrole et du gaz naturel, qui continuent de jouer un rôle central dans leur économie, en particulier à Abou Dhabi. Alors qu'Abou Dhabi et d'autres émirats des Émirats arabes unis sont restés relativement conservateurs dans leur approche de la diversification, Dubaï, qui a des réserves

de pétrole beaucoup plus petites (mais des réserves de gaz importantes), a été plus audacieuse dans sa politique de diversification. Selon une étude du Forum économique mondial et du Groupe de la Banque mondiale en 2018, les Émirats arabes unis étaient classés 17ème au monde en termes de compétitivité, et maintenaient un environnement macroéconomique stable pour leur diversification (John, 2018).

Ce qui reste le plus substantiel dans notre histoire, c'est l'appropriation des ressources naturelles par le capital monopoliste-financier à travers le contrôle social des nations arabes stratégiques. La gestion de la misère et de la dépolitisation (le manque de voix politique au niveau national/régional/mondial) dans le monde arabe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale par l'impérialisme américain, a pour objectif d'assurer que les pays arabes ne vont pas s'industrialiser et prendre contrôle de leur pétrole. Les pressions de l'hégémonie impérialiste et l'instauration du mode marchand ont renforcé la spirale de désindustrialisation depuis les années 1970 dans le monde arabe. Outre la perte de guerres majeures qui avaient restructuré la société, une prévalence des rentes pétrolières contribue à désindustrialiser des économies plus avancées, telles que la Syrie et l'Égypte. Hanieh explique que la majorité des investissements étrangers dans les économies arabes qui ne font pas parties du golfe (Égypte, Jordanie, Iraq etc.), provient des pays du Golfe. Ainsi, les États du Golfe, dirigés par l'Arabie Saoudite, les Émirats-arabes-unis, et même le Qatar à un certain degré, jouent un rôle sans précédent dans l'orientation des développements régionaux, en grande partie sur la base de leur poids financier. Les États du Golfe déposent aujourd'hui des milliards de dollars auprès des banques centrales égyptiennes, Yéménites et soudanaises pour « stabiliser » leur régime (Advani, 2019 ; Hanieh, 2018).

Concernant l'économie de l'Arabie Saoudite plus spécifiquement, celle-ci reste la plus largement dépendante du pétrole : l'Arabie Saoudite était et reste le plus grand producteur de pétrole au monde et le chef de file de l'OPEP. Elle exporte 10 millions de barils par jour, soit

1/6 de la production mondiale. Selon SAMA, actuellement, le pétrole représente plus de 50% des revenus du gouvernement de l'Arabie Saoudite (mais selon Forbes et d'autres sources, le pétrole constitue 87% à 90% des revenus du gouvernement saoudien) (Forbes, 2018, Saudi Arabia GDP). Au cours du néolibéralisme, le royaume saoudien est devenu de plus en plus dépendant du pétrole pour ses dépenses quotidiennes, par opposition à d'autres sources de revenus. La dépendance aux exportations de pétrole signale sans équivoque l'échec de ses politiques de diversification. Tout comme il avait emprunté de l'argent pour réduire son déficit entre 1980 et 2002 avec la chute des prix du pétrole, il avait également eu recours à l'emprunt à court terme à taux d'intérêt élevé pour compenser le déficit courant (en 2014, les prix sont tombés à environ 50 dollars par baril). Les pays producteurs, n'ayant généralement pas réussi à diversifier leurs économies, ont toujours un besoin urgent de revenus pétroliers pour maintenir les dépenses publiques (Kingdom of Saudi Arabia Budget Report, 2018). Une analyse récente du Fonds Monétaire International montre que même l'Arabie Saoudite a besoin d'un prix du pétrole compris entre 80 et 85 dollars pour équilibrer son budget (Barbuscia, 2019). Le « prix d'équilibre » fiscal du pétrole - le prix nécessaire pour équilibrer le budget d'un pays - est d'une importance capitale pour les pays exportateurs de pétrole. Un prix brut faible, menace la stabilité économique de la plupart de ces pays (IMF, Table 6. Breakeven Oil Prices 2000 to 2021).

En novembre 2020, dans le contexte plus large de la stratégie Vision 2030, le prince saoudien Mohammad Bin Salman avait déclaré que des fonds souverains issus du Fonds d'investissement public (*Public Investment Funds* en anglais) seraient injectés dans l'économie en 2021 et 2022 (150 milliards de riyals par an), dans l'objectif de diversifier l'économie et de booster la croissance économique (Rashad pour Reuters, 2020). À noter que la pandémie a gravement affecté les économies nationales du monde. Rashad rapporte que celle de l'Arabie Saoudite s'est figée au cours de l'année 2020 à cause du manque de

demande de pétrole (elle a reculé de 7% au deuxième trimestre, tandis que le chômage a atteint un niveau record de 15,4%) (Rashad, 2020). Cela dit, même si l'Arabie Saoudite parvient à diversifier encore plus son économie dans ces conditions globales difficiles, il est peu probable que sur le long terme, son économie ne s'éloigne réellement de la dépendance extrême au commerce de pétrole dans le contexte de l'ère de l'impérialisme américain, pour des raisons liées à des rapports de classe vitaux pour la reproduction du système économique global.

Au côté des plans de diversifications de l'économie, il semble que les Saoudiens ont en vue d'accroître leur coopération avec Israël dans les prochaines années. Il est même probable qu'ils normalisent leurs relations avec Israël dans le futur, comme l'ont fait les Émirats-arabes-unis et Bahrain en novembre 2020 (Holland et Spetalnick, 2020). Les Émirats arabes unis et Bahreïn ont signé les accords d'Abraham, rejoignant l'Égypte (1979) et la Jordanie (1994) en tant que seuls pays arabes à normaliser leurs relations et à établir des relations diplomatiques avec Israël. D'après Powelson, les Émirats-arabes-unis et Bahrain ont des intérêts à coopérer avec Israël. Il explique : "Both nations are dependable US allies and will likely benefit from a surge in American military and business contracts as a result of their "peacemaking" with Washington's closest regional partner" (Powelson, 2020). En fait, malgré leur prétention de défendre la cause palestinienne, les Émirats-arabes-unis ont longtemps coopéré avec Israël (surtout à partir des années 1990) en menant des exercices militaires conjoints et en partageant des renseignements. Bahreïn, de son côté, avait mis fin à son boycott d'Israël en 2005 (Powelson, 2020).

Malgré leur état de guerre officiel (en raison de la question palestinienne surtout), Israël et l'Arabie Saoudite ont démontré leurs intérêts communs à plusieurs reprises dans l'histoire. Parmi ces événements historiques qui ont rapproché entre eux les deux pays, Podesh cite la guerre civile du Yémen du Nord (1962-1967), l'invasion du Koweït par l'Irak (1990), la

guerre du Liban de 2006 et la question nucléaire iranienne. En fait, les deux pays semblaient longtemps être liés par une alliance secrète contre des ennemis communs, qui s'est transformée en liens bilatéraux indirects et en réunions occasionnelles au cours de l'histoire (Podeh, 2018, p.564).

## **Conclusion du Chapitre 7**

L'«État fort», avec une forte souveraineté économique pour les intérêts de la classe travailleuse, peut être approximativement reproduit lorsqu'il est réduit à certaines de ses caractéristiques majeures, telles qu'une bureaucratie efficace, la sécurité sociale et la discipline exercée sur les entreprises et les financiers privés, etc., mais pour les pays arabes qui se trouvent aujourd'hui du côté de la géostratégie et de la « consommation » dans le processus d'accumulation de capital monopoliste-financier (qui implique du militarisme permanent), approcher un tel État est très difficile. L'impérialisme trouve des intérêts à faire la guerre perpétuellement dans le monde arabe pour épuiser ses fonds financiers et démontrer son hégémonie sociale dans un endroit stratégique. Pour l'impérialisme, le Yémen est trop stratégique pour devenir indépendant. Sa désintégration en termes de souveraineté, sa dissolution en plusieurs territoires antagonistes et ses conflits internes constants constituent un modèle impérialiste pour les années à venir. L'effondrement du Yémen en tant qu'État, surtout à travers la guerre économique, la fragmentation du pays et le conflit militaire perpétuel, semblent avoir été nécessaire pour faire pencher la balance du pouvoir en faveur de l'impérialisme militarisé.

La fragmentation du Yémen qui affaiblit l'unité et la capacité institutionnelle de l'État, est un moyen essentiel à travers lequel l'impérialisme est capable de contrôler le pays pour ses intérêts économiques cachés (ou peu évident face aux tensions politiques). La fragmentation des nations du sud par les forces impérialistes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale

avait été fondamentale pour affaiblir la souveraineté des nouvelles nations indépendantes. À ce sujet et dans le contexte de l’Afrique dans les années 1960, Nkrumah avait écrit :

“The creation of several weak and unstable states of this kind in Africa, it is hoped, will ensure the continued dependence on the former colonial powers for economic aid, and impede African unity. This policy of balkanization is the new imperialism, the new danger to Africa” (Nkrumah, 1963, p.179).

Les identités divisionnaires qui dominent les États effondrés visent à démanteler toute forme d’organisation politique susceptible de renforcer l’unité des classes travailleuses et des nations opprimées contre l’impérialisme.

Les États du Golfe, dont la sécurité et la souveraineté sont garanties par la protection de l’impérialisme américain, ont propagé et financé des idéologies et des mouvements islamistes et sunnites de libre marché en commençant par une réaction au socialisme arabe (à partir de la fin des années 50). Depuis le 11 septembre 2001, les djihadistes sunnites et les extrémistes de droite se sont multipliés dans le monde arabe. Notamment, les conditions d’États en faillite tels que l’Irak, la Libye, la Syrie, le Yémen, etc. permettent à ces djihadistes sunnites de s’épanouir. En effet, au Yémen en particulier, tant que les Yéménites resteront dans la pauvreté et le désespoir face au conflit qui les divise, Al-Qaeda et d’autres organisations terroristes de droite pourront recruter de nouveaux membres. Ces organisations contribuent à propulser les intérêts de classe liés au contrôle privé du pétrole dans le monde arabe. De plus, ils permettent à la «guerre contre le terrorisme», qui très rentable, de se poursuivre.

Les Houthis, soutenus par l’Iran, ont formé un État *de-facto* au Yémen du Nord (au côté du parti de Saleh – le CGP) pour représenter les intérêts anti-impérialistes du Yémen, mais ils sont désavantagés par leur identité chiite. Dans les conditions actuelles de guerres de classe acharnées dans la région, leur identité est utilisée et manipulée par les forces impérialistes, et même par eux-mêmes à un certain degré, renforçant ainsi le fossé idéologique entre chiite et

sunnite, ce qui favorise la poursuite d'une lutte des classes. L'Arabie Saoudite utilise le discours contre le chiisme et l'Iran pour renforcer la légitimité de Hadi au Yémen. Les Émirats-arabes-unis aussi utilisent ce discours, mais s'éloignent du Wahhabisme en soutenant les séparatistes du sud qui restent majoritairement d'origine « sunnite » shaféite. À cause de ces tensions régionales, l'adoption d'une forte identité chiite est le seul moyen réaliste pour les Houthis de se rapprocher de l'Iran et de « l'axe de résistance » régional opposé à l'impérialisme.

Avec la montée en force des Houthis, le Yémen est devenu plus que jamais une menace de taille pour la sécurité de l'Arabie Saoudite. Il en reste que la fragmentation selon des lignes sectaires est un moyen de reconstruire une société selon les intérêts impérialistes. Cette reconstruction a la même essence que la destruction massive de communautés entières de peuples autochtones pendant le colonialisme européen : reconstruire une société à l'image des intérêts colonialistes/impérialistes.

## Conclusion générale

Les chapitres de cette thèse ont présenté le Yémen sous différents aspects : historique, économique, politique, social, idéologique. La littérature dominante considère aujourd'hui que le Yémen est un État « défaillant », mais cette thèse montre que l'État du Yémen s'est effondré économiquement et est incapable, dans une certaine mesure, d'apaiser les souffrances de sa population, à cause de l'impérialisme. De plus, le Yémen n'est pas "complètement" failli, car il est le théâtre d'une véritable lutte contre l'impérialisme, ce qui donne de l'espoir pour un nouveau commencement.

L'échec de l'État se définit par le manque de souveraineté d'un pays sur son territoire, laquelle est la principale exigence pour le développement économique d'une nation dans le contexte de l'impérialisme américain avancé. L'échec de l'État est imposé par l'agression impérialiste dans les pays où il y a un intérêt à faire la guerre et infliger la destruction économique. À l'autre bout du spectre, la force de l'État se manifeste par la souveraineté importante d'une nation du Sud global vis-à-vis de l'impérialisme. Cette nation est alors capable de gérer l'État pour développer l'économie. La « force de l'État » dans les pays du sud s'acquiert par la lutte des États agressés contre l'impérialisme.

L'État a le potentiel d'être une institution socialiste qui satisfait les besoins des couches les plus pauvres. Mais depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale surtout, l'impérialisme a mené une lutte contre les classes sociales révolutionnaires et les États socialistes pour que le potentiel de l'État prolétaire et socialiste soit progressivement évincé. Depuis la chute de l'Union Soviétique, les États-Unis ont une hégémonie idéologique (et politique) grandiose et ne sont plus concernés par le potentiel socialiste des États du monde arabe (et de l'Afrique). Ces derniers ont dans une large mesure accepté le sort néolibéral, bien qu'il existe (et existera toujours dans le contexte du capitalisme) des groupes qui luttent contre l'agression impérialiste. Ainsi, les États-Unis, avec leurs alliés, vont plus loin dans la lutte des classes :

ils interviennent de manière directe ou indirecte pour compromettre le développement économique des États déjà sous l'emprise néolibérale, ce qui se manifeste dans certains cas par une désintégration sévère de l'État. La source de la désintégration d'États dans le monde arabe est l'agression impérialiste infligée par des États défenseurs des intérêts d'une élite mondiale (ainsi que par les institutions internationales financières qui mènent des « guerres économiques » tout aussi meurtrières que les attaques militaires).

Chowdhury a écrit un livre décrivant comment le concept « d'État défaillant » est mauvais car les interventions pour « construire » des démocraties ne fonctionnent pas bien. Mais son erreur était de commencer son raisonnement du point de vue des pays impérialistes qui interviennent dans les pays du sud (et qui causent, eux-mêmes, l'affaiblissement des États), tout en adoptant leur raisonnement lorsqu'il en vient à l'idée d'un « État défaillant ». En fait, nous avons montré dans cette thèse que le concept d'État défaillant n'est ni bon ni mauvais, il est plutôt une réalité concrète infligée par les États impérialistes sur les pays du sud (il représente les intérêts réels de ces États impérialistes). D'une perspective matérialiste et historique, les États ne sont que des outils (neutres) qui permettent à des classes sociales d'imposer leurs intérêts sur des autres classes. Les États sont des outils essentiels dans la longue histoire du capitalisme fondée sur la lutte des classes, pour garantir les droits sociaux et humains – on ne devrait pas s'en débarrasser. Les États du sud qui se retrouvent dans des situations politico-économiques catastrophiques, ne sont pas les premiers responsables de leur sort, et ils ont besoin d'être libéré de la première contradiction (l'impérialisme) pour avoir l'opportunité de potentiellement devenir (si les conditions internes le permettent) des États forts (dans le sens prolétaire). Ce sont les relations impérialistes agressives qui devraient être à la base de l'analyse des États faibles et défaillants (non pas la conception libérale du phénomène), car ce sont ces relations qui organisent réellement notre mode de reproduction mondial. Pour réitérer cela : ce sont ces relations qui devraient être au cœur de

la conceptualisation théorique du phénomène de la défaillance d'un État pauvre dans notre période historique d'impérialisme avancé, non pas le concept ou le phénomène de défaillance donné d'emblée et imposé par les pays impérialistes.

Les États-Unis représentent l'État le plus « fort » en termes de souveraineté nationale, et même de souveraineté mondiale. Les alliés régionaux de l'impérialisme dans le monde arabe tels Israël et l'Arabie saoudite, ont un degré de souveraineté moins élevé étant donné le fait qu'ils sont presque totalement dépendants des États-Unis, notamment pour leur sécurité et leur croissance économique. La Chine qui est la rivale première de l'impérialisme, possède une souveraineté remarquable mais reste limitée au niveau mondial à cause des tensions et des menaces venant de l'impérialisme. Aucun État du sud ne peut obtenir une force totale sur son territoire dans le contexte de l'impérialisme, puisqu'il ne leur est pas permis de contrôler tous les aspects de leur économie.

Selon Mészáros, dans l'ordre de reproduction sociale du capital, le monopole est par nature destructeur car il implique l'accroissement du gaspillage et de la misère de sa reproduction (puisque'il n'y a pas eu de compétition qui a créé des opportunités de luttes et de négociations pour les travailleurs). Un tel monopole découle de la tendance auto-expansionniste à l'origine du système capitaliste. Le monopole sur les moyens de production - attribué à l'origine à la classe privilégiée des personnifications du capital par le biais de « l'accumulation primitive » coloniale imbibée de sang - est le but ultime du fonctionnement d'un tel système. Par conséquent, il doit être maintenu à tout prix, chaque fois qu'il est menacé, même par la force autoritaire la plus agressive des États les plus impérialistes (Mészáros, 2016). Mao Tse Tung, bien avant Mészáros, avait mis en valeur l'importance de la violence permanente pour l'impérialisme. Selon Mao : la violence impérialiste existe en raison du besoin impulsif des groupes capitalistes dans une poignée de pays impérialistes de se mêler du Sud global. Ces groupes dépendent de l'agression pour leurs profits. La violence impérialiste se manifeste

dans le Sud global à travers différents niveaux de violence et différents moyens. Il y a les moyens les plus «diplomatiques» (par exemple, les sanctions économiques) et ensuite les plus destructeurs (par exemple, l'invasion militaire). Mao avait dit: "politics is war without bloodshed while war is politics with bloodshed" (Mao Tse Tung, sans date).

La violence impérialiste est perpétuée en premier lieu grâce à l'hégémonie idéologique. Selon l'eurocentrisme, une idéologie impérialiste dominante jusqu'à ce jour, les personnes résidentes dans les pays du tiers-monde n'ont pas d'histoire propre : les normes issues du siècle des lumières, notamment le libéralisme économique et la démocratie électorale (démocratie représentative) doivent être les règles pour tous (Amin, 1989). Dans des États désintégrés tels que le Yémen, l'Irak, la Syrie, la Somalie, le Soudan et la Libye, l'espérance de vie est courte, la malnutrition infantile et l'analphabétisme abondent : 70 millions de personnes âgées de plus de 15 ans, soit un sixième de la population totale, sont considérés comme analphabètes dans le monde arabe (Hammoud, 2006). Les idéologies racistes des forces colonisatrices qui ont opprimé les populations indigènes entières dans les Amériques et en Australie, sont similaires (en nature) à l'eurocentrisme actuel et aux autres idéologies impérialistes apparemment diplomatiques et démocratiques qui engendrent les conditions en Palestine, Irak, Syrie, Libye, etc.

Au cœur de cette thèse sur la désintégration de l'État, se trouvait la dialectique entre la nation Yéménite et l'impérialisme américain qui renvoie aussi au processus global d'accumulation de capital monopoliste-financier. Dans toute société humaine, ce ne sont pas les volontés et les idéaux qui sont les déterminants structurels dans le développement spirituel et matériel de la société : ce sont plutôt les relations de production données par l'histoire de la lutte des classes. Dans notre époque historique d'impérialisme avancé, la totalité des relations de production a pour caractère principal d'enrichir une minorité par le biais de la finance, du gaspillage et du militarisme permanent, quelles que soient les conséquences sur la vie

humaine et la nature. L'impérialisme s'impose sur la réalité à travers la lutte des classes (et la lutte contre les nations du sud) et la géopolitique (puisque le monde est limité). C'est à partir d'une telle préconception générale de l'histoire qu'on a cherché à comprendre le processus plus concret de la désintégration de l'État Yéménite qui est synonyme de la désintégration de la souveraineté Yéménite sur le territoire du Yémen.

La thèse la plus spécifique (liée à l'étude de cas) était que le Yémen est un point stratégique en raison de Bab-el-Mandeb : sécuriser ce détroit grâce à la subjugation des Yéménites est fondamental pour contrôler les ambitions d'expansion commerciale de la Chine. La fragmentation du pays est un moyen pour le subjuguer aux intérêts impérialistes.

Le Yémen a longtemps été un point d'intérêt pour l'ascension de l'hégémonie américaine face à ses ennemis. Il a subi de nombreuses guerres consécutives et de nombreuses impositions politiques dommageables. La guerre actuelle depuis 2015, est un des événements très violents dans l'histoire de la violence permanente au Yémen. En effet, le Yémen a été affecté par les nombreuses guerres entre les nations arabes socialistes et les forces impérialistes au cours de la guerre froide. Contrôler les détroits maritimes stratégiques dans une atmosphère de lutte contre la Chine permet à l'impérialisme de contrôler les échanges de pétrole vitaux à la production industrielle de tous les pays du monde. Plus précisément, la militarisation du détroit de Bab-el-Mandeb par la coalition saoudienne fait partie de la stratégie américaine de militarisation déjà établie dans le monde arabe depuis des décennies. Cette militarisation a pour fonction principale d'ébranler les intérêts de la Chine dans la mesure où elle bloque l'accès potentiel de cette dernière à une part du pouvoir de marché. Le contrôle possible du détroit par les Houthis et l'Iran, grâce à un accroissement de la souveraineté de l'État Houthis, serait une voie vers la dédollarisation et le renforcement de l'OBOR chinois. Les États-Unis ne peuvent pas se permettre de perdre leur influence (via

leurs alliés de la région) sur Bab-el-Mandeb car ce détroit est fondamental pour le contrôle de l'offre de pétrole nécessaire à l'assurance de la vente du pétrole en dollar américain.

Le système économique américain est aujourd'hui basé sur un plan financier qui consiste à créer et recréer des opportunités d'exploitation abusive des prix mondiaux des marchandises destinés à satisfaire les besoins de base. De plus, il conduit la grande majorité des États à devenir prisonnier de la dette qu'ils doivent aux institutions financières internationales. Les États-Unis cherchent à préserver ce système grâce à des pratiques impérialistes dans des régions stratégiques où se situent des ressources convoitées par les nations du monde. Le monde arabe est un point stratégique en raison du pétrole.

L'économie actuelle des États-Unis ressemble beaucoup à une coquille vide (à cause d'un système financier enflé), mais les profits des banques et des monopoles privés américains ne ralentissent pas. Ces profits ne dépendent pas de la prouesse dans la sphère de production, mais de l'hégémonie idéologique (et politique) héritée de l'impérialisme occidental et préservée grâce à plusieurs moyens (le militarisme, l'aide militaire et économique aux alliés, la supériorité sociale du dollar américain, etc.). Cette hégémonie reste le facteur déterminant pour la pratique de leur impérialisme. Bien que l'idéologie du socialisme qui s'opposait à l'hégémonie américaine et impérialiste s'est évincée depuis les années 1990 au niveau mondial, il en reste que la résistance à l'agression ne peut jamais être complètement éliminée. De nombreux États qui font notamment partis des « ennemis » actuels des États-Unis sont en train de riposter de différentes manières contre l'impérialisme américain, particulièrement contre l'hégémonie du dollar américain (qui permet à l'élite impérialiste de commander les prix mondiaux des biens de base). La Chine tente de former un nouveau système économique mondial à travers son plan de l'OBOR.

L'éventualité de grande perte d'hégémonie idéologique dans le futur serait fatale pour l'ensemble du système économique actuel. Dans ces conditions idéologiques dangereuses

pour l'impérialisme, les États-Unis et leurs alliés cherchent désespérément à préserver leur autorité à travers diverses façons, notamment les plus violentes.

La violence est centrale à l'impérialisme occidental depuis ses débuts. Le contrôle social de la planète à tout moment (même si cela n'est pas possible en pratique) est tout à fait nécessaire pour la surexploitation des nations via des moyens financiers et répressifs.

L'impérialisme américain ne peut pas partager (de manière non-antagoniste) le pouvoir avec des nations puissantes et indépendantes puisque cela menace son essence même liée au contrôle social mondial.

Ainsi, les États-Unis ne vont pas laisser les nations de « l'axe de résistance » dans le monde islamique s'épanouir en toute liberté. L'existence de l'Iran, de Hezbollah et des houthis dans le monde arabe est inacceptable du point de vue de l'accumulation de capital monopoliste-financier. Le monde arabe est un point stratégique à cause du pétrole. De même, la guerre contre les nations révolutionnaires est en elle-même une source de pouvoir pour le capital monopoliste-financier.

En effet, il démontre son pouvoir sur l'ensemble du monde en dépensant sur des actifs dans la technologie militaire et les missions de guerres considérées « nécessaires » par les classes sociales les plus privilégiées. La centralité de la violence pour l'impérialisme est plus palpable à travers le budget militaire des États-Unis. Même si la guerre est le déterminant décisif de l'histoire, le talon d'Achille de l'impérialisme dans toute cette équation est l'hégémonie idéologique des États-Unis : pour assurer les intérêts économiques du capital monopoliste-financier, les États-Unis doivent particulièrement être convaincants auprès de la classe travailleuse américaine, de leurs alliés principaux et des nations pauvres surexploitées.

La pandémie du COVID-19 n'est pas suffisante pour arrêter toutes les altercations à Bab-el-Mandeb et au Yémen. Le 9 avril 2020, en réponse à la pandémie, la coalition saoudienne avait déclaré un cessez-le-feu unilatéral pour deux semaines. Cependant, les attaques ne se

sont pas vraiment arrêtées de la part des deux partis. De plus, le cessez-le-feu était une stratégie cynique coordonnée par les décideurs occidentaux pour resserrer le siège économique et les blocus. Il convient également de noter que, depuis mars 2020, il y a une augmentation de la présence de marines américaines sur la base militaire de la coalition établie à Socotra. Les Émirats-arabes-unis avaient envoyé des troupes militaires sur l'île de Socotra dans l'océan Indien le 30 avril 2018. Selon un correspondant au Yémen, l'île de Socotra au Yémen était devenue pendant un certain temps le centre d'une lutte de pouvoir entre le gouvernement yéménite et les séparatistes du sud (Al-Monitor, 2020).

À ce stade de la guerre, il semble que les Houthis ont déjà gagné la guerre, car ils ont établi leur gouvernement et n'acceptent pas de rapatrier leurs forces militaires ou d'abandonner leur position pro-iranienne et anti-saoudienne. Les États-Unis ont réajusté leur politique étrangère vis-à-vis du Yémen en 2021, mais cela ne signifie pas qu'ils vont quitter les prémices du Yémen. Les Saoudiens doivent aussi se réajuster face à leur défaite, tout en faisant attention à sécuriser leurs intérêts économiques vitaux. Quoiqu'il en soit, la solution immédiate la plus réaliste pour apaiser la crise économique et atténuer la souffrance du peuple Yéménite serait pour l'Arabie Saoudite et ses alliés de suivre les mesures avancées par l'accord de Hodeidah conclut en 2018 à Stockholm. Ces mesures incluent un cessez-le-feu dans la ville de Hodeidah et dans les ports de Hodeidah, Sali et Ras Issa, ainsi que le retrait et le redéploiement de toutes les forces militaires saoudiennes pour le libre accès de l'aide humanitaire (sans la nécessité de prendre la permission de la coalition).

## Bibliographie

- Abaad Studies (2019) Suicide Drones... Houthi Strategic Weapon, *Abaad Studies*, url : <https://abaadstudies.org/print.php?id=59795>. Récupéré le 29/10/2021.
- Abdel-Malek, A. (1964) Nasserism and socialism. *Socialist Register*, 1.
- Abdel-Malek, A. (1966) « Problématique du socialisme dans le monde arabe ». Dans : *L'Homme et la société*, N. 2, pp. 125-148, url : [http://www.persee.fr/doc/homso\\_0018-4306\\_1966\\_num\\_2\\_1\\_974](http://www.persee.fr/doc/homso_0018-4306_1966_num_2_1_974), Récupéré le 29/10/2021.
- Abdel-Malek, A. (1968) *Egypt: Military society: The army regime, the left, and social change under Nasser*. Random House.
- Abdel-Malek, A. (1977) Geopolitics and national movements: an essay on the dialectics of imperialism, *Antipode* 9:1.
- Abdel-Malek, A. (1981) "Historical Surplus Value". Dans *Nation and Revolution* (pp. 71-77). Palgrave, London.
- Abdulaal, M. (2018) Read Historic Letters Between Gamal Abdel Nasser, John F Kennedy, *Egyptian Streets*, url : <https://egyptianstreets.com/2018/09/27/read-historic-letters-between-gamal-abdel-nasser-john-f-kennedy/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Abdulkareem, A. (2019a) As Yemen Starves, International Aid Agencies Play Politics With Food, *Mint News Press*, url : <https://www.mintpressnews.com/yemen-starves-world-food-program-politics-aid/260125/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Abdulkareem, A. (2019b) UAE's Yemen Troop Withdrawal Follows New Houthi Weapons and Threats of Attack on Dubai, *Mint News Press*, url :

<https://www.mintpressnews.com/uae-yemen-troop-withdrawal-houthi-new-drones-missiles/260253/>, Récupéré le 29/10/2021.

- Aboul-Enein, Y. (2004) *The Egyptian-Yemen War (1962–67): Egyptian Perspectives on Guerrilla Warfare*, *Infantry Magazine* 93.1 (2004): 19–23.
- Abu Amer, A. (2019) Israel and the Gulf: From secret relations to public normalization, *Middle East Monitor*, url : <https://www.middleeastmonitor.com/20191104-israel-and-the-gulf-from-secret-relations-to-public-normalisation/>, Récupéré le 29/10/2021.
- ACAPS (2015) Secondary Data Review – 5 June 2015 : Libya Humanitarian Impact of the Conflict, *ACAPS*, url : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/s-acaps-sdr-libya-humanitarian-impact-of-the-conflict-5-jun-2015.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- ACAPS (2020) The Houthi Supervisory System : The interplay of formal state institutions and informal political structures Thematic report – 17 June 2020, *ACAPS*, url : [https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20200617\\_acaps\\_yemen\\_analysis\\_hub\\_the\\_houthi\\_supervisory\\_system.pdf](https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20200617_acaps_yemen_analysis_hub_the_houthi_supervisory_system.pdf), Récupéré le 29/10/2021.
- Ackerman, S. (2018) Trump Ramped Up Drone Strikes in America’s Shadow Wars, *The Daily Beast*, url : <https://www.thedailybeast.com/trump-ramped-up-drone-strikes-in-americas-shadow-wars>, Récupéré le 29/10/2021.
- Addleton, J. (1991) The impact of the Gulf war on migration and remittances in Asia and the Middle East. *International migration* (Geneva, Switzerland), 29(4), 509.
- Advani, R. (2019) The Imperious Rise of Gulf Capitalism, A review of Adam Hanieh, *Money, Markets, and Monarchies: The Gulf Cooperation Council and the Political*

Economy of the Contemporary Middle East, *MERIP*, url :

<https://merip.org/2019/08/the-imperious-rise-of-gulf-capital/> Récupéré le 29/10/2021.

- Ajl, M. (2018) 10 Yemen's Agricultural World: Crisis and Prospects. Crisis and Conflict in Agriculture, *CAB International*, 131.
- Al Arabiya (2015) Saudi 'Decisive Storm' waged to save Yemen, *Al Arabiya*, url : <https://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2015/03/26/GCC-states-to-repel-Houthi-aggression-in-Yemen-statement-.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Al Monitor (2020) (A Correspondant) Civil war rivals vie for Yemen's strategic Socotra island, *Al Monitor*, url : <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2020/03/yemen-socotra-government-defections-saudi-uae-influence.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Al Sherbini, R. (2018) Egyptians remember 'father of the poor' : A mantle in Nasser's legacy was an ambitious program to establish social justice. *Gulf News*, url : <https://gulfnews.com/world/mena/egyptians-remember-father-of-the-poor-1.2154872>, Récupéré le 29/10/2021.
- Al-Awlaqi, W., Al-Hada, S., et al-Shawthabi, Y. (2019) The Essential Role of Remittances in Mitigating Economic Collapse, *Rethinking Yemen's economy*, url : [https://sanaacenter.org/files/Rethinking\\_Yemens\\_Economy\\_No5.pdf](https://sanaacenter.org/files/Rethinking_Yemens_Economy_No5.pdf)[https://devchampions.org/uploads/publications/files/Rethinking\\_Yemens\\_Economy\\_No5.pdf](https://devchampions.org/uploads/publications/files/Rethinking_Yemens_Economy_No5.pdf), Récupéré le 29/10/2021.
- Albero, B. (2010) L'étude de cas : une modalité d'enquête difficile à cerner, dans : Albero B., Poteaux N. *Enjeux et dilemmes de l'autonomie. Une expérience d'autoformation à l'université*. Etude de cas, Maison des Sciences de l'Homme, pp.15-25, 2010, PraTICs. fahal-00579008.

- Albrecht, H. (2002) The political economy of reform in Yemen: privatisation, investment, and the Yemeni business climate. *Asien Afrika Latinamerika*, 30(2), 131-150.
- Al-Haj, A. (2014) Yemen's fuel prices nearly double after government ends subsidies, *The Christian Science monitor*, url : <https://www.csmonitor.com/Environment/Latest-News-Wires/2014/0730/Yemen-s-fuel-prices-nearly-double-after-government-ends-subsidies>, Récupéré le 29/10/2021.
- Al-Iryani, A. (2020) Five Years of Failure: The Dismal Performance of the Hadi Government, *Sanaa Center for strategic studies*, url : <https://sanaacenter.org/publications/analysis/9569>, Récupéré le 29/10/2021.
- Aljamra, H. (2019) Assassinated President Al-Hamdi Remains Yemen's Founder in the People's Collective Memory, *Inside Arabia*, url : <https://insidearabia.com/president-al-hamdi-yemen-collective-memory/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Al-Jazeera (2018) What does the death of Saleh al-Sammad mean for Yemen's Houthis?, *Al-Jazeera*, url : <https://www.aljazeera.com/features/2018/4/24/what-does-the-death-of-saleh-al-sammad-mean-for-yemens-houthis>, , Récupéré le 29/10/2021.
- Al-Jazeera (2019a) Timeline: Houthis' drone and missile attacks on Saudi targets, *Al Jazeera*, url : <https://www.aljazeera.com/news/2019/9/14/timeline-houthis-drone-and-missile-attacks-on-saudi-targets>, Récupéré le 29/10/2021.
- Al-Jazeera (2019b) Yemen's Houthi rebels urge full withdrawal of Saudi-led coalition 2019, *Al Jazeera*, url : <https://www.aljazeera.com/news/2019/7/9/yemens-houthi-rebels-urge-full-withdrawal-of-saudi-led-coalition>, Récupéré le 29/10/2021.

- Almasmari, H. Firch, A. et Nissenbaum, D. (2015) Chaos in Yemen Stymies U.S. Counterterror Operations, *WSJ*, url : <https://www.wsj.com/articles/houthi-militants-launch-offensive-on-yemeni-city-of-taiz-1427026848>, Récupéré le 29/10/2021.
- Almeida, A. et Knights, M. (2016) Gulf Coalition Operations in Yemen (Part 1): The Ground War, *Policywatch 2594*, url : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/gulf-coalition-operations-in-yemen-part-1-the-ground-war>, Récupéré le 29/10/2021.
- Al-Moalem, H. (2018) Starvation, Diplomacy and Ruthless Friends: The Yemen Annual Review 2018, *Sanaa Center for strategic studies*, url : <https://sanaacenter.org/publications/the-yemen-review/6808>, Récupéré le 29/10/2021.
- Al-Muslimi F. (2015) Riyadh and the Yemen Brotherhood: Back to Factory Reset, *Carnegie Middle East center*, url : <https://carnegie-mec.org/2015/08/07/riyadh-and-yemen-brotherhood-back-to-factory-reset-pub-61154>, Récupéré le 29/10/2021.
- Al-Rawhani, O. and Ahmad, E. (2018). The Need to Build State Legitimacy in Yemen, *Sanaa Center for strategic studies*, url : <https://sanaacenter.org/publications/main-publications/6496>, Récupéré le 29/10/2021.
- Althusser, L. (1962) Contradiction and Overdetermination, *Marxists.org*, url: <https://www.marxists.org/reference/archive/althusser/1962/overdetermination.htm>, Récupéré le 29/10/2021.
- Althusser, L. (2005) For Marx, url : <https://www.marxists.org/reference/archive/althusser/1965/introduction.htm>, Récupéré le 29/10/2021.
- Althusser, L., et Balibar, E. (1970). Reading capital, trad. *Ben Brewster, London: NLB.*

- Al-Weshali, A., Bamaga, O., Borgia, C., Van Steenberghe, F., Al-Awlaqi, N. et Babaqi, A. (2015) Diesel subsidies and Yemen politics: post-2011 crises and their impact on groundwater use and agriculture. *Water Alternatives* 8(2), 215–236.
- Al-Yadoomi, H. (1991) The Strategic Importance of the Bab-el-Mandeb Strait. *US Army War College*, url : <https://apps.dtic.mil/sti/pdfs/ADA236804.pdf>, Récupéré le 02/11/2021.
- Amadeo, K. (2021) US Debt to China, How Much It Is, Reasons Why, and What If China Sells, *The Balance*, url : <https://www.thebalance.com/u-s-debt-to-china-how-much-does-it-own-3306355>, Récupéré le 30/10/2021.
- Amber, Salwa Murbarak (1999) *The political and economic transformation of Yemen, 1968-1998*, Durham.
- American geosciences institute (s.d.) How much oil does the U.S. export and import? *American geosciences institute*, url : <https://www.americangeosciences.org/critical-issues/faq/how-much-oil-does-us-export-and-import>, Récupéré le 29/10/2021.
- Amin, S. (1978a) *The Arab Nation* (No. 2). Zed Press.
- Amin, S. (1978b). Unequal development: An essay on the social formations of peripheral capitalism. *Science and Society*, 42(2).
- Amin, S. (1989). *Eurocentrism*. NYU Press.
- Amin, S. (1997) *Capitalism in the age of globalization: The management of contemporary society*. Zed Books.
- Amin, S. (1999). “Capitalism, imperialism, globalization”, dans Chilcote R.M. (dir) *The political economy of imperialism* (pp. 157-168). Springer, Dordrecht.
- Amin, S. (2001) Imperialism and globalization. *Monthly Review*, 53(2), 6, url : <https://monthlyreview.org/2001/06/01/imperialism-and-globalization>, Récupéré le 29/10/2021.

- Amin, S. (2004) *The liberal virus: Permanent war and the Americanization of the world*. NYU Press.
- Amin, S. (2008) *The world we wish to see: revolutionary objectives in the twenty-first century*. NYU Press.
- Amin, S. (2010) *The law of worldwide value*. NYU Press.
- Amin, S. (2012) The Surplus in Monopoly Capitalism and the Imperialist Rent, *Monthly review*, url : <https://monthlyreview.org/2012/07/01/the-surplus-in-monopoly-capitalism-and-the-imperialist-rent/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Amin, S. (2013) China 2013. *Monthly Review*, 64(10), 14.
- Amin, S. (2015) Contemporary imperialism. *Monthly Review*, 67(3), 23. url : <https://monthlyreview.org/2015/07/01/contemporary-imperialism/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Amin, S. (2016). *The reawakening of the Arab world: challenge and change in the aftermath of the Arab Spring*. NYU Press.
- Amin, S. (2019) The New Imperialist Structure, *Monthly review*, url : <https://monthlyreview.org/2019/07/01/the-new-imperialist-structure/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Amsden, A. H. (2001) *The rise of "the rest": challenges to the west from late-industrializing economies*. Oxford University Press, USA.
- Anderson, P. (2013) *Lineages of the Absolutist State*, Verso Books.
- Andrew Campbell (2012) Art of War Papers An 'Exit Strategy' Not a Winning Strategy? Intelligence Lessons Learned From the British 'Emergency' in South Arabia, 1963–67, *Combat studies institute press*, url : [https://www.armyupress.army.mil/Portals/7/combat-studies-institute/csi-books/ArtOfWar\\_ExitStrategy.pdf](https://www.armyupress.army.mil/Portals/7/combat-studies-institute/csi-books/ArtOfWar_ExitStrategy.pdf) Récupéré le 29/10/2021.

- Anthony, J. D. (2000). Saudi Arabian-Yemeni Relations: Implications for US Policy. *Middle East Policy*, 7(3), 78.
- Arab Hero (2008) Arab Unity: Nasser's Revolution, *Al-Jazeera*, url : <https://www.aljazeera.com/news/2008/6/20/arab-unity-nassers-revolution>, Récupéré le 29/10/2021.
- Arab News (2018) KSA suspends oil shipments through Bab Al Mandeb after Houthi terror attack, *Arab news*, url : <https://www.arabnews.com/node/1345626/saudi-arabia>, Récupéré le 29/10/2021.
- Arab News (2019) Yemen coalition strikes caves used by Houthis to store missiles and drones, *Arab news*, url : <https://www.arabnews.com/node/1542366/middle-east>, Récupéré le 29/10/2021.
- Arab News (2020) Donald Trump instructs US Navy to destroy Iranian gunboats 'if they harass our ships at sea', *Arab News*, url : <https://www.arabnews.com/node/1663296/middle-east>, Récupéré le 14/07/2022.
- Arrighi, G. (1994) *The long twentieth century: Money, power, and the origins of our times*. Verso.
- Axe, D. (2017) Deadly Waters Off Yemen Threaten U.S. Ships, *The Daily Beast*, url : <https://www.thedailybeast.com/deadly-waters-off-yemen-threaten-us-ships>, Récupéré le 29/10/2021.
- Axe, D. (2018) US-Made Missile Defenses Spectacularly Failed in Saudi Arabia, *Vice*, url : [https://www.vice.com/en\\_us/article/8xkgw4/patriot-missile-saudi-arabia-yemen](https://www.vice.com/en_us/article/8xkgw4/patriot-missile-saudi-arabia-yemen), Récupéré le 29/10/2021.
- Bagash, T. (Interaction in Development), Pereznieto, P. (ODI), et Dubai, K. (Interaction in Development) (2012) Transforming Cash Transfers: Beneficiary and community perspectives on the Social Welfare Fund in Yemen, *ODI*, url :

<https://odi.org/en/publications/transforming-cash-transfers-beneficiary-and-community-perspectives-on-the-social-welfare-fund-in-yemen/>, Récupéré le 29/10/2021.

- Baldry, J. (1976). Anglo-Italian Rivalry in Yemen and ‘Asīr 1900-1934. *Die Welt Des Islams*, 17(1/4), new series, 155-193. doi:10.2307/1570344.
- Baldry, J. (1984). Soviet relations with Saudi Arabia and the Yemen 1917–1938. *Middle Eastern Studies*, 20(1), 53-80.
- Bandow, D. (2018) America Should See Saudi Arabia’s War on Yemen for the Horror It Really Is American policy has created chaos, spread radicalism, underwritten tyranny, and aided aggression, *CATO institute*, url : <https://www.cato.org/commentary/america-should-see-saudi-arabias-war-yemen-horror-it-really>, Récupéré le 10/06/2022.
- Baran, P., and Sweezy, P. (1966) *Monopoly Capital*, New York. *Monthly Review*, 64, 1.
- Barbuscia, D. (2019) Saudi Arabia would need oil at \$80-\$85 a barrel to balance budget: IMF official, *Reuters*, url: <https://www.reuters.com/article/us-saudi-economy-imf/saudi-arabia-would-need-oil-at-80-85-a-barrel-to-balance-budget-imf-official-idUSKCN1Q01N0>, Récupéré le 29/10/2021.
- Bar'El, Z. (2019) After four years war in Yemen, prospects for a diplomatic solution are brighter, *Haaretz*, <https://www.haaretz.com/middle-east-news/.premium-after-four-years-war-prospects-for-a-diplomatic-solution-in-yemen-are-brighter-1.7844419>, Récupéré le 29/10/2021.
- Barnes, J. and Schmitt, E. (2019) Iran Is Secretly Moving Missiles Into Iraq, U.S. Officials Say, *NY times*, url : <https://www.nytimes.com/2019/12/04/us/politics/iran-missiles-iraq.html?smid=nytcore-ios->

share&fbclid=IwAR3MyANgLEAeA8nbyN\_xLpQhTJPUtVQRFDTDTon64rIev6ex  
Q-hpyk1vgPc, Récupéré le 29/10/2021.

- Bar-Noi, U. (2011) *The Soviet Union And The Six-Day War: Revelations From The Polish Archives*, *Wilson Center*, url : <https://www.wilsoncenter.org/publication/the-soviet-union-and-the-six-day-war-revelations-the-polish-archives>, Récupéré le 29/10/2021.
- Bass, W. (2004) *Support any friend: Kennedy's Middle East and the making of the US-Israel alliance*. Oxford University Press.
- BBC (2012) Yemen's president Ali Abdullah Saleh cedes power, *BBC*, url : <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-17177720>, Récupéré le 29/10/2021.
- BBC (2015) Yemen crisis: UAE launches fresh Yemen attacks, *BBC*, url : <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-34163982>, Récupéré le 29/10/2021.
- BBC (2019a) A quick guide to the US-China trade war, *BBC*, url : <https://www.bbc.com/news/business-45899310>, Récupéré le 29/10/2021.
- BBC (2019b) China scraps some US tariffs ahead of trade talks, *BBC*, url : <https://www.bbc.com/news/business-49663123>, Récupéré le 29/10/2021.
- BBC (2019c) Yuan fall: Why is China's currency getting weaker? *BBC*, url : <https://www.bbc.com/news/business-49245654>, Récupéré le 29/10/2021.
- BBC (2020) Qasem Soleimani: US kills top Iranian general in Baghdad air strike, *BBC*, url : <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-50979463>, Récupéré le 29/10/2021.
- Beblawi, H., et Luciani, G. (dir) (2015) *The rentier state*. Routledge.
- Bellamy-Foster, J. (2007) *The Financialization of Capitalism*, *Monthly review*, url : <https://monthlyreview.org/2007/04/01/the-financialization-of-capitalism/>, Récupéré le 29/10/2021.

- Bergère, M. C. (1969) Le mouvement du 4 mai 1919 en Chine: La conjoncture économique et le rôle de la bourgeoisie nationale. *Revue historique*, 241(Fasc. 2), 309-326.
- Bergère, M. C. (2013) *Chine: le nouveau capitalisme d'État*. Fayard.
- Bertrand, B., et Birnbaum, P. (1979) *Sociologie de l'État*. Paris: Grasset.
- Best, J. (2020). The quiet failures of early neoliberalism: From rational expectations to Keynesianism in reverse. *Review of International Studies*, 46(5), 594-612.  
doi:10.1017/S0260210520000169.
- Bicanic, I., Gligorov, V., et Krastev, I. (2003) State, public goods and reform. *Global Development Network Southeast Europe (GDN-SEE). The wiiw Balkan Observer*,  
url : <https://wiiw.ac.at/state-public-goods-and-reform-dlp-3291.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- Bilgin, P., et Morton, A. D. (2002) Historicising representations of 'failed states': beyond the cold-war annexation of the social sciences?. *Third world quarterly*, 23(1), 55-80.
- Bingham, J. (2014) State Failure Characterised by the Westphalian Model of Sovereignty, *E-international relations*, url : <https://www.e-ir.info/2014/08/05/state-failure-characterised-by-the-westphalian-model-of-sovereignty/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Bitar, Karim Emile (2017) Le Moyen-Orient après les révolutions arabes, *AAEENA*,  
url : [https://www.aaeena.fr/medias/editor/files/Le\\_Moyen-Orient\\_apr%C3%A8s\\_les\\_r%C3%A9volutions\\_arabes\\_-\\_p2\\_-\\_Karim\\_Emile\\_Bitar.pdf](https://www.aaeena.fr/medias/editor/files/Le_Moyen-Orient_apr%C3%A8s_les_r%C3%A9volutions_arabes_-_p2_-_Karim_Emile_Bitar.pdf), Récupéré le 29/10/2021.
- Blumi, I. (2018) *Destroying Yemen: what chaos in Arabia tells us about the world*. Univ of California Press.

- Boås et Jennings (2007) 'Failed States' and 'State Failure': Threats or Opportunities?, *Globalizations*, 4:4, 475-485, DOI: 10.1080/14747730701695729.
- Bottelier, P. (2007) *China and the World Bank: how a partnership was built*, *Journal of Contemporary China*, 16(51), 239-258.
- Bourdieu, P. (1980) Le capital social : notes provisoires. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31(1), 2-3.
- Brandt, M. (2013) Sufyān's "Hybrid" War: Tribal Politics during the Ḥūthī Conflict. *Journal of Arabian Studies*, 3(1), 120-138.
- Brehony, N. (2013) *Yemen Divided: The Story of a Failed State in South Arabia* (London; New York, I.B. Tauris).
- Brimelow, B. (2017) Saudi Arabia has the best military equipment money can buy — but it's still not a threat to Iran, *Business Insider*, url : <https://www.businessinsider.com/saudi-arabia-iran-yemen-military-proxy-war-2017-12>, Récupéré le 29/10/2021.
- Brooks, R. E. (2005) Failed states, or the state as failure?. *The University of Chicago Law Review*, 1159-1196, url : <https://pdfs.semanticscholar.org/cd60/4ff5f795357e94974f2736d54eeb705b027d.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- Brown, E. (2019) Neoliberalism Has Met Its Match in China. We're in a Trade and Currency War, *Truth Dig*, url : <https://www.truthdig.com/articles/neoliberalism-has-met-its-match-in-china/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Bulos, N. (2018) Descended from royalty, the Houthi rebels keep a hold on war-ravaged Yemen, *LA times*, url : <https://www.latimes.com/world/middleeast/la-fg-yemen-who-are-the-houthis-20181229-story.html>, Récupéré le 29/10/2021.

- Burrowes, R. D. (1992) The Yemen Arab Republic's Legacy and Yemeni Unification. *Arab Studies Quarterly*, 41-68.
- Burrowes, R. D. (2010) *Historical dictionary of Yemen* (Vol. 72). Rowman & Littlefield.
- Calabrese, J. (2018) Iran under Sanctions: India and China over a Barrel, *Middle East Institute*, url : <https://www.mei.edu/publications/iran-under-sanctions-india-and-china-over-barrel>, Récupéré le 29/10/2021.
- Call C T (2011) Beyond the 'Failed State': Toward Conceptual Alternatives. *European Journal of International Relations* 17(2): 303-326.
- Callinicos, A. (2009) *Imperialism and global political economy*. Polity.
- Campbell, D. et Whitaker, B. (2002) US elite force gets ready for Yemen raid. *The Guardian*, 19 September  
2002: <http://www.guardian.co.uk/world/2002/sep/19/duncancampbell.brianwhitaker>, Récupéré le 03/07/2022.
- Carapico, S. (1988). Autonomy and secondhand oil dependency of the Yemen Arab Republic. *Arab Studies Quarterly*, 193-213.
- Carapico, S. (1991) Yemen: Unification and the Gulf War. *Middle East Report*, 170, 26.
- Carapico, S. (1993) The economic dimension of Yemeni unity. *Middle East Report* 184, 23(5), 9.
- Carapico, S. (2002) Foreign aid for promoting democracy in the Arab world. *The Middle East Journal*, 379-395.
- Carapico, S. (2006) "No Quick Fix. In Rebuilding Devastated Economies", Dans the Middle East, Birdsall, Nancy, Milan Vaishnav, et Robert L. Ayres. *Short of the Goal:*

*U.S. Policy and Poorly Performing States*. Washington, D.C.: Center for Global Development, p.182-208.

- Carroll, R. E. (2019) The Rise of Chinese Neo-Imperialism, *International policy digest*, url : <https://intpolicydigest.org/2019/12/05/the-rise-of-chinese-neo-imperialism/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Cavanagh, J. and Mander, J. (2003) A critique of corporate globalization (PART III): World Bank, IMF turned poor Third World nations into loan addicts, *The CCPA Monitor*, url : <https://www.tru.ca/library/pdf/cavanagh-mander.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- CBC news (2006) The price of oil - in context, *CBC news*, url : <https://web.archive.org/web/20070609145246/http://www.cbc.ca/news/background/oil/>, Récupéré le 29/10/2021.
- CEIC (2021) Yemen Real GDP Growth, *CEIC*, url : <https://www.ceicdata.com/en/indicator/yemen/real-gdp-growth>, Récupéré le 29/10/2021.
- Chandler D (2006) *Empire in Denial: The Politics of State-Building*. London: Press.
- Chang, I. J. (2018) China and Yemen's Forgotten War, United States Institute of Peace, *USIP*, url : <https://www.usip.org/publications/2018/01/china-and-yemens-forgotten-war>, Récupéré le 29/10/2021.
- Chappelle, A. (2018) Abu Dhabi's problem with the Muslim Brotherhood, *Al-Jazeera*, url : <https://www.aljazeera.com/news/2018/05/abu-dhabi-problem-muslim-brotherhood-180526105937656.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Chen Weiss, J. (2019) A World Safe for Autocracy? China's Rise and the Future of Global Politics, *Foreign Affairs*, url :

<https://www.foreignaffairs.com/articles/china/2019-06-11/world-safe-autocracy>,  
Récupéré le 29/10/2021.

- Chen, G. J. (2009). Development of rural China in the 21st century: Progress made and challenges ahead from the perspective of economic freedoms and social rights. *Asie Visions*, 16, 4-43.
- Cher-leparrain, M. (2017) The United Arab Emirates have it in for the Muslim Brotherhood, *Orientxxi*, url : <https://orientxxi.info/magazine/the-united-arab-emirates-have-it-in-for-the-muslim-brotherhood,1724>, Récupéré le 29/10/2021.
- Chomsky, N. (2007) *Failed states: The abuse of power and the assault on democracy*. Metropolitan Books.
- Chossudovsky, M. (2008) Al-Qaeda and the "War on Terrorism", *Global Policy*, url : <https://www.globalpolicy.org/component/content/article/154/26821.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Chowdhury, A. (2017) *The myth of international order: why weak states persist and alternatives to the state fade away*. Oxford University Press.
- Cigar, N. (1983). Arab socialism revisited: the Yugoslav roots of its ideology. *Middle Eastern Studies*, 19(2), 152-187.
- Cigar, N. (1985) South Yemen and the USSR: Prospects for the Relationship. *The Middle East Journal*, 775-795.
- Clark, W. (2004) Why Iran is the Next Target, *Resilience.org*, url : <https://www.resilience.org/stories/2004-10-26/real-reasons-why-iran-next-target-emerging-euro-denominated-international-oil-mar/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Clark, W. (2005) Petrodollar Warfare: Dollars, Euros and the Upcoming Iranian Oil Bourse, *Resilience.org*, url : <https://www.resilience.org/stories/2005-08->

08/petrodollar-warfare-dollars-euros-and-upcoming-iranian-oil-bourse/, Récupéré le 29/10/2021.

- Clausen, M.-L. (2018). Competing for Control over the State: The Case of Yemen. *Small Wars & Insurgencies*, 29(3), 560–578.  
<https://doi.org/10.1080/09592318.2018.1455792>, Récupéré le 29/10/2021.
- CNUCED et Conference on Trade (2005) South-South cooperation in international investment arrangements. *United Nations Publications*.
- Cohn, M. (2018) Khashoggi's Murder and Saudi War Crimes in Yemen Were Facilitated by US, *Truth Out*, url : <https://truthout.org/articles/khashoggis-murder-and-saudi-war-crimes-in-yemen-were-facilitated-by-us/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Collier, P. (2009) The political economy of state failure. *Oxford Review of Economic Policy*, 25(2), 219-240.
- Colton, N. A. (2010) Yemen: A collapsed economy, *The Middle East Journal*, 64(3), 410-426.
- Congressional Research Service (2021) US-China Trade Relations, *Congressional Research Service*, url : <https://fas.org/sgp/crs/row/IF11284.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- Cook, J. (2017) Israel instructs diplomats to support Saudis: Cable, *Al-Jazeera*, url : <https://www.aljazeera.com/news/2017/11/10/israel-instructs-diplomats-to-support-saudis-cable>, Récupéré le 29/10/2021.
- Corbett, J. (2015) Breaking the Silence on the Destruction of Yemen, *The international forecaster*, url : [https://theinternationalforecaster.com/topic/international\\_forecaster\\_weekly/Breaking\\_the\\_Silence\\_on\\_the\\_Destruction\\_of\\_Yemen](https://theinternationalforecaster.com/topic/international_forecaster_weekly/Breaking_the_Silence_on_the_Destruction_of_Yemen), Récupéré le 29/10/2021.

- Corden, W. M. (1984). Booming sector and Dutch disease economics: survey and consolidation. *Oxford economic Papers*, 36(3), 359-380.
- Craig-Jones, T. (2012) America, Oil, and War in the Middle East, *Journal of American History*, Volume 99, Issue 1, June 2012, Pages 208–218, url : <https://doi.org/10.1093/jahist/jas045>, Récupéré le 29/10/2021.
- Crisis group (2017) Yemen's al-Qaeda: Expanding the Base. *Crisis group*, url : <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/gulf-and-arabian-peninsula/yemen/174-yemen-s-al-qaeda-expanding-base>, Récupéré le 29/10/2021.
- Cunningham, F. (2012a) How the Arab League Has Become a Tool of Western Imperialism, *Scoop*, <https://www.scoop.co.nz/stories/HL1202/S00112/how-the-arab-league-has-become-a-tool-of-western-imperialism.htm>, Récupéré le 29/10/2021.
- Curtis, M. (2010) *Secret Affairs: Britain's Collusion with Radical Islam*. Serpents tail.
- Curtis, M. (2016) How Britain Carved Up the Middle East and Helped Create Saudi Arabia. url : <http://markcurtis.info/2016/11/02/how-britain-carved-up-the-middle-east-and-helped-create-saudi-arabia/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Da'na, S. (2019) Socialism or Neoliberal Barbarism: Reconstructing Nasser's Arab Socialism, *Contemporary Arab Affairs* (2019) 12 (2): 3–24. Dalby, S. (2016) *Creating the second cold war: The discourse of politics*. Bloomsbury Publishing.
- Damon, A. Swails, B. (2019) China and the United States face off in Djibouti as the world powers fight for influence in Africa, *Edition CNN*, url : <https://edition.cnn.com/2019/05/26/africa/china-belt-road-initiative-djibouti-intl/index.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Day, S. (2010) The Political Challenge of Yemen's Southern Movement. Yemen: On the Brink. *Carnegie Endowment for International Peace*, Middle East Program, (108),

url : [https://carnegieendowment.org/files/yemen\\_south\\_movement.pdf](https://carnegieendowment.org/files/yemen_south_movement.pdf), Récupéré le 29/10/2021.

- Defensenews (2015) Saudi Arabia: The Gulf's Best-Equipped Military, *Defensenews*, url : <https://www.defensenews.com/global/mideast-africa/2015/03/26/saudi-arabia-the-gulf-s-best-equipped-military/> Récupéré le 29/10/2021.
- Delozier, E. (2018) The Problem of Landmine Proliferation in Yemen. *Washington Institute*, url: [https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/the-problem-of-landmine-proliferation-in-yemen?fbclid=IwAR3Uu1hnhWU6\\_3CWwqGv6kxX2isKBawtG8svrdXVdQUq8EhtXUmvHzOxtX4](https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/the-problem-of-landmine-proliferation-in-yemen?fbclid=IwAR3Uu1hnhWU6_3CWwqGv6kxX2isKBawtG8svrdXVdQUq8EhtXUmvHzOxtX4), Récupéré le 29/10/2021.
- Destremau, B. (1990) Le Yémen du Nord : Évolution économique récente, *Revue Tiers Monde*, Vol. 31, No. 122 (Avril-Juin 1990), pp. 461-474.
- Destremau, B. (1992) « Les enjeux du qat au Yémen ». Dans : *Tiers-Monde*, tome 33, n°131, 1992. Drogues et développement. pp.611-621, url : [https://www.persee.fr/doc/tiers\\_0040-7356\\_1992\\_num\\_33\\_131\\_4712](https://www.persee.fr/doc/tiers_0040-7356_1992_num_33_131_4712), Récupéré le 29/10/2021.
- Destremau, B. (1993) Tendances et perspectives de l'économie yéménite. Dans: *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n°67, 1993. Yémen, passé et présent de l'unité. pp. 109-120;
- DiEugenio, J., et Pease, L. (dir) (2003) *The assassinations: Probe magazine on JFK, MLK, RFK and Malcolm X*. Feral House.
- DiJohn, J. (2008). *Conceptualising the causes and consequences of failed states: a critical review of the literature*. London: Crisis States Research Centre.
- Dingli, S., et Kennedy, C. (2014) The Aden Pivot? British Counter-Insurgency after Aden. *Civil Wars*, 16(1), 86-104.

- Dougherty, J. E. (1959). The Aswan Decision in Perspective. *Political Science Quarterly*, 74(1), 21–45. <https://doi.org/10.2307/2145939>.
- Dresch, P. (2000) *A History of Modern Yemen*, Cambridge: Cambridge University Press,
- Durden, Tyler (2017) “Explosive” Leaked Secret Israeli Cable Confirms Israeli-Saudi Coordination To Provoke War, *Zero Hedge*, url : [https://www.zerohedge.com/news/2017-11-07/leaked-secret-israeli-cable-confirms-israeli-saudi-coordination-lebanon?%2C-kryptonews-und-market-profile-daten-fuer-den-08-novemeber-von-trading-coach-oli=&items\\_per\\_page=50&sort\\_by=thread&sort\\_order=ASC&page=0%2C0%2C0%2C0%2C0%2C0%2C9](https://www.zerohedge.com/news/2017-11-07/leaked-secret-israeli-cable-confirms-israeli-saudi-coordination-lebanon?%2C-kryptonews-und-market-profile-daten-fuer-den-08-novemeber-von-trading-coach-oli=&items_per_page=50&sort_by=thread&sort_order=ASC&page=0%2C0%2C0%2C0%2C0%2C0%2C9), Récupéré le 30/10/2021.
- DW.com (2021) Biden administration halts arms sales to UAE and Saudi Arabia, *DW*, url : <https://www.dw.com/en/biden-administration-halts-arms-sales-to-uae-and-saudi-arabia/a-56365478>, Récupéré le 29/10/2021.
- Eabrasu, M. (2012). Les états de la définition wébérienne de l'État. *Raisons politiques*, 45(1), 187-209. <https://doi.org/10.3917/rai.045.018>, Récupéré le 29/10/2021.
- Easterly, G. (2018) Before 2014 : Yemen’s economy before the war, *Yemen Peace Project*, url: <https://www.yemenpeaceproject.org/blog-x/2018/7/16/before-2014-yemens-economy-before-the-war>, Récupéré le 29/10/2021.
- Edroos, F. (2017a) How did Yemen's Houthi-Saleh alliance collapse? The UAE was behind the former president's decision to turn his back on Houthi rebels, officials say. *Al-Jazeera*, url : <https://www.aljazeera.com/news/2017/12/4/how-did-yemens-houthi-saleh-alliance-collapse>, Récupéré le 29/10/2021.

- Edroos, F. (2017b) Yemen: Who was Ali Abdullah Saleh? *Al-Jazeera*, url : <https://www.aljazeera.com/indepth/spotlight/yemen/2011/02/201122812118938648.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Edwards, J. (2018) The 'zombie' problem: Low interest rates and 'leveraged loans' sustain a vast number of lousy companies which should have gone to the wall years ago, *Business Insider*, url : <https://www.businessinsider.com/zombie-firms-statistics-on-low-interest-rates-and-leveraged-loans-2018-10>, Récupéré le 29/10/2021.
- Egozi, A. (2019) Mossad Director: Arabs Allying With Israel Vs. Iran, *Breaking defense*, url : <https://breakingdefense.com/2019/07/mossad-director-israel-allying-with-arabs-against-iran/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Egypttoday (2019) 28% increase in trade exchange between China, Arab countries in 2018, *Egypttoday*, url : <https://www.egypttoday.com/Article/3/70779/28-increase-in-trade-exchange-between-China-Arab-countries-in>, Récupéré le 29/10/2021.
- El Mallakh, R. (2014) *The Economic Development of the Yemen Arab Republic* (RLE Economy of Middle East). Routledge.
- Emmanuel A. (1975), Unequal Exchange Revisited, *IDS Discussion Paper* no. 77.
- Encyclopedia Britannica (sans date) The age of imperialism, url : <https://www.britannica.com/place/Yemen/The-age-of-imperialism><https://www.britannica.com/place/Saudi-Arabia/Economy>, Récupéré le 29/10/2021.
- Enders, K., Williams, S., Choueiri, N., Sobolev, Y., et Walliser, J. (1990). Republic of Yemen—Selected Issues. *International Monetary Fund*.
- Enfu, C., et Baolin, L. (2021). Five Characteristics of Neoimperialism Building on Lenin's Theory of Imperialism in the Twenty-First Century. *Monthly review*, 73(1), 22-58.

- Engdahl, W. F. (2008) Rigging The Oil Market: ‘Perhaps 60% of Today’s Oil Price is Pure Speculation’, *Engdahl.oilgeopolitics.net*, url :  
[http://www.engdahl.oilgeopolitics.net/Financial\\_Tsunami/Oil\\_Speculation/oil\\_speculation.HTM](http://www.engdahl.oilgeopolitics.net/Financial_Tsunami/Oil_Speculation/oil_speculation.HTM), Récupéré le 29/10/2021.
- Engedahl (2007) Oil and the origins of the ‘War to make the world safe for Democracy’. url :  
[http://www.engdahl.oilgeopolitics.net/History/Oil\\_and\\_the\\_Origins\\_of\\_World\\_W/oil\\_and\\_the\\_origins\\_of\\_world\\_w.HTM](http://www.engdahl.oilgeopolitics.net/History/Oil_and_the_Origins_of_World_W/oil_and_the_origins_of_world_w.HTM), Récupéré le 29/10/2021.
- Engels, F. (2007) *The origin of the family, private property, and the state*. New York University Press.
- Erlich, R. (2014) *Inside Syria*. Prometheus Books.
- ESCWA (2014) Arab Integration: A 21st Century Development Imperative, url :  
[https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/publications/files/e\\_escwa\\_oes\\_13\\_3\\_e.pdf](https://www.unescwa.org/sites/www.unescwa.org/files/publications/files/e_escwa_oes_13_3_e.pdf), Récupéré le 29/10/2021.
- ESCWA (s.d.) Yemen Oil and Gas Corporation, *ESCWA*, url :  
<https://www.unescwa.org/yemen-oil-and-gas-corporation>, Récupéré le 29/10/2021.
- Etheredge, L. (Dir.). (2010). *Saudi Arabia and Yemen*. Britannica Educational Publishing.
- Etoughé, P. A. (2011) Manuel de la Recherche De la conception l’organisation du travail de recherche, Berlin : Édition Universitaire européennes.
- European council on foreign affairs (s.d.) Mapping the Yemen conflict. *European council on foreign affairs*, url : <https://www.ecfr.eu/mena/yemen>, Récupéré le 29/10/2021.
- Fabricius, P. (2018) Can China free Africa from dependency on the mighty dollar? *Africportal*, url : <https://www.africportal.org/features/can-china-free-africa->

dependency-mighty-

dollar/?fbclid=IwAR0jg\_6i0iDPjhGd0ndYO\_ekvaC776DqAx2YWSWKtSzCetyCiZ-mEDJe, Récupéré le 29/10/2021.

- Falconbridge, G. (2019) Southern Yemeni separatists tell Saudi Arabia: evict Islah or lose the war, *Reuters*, url : <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security-south/southern-yemeni-separatists-tell-saudi-arabia-evict-islah-or-lose-the-war-idUSKCN1V417X>, Récupéré le 29/10/2021.
- Fanack Water (2021) Water use in Yemen, *Fanack Water*, url : <https://water.fanack.com/yemen/water-use-yemen/>, Récupéré le 29/10/2021.
- FAO (2014) Country fact sheet on food and agriculture policy trends, *Food and Agriculture Organization*, [www.fao.org/3/a-i4127e.pdf](http://www.fao.org/3/a-i4127e.pdf), Récupéré le 29/10/2021.
- FAO (2019) When growing vegetables is no longer safe, *Food and Agriculture Organization*, url : <http://www.fao.org/fao-stories/article/en/c/1202553/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Fathallah, H. (2019) Winning the humanitarian war in Yemen, *Atlantic Council*, url : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/winning-the-humanitarian-war-in-yemen/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Feierstein, G. M (2019) The 60-year war, *Middle East Institute*, url : <https://www.mei.edu/sites/default/files/2019-02/Yemen%20The%2060%20Year%20War.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- Feng, H. (2006). *The Politics of China's Accession to the World Trade Organization*. Taylor & Francis.
- Fergany, N. (1982) The impact of emigration on national development in the Arab region: the case of the Yemen Arab Republic. *International Migration Review* 16.

- Ferguson, J. (2018) Is Intentional Starvation the Future of War? *New Yorker*, url : <https://www.newyorker.com/news/news-desk/is-yemen-intentional-starvation-the-future-of-war> 2018, Récupéré le 29/10/2021.
- Ferguson, N. (2019) The New Cold War? It's With China, and It Has Already Begun, *NiallFerguson.com*, url : <http://www.niallferguson.com/journalism/politics/the-new-cold-war-its-with-china-and-it-has-already-begun>, Récupéré le 29/10/2021.
- Ferris, J. (2011). Guns for Cotton? Aid, Trade, and the Soviet Quest for Base Rights in Egypt, 1964–1966. *Journal of Cold War Studies*, 13(2), 4-38.
- Ferris, J. (2013) *Nasser's gamble: how intervention in Yemen caused the Six-Day War and the decline of Egyptian power*. Princeton University Press.
- Forbes (2018) Saudi Arabia GDP, *Forbes.com*, url : <https://www.forbes.com/places/saudi-arabia/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Fortune (2021) Global 500, *Fortune.com*, url : <https://fortune.com/global500/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Foster, J. B., et Magdoff, F. (2009) *The great financial crisis: Causes and consequences*. NYU Press.
- Foster, J. B., et McChesney, R. W. (2012) The endless crisis. *Monthly review*, 64(1), 1. url : [http://kadamaee.ir/payesh/books-tank/15/Foster%20&%20McChesney%20-%20The%20endless%20Crisis;%20How%20Monopoly-Finance%20Capital%20Produces%20Stagnation%20and%20Upheaval..%20\(2012\).pdf](http://kadamaee.ir/payesh/books-tank/15/Foster%20&%20McChesney%20-%20The%20endless%20Crisis;%20How%20Monopoly-Finance%20Capital%20Produces%20Stagnation%20and%20Upheaval..%20(2012).pdf), Récupéré le 29/10/2021.
- Fox, H. (2014). China: An Unlikely Economic Hegemon. *Strategic Studies Quarterly*, 8(1), 88-113.

- FP Staff (2009) The 2009 Failed States Index. *Foreign Policy*, url : <https://foreignpolicy.com/2009/06/21/the-2009-failed-states-index/>, Récupéré le 29/10/2021.
- France24 (2015) Yemen's Houthi rebels dissolve parliament, *France24*, url : <https://www.france24.com/en/20150206-yemen-houthi-rebels-dissolve-parliament-install-presidential-council>, Récupéré le 29/10/2021.
- Frerichs S. (2016) Egypt's Neoliberal Reforms and the Moral Economy of Bread: Sadat, Mubarak, Morsi. *Review of Radical Political Economics*. 48(4):610-632. doi:10.1177/0486613415603158.
- Friedman, T. L. (2019) China Deserves Donald Trump,” *New York Times*, May 21, url : <https://www.nytimes.com/2019/05/21/opinion/china-trump-trade.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Gadzo, M. and Chughtai, A. (2019) Saudi Arabia: The world's largest arms importer from 2014-2018, *Al-Jazeera*, url : <https://www.aljazeera.com/news/2019/5/13/saudi-arabia-the-worlds-largest-arms-importer-from-2014-2018>, Récupéré le 29/10/2021.
- Gambrell, J. (2019) How Yemen's rebels increasingly deploy drone, *The national*, url : <https://www.thenational.ae/world/mena/yemeni-rebels-unveil-new-weapons-to-change-course-of-the-war-1.884106>, Récupéré le 29/10/2021.
- Gardner, F. (2016) Yemen conflict: The view from the Saudi side, *BBC*, url : <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-38239782>, Récupéré le 29/10/2021.
- Garrett, W. (1970) The US Navy's role in the 1956 Suez crisis. *Naval War College Review*, 22(7), 66-78.
- Gasim, G. (2015) Analysis: Can Aden replace Sanaa in Yemen? *Al-Jazeera*, url : <https://www.aljazeera.com/news/2015/3/10/analysis-can-aden-replace-sanaa-in-yemen>, Récupéré le 29/10/2021.

- Gaulme, F. G. (2011) « États faillis », « États fragiles » : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », *Politique étrangère*, vol. printemps, no. 1. pp. 17-29.
- Gause, F. G (1994) *Oil monarchies: domestic and security challenges in the Arab Gulf States*. Council on Foreign Relations.
- Gause, F. G. (1990) *Saudi-Yemeni relations: domestic structures and foreign influence*. Columbia University Press.
- Gelb, A., et Grasmann, S. (2009) Confronting the oil curse. Population and natural resources. *Agence Française de Développement*, url : [https://www.researchgate.net/profile/Alan-Gelb-4/publication/253969839\\_Confronting\\_the\\_Oil\\_Curse/links/5457ea560cf26d5090ab54f5/Confronting-the-Oil-Curse.pdf#page=85](https://www.researchgate.net/profile/Alan-Gelb-4/publication/253969839_Confronting_the_Oil_Curse/links/5457ea560cf26d5090ab54f5/Confronting-the-Oil-Curse.pdf#page=85), Récupéré le 29/10/2021.
- Ghobari, M. (2014) Tens of thousands of Yemeni Houthis protest against fuel reform, government, *Reuters*, url: <https://www.reuters.com/article/us-yemen-protests/tens-of-thousands-of-yemeni-houthis-protest-against-fuel-reform-government-idUSKBN0GI10420140818>, Récupéré le 29/10/2021.
- Ghosh, J. (2011) Global oil Prices, *Network of Ideas*, url : [http://www.networkideas.org/news/jul2011/news13\\_Oil\\_Prices.htm](http://www.networkideas.org/news/jul2011/news13_Oil_Prices.htm), Récupéré le 29/10/2021.
- Gila and Gila (2020) The PetroYuan vs the PetroDollar: The Greater Game, *IOL*, url : <https://www.iol.co.za/business-report/energy/the-petroyuan-vs-the-petrodollar-the-greater-game-a36c07bc-9d97-4e57-b379-f84881ece507>, Récupéré le 29/10/2021.
- Glass, N. (2010). The water crisis in Yemen: causes, consequences and solutions. *Global Majority E-Journal*, 1(1), 17-30.
- Glickman, D. (2015) Diplomacy and Extremism: Iran, ISIS and U.S. Interests in an Unraveling Middle East, *ACAPS*, Vol. 30, No. 3, url :

[https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20200617\\_acaps\\_yemen\\_analysis\\_hub\\_the\\_houthi\\_supervisory\\_system.pdf](https://www.acaps.org/sites/acaps/files/products/files/20200617_acaps_yemen_analysis_hub_the_houthi_supervisory_system.pdf), Récupéré le 29/10/2021.

- Glickman, G. (2017) How Nasser's vendetta against America led to the Six-Day War, *Fathom Journal*, url : <http://fathomjournal.org/1967-how-nassers-vendetta-against-america-led-to-the-six-day-war/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Global investment and business center (2013) Yemen: Business Law Handbook: Strategic Information and Laws, *International Business Publications*, Washington DC.
- Global village space (2020) Saudi royal family's wealth reached \$1.4 trillion mark, amid luxurious lifestyle, *Global village space*, url : <https://www.globalvillagespace.com/saudi-royal-familys-wealth-reached-1-4-trillion-mark-amid-luxurious-lifestyle/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Gluska, A. (2007) *The Israeli Military and the 1967 War*, Routledge. London.
- Goldberg, B. J. (1993) Motivations Behind the Suez Crisis, *Dissertations, Theses, and Masters*, url : <https://dx.doi.org/doi:10.21220/s2-jyqz-0q85>, Récupéré le 29/10/2021.
- Gordon, M. R. et Dao, J. (2002) A nation challenged : The military, U.S. Broadens Terror Fight, Readyng Troops for Yemen, *New York Times*, url : <https://www.nytimes.com/2002/03/02/world/nation-challenged-military-us-broadens-terror-fight-readyng-troops-for-yemen.html>, Récupéré le 03/07/2022.
- Gowan, P. (1999) *The global gamble: Washington's Faustian bid for world dominance*. Verso. London NY.
- Gramsci, A. (1971). *Selections from the prison notebooks* (p. 276). London: Lawrence and Wishart.

- Greenhouse, S. (1991) Half of Egypt's \$20.2 Billion Debt Being Forgiven by U.S. and Allies, *NY times*, url: <https://www.nytimes.com/1991/05/27/business/half-of-egypt-s-20.2-billion-debt-being-forgiven-by-us-and-allies.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Greer, T. (2018) One Belt, One Road, One Big Mistake, *Foreign policy*, url : <https://foreignpolicy.com/2018/12/06/bri-china-belt-road-initiative-blunder/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Gresh, F. (2017). A vital maritime pinch point: China, the Bab al-Mandeb, and the Middle East. *Asian Journal of Middle Eastern and Islamic Studies*, 11(1), 37-46.
- Gros J. G. (1996) Toward a Taxonomy of Failed States in the New World Order: Decaying Somalia, Liberia, Rwanda, and Haiti. *Third World Quarterly* 17(3): 455-471.
- Group194 (2019) Maariv: Israel involved in Yemeni conflict to serve 'Saudi lover', *Group194*, url : <http://group194.net/english/article/63706>, Récupéré le 29/10/2021.
- Guadiana, M. (2017) Economic inequality in Saudi Arabia, *Borgen Project*, url : <https://borgenproject.org/economic-inequality-in-saudi-arabia/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Haaretz (2019) Rift in Saudi-UAE Coalition Risks New War in Yemen, *Haaretz*, url : <https://www.haaretz.com/middle-east-news/rift-in-saudi-uae-coalition-risks-new-war-in-yemen-1.7805054>, Récupéré le 29/10/2021.
- Hagmann, T., et Hoehne, M. V. (2009) Failures of the state failure debate: evidence from the Somali territories. *Journal of International Development*, 21(1), 42-57.
- Haji-Yousefi, A. M. (2009). Whose Agenda Is Served by the Idea of a Shia Crescent?. *Alternatives: Turkish Journal of International Relations*, 8(1), 114-135.
- Halliday, F. (1970) Counter-revolution in the Yemen. *New Left Review*, (63), 3.

- Halliday, F. (1973). Saudi Arabia: bonanza and repression. *New Left Review*, 80, 3-26.
- Halliday, F. (1985). *Aspects of South Yemen's foreign policy, 1967-1982* (Doctoral dissertation, The London School of Economics and Political Science (LSE)).
- Halliday, F. (2002) *Revolution and Foreign Policy: The Case of South Yemen, 1967–1987*. Cambridge University Press.
- Hamilton, E. (2016). Sir Anthony Eden and the Suez Crisis of 1956 the anatomy of a flawed personality (*Doctoral dissertation, University of Birmingham*), url : <https://etheses.bham.ac.uk/id/eprint/6445/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Hammoud, H. R. (2006) Illiteracy in the Arab world. *Adult Education and Development*, 66, 83. URI: <http://hdl.handle.net/10725/2916>, Récupéré le 29/10/2021
- Hanieh, A. (2018) *Money Market and Monarchies*, School of Oriental and African Studies, University of London Publisher: Cambridge University Press DOI: <https://doi.org/10.1017/9781108614443.002>
- Hansen, B. (1975). Arab socialism in Egypt. *World Development*, 3(4), 201-211.
- Hansen, W. (2011). The failed state organized crime terrorism nexus. *German Institute for International and Security Affairs*. SWP Comment 2011/C 40, 13.12.2011, 4 Pages.
- Hanzawa, T. (2003) “Communitarianism in practice”, Dans : *The Meaning of Liberalism: East and West*. Edited by Zdenek Suda and Jiri Musil Budapest: Central European University Press.
- Harden, D. et Knights, M. (2019) An Economic Roadmap to Humanitarian Relief in Yemen, Washington Institute, *Washington Institute*, url : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/an-economic-roadmap-to-humanitarian-relief-in-yemen>, Récupéré le 29/10/2021.

- Harris, N. (1987) *The End of the Third World: Newly Industrializing Countries and the Decline of an Ideology* (London: Meredith Press, 1987).
- Harvey, D. (2007). *A brief history of neoliberalism*. Oxford University Press, USA.
- Harvey, D. (2014) *Seventeen contradictions and the end of capitalism*. Oxford University Press (UK).
- Hass, R. N. (2020) A Cold War With China Would Be a Mistake, *CFR*, url : <https://www.cfr.org/article/cold-war-china-would-be-mistake>, Récupéré le 29/10/2021.
- Hayashi, T. (1964). On Arab Socialism. *The Developing Economies*, 2(1), 78-89.
- Hebshi, M. A., Safa, M.S., and Asanoy, A. (2004). The role of terraces on land and water conservation in Yemen. *Agriculture Congress 2004: Innovation Towards Modernized Agriculture*, Kuala Lumpa, Malaysia, 4-7 October 2004. Selangor, Malaysia.
- Hedges, M. and Cafiero, G. (2017) The GCC and the Muslim Brotherhood: What Does the Future Hold? *MEPC*, url : <https://mepc.org/journal/gcc-and-muslim-brotherhood-what-does-future-hold>, Récupéré le 29/10/2021.
- Heffez, A. (2013) How Yemen Chewed Itself Dry, *Washington Institute*, url : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/how-yemen-chewed-itself-dry>, Récupéré le 29/10/2021.
- Heikal, M. H. (1973) *The Cairo Documents: The Inside Story of Nasser and His Relationship with World Leaders, Rebels, and Statesmen*. Doubleday.
- Hellegers, P. J. G. J., Perry, J. N., Al-Aulaqi, N., Al-Eryani, A. R., et Al-Hebshi, M. (2008). Incentives to reduce groundwater extraction in Yemen. *LEI Wageningen UR*, url : <https://edepot.wur.nl/44142>, Récupéré le 29/10/2021.

- Higginbottom, A. (2014). 'Imperialist Rent' in Practice and Theory. *Globalizations*, 11(1), 23-33.
- Hilferding, R. (2019). *Finance capital: A study in the latest phase of capitalist development*. Routledge.
- Hill, G. Salisbury, P., Northedge, L. et Kinninmont, J. (2013) Yemen: Corruption, Capital Flight and Global Drivers of Conflict, *Chatham House*, url : <https://www.chathamhouse.org/publications/papers/view/194239#>, Récupéré le 29/10/2021.
- Ho, Wai-Yip (2018) One belt, one road' and the Middle East in China : Yemeni community in a transregional circuit.', *Discussion Paper. Durham University, HH Sheikh Nasser Al-Sabah Programme*, Durham, url : <http://dro.dur.ac.uk/24214/1/24214.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- Hobbes, T., et Missner, M. (2016). *Thomas Hobbes: Leviathan* (Longman Library of Primary Sources in Philosophy). Routledge.
- Holbik, K., et Drachman, E. (1971). Egypt as recipient of Soviet aid, 1955-1970. *Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft/Journal of Institutional and Theoretical Economics*, 137-165.
- Holland, S. et Spetalnick, M. (2020) In break with past, UAE and Bahrain forge ties with Israel at White House, *Reuters*, url : <https://www.reuters.com/article/uk-israel-gulf-usa/in-break-with-past-uae-and-bahrain-forge-ties-with-israel-at-white-house-idUKKBN2660LB>, Récupéré le 29/10/2021.
- Holland, S. Williams, D. and El Yaakoubi, A. (2020) Bahrain follows Emirates in normalizing ties with Israel, *Reuters*, url : <https://www.reuters.com/article/us-israel-bahrain-usa-idUSKBN26226T>, Récupéré le 29/10/2021.

- Home, A. (2020) Pressure builds on China's raw materials supply chains, *Reuters*, url : <https://www.reuters.com/article/us-health-coronavirus-metals-ahome-idUSKBN21K1SX>, Récupéré le 31/10/2021.
- Hoodbhoy, P. (2005) Afghanistan and the genesis of global Jihad, *Peace Research*, 37(1), 15-30, url : <http://www.jstor.org/stable/24469676>, Récupéré le 29/10/2021.
- Hudson, M. (2003) *Super imperialism: The origin and fundamentals of US world dominance*. London: Pluto Press, url : <https://michael-hudson.com/wp-content/uploads/2010/03/superimperialism.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- Hudson, M. (2010) Dollar Hegemony and the Rise of China, *Micheal-Hudson.com*, url : <https://michael-hudson.com/2010/07/dollar-hegemony-and-the-rise-of-china/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Hudson, M. (2012a) Debts that can't be paid, won't be, *Micheal-Hudson.com*, url : <https://michael-hudson.com/2012/04/debts-that-cant-be-paid-wont-be/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Hudson, M. (2012b). The road to debt deflation, debt peonage, and neofeudalism. *Levy Economics Institute of Bard College Working Paper*, (708).
- Hudson, M. (2019) Michael Hudson: De-Dollarizing the American Financial Empire, *Naked Capitalism*, url : <https://www.nakedcapitalism.com/2019/07/michael-hudson-de-dollarizing-the-american-financial-empire.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Hudson, M. (2020) Holding the Bailout Bag, *Micheal-Hudson.com*, url : <https://michael-hudson.com/2020/06/holding-the-bailout-bag/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Hudson, M. (2021) The World's Absentee Landlord, *Micheal-Hudson.com*, url : <https://michael-hudson.com/2021/05/the-worlds-absentee-landlord/>, Récupéré le 29/10/2021.

- Hudson, M. C. (1996). To play the hegemon: Fifty years of US policy toward the middle east. *The Middle East Journal*, 329-343.
- Huntington, Samuel P. (1997). *The clash of civilizations and the remaking of world order*. New York :Touchstone.
- IBPUS (2015) *Yemen: Doing Business and Investing in Yemen Guide Volume 1*, International Business Publications, Inc.
- IHRC (2017) Violating with Impunity: Saudi War Crimes in Yemen, *IHRC*, url : <https://www.ihrc.org.uk/publications/briefings/11932-violating-with-impunity-saudi-war-crimes-in-yemen/>, Récupéré le 29/10/2021.
- IMF (s.d.) Table 6. Breakeven Oil Prices 2000 to 2021, url : <https://data.imf.org/regular.aspx?key=60214246>, Récupéré le 29/10/2021.
- Insaïdo, K. A. (2016) *China: The New Imperialists & Neo-Colonialists in Africa?*. AuthorHouse.
- Institut des relations internationales et stratégiques (2017) Yemen Six Month Economic Analysis Economic Warfare & the Humanitarian, url : <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2017/04/IARAN-YEMEN-6-month-analysis-REPORT-1.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- International Business Publications (1998) *Yemen Ecology, Nature Protection Laws and Regulations Handbook Volume 1*, International Business Publications, Washington DC.
- Iqbal, F. (2006) Sustaining gains in poverty reduction and human development in the Middle East and North Africa. *The World Bank*, url : <https://elibrary.worldbank.org/doi/pdf/10.1596/978-0-8213-6527-4>, Récupéré le 29/10/2021.

- Irishtimes (2019) Saudi Aramco was the world's most profitable company in 2018, *Irish Times*, url : <https://www.irishtimes.com/business/retail-and-services/saudi-aramco-was-the-world-s-most-profitable-company-in-2018-1.3845364>, Récupéré le 29/10/2021.
- Isbell, P. (2007). The New Energy Scenario and Its Geopolitical Implications. *Elcano Royal Institute*, url : [http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/rielcano\\_en/contenido/!ut/p/a1/04\\_Sj9CPykssy0xPLMnMz0vMAfGjzOKNQ1zcA73dDQ0MDBzNDBwtLEMd\\_S0tDFz9zPQLsh0VAfVd-Ro!/?WCM\\_GLOBAL\\_CONTEXT=/elcano/Elcano\\_in/Zonas\\_in/DT+21-2007](http://www.realinstitutoelcano.org/wps/portal/rielcano_en/contenido/!ut/p/a1/04_Sj9CPykssy0xPLMnMz0vMAfGjzOKNQ1zcA73dDQ0MDBzNDBwtLEMd_S0tDFz9zPQLsh0VAfVd-Ro!/?WCM_GLOBAL_CONTEXT=/elcano/Elcano_in/Zonas_in/DT+21-2007), Récupéré le 29/10/2021.
- Jackson, R. H. (1993) *Quasi-states: sovereignty, international relations and the Third World (Vol. 12)*. Cambridge University Press.
- Jafari, S. (2019) Arabia and the 'Trump variable', *Al Monitor*, url : <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2019/10/iran-saudi-dialogue-tensions.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Jaffe, A. M., et Ellass, J. (2007). Saudi Aramco : National flagship with global responsibilities, *James A. Baker III Institute for Public Policy*, url : [https://www.bakerinstitute.org/media/files/page/9f100176/noc\\_saudiaramco\\_jaffe\\_ellass\\_revised.pdf](https://www.bakerinstitute.org/media/files/page/9f100176/noc_saudiaramco_jaffe_ellass_revised.pdf)
- Jamestown Foundation (2016) An Unwinnable War: The Houthis, Saudi Arabia and the Future of Yemen, *Terrorism Monitor* Volume: 14 Issue: 22, available at: <https://www.refworld.org/docid/582b30c04.html>, Récupéré le 29/10/2021.

- Jefferson Price III, G. (2015) The U.S. romance with Saudi Arabia is 70 years old this Valentine's Day, *Baltimore Sun*, url : <https://www.baltimoresun.com/opinion/op-ed/bs-ed-saudi-arabia-20150212-story.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Ji, Y. (2007). Dealing with the Malacca dilemma: China's effort to protect its energy supply. *Strategic Analysis*, 31(3), 467-489.
- John, I. (2018) Diversification makes UAE's economy more competitive, *Khaleej Times*, url : <https://www.khaleejtimes.com/business/economy/diversification-makes-uaes-economy-more-competitive>, Récupéré le 29/10/2021.
- Jolly, J. and Ambrose, J. (2019) Saudi Aramco ready for record \$2tn IPO after first-half results, *The Guardian*, url : <https://www.theguardian.com/business/2019/aug/12/oil-producer-saudi-aramco-makes-47bn-half-year-profit>, Récupéré le 29/10/2021.
- Jones, T. C. (2012). America, oil, and war in the Middle East. *The Journal of American History*, 99(1), 208-218.
- Joplin, Ty (2018) Yemen's Escalating Currency Collapse and the Slow Death of Its People, *Al Bawaba*, url : <https://www.albawaba.com/news/yemen%E2%80%99s-escalating-currency-collapse-and-slow-death-its-people-1194832>, Récupéré le 29/10/2021.
- Juneau, T. (2016) Iran's policy towards the Houthis in Yemen: A limited return on a modest investment, *International Affairs* 92(3):647-663 DOI: 10.1111/1468-2346.12599
- Kaldor, M. (2013). *New and old wars: Organised violence in a global era*. John Wiley & Sons.
- Kane, F. (2019) The 1970s — a seismic decade for Saudi Arabia's economy, *Arab News*, url : <https://www.arabnews.com/node/1558251>, Récupéré le 29/10/2021.

- Katz, M. N. (1992) Yemeni unity and Saudi security. *Middle East Policy* 1:1
- Keohane, R. O. (2002) *Power and governance in a partially globalized world*. Psychology Press.
- Kerr, M. H. (1971) *The Arab cold war: Gamal 'Abd al-Nasir and his rivals, 1958-1970* (Vol. 358). Oxford University Press.
- Khariief, A. (2020) The War of Drones in the Middle East & North Africa, *New Defence Order*. Strategy url : <https://dfnc.ru/en/expert-opinion/the-war-of-drones-in-themiddle-east-north-africa/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Khor, M., Bello, W., Shiva, V., Keet, D., Larraín, S., et Douglas, O. (2000) Views from the South: the effects of globalization and the WTO on Third World countries. *International Forum on Globalization (IFG)*, url : <https://www.semanticscholar.org/paper/Views-from-the-South%3A-the-effects-of-globalization-Khor-Bello/44428f163f0732eec3206f4d4ac9d0b86bbbbb3ee>, Récupéré le 29/10/2021.
- Kingdom of Saudi Arabia Budget Report (2018) A review of KSA 2019 budget and recent economic developments, url : <https://home.kpmg/content/dam/kpmg/sa/pdf/2018/kingdom-of-saudi-arabia-budget-report.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- Klare, M. (2019) A Long War of Attrition, *Tom Dispatch*, url : [http://www.tomdispatch.com/blog/176528/tomgram%3A\\_michael\\_klare%2C\\_a\\_long\\_war\\_of\\_attrition/](http://www.tomdispatch.com/blog/176528/tomgram%3A_michael_klare%2C_a_long_war_of_attrition/), Récupéré le 29/10/2021.
- Knights, M. (2016) Gulf Coalition Operations in Yemen (Part 2): The Air War, *Washington Institute*, url : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/gulf-coalition-operations-in-yemen-part-2-the-air-war>, Récupéré le 29/10/2021.

- Knights, M. (2018) The Houthi War Machine: From Guerrilla War to State Capture. *Combating Terrorism Center Sentinel*, 11(8), 15-23. <https://ctc.usma.edu/houthi-war-machine-guerrilla-war-state-capture/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Koigi, B. (2019) Belt and road initiative : advancing China's debt-trap diplomacy? *Fair Planet*, url : <https://www.fairplanet.org/story/belt-and-road-initiative-advancing-china%E2%80%99s-debt-trap-diplomacy/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Krieg, A. (2015) Stability in Yemen: A Matter of Gulf Collaboration, *Middle East Institute*, url : <https://www.mei.edu/publications/stability-yemen-matter-gulf-collaboration>, Récupéré le 29/10/2021.
- Kube, C. Windrem, R. and Arkin, W. M. (2018) U.S. airstrikes in Yemen have increased sixfold under Trump, *NBC news*, url : <https://www.nbcnews.com/news/mideast/u-s-airstrikes-yemen-have-increased-sixfold-under-trump-n843886>, Récupéré le 29/10/2021.
- Lackner, H. (2017a) The People's Democratic Republic of Yemen: Unique Socialist Experiment in The Arab World at a Time of World Revolutionary Fervour. *Interventions*, 19(5), 677-691.
- Lackner, H. (2017b) *Yemen in Crisis: Autocracy, Neo-liberalism and the Disintegration of a State*. Saqi Books.
- Lackner, H. (2019). *Yemen in Crisis: Road to war*. Verso Books.
- Lamothe, D. (2016) Navy launches Tomahawk missiles at rebel sites in Yemen after attacks on U.S ships, *Washington Post*, url : <https://www.washingtonpost.com/news/checkpoint/wp/2016/10/12/more-missiles-fired-from-rebel-held-territory-in-yemen-at-u-s-navy-ships/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Langendorf, M. (2019) Beyond the war: The deep roots of Yemen's economic crisis, *The New Arab (Al Araby)*, url :

<https://www.alaraby.co.uk/english/indepth/2019/2/8/the-deep-roots-of-yemens-economic-crisis>, Récupéré le 29/10/2021.

- Langton, K. (2019) Royal Family net worth: RICHEST royal families in the world - staggering wealth revealed, *Express*, url : <https://www.express.co.uk/life-style/life/1191611/royal-family-net-worth-worlds-richest-royal-families-revealed>
- Lapavitsas, C. (2011). Theorizing financialization. *Work, employment and society*, 25(4), 611-626.
- Laurens, H. (2016) Washington, Riyadh and the legend of the Quincy Pact Perspectives, *Al Araby*, url : <https://english.alaraby.co.uk/opinion/washington-riyadh-and-legend-quincy-pact>
- Lawrence, F. (2011) Global food crisis: the speculators playing with our daily, *The Guardian*, url : <https://www.theguardian.com/business/2011/jun/02/global-food-crisis-commodities-speculation>, Récupéré le 29/10/2021.
- Le Monde (2015) Sept mois de guerre au Yémen, 5 000 morts et un peu d'espoir, Les principaux acteurs de ce conflit se disent prêts à renouer le dialogue sous l'égide des Nations unies. *Le monde*, url : [https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/10/21/espoirs-de-desescalade-dans-la-guerre-au-yemen\\_4794067\\_3218.html](https://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2015/10/21/espoirs-de-desescalade-dans-la-guerre-au-yemen_4794067_3218.html), Récupéré le 29/10/2021.
- Leaf, B. A. et DeLozier, E. (2018) The UAE and Yemen's Islah : A Coalition Coalesces, *Washington Institute*, url : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/uae-and-yemens-islah-coalition-coalesces>, Récupéré le 29/10/2021.
- Lee, R. (2015) What are the implications of the war in Yemen on China?, *Al-Jazeera*, url : <http://studies.aljazeera.net/en/reports/2015/06/2015610104657143413.html>, Récupéré le 29/10/2021.

- Lenin, V. I (1916a) *Imperialism, the Highest Stage of Capitalism, A popular outline VII. Imperialism as a special stage of capitalism*, *Marxists.org*, url : <https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1916/imp-hsc/ch07.htm>, Récupéré le 29/10/2021.
- Lenin, V. I (1916b) *Imperialism, the Highest Stage of Capitalism, VI. Division of the world among great powers*, *Marxists.org*, url : <https://www.marxists.org/archive/lenin/works/1916/imp-hsc/ch06.htm>, Récupéré le 29/10/2021.
- Lenin, V. I. (2002). *Marxism & nationalism*. Resistance Books.
- Lenine, V. (1917) *L'État et la révolution, Chapitre I : La société de classes et l'État, 1 : L'État, produit de contradictions de classes inconciliables*, url : <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/08/er1.html>, Récupéré le 26/07/2022.
- Lewis, B. (1993). *Islam and the West*. OUP USA.
- Li, M. (2004). After neoliberalism: empire, social democracy, or socialism?. *Monthly Review*, 55(8), 21.
- Li, M. (2008) An age of transition: The United States, China, peak oil, and the demise of neoliberalism. *Monthly Review*, 59(11), 20. url : <https://monthlyreview.org/2008/04/01/an-age-of-transition-the-united-states-china-peak-oil-and-the-demise-of-neoliberalism/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Li, M. (2008). *The rise of China and the demise of the capitalist world economy*. NYU Press.
- Li, Xiaobing and Li, Hongshan (dir.). (1998) *China and the United States: A new cold war history*. University Press of America.

- Li, Y. (2019) Saudi oil production cut by 50% after drones attack crude facilities, *CNBC*, url : <https://www.cnbccom/2019/09/14/saudi-arabia-is-shutting-down-half-of-its-oil-production-after-drone-attack-wsj-says.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Lichtenthaler, G. (2000) Power, politics and patronage: adaptation of water rights among Yemen's northern highland tribes. *Études Rurales* 155/156, 143–166.
- Lin, Xu. (2019) Jorge Chediek, the director of the UN Office for South-South Cooperation, is interviewed by China.org.cn on April 23, 2019. *UN south-south*, url : <https://www.unsouthsouth.org/2019/04/30/china-takes-extraordinary-initiatives-in-south-south-cooperation/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Linklater, A (2013) “Rationalism”, Dans : Burchill, S., Linklater, A., Devetak, R., Donnelly, J., Nardin, T., Paterson, M., ... et True, J. (2013) *Theories of international relations*. Macmillan International Higher Education.
- Lipietz, A. (1983). *Le monde enchanté*. La Découverte-Maspero.
- Lippman, T. (2013) Support for el-Sisi: What's in it for al-Saud?, *Middle East Institute*, url : <https://www.mei.edu/publications/support-el-sisi-whats-it-al-saud>, Récupéré le 29/10/2021.
- Liu, H. C. K (2002) Dollar Hegemony, *Henryckliu.com*, url : <https://henryckliu.com/page2.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Longley Alley, A. and Hiltermann, J. (2017) The Houthis Are Not Hezbollah, *Crisis Group*, url : <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/gulf-and-arabian-peninsula/yemen/houthis-are-not-hezbollah>, Récupéré le 29/10/2021.
- Lopes, C. (2012) Economic Growth and Inequality: The New Post-Washington Consensus, *RCCS Annual Review*, url : <http://journals.openedition.org/rccsar/426> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rccsar.426>, Récupéré le 29/10/2021.

- Lu, M. (2020) Charting America's Debt: \$27 Trillion and Counting, *Visual Capitalist*, url : <https://www.visualcapitalist.com/americas-debt-27-trillion-and-counting/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Luxemburg, R. (1913) L'accumulation du capital, III: Les conditions historiques de l'accumulation, Chapitre 32 : Le militarisme, champ d'action du capital, *Marxists.org*, url : [https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/rl\\_accu\\_k\\_32.htm](https://www.marxists.org/francais/luxembur/works/1913/rl_accu_k_32.htm), Récupéré le 29/10/2021.
- Ma, L. (2014) An Analysis of the Appreciation of the Chinese Currency and Influences on China's Economy, *Digital Commons*, url : <https://digitalcommons.du.edu/etd/408>, Récupéré le 29/10/2021.
- MacQueen, B. (2013). *An introduction to Middle East politics*. Sage.
- Magdoff, H. (1979) *Imperialism: From the colonial age to the present* (Vol. 15). NYU Press.
- Magnier, E. J. (2018) Will America Accept Its Defeat in Syria? Challenge Russia and China? *EJ Magnier*, url : <https://ejmagnier.com/2018/03/28/will-america-accept-its-defeat-or-challenge-the-russian-bear-and-the-chinese-dragon-3-3/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Mahmoud, A. (2017) UAE and Saudi Arabia hold talks with Yemen's Al Islah party, *The national*, url : <https://www.thenational.ae/world/mena/uae-and-saudi-arabia-hold-talks-with-yemen-s-Al-Islah-party-1.684549>, Récupéré le 29/10/2021.
- Mahmud, T. (2013). Cheaper Than a Slave: Indentured Labor, *Colonialism and Capitalism*. Whittier L. Rev., 34, 215.
- Makwerere, D., et Chipaike, R. (2012) China and the United States of America in Africa: A new scramble or a new Cold War?. *International Journal of Humanities and Social Science* Vol. 2 No. 17; September 2012

- Manduchi, P. (2017) Arab Nationalism (s): Rise and Decline of an Ideology. *Oriente Moderno*, 97(1), 4-35.
- Mansfield, P. (1973) Nasser and Nasserism. *International Journal*, 28(4), 670-688.
- Mansharof, Y et Kharrazi, E. (2015) Iran's Support For The Houthi Rebellion In Yemen: 'Without Iran There Would Be No War In Syria And Ansar Allah Would Have Never Emerged', *Memri*, <https://www.memri.org/reports/irans-support-houthi-rebellion-yemen-without-iran-there-would-be-no-war-syria-and-ansar>, Récupéré le 03/07/2022.
- Manuel, A. (2017) China Is Quietly Reshaping the World, The staggering scope of the country's infrastructure initiative—and what it means for the international order, *The Atlantic*, url : <https://www.theatlantic.com/international/archive/2017/10/china-belt-and-road/542667/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Marx, K. (1857) Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie, Notebook VII, Chapter 14, *Marxists.org*, url : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1857/grundrisse/ch14.htm>, Récupéré le 29/10/2021.
- Marx, K. (1857) Grundrisse: Notebook IV – The Chapter on Capital, Chapter 8, *Marxists.org*, url : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1857/grundrisse/ch08.htm>, Récupéré le 29/10/2021.
- Marx, K. (1867) Capital Volume One, Chapter Six: The Buying and Selling of Labour-Power, *Marxists.org*, url : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1867-c1/ch06.htm>, Récupéré le 29/10/2021.

- Marx, K. (1867) Capital Volume One, Chapter Ten: The Working-Day, *Marxists.org*, url : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1867-c1/ch10.htm>, Récupéré le 29/10/2021.
- Marx, K. (1867) Le Capital - Livre III, Le procès d'ensemble de la production capitaliste, § 5 : Subdivision du profit en intérêt et profit d'entreprise. Le capital productif d'intérêts, *Marxists.org*, url : [https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3\\_28.html](https://www.marxists.org/francais/marx/works/1867/Capital-III/kmcap3_28.html), Récupéré le 26/07/2022.
- Marx, K. (1894) Capital Vol. III Part IV Conversion of Commodity-Capital and Money-Capital into Commercial Capital and Money-Dealing Capital (Merchant's Capital) Chapter 20. Historical Facts about Merchant's Capital, *Marxists.org*, url : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1894-c3/ch20.htm>, Récupéré le 29/10/2021.
- Marx, K. (1957) Un extrait de l'œuvre de Karl Marx, “La méthode de l'Économie politique”, *Contribution à la critique de l'économie politique*. Paris : Éditions sociales, 1957, pages 164 et suivantes, url : [http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx\\_karl/methode\\_eco\\_politique/marx\\_methode\\_eco\\_pol.pdf](http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/methode_eco_politique/marx_methode_eco_pol.pdf), Récupéré le 26/07/2022.
- Marx, K. (1867) Capital Volume One, Chapter Five: Contradictions in the General Formula of Capital, *Marxists.org*, url : <https://www.marxists.org/archive/marx/works/1867-c1/ch05.htm>, Récupéré le 29/10/2021.
- Masannat, G. S (1966) Sino-Arab Relations, *Asian Survey*, Vol. 6, No. 4 (Apr., 1966), pp. 216-226.

- Mason, J. (2012) U.S. tells G8 Syria's Assad must go, cites Yemen as model, *Reuters*, url : <https://www.reuters.com/article/us-syria-usa-whitehouse/u-s-tells-g8-syrias-assad-must-go-cites-yemen-as-model-idUSBRE84I0BC20120519>, Récupéré le 29/10/2021.
- Mat-bac (2018) Dédollarisation : « L'Irak et l'Iran c'est symbolique, mais ça n'a pas le poids d'autres grands pays », *Agora Vox*, url : <https://www.agoravox.tv/actualites/international/article/dedollarisation-l-irak-et-l-iran-c-78387>, Récupéré le 29/10/2021.
- Maytami, M. (2018) Inflation is worse scourge than war in Yemen, *The Arab Weekly*, url: <https://theArabweekly.com/inflation-worse-scurge-war-yemen>, Récupéré le 29/10/2021.
- McDermott, R. (2001). *Risk-taking in international politics: Prospect theory in American foreign policy*. University of Michigan Press.
- McHugo, J. (2017) *A Concise History of Sunnis & Shi'is*. Georgetown University Press.
- McMichael, P. (2009) The world food crisis in historical perspective. *Monthly Review*, 61(3), 32., url: [https://monthlyreviewarchives.org/index.php/mr/article/view/MR-061-03-2009-07\\_3](https://monthlyreviewarchives.org/index.php/mr/article/view/MR-061-03-2009-07_3), Récupéré le 29/10/2021.
- McQueen, G. (2018) John F. Kennedy 55 Years On: Casting Light on the JFK Assassination, 9/11 and Other 21st Century Crimes, *Off Guardian*, url : <https://off-guardian.org/2018/11/22/jfks-killing-fifty-five-years-on-casting-light-on-9-11-and-other-21st-century-crimes/>, Récupéré le 29/10/2021.

- MEE and agencies (2019) Saudi Arabia takes control of Aden to end standoff between allies, *Middle East Eye*, url : <https://www.middleeasteye.net/news/saudi-takes-control-aden-end-standoff-between-allies>, Récupéré le 29/10/2021.
- Melman, Y. (2008) Our Man in Sanaa: Ex-Yemen President Was Once Trainee Rabbi, *Haaretz*, url : <https://www.haaretz.com/1.5047882>, Récupéré le 29/10/2021.
- Menon, R. (2018) Yemen's descent into hell, *Le Monde Diplomatique*, url : <https://mondediplo.com/openpage/yemen-hell>, Récupéré le 29/10/2021.
- Mentan, T. (2017). *Africa in the colonial ages of empire: Slavery, capitalism, racism, colonialism, decolonization, independence as recolonization, and beyond*. Langaa RPCIG.
- Mészáros, I. (1970) *Marx's concept of alienation*. London: Merlin.
- Mészáros, I. (1995) *Beyond Capital. Towards a Theory of Transition*. NYU press
- Mészáros, I. (2003) Militarism and the coming wars. *Monthly review*, New york, 55(2), 17-24.
- Mészáros, I. (2006a) *Marx's theory of alienation*. Aakar Books.
- Mészáros, I. (2006b) The structural crisis of politics. *Monthly Review*, url : <https://monthlyreview.org/2006/09/01/the-structural-crisis-of-politics/> Part 2. The nature of capital's structural crisis, Récupéré le 29/10/2021.
- Mészáros, I. (2007a) *Socialism Or Barbarism; From the American Century to the Crossroads*. Aakar Books.
- Mészáros, I. (2007b) The only viable economy. *Monthly Review*, 58(11), 13. <https://monthlyreview.org/2007/04/01/the-only-viable-economy/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Mészáros, I. (2008) *The challenge and burden of historical time. Socialism in the Twenty-First Century*. Monthly Review Press, New York.

- Mészáros, I. (2010) *The structural crisis of capital*. NYU Press.
- Mészáros, I. (2015). The Critique of the State: A Twenty-First Century Perspective. *Monthly Review*, 67(4), 23.
- Mészáros, I. (2017) Capital's Historic Circle Is Closing The Challenge to Secure Exit. *Monthly Review*, 69(7), 1-20.
- Mészáros, I. Orr, J. and Ward, P. (2009) A Structural Crisis of the System: Interview with István Mészáros, *monthly review online*, url : <https://mronline.org/2009/01/17/a-structural-crisis-of-the-system-interview-with-istvan-Mészáros/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Meyer, W. M. and Zhao, M. (2019) China's Belt and Road Initiative: Why the Price Is Too High, Wharton's Marshall W. Meyer and Minyuan Zhao discuss the setbacks facing China's Belt and Road Initiative, *Knowledge @ Wharton*, url : <https://knowledge.wharton.upenn.edu/article/chinas-belt-and-road-initiative-why-the-price-is-too-high/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Miles, T. (2017) U.N. aid chief appeals for full lifting of Yemen blockade, *Reuters*, url : <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security-blockade/u-n-aid-chief-appeals-for-full-lifting-of-yemen-blockade-idUSKBN1DV4AI>, Récupéré le 29/10/2021.
- Militarybases.com (2019) US Military Bases in Saudi Arabia, *Militarybases.com*, url : <https://militarybases.com/overseas/saudi-arabia/> Récupéré le 30/10/2021.
- Miller, P. D. (2011). The Case For Nation-Building: Why and How to Fix Failed States. *Prism*, 3(1), 63-74.
- Milroy, A G (1998) Arid Lands Initiative, Yemen : development through cooperation, *Al-Bab*, url : <http://al-bab.com/albab-orig/albab/yemen/env/arid.htm>, Récupéré le 29/10/2021.

- Mitchell, T. (2009). Carbon democracy. *Economy and Society*, 38(3), 399–432.  
<https://doi.org/10.1080/03085140903020598>
- Mitchell, T. (2011). *Carbon democracy: Political power in the age of oil*. Verso Books.
- Molyneux, M. (1995) Women's Rights and Political Contingency: The Case of Yemen, 1990-1994, *Middle East Journal*; Summer 1995; 49, 3; Periodicals Archive Online pg. 418
- Monbiot, G. (2016) Neoliberalism – the ideology at the root of all our problems, *The Guardian*, url : <https://www.theguardian.com/books/2016/apr/15/neoliberalism-ideology-problem-george-monbiot>, Récupéré le 29/10/2021.
- Montgomery, M. (2017) A Timeline of the Yemen Crisis, from the 1990s to the Present, *Arab Center Washington DC*, url : [http://arabcenterdc.org/policy\\_analyses/a-timeline-of-the-yemen-crisis-from-the-1990s-to-the-present/](http://arabcenterdc.org/policy_analyses/a-timeline-of-the-yemen-crisis-from-the-1990s-to-the-present/), Récupéré le 29/10/2021.
- Morton, A. (2006) The ‘failed state’ of international relations, *New Political Economy*, 10:3, 371-379, DOI: 10.1080/13563460500204274 P372
- Moseley, F. (1997) The rate of profit and the future of capitalism, *Review of Radical Political Economics*, url : <http://www.mtholyoke.edu/~fmoseley/RRPE.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Muhsin, D. (2019) Houthi use of drones delivers potent message in Yemen War, *IISS*, url : <https://www.iiss.org/blogs/analysis/2019/08/houthi-uav-strategy-in-yemen>, Récupéré le 29/10/2021.
- Mundy, M. (1995). *Domestic government: kinship, community and polity in North Yemen*. IB Tauris & Co Ltd.
- Mundy, M. (2017a) Empire of Information: The War on Yemen and its Agricultural Sector, *LSE Middle East Centre (Workshop)*. url;

<https://blogs.lse.ac.uk/mec/2017/06/19/empire-of-information-the-war-on-yemen-and-its-agricultural-sector/>, Récupéré le 29/10/2021.

- Mundy, M. (2017b) “The war on Yemen and its agricultural sector”. Dans *ICAS– Etxalde Colloquium: The future of food and agriculture*, url : <http://elikadura21.eus/wp-content/uploads/2017/04/50-Mundy.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- Mundy, M. (2018). The Strategies of the Coalition in the Yemen War: Aerial bombardment and food war. *World Peace Foundation*. url : <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Strategies%20of%20Coalition%20in%20Yemen%20War.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- Mundy, M. and Pelat, F. (2015) “The political economy of agriculture and agricultural policy in Yemen”. Dans: Al-Sarhan, S. and Brehony, N. (dir) *Rebuilding Yemen: Political, Economic and Social Challenges*. Gerlach Press, Berlin, Germany.
- Nagi, A. (2019) Yemen’s Houthis Used Multiple Identities to Advance, *Carnegie Middle East center*, url: <https://carnegie-mec.org/2019/03/19/yemen-s-houthis-used-multiple-identities-to-advance-pub-78623>, Récupéré le 29/10/2021.
- Nasser, A. (2017) The unfolding UN failure in the Yemen war, *Atlantic Council*, url : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/the-unfolding-un-failure-in-the-yemen-war/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Nations Unies (sans date) Charte des Nations Unies, Chapitre I : Buts et principes, url : <https://www.un.org/fr/about-us/un-charter/chapter-1>, Récupéré le 26/07/2022.
- Navyrecognition (2017) Royal Saudi Navy Al Madinah-class Frigate Damaged Following Attack by Houthi Militia Off Yemen, *Navyrecognition.com*, url : <https://www.navyrecognition.com/index.php/news/defence-news/2017/january-2017-navy-naval-forces-defense-industry-technology-maritime-security-global-news/4852->

royal-saudi-navy-al-madinah-class-frigate-damaged-following-attack-by-houthi-militia-off-yemen.html, Récupéré le 29/10/2021.

- NBC news (2015) Yemen Crisis: Saudi Arabia Masses 150,000 Troops to Support Airstrikes, *NBC news*, url : <https://www.nbcnews.com/news/world/saudi-arabia-masses-150-000-troops-support-airstrikes-yemen-n330416>, Récupéré le 29/10/2021.
- Ness, I. et Cope, Z. (dir.) (2016) *The Palgrave encyclopedia of imperialism and anti-imperialism*. Palgrave Macmillan.
- News Wire (2021) Biden moves to revoke terrorist designation for Yemen's Houthi rebels, *France24*, url : <https://www.france24.com/en/americas/20210206-biden-moves-to-revoke-terrorist-designation-for-yemen-s-houthi-rebels>, Récupéré le 29/10/2021.
- Nkrumah, K. (1963) *Africa must unite*. New York: Frederic A. Praeger.
- Nkrumah, K. (1965) Neo-colonialism: The last stage of imperialism, *Marxists.org*, url : <https://www.marxists.org/subject/africa/nkrumah/neo-colonialism/introduction.htm>, Récupéré le 29/10/2021.
- Nuruzzaman M (2009) Revisiting the Category of Fragile and Failed States in International Relations. *International Studies* 46(3): 271-294.
- Nutting, A. (1972) *Nasser*. New York: EP Dutton & Co. Inc.
- NY times (1958) Yemen federates with Arab union; She Joins Egypt and Syria in Mideast 'United States' -- Nasser Hails Pact, *New York Times*, url : <https://www.nytimes.com/1958/03/09/archives/yemen-federates-with-arab-union-she-joins-egypt-and-syria-in.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Oakford, S. (2017) Confidential U.N document questions the Saudi Arabian blockade that's starving Yemen, *The intercept*, url : <https://theintercept.com/2017/11/16/u-n-security-council-saudi-arabia-blockade-yemen-famine-iran/>, Récupéré le 31/10/2021.

- *Offshore Energy* (2012) *Yemen and China Enter Aden Port Development Agreement*, *Offshore Energy*, url : <https://www.offshore-energy.biz/yemen-and-china-enter-aden-port-development-agreement/>
- Okogu, M. B. E. (2003). *The Middle East and North Africa in a changing oil market*. International Monetary Fund.
- Okruhlik, G., et Conge, P. (1997) National autonomy, labor migration and political crisis: Yemen and Saudi Arabia. *The Middle East Journal*, 554-565.
- Orkaby, A. (2014) *Beyond the Arab Cold War: The International History of the Yemen Civil War, 1962-68*, *Dissertation de doctorat (Harvard)*, url : [https://dash.harvard.edu/bitstream/handle/1/12269828/Orkaby\\_gsas.harvard\\_0084L\\_11420.pdf?sequence=4](https://dash.harvard.edu/bitstream/handle/1/12269828/Orkaby_gsas.harvard_0084L_11420.pdf?sequence=4), Récupéré le 31/10/2021.
- Oxfam, A. (2016). *Economy for the 1%*. *Oxfam Briefing Paper*, 210, 44.
- Painter, D. S. (1986) *Oil and the American century. The political economy of US foreign oil policy, 1941-1954*. US Dept. of State.
- Painter, D. S. (2014) Oil and geopolitics: The oil crises of the 1970s and the cold war. *Historical Social Research/Historische Sozialforschung*, 186-208.
- Palley, T. I (2004) *From Keynesianism to Neoliberalism: Shifting Paradigms in Economics Public understandings of the economy also matter*, *Institute of Policy Studies*, url : [https://ips-dc.org/from\\_keynesianism\\_to\\_neoliberalism\\_shifting\\_paradigms\\_in\\_economics/](https://ips-dc.org/from_keynesianism_to_neoliberalism_shifting_paradigms_in_economics/), Récupéré le 31/10/2021.
- Panda, A. (2019) *South China Sea: Pentagon Slams China's 'Bullying' Behavior Against Vietnam*, *The Diplomat*, url : <https://thediplomat.com/2019/08/south-china-sea-pentagon-slams-chinas-bullying-behavior-against-vietnam/>, Récupéré le 29/10/2021.

- Parenti, M. (2012) L'assassinat de JFK: la phobie de la conspiration à gauche. revue *Agone. Histoire, Politique & Sociologie*, (47), 77-104.
- Patnaik, P. (2009) *The value of money*. Columbia University Press.
- Perkins, J. (2006) *Les confessions d'un assassin financier*. La Magnétothèque.
- Perper, R. (2019) China could be the biggest loser from the Saudi Arabia oil attack, *Business Insider*, url : <https://www.businessinsider.com/china-could-be-the-biggest-loser-saudi-arabia-oil-attack-2019-9>, Récupéré le 29/10/2021.
- Petras, J. (1988) Contradictions of market socialism in China (Part I). *Journal of Contemporary Asia*, 18(1), 3. 23.
- Petras, J. (1993). Cultural imperialism in the late 20th century. *Journal of Contemporary Asia*, 23(2), 139-148.
- Petras, J. (2012). China: Rise, fall and re-emergence as a global power. *Canadian Dimension*, <https://canadiandimension.com/articles/view/china-rise-fall-and-re-emergence-as-a-global-power>, Récupéré le 29/10/2021.
- Petras, J. (2017) Independence and Self-Determination: Weapons for Empire Building or National Liberation? *The James Petras Website*, url : <https://petras.lahaine.org/independence-and-self-determination-weapons-for/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Pfenning, T. (2018) The failure of the soviet economy and the global domination of the petrodollar, *Geopolitica*, url : <https://www.geopolitica.ru/en/article/failure-soviet-economy-and-global-domination-petrodollar>, Récupéré le 03/07/2022.
- Pfenning, T. (2018) The failure of the Soviet economy and the global domination of the petrodollar, Anti-imperialist Alliance, *Defend Democracy*, url : <http://www.defenddemocracy.press/the-failure-of-the-soviet-economy-and-the-global-domination-of-the-petrodollar/>, Récupéré le 29/10/2021.

- Phillips, S. (2017). *Yemen and the politics of permanent crisis*. Routledge.
- Pieraccini, F. (2019) Three Saudi Brigades Annihilated in Devastating Houthi Offensive in Saudi Arabia, *Islam Times*, url : <https://www.islamtimes.org/en/article/819654/three-saudi-brigades-annihilated-in-devastating-houthi-offensive-arabia>, Récupéré le 29/10/2021.
- Pochet, B. (2015) *Comprendre et maîtriser la littérature scientifique*. Presses agronomiques de Gembloux.
- Podeh, E. (1999) *The Decline of Arab Unity: The Rise and Fall of the United Arab Republic* (Portland: Sussex Academic Press, 1999), 1.
- Podeh, E. (2018) Saudi Arabia and Israel: From Secret to Public Engagement, 1948–2018. *The Middle East Journal*, 72(4), 563-586.
- Pollack, K. M. (2004) *Arabs at War: Military Effectiveness, 1948–1991*. U of Nebraska Press. ISBN 978-0-8032-0686-1.
- Potter, D. W. (2004). State responsibility, sovereignty, and failed states. *Refereed paper presented to the Australasian Political Studies Association Conference*, url : [https://parlinfo.aph.gov.au/parlInfo/download/media/pressrel/WS1F6/upload\\_binary/ws1f64.pdf;fileType=application%2Fpdf#search=%22media/pressrel/WS1F6%22](https://parlinfo.aph.gov.au/parlInfo/download/media/pressrel/WS1F6/upload_binary/ws1f64.pdf;fileType=application%2Fpdf#search=%22media/pressrel/WS1F6%22), , Récupéré le 29/10/2021.
- Pournik, M., et Abu-Ismaïl, K. (2011). The ADCR 2011: Poverty Dynamics in Yemen as a Representative Arab LDC, *UNDP*. Arab Development Challenges.
- Powelson, E. (2020) Explainer: Why Did Bahrain and the UAE Normalize Relations with Israel? *Palestine Studies*, url : <https://www.palestine-studies.org/en/node/1650726>, Récupéré le 29/10/2021.
- PressTV (2019) Houthis demand complete withdrawal of Saudi-led coalition from Yemen, *PressTV*, url : <https://www.presstv.com/Detail/2019/07/09/600535/Houthis->

demand-complete-withdrawal-of-Saudi-led-coalition-from-Yemen, Récupéré le 29/10/2021.

- Problems of Communism (1984) *Problems of Communism Jan - Feb 1984*, university of Michigan libraries.
- Proctor, I. (2018) Why was the Suez crisis so important? *IWM*, url : <https://www.iwm.org.uk/history/why-was-the-Suez-crisis-so-important>, Récupéré le 29/10/2021.
- Public Banking Institute (2018) Chasing derivatives: Is the problem with money really one of politics? *Public Banking Institute*, url : <https://www.publicbankinginstitute.org/2018/10/25/chasing-derivatives-is-the-problem-with-money-really-one-of-politics/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Qantara (2019) Saudi-UAE 'rift' weakens fight against common Yemen foe, *Qantara*, url : <https://en.qantara.de/content/saudi-uae-rift-weakens-fight-against-common-yemen-foe>, Récupéré le 29/10/2021.
- Rabinovich, I. (2019) How Iran's regional ambitions have developed since 1979, *Brookings*, url : <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2019/01/24/how-irans-regional-ambitions-have-developed-since-1979/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Raghavan, S. (2019) Houthis claim to have killed 500 Saudi soldiers in major attack, *Washington Post*, url : [https://www.washingtonpost.com/world/middle\\_east/houthis-say-they-killed-or-wounded-500-saudi-led-coalition-fighters-and-captured-2000-showing-footage-of-soldiers-corpses/2019/09/29/7c9497c2-e2d5-11e9-b0a6-3d03721b85ef\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/houthis-say-they-killed-or-wounded-500-saudi-led-coalition-fighters-and-captured-2000-showing-footage-of-soldiers-corpses/2019/09/29/7c9497c2-e2d5-11e9-b0a6-3d03721b85ef_story.html), Récupéré le 29/10/2021.
- Rahmy, A. A. R. (1983) *The Egyptian Policy in the Arab World: Intervention in Yemen, 1962-1967: Case Study*. University Press of America.

- Ramaci, S. (2017) China's Role in the Yemen Crisis, *The Diplomat*, url : <https://thediplomat.com/2017/08/chinas-role-in-the-yemen-crisis/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Rashad, M. (2020) Saudi crown prince says PIF to inject \$40 billion annually in economy in 2021, 2022, *Reuters*, url : <https://www.reuters.com/article/saudi-crownprince-pif-int/saudi-crown-prince-says-pif-to-inject-40-billion-annually-in-economy-in-2021-2022-idUSKBN27S2WZ?edition-redirect=uk>, Récupéré le 29/10/2021.
- Rashad, M. et Mukhashaf, M. (2019) Saudi Arabia defends Yemen government against UAE-backed separatists, *Reuters*, url: <https://www.reuters.com/article/us-yemen-security/saudi-arabia-defends-yemen-government-against-uae-backed-separatists-idUSKCN1VQ289>, Récupéré le 29/10/2021.
- Reimann, J. (2019) China is Flooding the Middle East With Cheap Drones, *FPIF*, url : <https://fpif.org/china-is-flooding-the-middle-east-with-cheap-drones/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Remnek, R. B. (1990). The Strategic Importance of the Bab el-Mandeb and the Horn of Africa. *Naval War College Review*, 43(4), 6-30.
- Rescue.org (2018) Yemen: Saudi "aid" plan is war tactic, url : <https://www.rescue.org/press-release/yemen-saudi-aid-plan-war-tactic>, Récupéré le 29/10/2021.
- Reuters (2021) Saudi retains top spot in oil supplies to China with volumes up 53% y/y, *Reuters*, url : <https://www.reuters.com/business/energy/saudi-retains-top-spot-oil-supplies-china-with-volumes-up-53-yy-2021-09-20/>, Récupéré le 29/10/2021.

- Richter, F. (2022) China's Rise to Economic Superpower, *Statista.com*, url : <https://www.statista.com/chart/27688/chinas-share-of-global-gdp-vs-the-us-and-the-eu/>, Récupéré le 03/07/2022.
- Rickett, O. (2019) From Lebanon to Chile, the people are rising up against neoliberalism, *Middle East Eye*, url : <https://www.middleeasteye.net/opinion/middle-east-and-rest-world-are-united-struggle>, Récupéré le 29/10/2021.
- Riedel, B. (2017a) The CIA's overlooked intelligence victory in the 1967 War, *Brookings*, url : <https://www.brookings.edu/blog/markaz/2017/05/30/the-cias-overlooked-intelligence-victory-in-the-1967-war/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Riedel, B. (2017b) Who are the Houthis, and why are we at war with them? *Brookings*, url : <https://www.brookings.edu/blog/markaz/2017/12/18/who-are-the-houthis-and-why-are-we-at-war-with-them/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Riedel, B. (2019) Saudi Arabia and the civil war within Yemen's civil war, *Brookings*, url : <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2019/08/15/saudi-arabia-and-the-civil-war-within-yemens-civil-war/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Risse, T., et Lehmkuhl, U. (2012) Governance in areas of limited statehood. *Research Program of the Research Center (SFB) 700*. url : <https://d-nb.info/1019023007/34>, Récupéré le 29/10/2021.
- Robb, G. (2021) Yellen's harsh words for China show Biden team will continue fight Trump started, *Market Watch*, url : <https://www.marketwatch.com/story/yellens-harsh-words-for-china-show-biden-team-will-continue-fight-trump-started-11611345244>, Récupéré le 29/10/2021.
- Robbins, R. R. (1939). The legal status of Aden Colony and the Aden protectorate. *American Journal of International Law*, 33(4), 700-715
- Roberts, C. (2014) *JFK: The Dead Witnesses*. Smashwords Edition.

- Rogers, J. (2018). Importing the Revolution: Institutional change and the Egyptian presence in Yemen 1962-1967. Dans Marc Owen Jones, Ross Porter and Marc Valeri (dir) : *Gulfization of the Arab World*. Berlin, London: Gerlach, pp. 113-133.
- Rosalsky, G. (2019) 75 Years Ago The U.S. Dollar Became The World's Currency. Will That Last? *KRWG*, url : <https://www.krwg.org/post/75-years-ago-us-dollar-became-worlds-currency-will-last>, Récupéré le 29/10/2021.
- Ross, M. L. (2013) *The oil curse: How petroleum wealth shapes the development of nations*. Princeton University Press.
- Rouis, M. (2014) Yemen's Qat Addiction Worsens, *World Bank*, url : <https://blogs.worldbank.org/arabvoices/yemen-qat-addiction-worsens>, Récupéré le 29/10/2021.
- Rubin, B. (1980). American Relations with the Islamic Republic of Iran, 1979-1981. *Iranian Studies*, 13(1/4), 307-326, from <http://www.jstor.org/stable/4310345>, Récupéré le 29/10/2021.
- Rubinstein, A. Z. (1979) The Soviet Union and the Arabian Peninsula. *The World Today*, 35(11), 442-452.
- Said, E. (1978) *Orientalism: Western concepts of the Orient*. New York: Pantheon.
- Salacanin, S. (2018) China-US trade war impact on the Middle East, *Al Araby*, url : <https://www.alaraby.co.uk/english/indepth/2018/9/20/china-us-trade-war-impact-on-the-middle-east>, Récupéré le 29/10/2021.
- Salisbury, P. (2015) Yemen and the Saudi–Iranian ‘Cold War’. Research Paper, Middle East and North Africa Programme, *Chatham House*, the Royal Institute of International Affairs, 11.
- Salmoni, B., Loidolt, B., et Wells, M. (2010). APPENDIX B: Zaydism: Overview and Comparison to Other Versions of Shi'ism. In *Regime and Periphery in Northern Yemen*:

The Huthi Phenomenon (pp. 285-296). *RAND Corporation*, url :

<http://www.jstor.org/stable/10.7249/mg962dia.21>, Récupéré le 29/10/2021.

- San'aa center for strategic research (2018) Starvation, Diplomacy and Ruthless Friends: The Yemen Annual Review 2018, *San'aa center for strategic research*, url : [https://sanaacenter.org/files/TYR\\_Annual\\_2018\\_en.pdf](https://sanaacenter.org/files/TYR_Annual_2018_en.pdf), Récupéré le 03/07/2022.
- Saudi Arabia Government (2018) Yemen Comprehensive Humanitarian Operations (YCHO): Unprecedented Relief to the People of Yemen, *Saudi Arabia Government*, url : <https://reliefweb.int/report/yemen/yemen-comprehensive-humanitarian-operations-ycho-unprecedented-relief-people-yemen>, Récupéré le 29/10/2021.
- Schmitt, M. Tinkler, K. and Johnson, D. (2019) The UN Yemen Report and Siege Warfare, *Just Security*, url : <https://www.justsecurity.org/66137/the-un-yemen-report-and-siege-warfare/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Schmitt, R. and Worth, R. F. (2009) U.S. Widens Terror War to Yemen, a Qaeda Bastion. *The New York Times*, url : [http://www.nytimes.com/2009/12/28/world/middleeast/28yemen.html?\\_r=1](http://www.nytimes.com/2009/12/28/world/middleeast/28yemen.html?_r=1), Récupéré le 29/10/2021.
- Schmitz, C. (2011) Crisis in the Yemen Economy: a Troubled Transition to Posthydrocarbon Growth. *Middle East Institute*, 2-13, url : <https://www.mei.edu/publications/crisis-yemeni-economy-troubled-transition-post-hydrocarbon-growth>, Récupéré le 29/10/2021.
- Schubert, S. R. (2006) Revisiting the oil curse: are oil rich nations really doomed to autocracy and inequality?. *MPRA Paper No. 10109*, url : <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/10109/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Schwartz, M. (2011). Military neoliberalism: Endless war and humanitarian crisis in the twenty-first century. *Societies without Borders*, 6(3), 190-303.

- Scott, P. D. (1993) *Deep Politics and the Death of JFK*. Univ of California Press.
- Scott, P. D. (2011) *9/11, JFK, and War: Recurring Patterns in America's Deep Events*, *Journal of 911*, url : <http://www.journalof911studies.com/volume/2007/ProfScottJFK,911,andWar.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- Seale, P. (1970) *The War in Yemen*, *New Republic*, url: <https://newrepublic.com/article/72246/the-war-yemen>, Récupéré le 29/10/2021.
- Selvik, K. (2015). *The War in Yemen: The view from Iran*. *Norwegian Peacebuilding Resource Center, Expert Analysis*, url : <https://www.cmi.no/publications/file/5654-war-in-yemen-the-view-from-iran.pdf>, Récupéré le 29/10/2021.
- Sewell, R. (2012) *The Capitalist Crisis and the Tendency of the Rate of Profit to Fall*, *Marxists.org*, url : <https://www.marxist.com/the-capitalist-crisis-and-the-tendency-of-the-rate-of-profit-to-fall-full.htm>, Récupéré le 29/10/2021.
- Shai, A. (2014) *China and Israel: relations and future prospects*. *Air & Space Power Journal-Africa and Francophonie*, 5(2), 66-87.
- Shambaugh, D. (1995) *The United States and China: A New Cold War?*. *Current History*, 94(593), 241.
- Shami, S. (2015) *Social Sciences in the Middle East: Community building in an embattled region*. *New Perspectives on Turkey*, 52, 135-153. doi:10.1017/npt.2015.
- Sharp, J. M., et Brudnick, I. A. (2015) *Yemen: civil war and regional intervention*. *FAS*, url : <https://fas.org/sgp/crs/mideast/R43960.pdf>, Récupéré le 30/10/2021.
- Shelby, A. M. (2014) *Nasser's Political and Security Dilemma: American-Egyptian Relations during the Yemeni Civil War, 1962-1967*, *Dissertation at Florida State University*, url :

<https://fsu.digital.flvc.org/islandora/object/fsu:253639/datastream/PDF/view>,

Récupéré le 30/10/2021.

- Shuja Al-Deen, M. (2019) *Federalism in Yemen: A Catalyst for War, the Present Reality, and the Inevitable Future*, *Sanaa Center for strategic studies*, url : <https://sanaacenter.org/publications/analysis/7124>, Récupéré le 03/07/2022.
- Shuja Al-Deen, M. (2021) *Yemen's War-torn Rivalries for Religious Education*, *Carnegie Endowment for international peace*, url : <https://carnegieendowment.org/2021/06/07/yemen-s-war-torn-rivalries-for-religious-education-pub-84651>, Récupéré le 29/10/2021.
- Shumkoy, A. (2018) *The Russian Federation Before and After the Soviet Union*, *Globalaffairs.ru*, url : <https://eng.globalaffairs.ru/number/The-Russian-Federation-Before-and-After-the-Soviet-Union-15077>, Récupéré le 03/07/2022.
- Siddiqi, S. (2019) *After Billions in Chinese Investment Oman's Duqm Port Could Help Bypass Hormuz*, *Al Bawaba*, url : <https://www.albawaba.com/opinion/after-billions-chinese-investment-omans-duqm-port-could-help-bypass-hormuz-1291468>, Récupéré le 29/10/2021.
- Silverfarb, D. (1982) *The Treaty of Jiddah of May 1927*, *Middle Eastern Studies*, Vol. 18, No. 3 (Jul., 1982), pp. 276-285 (10 pages).
- Simons, G. (2016). *Saudi Arabia: the shape of a client feudalism*. Springer.
- Siripurapu, A. (2022) *The Contentious U.S.-China Trade Relationship*, *Council of foreign relations*, url : <https://www.cfr.org/background/contentious-us-china-trade-relationship>, Récupéré le 26/07/2022.
- Gunia, A. (2021) *Yahoo and LinkedIn Are Ditching China. Here's Why Most U.S. Businesses Are Staying Put*, *Time magazine*, url : <https://time.com/6113375/yahoo-linkedin-companies-leaving-china/>, Récupéré le 26/07/2022.

- Slav, I. (2019) Houthi Drone Attack Sets Saudi Oil Field On Fire, *Oilprice.com*, url : <https://oilprice.com/Geopolitics/Middle-East/Houthi-Drone-Attack-Sets-Saudi-Oil-Field-On-Fire.html>, Récupéré le 29/10/2021.
- Slavin, B. (2019) From overtures for US talks to threats of war with Iran, *Atlantic Council*, url : <https://atlanticcouncil.org/blogs/iransource/from-overtures-for-us-talks-to-threats-of-war-with-iran/>, Récupéré le 29/10/2021.
- Smith, J. (2012) The GDP illusion: value added versus value capture. *Monthly Review*, 64(3), 86.
- Snyder, M. (2013) Goldman Sachs Made 400 Million Betting On Food Prices In 2012 While Hundreds Of Millions Starved, *Axis of Logic*, url: [http://axisoflogic.com/artman/publish/Article\\_65454.shtml](http://axisoflogic.com/artman/publish/Article_65454.shtml), Récupéré le 30/10/2021.
- Solheim, B. O. (2006). *The Vietnam War era: a personal journey*. Greenwood Publishing Group.
- Song, C., et Li, C. (2015) Relationship between chinese and international crude oil prices: A vec-tarch approach. *Mathematical Problems in Engineering*, 2015, url : Volume 2015 |Article ID 842406 | <https://doi.org/10.1155/2015/842406>, Récupéré le 30/10/2021.
- Sowers, J. et Mundy, M. (2018) The Saudi Coalition’s Food War on Yemen: An Interview with Martha Mundy, *MERIP*, url: <https://merip.org/2019/03/the-saudi-coalitions-food-war-on-yemen/>, Récupéré le 30/10/2021.
- Statista (2019) Major foreign holders of U.S. treasury securities as of June 2019 (in billion U.S. dollars), url : <https://www.statista.com/statistics/246420/major-foreign-holders-of-us-treasury-debt/>, Récupéré le 30/10/2021.
- Stauffer, T. (2015). “Income measurement in Arab states”. Dans Beblawi et Beblawi, *The Rentier State* (pp. 36-62). Routledge.

- Stork, J. (1975) Oil Revenues and Industrialization MERIP Reports No. 42, *Development in the Middle East* (Nov., 1975)
- Tabarani, G. G. (2008) *Israeli-Palestinian conflict: From Balfour Promise to Bush Declaration: The complications and the road for a lasting peace*. AuthorHouse.
- Taidong, Z. and Haibing, Z. (2019) China's Belt and Road Initiative: An Opportunity to Re-energize South-South Cooperation. *China Quarterly of International Strategic Studies*. 4. 1-18. 10.1142/S2377740018500264.
- The Associated Press (2019) A look at foreign military bases across the Persian Gulf, *Associated Press news*, url : <https://apnews.com/e676e805b77347108068afc160313ème2d>, Récupéré le 30/10/2021.
- The Eisenhower Doctrine, sans date, url : <https://history.state.gov/milestones/1953-1960/eisenhower-doctrine>, Récupéré le 30/10/2021.
- The national interest (2020) The Suez Crisis: Why Israel's Military Success Against Egypt Proved a Political Disaster, *National Interests*, url : <https://nationalinterest.org/blog/reboot/Suez-crisis-why-israels-military-success-against-egypt-proved-political-disaster-168592>, Récupéré le 30/10/2021.
- Tianyu, W. (2021) Explainer: Why does China have so many state-owned enterprises? *CGTN*, url : <https://news.cgtn.com/news/2021-06-14/Explainer-Why-China-has-so-many-state-owned-enterprises-115vt8ntcZ2/index.html>, Récupéré le 30/10/2021.
- Time (1962a) Yemen: After Ahmad the Devil, *Time*, url : <http://content.time.com/time/subscriber/article/0,33009,829180,00.html>, Récupéré le 30/10/2021.

- Time (1962b) Yemen: Diplomacy in the Desert, *Time*, url : <http://content.time.com/time/subscriber/article/0,33009,829623,00.html>, Récupéré le 30/10/2021.
- Time magazine (1966) Russia: The New Caution, *Time*, url: <http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,835643,00.html>, Récupéré le 30/10/2021.
- Time magazine (1967) Egypt: Cruel & Difficult Struggle, *Time*, url : <http://content.time.com/time/magazine/article/0,9171,837167,00.html>, Récupéré le 30/10/2021.
- Torrey, G. H., et Devlin, J. F. (1965) Arab Socialism. *Journal of International Affairs*, 47-62.
- Transfeld, M. (2017) Iranian support for the Houthis has been marginal and does not shape their decision-making as much as local alliances and conflict dynamics do, *Carnegie Middle East institute*, url : <https://carnegie-mec.org/sada/67988>, Récupéré le 30/10/2021.
- Transfeld, M. (2019) The UAE is weakening its partnership with the Saudis in Yemen. Here's why that matters, *Washington Post*, url : <https://www.washingtonpost.com/politics/2019/08/28/what-saudi-arabia-uaes-changing-partnership-means-future-yemens-war/>, Récupéré le 30/10/2021.
- Trebat, N. M. (2018). The United States, Britain and the Marshall Plan: oil and finance in the early postwar era. *Economia e Sociedade*, 27, 355-373.
- Tresca, M. (2017) Comment l'Arabie saoudite exporte-t-elle le wahhabisme à l'étranger ? *La Croix*, url : <https://www.la-croix.com/Religion/Islam/Comment-lArabie-saoudite-exporte-elle-wahhabisme-letranger-2017-04-27-1200842944>, Récupéré le 30/10/2021.

- Trovo, R. (2017) The Collapse of the Soviet Union, url : <https://www.kesw.org/house-magazine/house-magazine-winter-2017/the-collapse-of-the-soviet-union/>, *House Magazine*, Récupéré le 14/07/2022.
- TRT world (2022) China's economy surpasses the European Union's for the first time, *TRTworld.com*, url : <https://www.trtworld.com/magazine/china-s-economy-surpasses-the-european-union-s-for-the-first-time-54291>, Récupéré le 03/07/2022.
- Tsui, S., Wong, E., CHI, L., et Tiejun, W. (2017). The Tyranny of Monopoly-Finance Capital. *Monthly Review*, url : <https://monthlyreview.org/2017/02/01/the-tyranny-of-monopoly-finance-capital/>, Récupéré le 30/10/2021.
- Tucker, E. (2019). *The Middle East in modern world history*. Routledge.
- Tucker, S. C. (dir.). (2019) *Middle East Conflicts from Ancient Egypt to the 21st Century: An Encyclopedia and Document Collection [4 volumes]*. ABC-CLIO.
- Turse, N. (2020) Pentagon's own map of US bases in Africa contradicts its claim of "light" footprint, *The Intercept*, url : <https://theintercept.com/2020/02/27/africa-us-military-bases-africom/>, Récupéré le 30/10/2021.
- UN Department of Global Communications (2018) Regular Press Briefing by the Information Service, 7 August 2018 – Yemen, *UN Department of Global Communications*, url : <https://reliefweb.int/report/yemen/regular-press-briefing-information-service-7-august-2018-yemen>, Récupéré le 30/10/2021.
- UN General Assembly (2005) Resolution adopted by the General Assembly on 16 September 2005, *United Nations*, url : [https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/generalassembly/docs/globalcompact/A\\_RES\\_60\\_1.pdf](https://www.un.org/en/development/desa/population/migration/generalassembly/docs/globalcompact/A_RES_60_1.pdf), Récupéré le 30/10/2021.
- UN Security Council (2015) Security Council Demands End to Yemen Violence, Adopting Resolution 2216 (2015), with Russian Federation Abstaining, *United*

*Nations*, url : <https://www.un.org/press/en/2015/sc11859.doc.htm>, Récupéré le 30/10/2021.

- UN Security Council (2018) With 22 Million People Requiring Aid in Yemen, Special Envoy Calls for Political Consultations in Geneva, as Delegates Advocate Continued Security Council Unity, 8323rd Meeting (PM), *United Nations*, url : <https://www.un.org/press/en/2018/sc13442.doc.htm>, Récupéré le 30/10/2021.
- UN security council meeting (8525<sup>th</sup> meeting) (2019) Parties to Yemen Conflict Must Set Differences aside, Move towards Lasting Political Settlement, Special Envoy, Other Officials Tell Security Council 2019, *United Nations*, url : <https://www.un.org/press/en/2019/sc13809.doc.htm>, Récupéré le 30/10/2021.
- UNICEF (s.d.) Program : Water, Sanitation and Hygiene, UNICEF facilitates access to clean water and sanitation services for children and their families in Yemen, *UNICEF*, url : <https://www.unicef.org/yemen/water-sanitation-and-hygiene>, Récupéré le 30/10/2021.
- United States Congress Joint Economic Committee (1992) *China's economic dilemmas in the 1990s: The problems of reforms, modernization, and interdependence* (Vol. 1). ME Sharpe.
- United States Department of State (1995) Near East, 1962-1963, *United States Department of State*, United States Government printing house, Washington, url : <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1961-63v18>, Récupéré le 30/10/2021.
- UN-news (2011) When a food security crisis becomes a famine, *UN-news*, url : <https://news.un.org/en/story/2011/07/382342-when-food-security-crisis-becomes-famine>, Récupéré le 30/10/2021.

- UN-news (2020) Waiting to declare famine ‘will be too late for Yemenis on brink of starvation’, *UN-news*, url : <https://news.un.org/en/story/2020/07/1068101>, Récupéré le 30/10/2021.
- UNOCHA (2018) Humanitarian Response plan, Map of Yemen, *UNOCHA*, url : [https://www.unocha.org/sites/unocha/files/dms/20180120\\_HRP\\_YEMEN\\_Final.pdf](https://www.unocha.org/sites/unocha/files/dms/20180120_HRP_YEMEN_Final.pdf), Récupéré le 30/10/2021.
- UNOCHA (2020) Yemen 2020: High-Level Pledging Event for the Humanitarian Crisis in Yemen, Co-Hosted by the Kingdom of Saudi Arabia and the United Nations, *UNOCHA*, url : <https://www.unocha.org/yemen2020>, Récupéré le 30/10/2021.
- UN-Peacekeeping (s.d.) Establishment of UNEF, *UN-Peacekeeping*, url : <https://peacekeeping.un.org/en/mission/past/unef1backgr2.html>, Récupéré le 30/10/2021.
- US Energy Information Administration (2017) World oil transit points, *US Energy Information Administration*, url : [https://www.eia.gov/international/analysis/special-topics/World\\_Oil\\_Transit\\_Chokepoints](https://www.eia.gov/international/analysis/special-topics/World_Oil_Transit_Chokepoints), Récupéré le 30/10/2021.
- US Energy Information Administration (2020) China surpassed the United States as the world’s largest crude oil importer in 2017, *US Energy Information Administration*, url : <https://www.eia.gov/todayinenergy/detail.php?id=37821>, Récupéré le 30/10/2021.
- USTR (2019) The People's Republic of China, U.S.-China Trade Facts, *USTR*, url: <https://ustr.gov/countries-regions/china-mongolia-taiwan/peoples-republic-china>, Récupéré le 30/10/2021.
- Van Auken, B. (2020) Merchants of death: Multibillion-dollar bailout for arms industry amid rising COVID-19 toll, *World socialist web Site*, url : <https://www.wsws.org/en/articles/2020/04/23/pers->

a23.html?fbclid=IwAR2VQikDpR7XFIHPjozxp8Usv-

BHCFv6ZZz9Q6lSEuiSeHJnRVibSzW\_qns, Récupéré le 30/10/2021.

- Van de Walle, D. (2015) Obama and Africa, Lots of Hope, Not Much Change, *Foreign Affairs*, url : <https://www.foreignaffairs.com/articles/africa/obama-and-africa>, Récupéré le 30/10/2021.
- Varoufakis, Y. (2013) *The global minotaur*. London: Zed books.
- Verma, N. and Zhang, S. (2021) Analysis: Iran slips record volume of oil into China, reaches out to Asian clients for trade resumption, *Reuters*, url : <https://www.reuters.com/article/us-oil-iran-asia-analysis-idUSKBN2B00OL>, Récupéré le 30/10/2021.
- VoaNews (2019) Southeast Asian Nations to Hold Naval Exercises with US, *Voa News*, url : <https://learningenglish.voanews.com/a/southeast-asian-nations-to-hold-naval-exercises-with-us/5058915.html>, Récupéré le 30/10/2021.
- Vogel, E. F. (2011) *Deng Xiaoping and the transformation of China* (Vol. 10). Belknap Press of Harvard University Press.
- Von Mittelstaedt, J. (2010) 'Operation Scorched Earth' A US Hand in Yemen's Civil War, *Spiegel*, url : <https://www.spiegel.de/international/world/operation-scorched-earth-a-us-hand-in-yemen-s-civil-war-a-732734.html>, Récupéré le 30/10/2021.
- Wadlow, R. (2019) Yemen and World Law: Building from Current Violations, *Transcend*, url : <https://www.transcend.org/tms/2019/04/yemen-and-world-law-building-from-current-violations/>, Récupéré le 30/10/2021.
- Walker, J. (2014) *Aden Insurgency: The Savage War in Yemen 1962-67*. Pen and Sword.

- Wallerstein, I. (2003) US Weakness and the Struggle for Hegemony. *Monthly review*, New York -, 55(3), 23-29. url : <https://monthlyreview.org/2003/07/01/u-s-weakness-and-the-struggle-for-hegemony/>, Récupéré le 30/10/2021.
- Walsh, A. (2018) The tragedy of Saudi Arabia's war, *New York Times*, url : <https://www.nytimes.com/interactive/2018/10/26/world/middleeast/saudi-arabia-war-yemen.html>, Récupéré le 30/10/2021.
- Wang, H. (2020). Promising Signs for Yemen's Oil Industry, but Civil War Rages. *S&P Global*. url: <https://www.spglobal.com/platts/en/market-insights/latest-news/natural-gas/012320-promising-signs-for-yemens-oil-industry-but-civil-war-rages>, Récupéré le 30/10/2021.
- Watkins, A. Grim, R. and Shahid Ahmed, A. (2015) Iran Warned Houthis Against Yemen Takeover, *Huffpost*, url : [https://www.huffpost.com/entry/iran-houthis-yemen\\_n\\_7101456](https://www.huffpost.com/entry/iran-houthis-yemen_n_7101456), Récupéré le 30/10/2021.
- Watson, K. (2017) Trump signs \$110 billion arms deal with Saudi Arabia, *CBS news*, url : <https://www.cbsnews.com/news/trump-signs-110-billion-arms-deal-with-saudi-arabia/> Récupéré le 30/10/2021.
- Watts, I. (2017) Is Humanitarian Aid Politicized? *E-international relations*, url : <https://www.e-ir.info/2017/04/13/is-humanitarian-aid-politicized/>, Récupéré le 30/10/2021.
- Weglarz, G. (2016) Republicans vs Democrats: Two Neoliberal War Parties With the same Economic and Foreign Policies, *Islam Times*, url : <https://www.islamtimes.org/en/article/586618/republicans-vs-democrats-two-neoliberal-war-parties-with-the-same-economic-and-foreign-policies>, Récupéré le 30/10/2021.

- Wei, L. (2021) China's President Xi Jinping vowed to 'follow our own path' in a speech to the nation celebrating the ruling Communist Party's centenary, *The Wall Street Journal*, url : <https://www.wsj.com/articles/xi-jinping-aims-to-rein-in-chinese-capitalism-hew-to-maos-socialist-vision-11632150725>, Récupéré le 30/10/2021.
- Weinbaum, M. G. (1985). Egypt's Infitah and the politics of US economic assistance. *Middle Eastern Studies*, 21(2), 206-222.
- Weiss, M.I. (2015) A perfect storm: the causes and consequences of severe water scarcity, institutional breakdown and conflict in Yemen. *Water International* 40, 251–272.
- Welty, G. A. (1984) Israel: Between Colonialism and Imperialism. *The Antioch Review*, 42(1), 60-76.
- Wengraf, L. (2018) Legacies of colonialism in Africa Imperialism, dependence, and development, *International Socialist Review*, Issue #103, url : <https://isreview.org/issue/103/legacies-colonialism-africa>, Récupéré le 30/10/2021.
- Wescott, B. (2020) There's talk of a new Cold War. But China is not the Soviet Union, *CNN*, url : <https://edition.cnn.com/2020/01/02/asia/us-china-cold-war-intl-hnk/index.html>, Récupéré le 30/10/2021.
- WFP (2010) Market study : Yemen, *World Food Program*, url : <https://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp230278.pdf>, Récupéré le 30/10/2021.
- Wikan, V. (2015). What is 'Neoliberalism', and how does it relate to globalization. *E-International Relations*, url : <https://www.e-ir.info/2015/03/21/what-is-neoliberalism-and-how-does-it-relate-to-globalization/>, Récupéré le 30/10/2021.
- Wikileaks (1977) President Al-Hamdi on Yemen's political future, url : [https://wikileaks.org/plusd/cables/1977SANA02818\\_c.html](https://wikileaks.org/plusd/cables/1977SANA02818_c.html), Récupéré le 30/10/2021.

- Williamson, J. (2004) The Washington Consensus as Policy Prescription for Development, *A lecture in the series "Practitioners of Development" delivered at the World Bank on January 13, 2004*. url: <https://www.piie.com/publications/papers/williamson0204.pdf>, Récupéré le 30/10/2021.
- Witty, D. M. (2001) A regular Army in counterinsurgency operations: Egypt in North Yemen, 1962-1967. *The Journal of Military History*, 65(2), 401-419
- World Bank (2005). Republic of Yemen: Country water Resources assessment, *The World Bank*, report no. 31779-YEM.
- World Bank (2015) The Republic of Yemen: Unlocking the potential for economic growth. Report no. 102151-YE, *The World Bank*, Washington DC
- World Bank (2019) World Bank national accounts data, and OECD National Accounts data files. GDP growth (annual %) - Yemen, Rep. url : <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=YE>, Récupéré le 30/10/2021.
- World Bank (s.d.) GDP growth (annual %) – China, url : <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.MKTP.KD.ZG?locations=CN>, Récupéré le 30/10/2021.
- World Food Programme (2012) The state of food security and nutrition in Yemen. *World Food Programme*, url : <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp247833.pdf> , Récupéré le 30/10/2021.
- World Health Organization (2020), url : [https://www.who.int/health-topics/coronavirus#tab=tab\\_1](https://www.who.int/health-topics/coronavirus#tab=tab_1)

- Yacoubian, A. (2019) Iran's Increasing Reliance on China, *The Iran Primer*, url : <https://iranprimer.usip.org/blog/2019/sep/11/irans-increasing-reliance-china>, Récupéré le 30/10/2021.
- Yafai, F. (2012) The death of Arab secularism, *The national*, url : <https://www.thenational.ae/arts-culture/the-death-of-arab-secularism-1.589937>, Récupéré le 30/10/2021.
- Yamani, M. (2009) Saudi Arabia goes to war, *The guardian*, url : <https://www.theguardian.com/commentisfree/2009/nov/23/saudi-arabia-yemen-houthi-war>, Récupéré le 30/10/2021.
- Yergin, D. (1977) Politics and Soviet-American Trade: The Three Questions, *Foreign Affairs*, url : <https://www.foreignaffairs.com/articles/russian-federation/1977-04-01/politics-and-soviet-american-trade-three-questions>, Récupéré le 30/10/2021.
- Yergin, D. (1991) *The Prize: The Epic Quest for Oil, Money and Power*, New York: Simon.
- Yoram, M. (2000) The Khartoum Conference and Egyptian Policy after the 1967 War: A Reexamination. *Middle East Journal*, 54(1), 64-82. url : [www.jstor.org/stable/4329432](http://www.jstor.org/stable/4329432), Récupéré le 30/10/2021.
- Younes, A. (2019) Analysis: The divergent Saudi-UAE strategies in Yemen, *Al-Jazeera*, url : <https://www.aljazeera.com/news/2019/08/analysis-divergent-saudi-uae-strategies-yemen-190830121530210.html>
- Yu, H. (2017) Motivation behind China's 'One Belt, One Road' Initiatives and Establishment of the Asian Infrastructure Investment Bank, *Journal of Contemporary China*, 26:105, 353-368, DOI: 10.1080/10670564.2016.1245894
- Zartman I. W. (dir) (1995) *Collapsed States: The Disintegration and Restoration of Legitimate Authority*. Boulder, London.

- Zeese, K. Flowers, M. (2019) The World Is Uniting for International Law, Against US Empire, *Eurasia Review*, url : <https://www.eurasiareview.com/15082019-the-world-is-uniting-for-international-law-against-us-empire-oped/>, Récupéré le 30/10/2021.